

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

REPRÉSENTATIONS DISCURSIVES D'UN TERRITOIRE MULTI-NIVEAU :
LE CAS DE LA MOLDAVIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
ALBERT CHIFOI

JUIN 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier mes directeurs de recherche et professeurs Dr. Stéphane Bernard et Dr. Yann Roche pour leurs soutiens irréfutables et leurs générosités sans bornes à mon égard. Merci pour votre indulgence, votre patience et surtout, pour votre sens de la compassion en ce qui concernait la direction d'un projet inachevé.

Sur le même pied, je tiens à particulièrement remercier les professeurs Dr. Corneliu Iașu et Dr. Dorin Lozovanu de m'avoir ouvert leurs portes durant mes séjours en Roumanie et en République de Moldavie. Je dois aussi une mention de gratitude aux professeurs George Turcănașu, Alexandru Rusu, Adrian Ursu et Mihai Bulai de l'université Jean Cuza d'Iassy pour avoir démontré un intérêt dans la progression de ma recherche.

A mon épouse Antonina : Nous nous sommes rencontrés grâce à ce projet de recherche, qui, tout comme notre relation, à ses débuts, était synonyme d'espoir, d'innocence et d'aventure. Aujourd'hui, nous sommes tous les deux conscients des sacrifices et difficultés qui ont accompagné ce travail de recherche. Étrangement, je crois que ce mémoire sera le miroir qui reflètera les hauts et les bas de cette période de notre relation. Je te serai infiniment reconnaissant pour ta présence à mes côtés, ta fiabilité, ta passion et surtout pour ton amour. Avec le recul, je peux dire que tu as fait de moi, une meilleure personne. Je t'aime.

À mon frère Christian, tu as toujours été disposé à m'aider, à m'encourager et surtout à me comprendre. Tu as toujours cru en moi et pour cela je te serais toujours reconnaissant. A ma belle-sœur Luiza et mon neveu Nicolae, votre arrivée m'a redonné un deuxième ainsi qu'un troisième souffle dans l'accomplissement de ma recherche. Merci !

Merci du soutien, à tous les membres de la famille rapprochée; ma belle-mère Tatiana, ma grand-mère par alliance Claudia, mes belles-sœurs Svetlana et Tatiana. Merci pour l'accueil

et le soutien à Adrian Petrov son épouse Mme. Valirică ainsi qu'à Mme. Vasilică de Bucarest.

A Étienne Jarry-Boileau, Jean-Marc Adjizian et Nancy Horth, mes compagnons torturés, je vous remercie tout simplement, la liste des bienfaits étant trop longue à énumérer sur papier. Blague à part, merci d'avoir tendu l'oreille, d'avoir fait preuve d'une ouverture d'esprit et de m'avoir accordé une parcelle de votre temps. Votre résilience à réussir fut des plus inspirantes.

À mes parents, Nicola et Ioana Chifoi, je vous dois un monde de gratitude pour m'avoir soutenu depuis les tous débuts et pour m'avoir démontré une confiance inébranlable et un amour inconditionnel desquels je retirerais des leçons de vie immensurable. Ce sont vos sacrifices qui sont aux fondations de ce projet.

La dragi părinți mei,

Nu cred că voi putea niciodată să fiu suficient de recunoscător pentru toate sacrificiile care le ați facute dar să știți că scopul inițial al proiectului meu a fost ca să fiți mândrul de mine. Sper că cu lucrarea această, am reușit.

AVANT-PROPOS

D'emblée, il est important de situer la problématique ainsi que la recherche dans le contexte de l'Europe orientale au moment de la rédaction. Tenant compte que le terrain d'étude se situe au sein d'une région marquée par une situation politique instable et à l'intérieur d'une zone contestée, il est impératif que le lecteur prenne conscience de la volatilité de l'évolution politique de la région.

Le bouleversement ukrainien. (A partir du 28 novembre 2013).

Le soulèvement de l'Euromaidan en Ukraine constitue un bouleversement historique, qui ramène la dynamique géopolitique régionale à celle de la Deuxième Guerre Mondiale. Dans le cas de la République de Moldavie, le renversement de la situation politique en Ukraine joue un rôle majeur dans les projections d'avenir du pays.

- Le conflit en Ukraine, notamment l'agressivité de la Russie, a accéléré le processus d'adhésion et d'intégration européenne de la République de Moldavie.
- Ce conflit a permis d'attirer les regards du monde sur la région, et sur les conflits communautaires impliquant des minorités nationales, jusqu'alors mis de côté, voire ignorés par les acteurs occidentaux.
- Dans une perspective locale, le cas de la Transnistrie devient un enjeu beaucoup moins urgent. Celle-ci se retrouve complètement partagée entre les forces moldaves d'un côté et ukrainiennes de l'autre.
- De plus, l'allégeance à la Russie de la minorité ukrainienne de la République de Moldavie ainsi que celle de la Transnistrie devient moins claire.
- D'un point de vue géopolitique, une Ukraine pro-européenne joue un rôle de bouclier protecteur pour la République de Moldavie. Ainsi pourrait-on dire que le conflit en Ukraine détourne l'attention de la Russie de la situation en République de Moldavie.

Une région sur la corde raide : L'Ukraine, la Roumanie et la République de Moldavie.

Élections législatives en Ukraine (26 octobre 2014).

Au moment d'écrire ces lignes, nous sommes à quelques jours des législatives en Ukraine. Ces dernières risquent de confirmer la position du président en place, le pro-européen Petro Porochenko. En effet, la perte de la Crimée et la non-participation des régions instables de Lougansk et Donetsk met pratiquement hors circuit l'électorat de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch. Cela étant dit, un parlement hostile à la Russie ne fera qu'envenimer les relations diplomatiques et intensifier encore plus le risque d'un conflit armé dans l'est de l'Ukraine. Le cas de la Transnistrie demeure une situation explosive, dans l'éventualité où l'Ukraine et la République de Moldavie décideraient de sécuriser leurs frontières.

Élections présidentielles en Roumanie (2 et 14 novembre 2014).

Les élections présidentielles en Roumanie se jouent présentement entre deux candidats principaux. Le premier, Victor Ponta, actuel Premier-Ministre et candidat du Parti Social-Démocrate est sûrement le plus grand défenseur de l'idéologie unioniste. Le Premier-Ministre actuel de la République de Moldavie, Iurie Leancă fait partie de son entourage. Le deuxième, Klaus Iohannis, ancien maire de la ville de Sibiu et candidat du Parti National Libéral n'écarte pas la volonté d'établir des relations avec la République de Moldavie, malgré un usage beaucoup plus discret des tactiques de séduction contrairement à ceux de son adversaire vers la population de la Bessarabie. Le favori actuel demeure Victor Ponta et s'il sort victorieux des présidentielles, les relations avec la République de Moldavie iront vraisemblablement dans le sens du rapprochement.

Élections législatives en République de Moldavie (28 novembre 2014).

Sans contredit, il s'agit des élections les plus difficiles à prévoir. Six Partis politiques d'envergure s'y affrontent, chacun ayant la capacité d'influencer de façon majeure l'orientation politique de la République de Moldavie. Le chiffre à retenir est de 60 sièges au parlement, puisqu'il assurerait l'élection d'un président majoritaire et une stabilité politique.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xii
RÉSUMÉ.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE, FONDEMENTS THÉORIQUES ET CADRE CONCEPTUEL.....	11
1.1 Problématique.....	11
1.1.1 L'usage des échelles territoriales.....	12
1.1.2 Le rapport entre l'espace et le territoire.....	13
1.1.3 Questionnement et objectifs.....	14
1.2 Fondements théoriques.....	15
1.2.1 Pourquoi la géopolitique?.....	15
1.2.2 Comment définit-t-on la géopolitique quand on est géographe?.....	16
1.2.3 Que retenir de la méthode géopolitique?.....	16
1.2.4 L'analyse géopolitique.....	17
1.2.5 L'école géographique.....	17
1.3 Cadre conceptuel.....	17
1.3.1 Construction nationale.....	17
1.3.2 L'identité.....	23
CHAPITRE II	
CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	28
2.1 L'approche méthodologique.....	28
2.1.1 L'approche de l'analyse systémique.....	28
2.1.2 L'approche empruntée : L'analyse systémique.....	29

2.2	Cadre spatio-temporel de la démarche	32
2.3	Une approche plurielle en recherche.....	34
2.4	Retour sur les questions de recherche	34
2.4.1	Première question secondaire.....	34
2.4.2	Deuxième question secondaire	35
2.4.3	Troisième question secondaire	36
2.5	L'analyse de contenu médiatique.....	37
2.5.1	Les paramètres de l'échantillon.....	37
2.5.2	La sélection des sources	37
2.5.3	Constats sur l'échantillon	39
2.5.4	L'unité d'analyse	40
2.6	Les entretiens semi-dirigés	40
2.6.1	Entretiens et discussions.....	40
2.7	Le système catégoriel : Les indicateurs.....	41
2.7.1	Section descriptive : Méthode bibliographique.....	41
2.7.2	Section analytique : Analyse du discours médiatique et des entretiens.....	41
2.8	Traitement des données (Graphiques, Tableaux, Cartes)	45
CHAPITRE III		
LES FONDEMENTS DE L'IDENTITÉ MOLDAVE.....		
3.1	Délimiter le territoire (dans l'espace et dans le temps)	47
3.2	Un profil vertical : Quelques repères historiques	48
3.2.1	La construction par le mythe : Théorie de la continuité daco-roumaine	48
3.2.2	L'identité linguistique : la cristallisation du latinisme	50
3.2.3	La reconnaissance politique	51
3.2.4	La période de déchéance jusqu'à la rupture nationale	55

3.2.5	La Grande Roumanie et le retour de la Bessarabie.....	63
3.2.6	L'Union soviétique	67
3.2.7	L'autonomie et la création d'un État indépendant moldave	69
3.3	Un profil horizontal : Une approche transactionna liste	74
3.3.1	Profil ethnolinguistique	74
3.3.2	La place de l'église orthodoxe en Moldavie et son impact.....	77
3.3.3	Les effets du «soft-power» économique : soutien ou dette.....	79
3.3.4	Les enjeux sociaux : Mobilité, citoyenneté et bourses étudiantes	80
3.3.5	La langue : Enjeu culturel ou politique	82
3.3.6	Le support diplomatique : baromètre de l'état des relations	83
3.3.7	Synthèse.....	85
CHAPITRE IV		
PAYSAGE NARRATIF DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE.....		86
4.1	L'échelon supranational.....	86
4.1.1	La conception européenne	86
4.1.2	La conception russe.....	93
4.2	L'échelon national.....	99
4.2.1	Auto-conception de la politique locale	99
4.2.2	Conception des régions séparatistes : Transnistrie et Gagaouzie	102
4.3	L'échelon infranational.....	106
4.3.1	Conception du citoyen roumain (bilan de cinq entrevues)	106
4.3.2	Conception du citoyen moldave (bilan de cinq entrevues).....	109
4.4	Quels sens donner à ces discours?	113
CHAPITRE V		
QUEL SCÉNARIO POUR LA NATION MOLDO-ROUMAINE?		116
5.1	Scénario 1 : l'option de l'Union européenne.....	117

5.2	Scénario 2 : l'option de l'État unitaire moldave	121
5.3	Scénario 3 : l'option de l'État fédéral.....	124
5.4	Scénario 4 : l'option de l'Union douanière eurasiatique	127
5.5	Scénario 5 : l'option de la réunion avec la Roumanie	130
5.6	Scénario 6 : l'option de l'éclatement.....	133
5.7	Scénario 7 : l'option de la Russie	136
	CONCLUSION.	139
	APPENDICE A	
	ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES CONDUITES DURANT LA RECHERCHE.....	148
	APPENDICE B	
	CANEVAS D'ENTRETIEN.....	149
	APPENDICE C	
	ARTICLES DE PRESSE.....	152
	APPENDICE D	
	CERTIFICAT D'ÉTHIQUE.....	164
	RÉFÉRENCES.....	165

LISTE DES FIGURES

Figures	Page
Figure 1.1 Localisation et contexte géopolitique de l'espace moldo-roumain.....	4
Figure 1.2 Les régions de l'espace moldo-roumain.....	5
Figure 2.1 Couverture spatio-temporelle échelonnée de la démarche méthodologique	33
Figure 2.2 Sources par fréquence et date.....	39
Figure 3.1 La Principauté de Moldavie à son apogée (1358 – 1711)	53
Figure 3.2 Annexion de la Bessarabie (1812)	58
Figure 3.3 La Grande Roumanie (1918–1944)	65
Figure 3.4 Proportion des périodes historiques de la Moldavie selon la durée.....	73
Figure 3.5 Évolution des interactions diplomatiques de la République de Moldavie (Année 2012-13).....	84
Figure 3.6 Évolution des interactions diplomatiques de la République de Moldavie (Année 2013-14).....	84
Figure 4.1 Nature des propositions de l'Union européenne et de la Roumanie.	92
Figure 4.2 Nature des propositions de la Russie.	98
Figure 4.3 Nature des propositions de la République de Moldavie.	101
Figure 4.4 Nature des propositions des régions séparatistes.....	105
Figure 4.5 Nature des propositions des citoyens moldaves et roumains.	112
Figure 5.1 Scénario européen.....	118
Figure 5.2 Scénario d'un État unitaire.....	122
Figure 5.3 Scénario d'un État fédéral.....	126
Figure 5.4 Scénario eurasiatique.	128
Figure 5.5 Scénario de la réunification.....	131
Figure 5.6 Scénario de l'éclatement.....	135
Figure 5.7 Scénario de la Russie.	137
Figure 6.1 Les valeurs priorisées et les scénarios concordants.	139

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Source du propos.....	43
2.2 Propos (Explicite).....	44
3.1 Groupes ethniques de la Bessarabie selon le recensement roumain de 1930.	75
3.2 Groupes ethniques de la République de Moldavie selon le recensement de 1989. (Incluant la République du Dniestr.).....	75
3.3 Groupes ethniques de la République de Moldavie selon le recensement de 2004. (Excluant la République du Dniestr.).....	76
3.4 Groupes ethniques de la République de Transnistrie selon le recensement de 2004.	76
3.5 Proportions selon la religion en Moldavie roumaine. Recensement de 2011. (Incluant les 8 régions de la Principauté de Moldavie) (INSSE, 2002)	78
3.6 Proportion des 50 ans et plus en République de Moldavie (BNS-RM, 2014).....	79

LISTE DES ABRÉVIATIONS

PCRM	Parti Communiste de la République de Moldavie
PLDM	Parti Libéral Démocrate de la Moldavie
PSD	Parti Social-Démocrate
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
LGBT	Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres
INSSE	Institut national de statistique roumain
CNPD	Commission nationale pour la population et le développement
BNS	Bureau national de statistique moldave
OEC	Observatoire pour la complexité économique
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (pays émergents)
CEI	Commonwealth des États indépendants

RÉSUMÉ

Le présent travail consiste en l'analyse systémique de la situation géopolitique de la République de Moldavie. Dès le 7 avril 2009, la Nation moldave s'est trouvée plongée dans un profond bouleversement de nature sociale à la suite d'un mouvement populaire mené par un groupe de jeunes moldaves qui a réussi à faire tomber le régime communiste en place. La Moldavie, territoire au passé tourmenté, se trouve aujourd'hui dans une position où elle doit compter avec divers groupes ethniques et communautés politiques. Par ailleurs elle subit l'influence externe de l'Union européenne, de la Russie et de la Roumanie lesquelles jouent à distance leurs pions «identitaires» respectifs sur l'échiquier politique moldave.

Afin d'acquérir une connaissance approfondie et cohérente des motivations et intérêts de chacun des acteurs, notre analyse s'appuie sur des méthodes d'analyse de discours dans les médias et dans des entrevues effectuées sur le terrain. La représentativité ainsi que le poids discursif de chacun des discours ainsi définis ont servi à déterminer des scénarios géopolitiques possibles quant à l'avenir de la Moldavie, ainsi qu'à évaluer les chances de voir l'un ou l'autre de ces scénarios se produire dans un futur relativement proche.

Au final, ce travail démontre l'importante influence de l'Union européenne dans les politiques actuelles de la République de Moldavie ainsi que les stratégies de contre-attaque employées par les autorités de la Fédération de Russie dans la région. Le rôle de la Roumanie et du mouvement de réunification avec la République de Moldavie a également été remis en perspective tout le long de notre analyse. Enfin, il s'agit ici d'essayer d'offrir un autre angle d'observation de la République de Moldavie et de comprendre d'où elle vient, à quels obstacles elle a été confrontée et surtout quelles sont ses perspectives d'avenir.

Mots clés : République de Moldavie, Roumanie, Union européenne, Fédération de Russie, Transnistrie, Gagaouzie, Bessarabie, Révolution «Twitter», construction nationale, identité, nationalisme, géopolitique, frontière, approche multi-scalaire, analyse systémique, représentations, analyse du discours, analyse médiatique, cartographie

INTRODUCTION

Le 7 avril 2009, la République de Moldavie a été le théâtre d'un mouvement de contestation contre le gouvernement du parti communiste moldave, nouvellement réélu avec une majorité parlementaire, suite aux élections qui avaient eu lieu deux jours plutôt. À l'échelle nationale, ce mouvement de contestation a eu pour conséquence une fracture et un morcellement du pays entre groupes pro-européens, pro-moldaves et pro-russes. À l'échelle continentale, cet événement a eu pour conséquence le retour de la République de Moldavie dans les enjeux géopolitiques de la région, elle qui se trouve à présent dorénavant positionnée entre les zones d'influence de l'Union européenne et de la Russie. De ce fait, la République de Moldavie s'est retrouvée impliquée dans un jeu géopolitique où des acteurs politiques multinationaux font œuvre de plus en plus de persuasion de façon à favoriser leurs propres intérêts.

Ce travail de recherche a pour objectif principal de «mesurer», d'une part le sentiment d'appartenance culturelle et, d'autre part les allégeances d'ordre politique et économique, le tout à l'aide de contenus issus à la fois d'entrevues effectuées sur le terrain et auprès de sources locales dans les médias écrits. Il s'agit de répondre à la question suivante : À l'avenir, dans quelle direction se dirigera la République de Moldavie, pour quelles raisons et de quelle manière chaque acteur va-t-il influencer le dénouement de l'impasse géopolitique en République de Moldavie? En terminant, l'analyse de chaque narratif mènera l'étude à bâtir sept scénarios géopolitiques d'avenir pour la République de Moldavie et à statuer sur ceux qui émergent comme les plus probables.

Ainsi, la géographie des identités est définie par les collectivités humaines qui se sont appropriées un territoire (nations) dans le but de se protéger, de survivre et de s'épanouir. Hormis l'appartenance à l'environnement naturel ou au foyer national (Foucher, 1991), chaque culture, histoire, langue ou tradition tire ses spécificités d'un endroit particulier. Cet endroit joue un rôle primordial dans la construction d'une identité collective, qui permet la différenciation face à l'«autre» (Calhoun, 1993). Les communautés politiques contemporaines tirent leurs légitimités «spatiales» de l'instrumentalisation de leur

rattachement territorial suite à un procédé nationalisant (Brubaker, 1996). Le rapport à «l'autre» des collectivités identitaires nationales est capital. Celles-ci justifient leurs caractéristiques distinctes, soit face à l'opposant; soit en accointance avec l'allié. Ainsi, la construction nationale ne dépend pas uniquement de la relation à soi-même (identité nationale, cohésion interne, valeurs culturelles, etc.), mais également de la relation avec «l'autre»¹ (Schnapper, 1999).

Identité située : Le jeu politique des échelles

L'autosuffisance des États étant chose du passé, les dynamiques multi-scalaires entre territoires sont en position de déterminer les tendances relationnelles trans-scalaires, le statut politique des États nationaux ainsi que la nature des conflits à l'intérieur de l'État. Par conséquent, un État politique souverain doit, sans cesse sentir le pouls de ses partenaires politiques de façon à aligner leurs intérêts, pour avoir la capacité de progresser à l'intérieur d'un système international complexe et interconnecté. L'État est dorénavant lié, non seulement à ses partenaires internationaux, mais aussi aux entités «non-reconnues» qui participent, chapeautent et parfois réfutent sa souveraineté. La complexité des dimensions géographique et politique de l'État contemporain fait de celui-ci une entité en constante mutation, soumise à de multiples remises en cause et en permanente contestation. Elle mène même, dans certaines régions, à une perpétuelle remise en question de la validité de la nation et de la légitimité identitaire.

La Nation : Le rôle des racines territoriales

Outre le sujet de la singularité nationale d'une perspective globale, la question de la représentation des racines culturelles découle d'une perspective locale. L'idée illusoire de l'État «purement civique» (Kohn, 1967), c'est-à-dire le concept d'un État de tous les peuples qui ne montre aucune discrimination préférentielle facilitant l'exclusion politique est un concept qui a vivement alimenté les débats ces dernières années (Brown, 1999); (Yack, 1996); (Spencer & Wollman, 1998); (Iglesias Danero, 2013). Dans ce contexte, on peut dire que la pluralité ethnique et politique de la Moldavie permet la création d'une société

¹ Le discours politique produit et construit inévitablement un «nous» collectif qui exclut simultanément «l'autre», c'est-à-dire : ceux ou celui qui ne se conforme pas à la «nation» représenté par les leaders politiques.

diversifiée (Way, 2003). Celle-ci est composée d'un amalgame de communautés culturellement différenciées qui se représentent de façon distincte à l'intérieur de la société moldave et qui perçoivent l'identité moldave de façon toute aussi contrastée. Au final, la République de Moldavie, en tant que communauté politique et en tant que société, fait l'objet de plusieurs interprétations divergentes autant de la part de ses éléments constitutifs que de ses partenaires politiques externes.

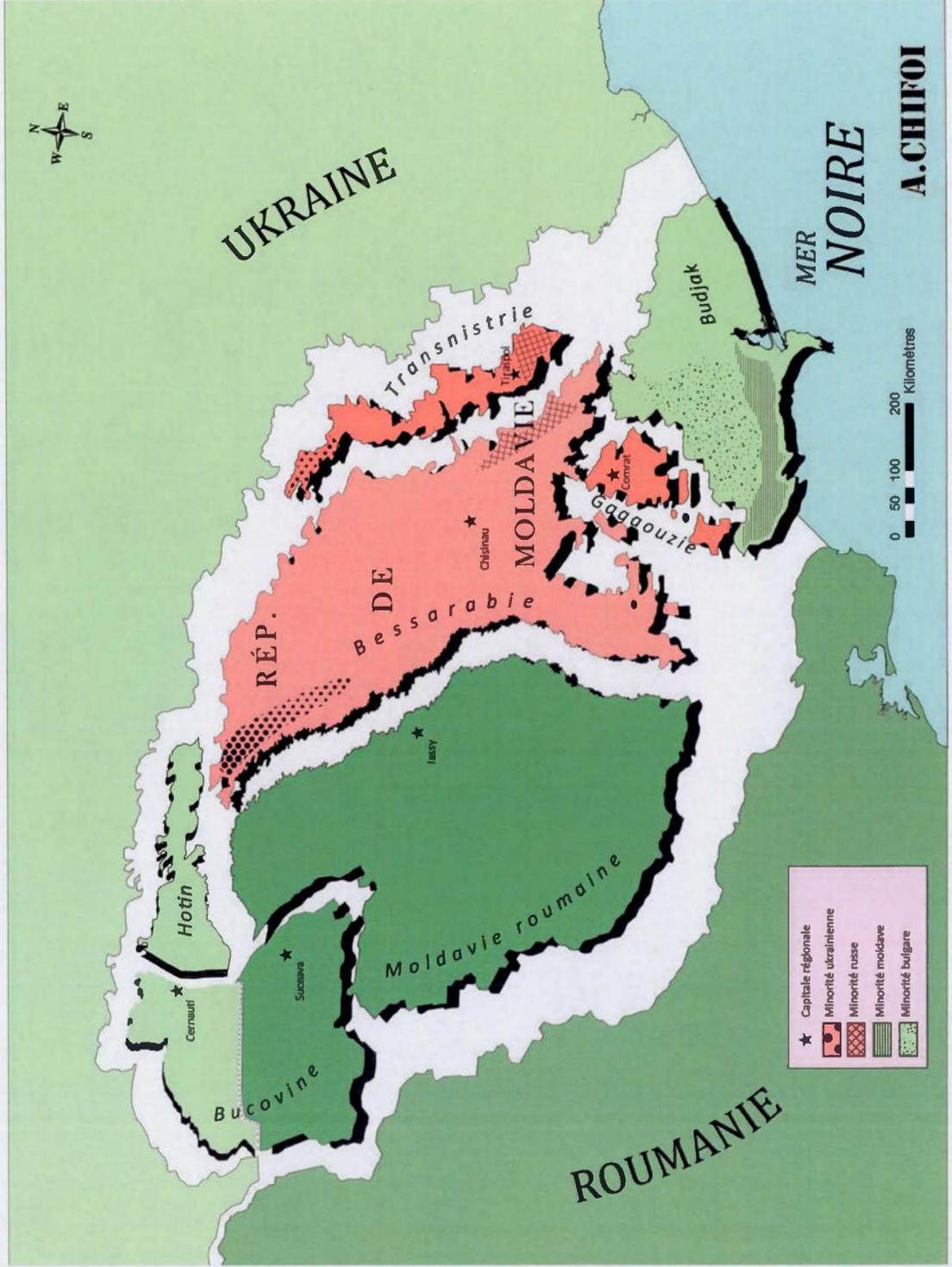
Dynamique variée et rétroactive de l'Identité nationale

En géopolitique, dans une dynamique de conflit, il existe des niveaux d'acteurs territoriaux dont certains agissent de façons différenciées sur chacun des niveaux. Tous ces éléments interagissent les uns avec les autres sans discernement mais de façon cyclique et rétroactive. Il s'agit, tout simplement, de la même dynamique que celle qui agit à l'intérieur du système familial (Yatchinovsky, 2012). En référence à l'analogie familiale, le noyau central du réseau politique (*i.e.* : l'État-Nation) correspond au couple et les niveaux supérieurs d'acteurs politiques (*i.e.* : Supra-étatique) correspondent aux parents alors que les niveaux inférieurs d'acteurs politiques (*i.e.* : Infra-étatique) correspondent aux enfants. De plus, les acteurs divergents peuvent correspondre aux beaux-parents, aux anciens partenaires de cœur ou aux enfants issus d'une relation précédente. Tous ces membres font partie intégrante d'un système familial et ne peuvent disposer librement d'eux-mêmes sans occasionner de répercussions sur le réseau (voir figure 1.1). Certes, il existera toujours le divorce comme solution, mais ce dernier ne se fait jamais sans heurts et sans séquelles permanentes auprès des intéressés. En référence à cette analogie, le Chef de la région séparatiste Moldave, Evgueny Şevciuk, a ouvertement fait la proposition d'un «divorce civilisé» comme possible règlement de la situation politique en Moldavie (Publika, 2013)².

La République de Moldavie est issue d'un redécoupage territorial qui a eu lieu durant la période Stalinienne de l'Union soviétique, entre plusieurs communautés culturelles distinctes (voir figure 1.2). Ce redécoupage a vu l'annexion de la Bucovine du nord et du Boudjak à la République socialiste soviétique ukrainienne et le rattachement de la République moldave du Dniestr (Transnistrie actuelle) en 1940 et en 1944.

² Déclaration du président de la Transnistrie : Evgueny Chevtchouk.

Figure 1.2 Les régions de l'espace moldo-roumain



Dès 1812, la République de Moldavie a vu sa composition démographique changer de façon drastique suite à l'occupation par la Russie. Le plus important de ces changements a été l'arrivée des Gagaouzes durant un échange de populations entre l'Empire russe et l'Empire ottoman. Depuis lors, cette population turcophone chrétienne, dont le nombre de personnes est aujourd'hui estimé à près de 150 000, voue une totale reconnaissance à ceux qui l'ont accueillie. Dans le nord de la République de Moldavie, la troisième minorité en importance (après les Russes et les Gagaouzes) est constituée d'Ukrainiens. Elle s'est également installée en République de Moldavie durant la tumultueuse période soviétique d'après 1940. Aujourd'hui, la communauté ukrainienne de la Moldavie se concentre autour de la ville de Bălți. Après 1945, la République de Moldavie a donné asile à une population cosmopolite, le tout sous le paravent unitaire socio-identitaire du soviétisme. De façon connexe, la période post-soviétique de la Moldavie a vu d'une part, l'apparition d'une multitude d'acteurs internes qui ont démontré une forte volonté émancipatrice. D'autre part, elle a vu l'apparition d'acteurs externes qui se sont mêlés ouvertement des affaires internes du pays. Dès lors, l'analogie entre la situation politique de cette dernière et celle d'une famille dysfonctionnelle peut être envisagée. En effet, la situation de la République de Moldavie peut être comparée à celle d'une femme ayant des enfants (d'âge mature), qui précipite leur départ d'un foyer familial en crise. Par ailleurs, elle retrouve également la possibilité de retourner dans une relation avec un partenaire d'enfance après 46 années de séparation.

Qui sont ces acteurs internes et externes?

Le «couple» potentiel : Dans le cadre de cette recherche, les acteurs principaux sont les acteurs primaires qui proposent une alternative couplée avec des actions concrètes qui risquent de provoquer des réactions auprès des acteurs secondaires. Dans ce cas-ci, les acteurs primaires sont la République de Moldavie et la Roumanie. Ce couple potentiel partage une histoire commune de pertinence variée dans le contexte actuel. Dans le cas où deux concubins-es parlent la même langue, partagent la même culture et se sont fréquentés durant leur jeunesse, cela fait-il d'eux un couple bien assorti? Difficile à répondre, considérant les 45 ans de séparation qu'ils ont vécu. Ce couple est-il toujours aussi compatible aujourd'hui?

Les «enfants» : Les acteurs secondaires se subdivisent en deux groupes : les «parents» et les «enfants». Dans cette analyse, les «enfants» correspondent à la Transnistrie et à l'autonomie de la Gagaouzie. Ces «enfants», étant donné qu'on les compare à des jeunes adultes, constituent des acteurs possédant une capacité d'influence notable. Cela dit, un parent recherchera toujours l'approbation de ses enfants avant de s'embarquer dans une nouvelle relation. Mais dans quelle direction ces enfants tendent-ils?

Les «parents» : Le deuxième sous-groupe d'acteurs secondaires correspond ici à l'Union européenne et à la Russie, acteurs dont les interventions dans les affaires de la Moldavie et de la Roumanie possèdent un aspect presque idéologique. Il correspond aussi aux acteurs les plus importants en termes d'influences diplomatique et économique. Les liens familiaux d'ordre culturel ne doivent pas non plus être sous-estimés. Malgré les relations tendues entre la Russie et la République de Moldavie, une forte minorité de la population locale s'accroche toujours à ses liens émotionnels avec celle-ci. Incidemment, les deux acteurs de ce groupe possèdent des convictions complètement divergentes ce qui provoque une situation propice à la discorde, à la crainte et au conflit. Quels sont les rôles que jouent les «parents»? Le «couple» peut-il aller de l'avant si les «parents» ont des convictions divergentes?

Au final, d'un point de vue mondial (acteurs-secteurs-échelles-interactions), la République de Moldavie ne peut être considérée ni comme un État unitaire, ni comme un État auto-suffisant. Dans un premier temps, elle doit gérer et négocier avec ses «enfants» pour progresser vers un avenir stable. Dans un deuxième temps, elle dépend des ressources que lui offrent ses «parents», mais ces derniers exigent que les ressources soient utilisées de façon concertée.

Comprendre les subtilités et les complexités de la nation moldave

L'analogie de la situation de la République de Moldavie avec l'aspect systémique de la famille a pour objectif de démontrer les multiples facettes qui entrent en jeu dans chacune des décisions prises localement. Les six acteurs distincts, précédemment cités, possèdent chacun leurs propres intérêts et affinités. Ces acteurs sont inter-reliés, interdépendants et disposent d'une autonomie malgré la hiérarchisation structurelle dans laquelle ils se retrouvent. Par exemple, les «enfants» ont-ils suffisamment d'autonomie pour passer outre l'avis de leurs

«parents» ou doivent-ils plutôt suivre les indications de leurs «grands-parents»? Inversement, les «grands-parents» ne demandent-ils pas la permission aux «parents» pour discuter avec leurs «petits-enfants»?

Les concubins du «couple», peuvent eux aussi, avoir des relations privilégiées à l'intérieur d'un cadre qui exclut l'autre membre du couple. Ainsi, le «couple» ne forme pas nécessairement un ensemble unitaire où les décisions sont prises de façon systématiquement concertées. La République de Moldavie, quand il est question de l'ingérence russe en Transnistrie, ne consulte pas systématiquement la Roumanie. L'exclusion de cette dernière des cercles de négociations peut occasionner des malentendus et des frictions au sein du «couple». La transparence des communications entre les deux entités prend alors une importance considérable dans la maturation du «couple». Ce premier volet a pour objectif d'éclairer les subtilités et la complexité géopolitique de la nation moldo-roumaine.

Appliquer l'analyse de discours à l'approche de la multi-gouvernance

La présente analyse se retrouve donc à la confluence entre l'approche de la multi-gouvernance et de l'analyse de discours (médiatique et d'entretiens). Cette dernière permet d'une part, de mettre en lumière les enjeux prioritaires de ces communautés et d'autre part, d'analyser les réalités des perspectives entre acteurs. Ainsi, ce volet de l'analyse a pour objectif de dégager les causes et effets de la communication (Bonville, 2006) entre les acteurs concernés dans l'évolution du discours relationnel entre la Roumanie et la République de Moldavie.

Une fois la notion de la République de Moldavie en tant qu'espace complexe définie, la ramification de ses secteurs prend toute sa pertinence. Initialement, ceci survient par sa composition ethnolinguistique diversifiée et ensuite par les divergences culturelles de ses communautés. Les racines culturelles sont profondes en République de Moldavie et c'est pour cette raison que la première étape de cette recherche est de proposer une description neutre et minutieuse de son contexte historique. Il s'agit ainsi d'expliquer le contexte historique de la République de Moldavie puisqu'il joue un rôle déterminant dans les relations entre les nations et dans le jeu politique interne, en partant du postulat que la culture s'ingère activement dans la politique des États. Dès lors, il est essentiel de connaître l'histoire de la

relation entre la République de Moldavie et ses voisins. Cette première action, qui fait l'objet du Chapitre 3, permet tout d'abord de savoir si les deux communautés se basent sur des références communes ainsi que d'établir les balises qui permettront de mieux contextualiser les résultats tout au long de l'analyse.

Ensuite, de façon à construire un paysage fiable des perceptions externes de la République de Moldavie, la présente recherche a recours à l'analyse de discours à sources variées. L'échantillonnage des sources est effectué en fonction des acteurs mentionnés préalablement. Par conséquent, les sources sont sélectionnées selon trois perspectives, soit : les angles «pro-russe», «pro-européen» et «pro-moldave». Les angles d'interprétation sont déterminés selon leurs sources géographiques et leurs missions d'entreprise. Elles sont subséquentement validées par la source géographique dominante selon la fréquence des propositions durant l'analyse de discours. Par ailleurs, pour augmenter la valeur du niveau discursif, cette recherche comble les lacunes d'information par une deuxième source de discours, à travers dix entrevues semi-dirigées. Parmi ces entrevues, cinq concernent des acteurs moldaves et les cinq autres des acteurs roumains. L'objectif de cette première branche de l'analyse discursive, par référent national, est d'identifier les distinctions entre ces discours et de dégager la perception que ces répondants nationaux se font de la nation moldo-roumaine. Par la suite, l'analyse vise à déterminer la divergence ou la convergence des discours.

Cette branche de l'analyse discursive se répartit sur un total de huit catégories classifiées selon la typologie des dynamiques territoriales proposée par Rosière (2003). Initialement, ces catégories sont classées selon des dynamiques de consolidation, de translation et de morcellement territorial. Par consolidation territoriale, le chercheur détermine les éléments discursifs liés à la stabilité de la situation actuelle, notamment traduite par les notions de (1) souveraineté et de (2) neutralité. La translation territoriale détermine les éléments liés aux dynamiques de «soft-power» ou d'ingérence de nature économique, culturelle ou politique. Ces dynamiques s'apparentent au «soft power» (Nye, 2008) et se traduisent notamment par les phénomènes symétriques d'ordres politique; de (3) partenariat/intégration, ou culturel; de (4) rattachisme/irrégentisme. Le morcellement représente la phase ultime des dynamiques territoriales et implique des conséquences plus flagrantes. Cette dynamique utilise une

combinaison de stratégies qui s'apparente à celle du «hard power» (Nye, 2008) et se traduit par des politiques de (5) scission, de (6) fédéralisation, de (7) conflit ou (8) d'annexion territoriale. Chacun de ces mouvements est identifiable via un mot ou un groupe de mots dans le discours.

La deuxième branche de l'analyse discursive vise à déterminer les effets de ces communications. Cette analyse établit donc une classification des motifs derrière la proposition de ces dynamiques territoriales. La recherche peut ainsi établir la corrélation entre la perception et les motifs présents derrière cette même perception selon sa provenance. Ces motifs seront illustrés par sept scénarios géopolitiques distincts construits à partir des différents types de narratifs dans le contenu médiatique en ce qui concerne les acteurs régionaux et nationaux, tandis que les narratifs locaux seront construits à partir des entrevues. Dans l'éventualité où deux types d'acteurs possèdent la même perception, il est intéressant de pousser la réflexion plus loin et de comparer leurs raisons. Sont-elles identiques? Sont-elles différentes? Au final, l'objectif sera de déterminer la possibilité d'une construction nationale moldo-roumaine selon : 1) le degré de conscientisation des références communes (méthode biographique); 2) la nature des perceptions venant des acteurs externes et internes (construites via les discours nationaux) et 3) les effets de ces perceptions (à travers l'analyse des motifs).

L'aspect multi-scalaire de la gouvernance qui se retrouve au cœur de la problématique agit simultanément comme source de questionnement du chercheur. Par conséquent, une explication sommaire de la pertinence de ce travail de recherche dans la discipline de la géographie et de l'idée directrice qui guidera sa progression s'impose. De façon à n'omettre aucune étape de la recherche et à bien établir le cadre dans lequel elle s'insère, le prochain chapitre vise à permettre au lecteur de comprendre la perspective de l'analyse géographique et de suivre le questionnement ainsi que l'interprétation finale.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE, FONDEMENTS THÉORIQUES ET CADRE CONCEPTUEL

1.1 Problématique

La durabilité des États à l'intérieur des régions contestées est un sujet qui comporte son lot d'enjeux culturels et politiques. L'idée de la nation moldave, que cette dernière soit construite ou imaginée, compose actuellement le noyau d'un discours «géopolitique» qui implique plusieurs niveaux d'acteurs. Ainsi, l'objectif premier de ce travail est d'identifier les formes que pourraient prendre la construction nationale³ moldave à l'intérieur d'une dynamique d'intégration régionale au pluriel. Entre les valeurs des écoles de pensée primordialiste (Smith, 1987) et moderniste (Gellner, 1989) de la nation, sur quelle «recette identitaire» (Rosière, 2003) devrait-on se baser pour légitimer des choix (de translation⁴, de morcellement⁵ ou de fusion⁶ territoriale) qui pourraient compromettre l'intégrité de ces territoires et/ou la souveraineté de leurs États? L'identité nationale constitue-t-elle toujours une variable importante au sein de la construction nationale? L'analyse de ces questions permet de mieux comprendre la mosaïque territoriale qu'est la Moldavie par l'étude des acteurs en présence ainsi que leurs interactions et leurs intérêts. Étant donné que le cadre

³ La construction nationale est interprétée ici, comme un processus et non comme un stade représenté. Nous posons la question suivante : La construction nationale de la Moldavie est-elle possible? Dans l'affirmative, sous quelle forme(s), cette construction nationale est-elle possible?

⁴ Lorsqu'un territoire passe d'une souveraineté à une autre sans avoir pour conséquence la création ou la disparition de l'État.

⁵ Terme désignant l'éclatement d'un État en plusieurs nouveaux États.

⁶ Entraînant la disparition d'États.

opérateur de cette recherche se base en grande partie sur l'interdépendance⁷ entre acteurs territoriaux, il semble approprié d'adopter l'approche de l'analyse systémique comme approche méthodologique. L'analyse systémique permet une analyse multidimensionnelle du cadre territorial, des acteurs et de leurs représentations.

1.1.1 L'usage des échelles territoriales

Depuis la révolution « Twitter » du 7 avril 2009 en République de Moldavie, qui eut pour conséquence la destitution du gouvernement en place et son remplacement par une alliance politique pro-européenne, on remarque une recrudescence du discours unioniste au sein des élites politiques et académiques en République de Moldavie ainsi qu'en Roumanie. De plus, le débat autour de la «centralisation dure» des activités de l'État, proposant l'émergence d'un polycentrisme et d'une intégration synchronisée des capitales et des métropoles régionales dans le système urbain européen (Turcanasu & Rusu, 2008) en Roumanie, ne fait que concrétiser de part et d'autre, les aspirations unionistes⁸. Ce travail pose la question suivante : Le contexte géopolitique actuel, couplé à la gouvernance multi-scalaire des États et à la mémoire collective des nations, réunit-il en Roumanie et en République de Moldavie tous les éléments nécessaires pour alimenter une construction nationale entre les deux sociétés? Ces deux communautés liées par un foyer national et une histoire commune appartenant à un même espace ethnolinguistique auraient-elles avantage à se supporter d'un point de vue économique et politique? (Chauprade, 2007)

Dès lors, il paraît pertinent d'évaluer la validité du mouvement proposant la construction nationale entre la République de Moldavie et la Roumanie en prenant en considération leurs

⁷ Chaque élément tire son information des autres éléments et agit sur eux. Pour comprendre un élément, il faut le considérer dans le contexte avec lequel il interagit.

⁸ Il est à noter que ce débat sur la décentralisation des pouvoirs connaît un ralentissement, voir une stagnation depuis l'hiver 2013. Les raisons derrière ce ralentissement semblent liées aux tractations politiques en Roumanie, 2014 étant une année électorale.

particularités territoriales (Gangloff, 1997)⁹. Tout spécialement, en ce qui concerne l'histoire culturelle et les intérêts politiques et/ou économiques communs avec la région roumaine du nord-est (appelée Moldavie). Le tout intégré dans un contexte de remise en questions d'ordre administratif de la gestion des territoires (fédéralisme [(Bon, 2004), transnationalisme, supranationalisme (Van Meurs, 2004), régionalisme (Parmentier, 2004)] à l'intérieur d'une République de Moldavie morcelée qui se retrouve à son tour incluse dans une dynamique territoriale multi-scalaire. À l'échelle nationale, la Roumanie relève d'un processus de décentralisation et de redistribution territoriale depuis 2005. Ceci, avec l'intention de décentraliser les pouvoirs bureaucratiques et institutionnels vers les régions et la consolidation du sentiment national (Turcanasu & Rusu, 2008).

1.1.2 Le rapport entre l'espace et le territoire

Le contexte politique de l'analyse s'insère dans un cadre dominé par la division idéologique de l'entre-deux géopolitique, vestige des «blocs résiduels» de la Guerre froide. Les acteurs divergents en République de Moldavie sont, d'une part le «bloc occidental» à l'ouest mené par les autorités de Bruxelles et Washington et d'autre part, le «bloc euro-asiatique» à l'est, mené par les autorités de l'accord (de principe) entre Moscou, Minsk et Astana. De façon déductive, ce travail cherche à connaître l'ensemble des «facteurs» nécessaires à la mise en place d'une construction nationale entre la République de Moldavie et la région du nord-est de la Roumanie. Ces facteurs peuvent provenir soit, d'un héritage local et profond, soit d'un mouvement moderne issu de l'étranger. Les facteurs locaux proviennent des champs de l'histoire, de la géographie, de la linguistique, du religieux, du culturel et du folklorique. Les facteurs modernes proviennent des champs du social, du politique, de l'économique, du militaire et du juridique. De façon structuraliste, ces deux territoires moldaves sont analysés de façon à en extraire un paysage (Di Méo, 1998, p. 188) global¹⁰. À partir de ces

⁹ Dans l'éventualité d'une construction nationale de la Moldavie, les statuts de la République du Dniestr et de la République turque Gagaouze comportent des particularités territoriales, politiques et identitaires qui doivent être prises en compte.

¹⁰ Il s'agit d'une construction mentale, individuelle, ancrée dans le monde réel de l'instance géographique, qui appartient aussi au domaine des représentations sociales.

représentations territoriales il est possible d'en déduire les facteurs concordants qui les unissent et les facteurs discordants qui les maintiennent toujours à l'écart.

1.1.3 Questionnement et objectifs

Au départ, l'analyse a pour objectif d'identifier et d'interpréter les références culturelles communes aux deux communautés. Tout d'abord, une recherche bibliographique de l'histoire et des secteurs contemporains de la Moldavie sera effectuée. Par la suite, celle-ci sera développée à l'aide d'informations complémentaires issues de l'analyse du discours provenant de la Roumanie ainsi que de la République de Moldavie. Cette première partie aura pour objectifs de répondre à la question suivante : Les sociétés interpellées se basent-elles sur des références culturelles communes?

Ensuite, l'analyse fera appel à l'approche multi-gouvernance. Cette approche accorde une importance particulière aux intentions des acteurs secondaires de niveaux supranational et infranational. La volonté des acteurs supranationaux peut être identifiée dans le narratif de ses acteurs au sein des médias locaux. Parallèlement, la volonté des acteurs infranationaux sera formulée à partir d'entrevues avec des locaux ainsi que par le discours des éléments régionaux au sein des médias locaux. Ces communications véhiculent des caractéristiques descriptives pour chacune des nations. Conséquemment, elles soulèvent les questions secondaires suivantes :

- Sur quels types de références communes les deux communautés se basent-elles le plus pour entériner leurs relations?
- Quelles sont les principales conceptions qui ressortent des discours tenus à l'égard d'une construction nationale entre la République de Moldavie la Roumanie de la part des acteurs supranationaux : la Russie et l'Union européenne? De la part des acteurs infranationaux : Gagaouzie et Transnistrie? De la part des nationaux?
- Une construction nationale est-elle possible entre deux entités territoriales qui partagent une histoire, une culture et une langue sans qu'elles possèdent nécessairement l'accord des acteurs multiniveaux associés?

Explicitement, ce travail vise à concevoir la possibilité d'une construction territoriale moldave à l'aide de l'analyse du discours public ainsi que des transactions (échanges) (*e.g.* politiques et culturelles) à l'intérieur d'une dynamique multi-scalaire de construction «nationale» s'appuyant sur l'identité moldave. En somme, cette recherche a pour objectif de mettre en perspective la dynamique nationale-identitaire qui prime à l'intérieur de deux territoires familiers, suivant les échelles territoriales (*i.e.* Qu'est-ce que symbolise la Moldavie? Et pour qui?), avec les acteurs de proximité et les interactions systémiques qui s'y développent. Il est à noter que les facteurs identitaires historiques dans le contexte du passé de la Moldavie sont retracés depuis la période antique de la Dacie afin d'évaluer les dynamiques territoriales actuelles. À ce jour, la région subit les contrecoups des rivalités anciennes par l'intermédiaire des processus de translation territoriale, soit : l'irrégentisme¹¹ ou le rattachisme¹² ainsi que par les processus du morcellement territorial¹³ (Rosière, 2003, p. 154).

Il va de soi que la méthode pratique s'incorpore à l'intérieur d'un cadre théorique. De ce fait, ce travail de recherche combine les éléments d'analyse suivants : les acteurs, les territoires et les perceptions. Les perceptions sont classées dans une analyse de nature ponctuelle, c'est-à-dire de nature spécifique à son lieu, sa période et ses acteurs. La géopolitique, en tant que science qui étudie la relation entre acteurs et territoires, harmonise de façon efficace les objectifs de ce travail de recherche.

1.2 Fondements théoriques

1.2.1 Pourquoi la géopolitique?

¹¹ L'irrégentisme désigne un projet, que ce soit celui d'un État, ou d'un parti politique ou de n'importe quel acteur, dont le but est d'incorporer un territoire pour un motif d'ordre socioculturel (langue, religion), ethnique ou national.

¹² Le rattachisme exprime la volonté des habitants d'un territoire d'être rattachés à un autre État que celui dont ils dépendent.

¹³ Le morcellement territorial de l'État est compris ici comme la formation de plusieurs États (au moins deux) sur le territoire initial d'un seul.

La réponse tient à l'interprétation que fait la géopolitique de l'espace géographique. En effet, comme le mentionne Stéphane Rosière dans ses propositions pour une distinction opératoire entre géopolitique et géographie politique, « si l'espace est bien avant tout un cadre, il se doit d'être un enjeu avant d'être un théâtre. » (Rosière, 2003, p. 19). Ainsi, sur la base de cette affirmation, on peut poser les bases du champ d'investigation de la géographie politique qui considère l'espace comme un cadre, de la géopolitique qui considère l'espace comme un enjeu et la géostratégie qui considère l'espace comme un théâtre. De ce fait, ce travail de recherche s'inscrit dans un contexte où l'espace délimité est un espace convoité.

1.2.2 Comment définit-t-on la géopolitique quand on est géographe?

Tout d'abord, la géopolitique est par essence une science praxéologique, c'est-à-dire une science de l'action, parce qu'elle n'entend pas découvrir et édicter des lois, et parce qu'elle ne court pas après aucune transcendance (Rosière, 2003, p. 133). La géopolitique se différencie du reste de la praxéologie (économie et écologie) parce qu'elle est située et localisée (Claval, 2010). Par ailleurs, elle fuit les perspectives comparatives qui permettent d'isoler un facteur et de mesurer son impact sur une série de cas, par ailleurs dissemblables. Elle est volontiers monographique (Claval, 2010, p. 313). Autrement dit, cette recherche s'attarde sur l'analyse des multiples facettes d'un cas singulier plutôt que sur une analyse plurielle d'un même phénomène.

1.2.3 Que retenir de la méthode géopolitique?

Tel que mentionné ci-haut, ce travail de recherche s'insère dans l'école de pensée géographique de la géopolitique. La géopolitique, par définition, est une méthode d'analyse généralement plus concrète. Elle cherche à reconstituer l'environnement exact des décisions politiques. Elle fournit l'ensemble des informations qui éclaire les décisions prises par des acteurs qui participent directement dans l'évènement, et apprend à celui qui s'insère dans une évolution politique complexe quels sont les intérêts, les ambitions et les représentations en jeu (Claval, 1994).

1.2.4 L'analyse géopolitique

De façon élémentaire, l'analyse géopolitique (Claval, 2010, p. 313) porte sur des acteurs qui diffèrent par les atouts dont ils disposent, par le lieu où ils sont installés et par l'espace où ils sont déployés [...] Ces acteurs s'opposent aussi par leurs idées, leurs origines, leurs traditions, leurs ambitions et leurs représentations politiques. En pratique :

- 1- Elle consiste à dresser le tableau des forces en présence sur une scène donnée, de ceux qui décident de leur utilisation et des facteurs ou des courants qui les influencent;
- 2- À repérer les visées profondes des acteurs et à explorer les philosophies ou idéologies qui les légitiment;
- 3- À montrer comment les moyens, dont chacun dispose, sont mis en œuvre par des géostratégies conçues pour se rapprocher des buts fixés compte tenu des réactions prévisibles des autres protagonistes. (Claval, 1994, p. 6)

1.2.5 L'école géographique

De fait, l'école géographique en géopolitique s'inscrit dans une approche constructiviste de la connaissance, car elle avance que les intérêts des acteurs sont non seulement des constructions sociales et politiques, mais qu'elles sont rarement rationnelles et objectives. En ce sens, l'école géographique se distingue aussi épistémologiquement du déterminisme de l'école matérialiste, et du réalisme de l'école étatiste (Lasserre & Gonon, 2008, p. 183).

1.3 Cadre conceptuel

1.3.1 Construction nationale

Représentations multiniveaux

Sans contredit, le concept de construction nationale est la pièce centrale de la problématique identitaire en Moldavie. Le présent travail veut mettre de l'avant les conflits soulevés par le décalage entre l'espace identitaire et le processus de construction nationale en Moldavie. En

outre, la friction occasionnée par ce chevauchement des limites est exacerbée par une dynamique d'intégration régionale binaire. Le cas de la République de Moldavie est un cas géopolitique qui implique une multitude de communautés possédant chacune leurs particularités identitaires et une appartenance différenciée à un «ensemble politique» externe¹⁴. L'élaboration adaptée et polysémique du concept de «nation» est essentielle à la compréhension de la notion de construction nationale. Donc, dans un premier sens, le concept de nation doit être constitué à l'intérieur d'une combinaison multiscalair de façon à étaler les dynamiques d'échelles territoriales (Foucher, 1991) :

La nation se constitue comme une combinaison multiscalair : À l'échelle des «pays», localement, joue le sentiment d'appartenance à un «ensemble politique» d'ordre de grandeur supérieur; à l'échelle de l'État, se formule un «projet» de clercs, à vocation de cohésion, l'unité du royaume (même aux prix de guerres intestines et de luttes contre les féodalités), projet appuyé en haut et relayé vers le bas par l'Église pourtant universelle (elle se fragmente pour s'adapter aux réalités politiques nouvelles, et la Papauté demeure, comme instance supérieure, pour maintenir la doctrine); enfin, à plus petite échelle, celle de la chaîne des États adjacents, jouant les rivalités entre princes, qui débouchent sur des guerres; celles-ci servent de facteurs d'identification, par opposition et différenciation (Foucher, 1991, p. 86).

Ce constat est d'une importance capitale puisqu'il démontre bien le rôle variable que joue le concept de nation selon l'échelle dans laquelle cette dernière est analysée. La différenciation se fait dans la représentation que se donne la Moldavie (1) à l'intérieur d'un ensemble politique supérieur (CE, Union Eurasiatique, la Grande Roumanie), (2) en tant qu'entité politique à vocation de cohésion dans la communauté internationale (République de Moldavie) et (3) scindée entre ses communautés linguistiquement distinctes. En l'occurrence, celles-ci consistent en des régions sécessionnistes de la République du Dniestr et de la République turque de Gagaouzie. À l'intérieur du cadre opératoire, cette facette de la nation est véhiculée par la construction des représentations politiques de la Moldavie.

¹⁴ La République de Moldavie maintient des relations privilégiées avec la Roumanie; la République du Dniestr avec les autorités de Moscou; alors que la République de Gagaouzie entretient, en plus de ses liens culturels avec la Turquie, des relations de proximité avec Moscou.

Volonté de reconnaissance

Dans un premier temps, certains chercheurs dont, Hobsbawm (2001), Gellner (1989) et Renan (1991) considèrent que la nation trouve sa validité uniquement dans un cadre territorial lié à un certain type d'institution politique (*i.e.* État-nation). Ces institutions sont dirigées, soit par des acteurs politiques établis, soit par des entrepreneurs identitaires (Paquin & Deschênes, 2009, p. 183) possédant une volonté de reconnaissance dans la communauté internationale¹⁵, soit par des acteurs désirant faire reconnaître leurs minorités par la différenciation sur la scène nationale, soit par la création d'une nouvelle entité territoriale (Paquin & Deschênes, 2009, p. 27). Comme le propose Eric Hobsbawm, la nation :

... n'est une entité sociale que pour autant qu'elle est liée à un certain type d'État territorial moderne, «l'État-nation», et parler de nation ou de nationalité sans rattacher ces deux notions à cette réalité historique n'a pas de sens (2001, p. 27).

Il va sans dire que le territoire joue un rôle déterminant dans la validité du mouvement national puisqu'il représente une des deux ressources primaires d'un État (Anderson, 1991) (Tilly, 1990) avec celui de la population (Maulin, 2003). Toutefois, la définition que donne Hobsbawm de la nation, c'est-à-dire celle où il pose la filiation à un État comme condition à son existence, présente une définition de la représentation politique qui semble inachevée. L'État comporte plusieurs niveaux de pouvoirs et de responsabilités à l'intérieur du territoire qui lui appartient. À l'inverse, les rôles que joue la nation se répartissent sur une pléiade de domaines hors de la portée institutionnelle de l'État. La nation est définie par la volonté du vivre ensemble ainsi que par un legs de coutumes, de traditions, de mythes et d'un bagage d'ordre social comme : l'histoire nationale, la langue ancestrale, les croyances religieuses et les traits ethniques, etc (Paquin & Deschênes, 2009, p. 182). Par ailleurs, un deuxième groupe de chercheurs dont, Smith (1987), Kymlicka (1995) et Spencer (2006), évoque la possibilité que la nation n'ait pas à se pourvoir d'un projet de construction politique pour reconnaître son existence (*i.e.* un État ou une volonté de reconnaissance étatique).

¹⁵ Un acteur politique qui mobilise une population donnée sur la base d'un critère identitaire (ethnie, religion, culture, histoire, langue, etc.) dans le but d'atteindre les objectifs politique qu'il s'est fixé.

Ces auteurs considèrent que la nation doit être en mesure de délimiter le territoire qu'elle s'approprie selon des critères d'appartenance qui permettent une cohésion sociale, linguistique et historique. Ceci dit, une nation peut avoir des symboles ou des icônes auxquels elle se réfère sans avoir une entité politique à la tête de la collectivité, dite «nationale». Elle retrouve sa validité dans la représentation territoriale qu'elle se construit et non par sa reconnaissance et/ou sa représentation politique¹⁶. Il est notamment impératif de distinguer les notions d'ethnie, de nation, d'État, d'État-nation, de nationalisme et de culture (Meyer-Bisch, 2007) de façon à bien définir les territoires qui sont en cause¹⁷. Cette importance des distinctions, le philosophe canadien Will Kymlicka en fait la mention dans son ouvrage *Multicultural Citizenship* :

Kymlicka rightly concludes that social unity must consist of more than «shared political values»; it requires a «shared identity», a «communality of history, language, and maybe religion», that is, «the things exactly not shared in a multination state» (Kymlicka, 1995).

La citation précédente démontre que l'institution de l'État-nation ne concorde pas forcément avec les réalités d'une nation ou d'une identité nationale. Par conséquent, la définition géopolitique de l'État prend uniquement son sens dans la mise en relation qu'il entretient avec ses équivalents au niveau institutionnel (sécurité, défense et coopération) (Maulin, 2003).

¹⁶ En termes de sécurité nationale, beaucoup d'États (OTAN) recourent à l'aide internationale pour leur défense, alors que certaines nations (Kurdistan, Palestine) réussissent tout de même à assurer leur sécurité.

¹⁷ La culture recouvre les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, les institutions et les modes de vie par lesquels un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement.

Entre primordialisme et modernisme.

*L'Europe orientale est ainsi cet espace
où la reconstruction nationale précède
la mise en place d'un État efficace et légitime.*

Michel Foucher, 1991

Durant la période de «paix relative»¹⁸ des années '80 en Occident, les débats entourant le concept de nation ont mené à la formation de deux grandes écoles de pensée. L'une, «primordialiste» (Smith, 1987), juge que les nations tirent leurs racines d'éléments anciens et immémoriaux. L'autre, «moderniste» (Gellner, 1989) ou «utilitariste», insiste sur le caractère moderne de la construction nationale (Paquin & Deschênes, 2009, p. 185). L'école de pensée «primordialiste» conçoit la construction nationale dans le passé historique, à travers de longues périodes de cristallisations linguistique, religieuse et culturelle. Elle considère la nation comme une construction des collectivités distinctes pour le «sang» et par le «sang» (une nativité territoriale, un déterminisme spatial). Selon Renan (1991, p. 31), la nation symbolise la possession commune d'un riche legs (héritage) de souvenirs. Par conséquent, une nation peut subsister grâce à son antécédent territorial, sa mémoire collective et son héritage culturel.

À l'inverse, l'école de pensée «moderniste» définit le concept de nation dans le présent, dans l'action sociale et politique quotidienne et dans la décision perpétuelle du vivre ensemble quotidien. Selon la célèbre expression de Renan (1882), la nation est un «plébiscite de tous les jours». Cette vision particulièrement française et/ou américaine de ce qu'est la nation, permet une ouverture sur l'évolution et la flexibilité de celle-ci via la nationalité civique (nous sommes tous de la même nationalité, si on le désire). Selon la pensée moderniste de la nation, l'ethnicité est fondamentalement «utilitaire» (Barth, 1969, p. 9). Autrement dit, la nation est un outil de galvanisation populaire des collectivités ethniques par les entrepreneurs identitaires dans l'intention d'accentuer leur influence politique sur la communauté. Renan réussit à bien traduire cette vision de la nation à travers l'exemple de l'identité en Alsace :

¹⁸ Relativement aux guerres sanglantes des décennies précédentes (Guerre du Vietnam, au moins 3 millions de morts).

Quand se posera la question du sort de l'Alsace ou d'Avignon, rien d'autre ne sera pris en compte que la volonté des populations concernées d'être françaises. Le plébiscite deviendra l'expression solennelle de cette volonté. Dans cette perspective, peu importe que les peuples soient séparés par des langues, des cultures ou des histoires différentes car comme les hommes partagent tous les mêmes droits, il leur est possible de décider de s'unir au sein d'un même ensemble politique dans lequel ils se reconnaîtront (Renan, 1991, p. 31).

Comment interpréter la nation moldave aujourd'hui?

Tout d'abord, toutes les nations se représentent de manière différente selon l'échelle à laquelle elles sont considérées. Conséquemment, notre analyse de la nation moldave s'échelonne sur trois niveaux de représentations. La Moldavie «culturelle», en tant que «pays» jouant sur le sentiment d'appartenance (*e.g.* la Grande Roumanie, l'ex-URSS), la Moldavie en tant qu'État visant la cohésion interne (*e.g.* la République de Moldavie, Dniestr, Gagaouzie) et la Moldavie en tant qu'enjeu entre l'adhésion à l'UE et les répercussions économiques provoquées par la Russie suite au refus d'adhésion à l'Union eurasiatique. Comment se représente donc la Moldavie (ou comment s'est-elle déjà représentée) en fonction de ces échelles territoriales?

Par ailleurs, la condition de la représentation politique posée par Hobsbawm est pertinente sans pour autant être indispensable à la reconnaissance d'une nation. En effet, même si une partie de la Moldavie demeure sans représentation politique, cela ne signifie pas pour autant la disparition du sentiment d'appartenance. La Moldavie doit-elle sa subsistance identitaire aux autorités de la République de Moldavie puisqu'elles sont reconnues à l'intérieur de l'ordre mondial? Au final, le concept de nation, soit primordialiste, soit moderniste n'affecte en rien la finalité de ce travail (Yatchinovsky, 2012, p. 13). Par contre, elle influence la séquence des arguments empruntée à l'analyse de la pertinence de la construction nationale moldave. Cela étant dit, la nation se définit autant par son passé historique que par ses «plébiscites de tous les jours». Dans le cadre du présent travail, la définition privilégiée de la nation s'inscrit davantage dans celle de l'école de pensée primordialiste puisqu'elle n'exclut pas celle de l'école moderniste de la nation. Inversement, les modernistes écartent les idées

primordialistes arguant l'incompatibilité de la notion d'immémorialité avec celle de l'utilitarisme. La nation est donc perçue ici comme naturelle et pérenne, sans pour autant être figée dans son état primaire.

1.3.2 L'identité

La Représentation : L'identité en tant que construction

*Nous ne sommes pas seulement d'une province, mais d'une région.
Elle est une part de notre identité*

(Braudel, 1986)

Le concept d'identité, dans le monde géographique de la géopolitique, soulève des facteurs historiques d'ethnie¹⁹ (Bradley, 1996, p. 121), de croyances religieuses et d'appartenance linguistique au sein des collectivités (Kleinschmager, 1987); (Foucher, 1991); (Lacoste, 2003). En outre, la délimitation du cadre étatique et du cadre national permet une localisation ponctuelle (Blum & Filippova, 2006) dans l'espace ainsi qu'une localisation relative (Mucchielli, 2002, p. 37) à l'intérieur du système relationnel entre les acteurs. De concert, certains facteurs spatiaux (Gilbert, 1986) jouent aussi un rôle déterminant dans la conceptualisation de l'identité.

J'appelle «identité» (quand le terme s'applique aux acteurs sociaux) le processus de construction de sens à partir d'un attribut culturel, ou d'un ensemble cohérent d'attributs culturels, qui reçoit priorité de toutes les autres sources. Un même individu, ou un même acteur collectif, peut en avoir plusieurs. Mais cette pluralité engendre des tensions et des contradictions, tant dans l'image qu'il se fait de lui-même que dans son action au sein de la société. (Castells, 1999, p. 17)

Voici quelques exemples: les attributs du territoire (montagne, vallée), de l'histoire (romance, germanique, slave), de l'économie (capitalisme, communisme), de la politique (néo-libéralisme, socialisme), de la culture (traditions, littérature), du folklore (patrimoine bâti,

¹⁹ La notion d'ethnie est communément utilisée pour décrire une collectivité à l'intérieur d'une société plus large (minorité ethnique). Elle se définit sur la base des valeurs de la langue, de la religion ou de la nationalité, mais la valeur sans doute la plus importante est celle de la culture partagée (*shared culture*). Un autre point important de la notion est l'origine commune. Celle-ci peut s'appuyer sur des textes religieux, des repères historiques, l'idée d'une terre-patrie ou un mariage de ceux-ci.

icônes), etc. Par contre, tel que mentionné par Manuel Castells dans son ouvrage «La société en réseau. L'ère de l'information. *Rise of the network society*. Power of identity. End of millenium», l'identité, quand elle s'applique aux acteurs sociaux, demeure un concept flexible et variable selon les individus et/ou les collectivités.

En effet, selon Castells, l'identité est une construction interne, donc un choix (ou des choix) d'attribut(s) culturel(s) par l'individu ou la collectivité. Ces choix se reflètent dans son image (représentation) et dans ses actions. À contrario, ces choix ne sont pas définitifs puisque leurs natures temporelles requièrent une remise en contexte continue. Selon Stuart Hall (1996), dans son ouvrage «Questions of cultural identity», l'identité culturelle demeure le résultat combiné des états «évolutif» et «naturel», c'est-à-dire qu'elle appartient autant au passé qu'à l'avenir :

Cultural identity ... is a matter of «becoming» as well as «being». It belongs to the future as much as to the past ... Cultural identities come from somewhere, have histories. But like everything which in historical they undergo constant transformation. Far from being eternally fixed in some essentialized past they are subject to the continuous play of history, culture and power (1996).

L'identité culturelle peut aussi s'insérer dans un cadre politique quand il est notamment question d'identités nationales. Donc, l'identité est construite par les facteurs influents du cadre culturel, qui est subséquemment remodelé par l'entremise des autorités nationales (entrepreneurs identitaires). Ces valeurs proposent des valeurs collectives, une préservation des mœurs, et une continuité «ethnique» perpétuée par les traditions culturelles. L'identité nationale implique également l'impact des entités politiques externes. En effet, ces entités politiques ou identités culturelles limitrophes peuvent être représentées comme un péril potentiel d'intégration territoriale ou même d'assimilation identitaire.

Par conséquent, le concept de nation est instrumentalisé par les entrepreneurs identitaires pour poursuivre leurs projets identitaires, de même que l'entérinement des valeurs qu'ils considèrent prioritaires. Le politologue Alexander Wendt en fait mention dans son ouvrage:

Les cultures et les identités n'ont pas d'existence immuable mais qu'elles sont plutôt socialement construites et qu'elles se transforment avec le temps [par la pression conjuguée de certains facteurs politiques, démographique ou culturels] (Wendt, 1994 In Chirica, 2003, p.30).

Autant la malléabilité de l'identité «générale» est mentionnée dans les propos des auteurs précédents, autant l'atteinte d'une telle malléabilité exige un processus de longue durée et ne peut donc pas se transformer dans son intégralité. Selon l'école de pensée «instrumentaliste», l'État est la seule institution qui lui donne une légitimité culturelle à l'intérieur de la mosaïque internationale. Incidemment, l'État peut se représenter comme le seul acteur décisionnel légitime d'une communauté, qui correspond à un mode d'organisation politique territorialement défini (République). Pour les primordialistes, l'État ne peut être que perçu comme un simple ensemble institutionnel (économique, militaire, législatif) détenant le pouvoir souverain. En réalité, il confond sa finalité avec celle de la nation car c'est lui qui détermine au final ce qui est national ou non (Contogeorgis, 2011, p. 14). Or, il est capital de distinguer conceptuellement l'identité nationale de l'identité civique. Ceci nous permet de prendre en compte les différentes identités régionales qui transcendent les frontières étatiques.

À l'échelle individuelle, le concept d'identité est un processus de construction d'un ensemble cohérent d'attributs culturels forgés par une proximité géographique, une histoire, une langue et des traditions communes tout en y intégrant l'aspect socio-économique sans pour autant accorder une importance capitale à la représentation politique. Ceci permet d'analyser la population moldave dans un cadre national plutôt que dans un cadre purement politique²⁰.

L'identité située : La Perception

Tout d'abord, comme le mentionne Mucchielli dans son recueil sur *L'identité*, l'identité est plurielle. Elle est une affaire de significations données en fonction de leurs propres identités et de leurs engagements dans des projets, par l'acteur lui-même et/ou d'autres acteurs (Mucchielli, 2002). Dans le cadre d'une approche systémique, l'identité est simultanément

²⁰ Prenant en considération que l'État est le seul représentant légitime du pouvoir souverain dans le système politique international.

active lorsqu'elle se projette et rétroactive lorsqu'elle se construit au travers ses interactions. L'identité, à l'intérieur du paradigme de la complexité, trouve son sens dans sa localisation interrelationnelle et dans son historicité.

Chaque identité est, à chaque instant, une émergence de sens, résultant d'un ensemble de négociations circulaire des identités de chacun. Chaque identité trouve donc son fondement dans l'ensemble des autres identités s'exprimant à travers le système des relations (Mucchielli, 2002, p. 36).

De façon élémentaire, l'identité du territoire se définit par une localisation spatiale et une localisation temporelle. Aux questions du «lieu» et du «temps», les réponses peuvent se résoudre aussi ponctuellement que par des coordonnées x/y et une date. Par contre, l'identité du territoire, n'étant pas simplement que le fruit de la dynamique spatio-temporelle mais également celle d'une composition de facteurs sociaux, économiques et politiques, est une entité proactive. Donc, le territoire se distingue par la perspective de ses propres actions et tout particulièrement par ses interrelations avec d'autres acteurs. De façon systémique, le territoire est caractérisé par sa participation à l'intérieur d'un réseau de relations qui émerge parmi les autres structures. La répartition de la structure distingue également le territoire lorsque ce dernier entretient des relations pertinentes qui lui donnent la possibilité d'agir et d'influencer. Au final, selon Mucchielli le territoire «est» quand il est situé et dans la capacité d'interagir à l'intérieur d'un réseau :

De ce nouveau point de vue, une identité ne peut être qu'une «identité-située». Un acteur social «est» (à son identité située), parce qu'il agit, à un moment donné, compte tenu de ce qui s'est passé avant, dans une perspective à plus ou moins long terme de son action, en relation avec d'autres acteurs présents ou absents-présents de la scène avec qui une structure de relation préexiste ou émerge; cet acteur «est» parce qu'il est en relation aussi avec des éléments pertinents de son contexte d'action qui lui fournissent des possibilités d'actions (affordances) et participent, avec d'autres éléments de la situation, à l'inscription de sa pensée-en-acte dans un système d'indices physiques, culturels ou autres, aidant cette pensée et le développement de sa stratégie d'action (2002, p. 37).

Dans un autre registre, les propos contre l'essentialisme du nationalisme identitaire édictés par (Hall, 1996) apparaissent appropriés. Cependant, le contexte territorial et historique de ce travail nécessite l'utilisation d'un vocabulaire parfois chargé (*e.g.* : ethnie, religion, nation, nationalisme). L'approche systémique nécessitant la prise en compte de la totalité des interprétations conceptuelles de nation et d'identité, l'utilisation de leurs interprétations déterministes n'est pas intégrée dans cet ouvrage et également fortement découragée par son auteur.

Le rôle de l'identité en Moldavie

Quelles sont les références culturelles de la Moldavie? Que représentent-elles pour la population locale? Comment s'est construite l'identité moldave à ses débuts? Comment s'est-elle reconstruite suite aux nombreuses perturbations de nature politique et culturelle? Risque-t-elle de disparaître dans une future Grande-Roumanie, ou au sein de l'Union européenne? La «moldavité»²¹ est-elle plus faible en raison de sa séparation en deux unités politiques distinctes? Au contraire, est-elle plus forte en raison de la multiplication de ses représentants? La Moldavie est-elle une nation unifiée, avec les mêmes valeurs et les mêmes intérêts? Où se positionne chacune des entités géographiques moldaves dans l'échiquier économique régional, national et mondial? Il y a-t-il une légitimité moderne dans le «moldovénisme»²²?

Ce travail de recherche a pour objectif de répondre en partie, à ces interrogations qui permettent, *a priori*, d'identifier les sources de l'identité moldave et d'évaluer l'importance que comporte l'identité moldave dans les décisions politiques des autorités locales sur les deux rives du Prout.

²¹ Exprime un sentiment commun d'appartenance à l'État de la République de Moldavie ainsi qu'aux valeurs qu'elle représente et véhicule (*e.g.* : le vivre ensemble, la social-démocratie et la neutralité).

²² Doctrine visant à justifier l'existence d'un peuple moldave différent de la Roumanie. De fait le «moldovénisme» repose sur une idéologie unitaire : une langue («moldave»), une nation («moldave») et une Église (l'Église métropolitaine de la Moldavie).

CHAPITRE II

CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 L'approche méthodologique

2.1.1 L'approche de l'analyse systémique

Afin de bien correspondre aux règles de l'école de pensée géographique de la géopolitique, notre recherche fait le choix de l'analyse systémique. Cette méthode ne cherche pas à atteindre l'universalisme, mais qui se concentre plutôt sur la description intégrale et échelonnée à partir d'un cas particulier. Il s'agit de recourir à une méthode qui permet l'ouverture aux éléments exogènes, la compréhension ainsi que la maîtrise de la complexité et la mise en valeur des éléments ainsi que leurs interactions relationnelles (Lasserre & Gonon, 2008, p. 183). L'analyse systémique permet à la fois ce particularisme d'ordre épistémologique et une flexibilité contextuelle d'ordre méthodologique.

Les principes de l'analyse systémique (Yatchinovsky, 2012, p. 13), en l'occurrence l'interaction, la totalité, la rétroaction et l'équifinalité, sont respectivement intégrés dans la recherche de façon à s'adapter au contexte géopolitique de la Moldavie.

1. Dans un premier temps, le principe d'interaction²³ est applicable dans l'analyse des dynamiques territoriales d'ordre international de même que pour les dynamiques territoriales d'ordre inter-scalaire. Par exemple, existe-t-il des relations étroites entre des acteurs situés sur différents niveaux? Quel type de relation trouve-t-on entre les

²³ Chaque élément tire son information des autres éléments et agit sur eux. Pour comprendre un élément, il faut le considérer dans le contexte avec lequel il interagit.

acteurs inter-scalaires? Ces relations sont-elles interdépendantes ou indépendantes dans le système?

2. Dans un deuxième temps, le principe de totalité²⁴ s'interprète par la priorisation de l'intégralité des acteurs en interactions sur un acteur ou une relation en particulier.
3. Dans un troisième temps, le principe de rétroaction²⁵ est plutôt pris en considération à l'intérieur du contexte politique multi-niveau de la Moldavie. À proprement parler, la rétroaction s'interprète par les relations échelonnées entre les acteurs de la Russie, de l'Union européenne et des factions territoriales en République de Moldavie. Comment les actions intégrantes de l'UE influencent-elles : les relations internes en République de Moldavie? Et vice-versa?
4. Dans un quatrième temps, le principe d'équifinalité²⁶ s'applique à la méthode de recherche plutôt qu'à son contenu. Dans ce cas, le travail multiplie les types d'analyse de recherche (analyse de contenu, analyse d'entretiens, méthode d'observation et méthode biographique) avec l'intention de valider, de façon hypothético-déductive, une seule et unique hypothèse.

2.1.2 L'approche empruntée : L'analyse systémique

L'approche de l'analyse systémique tire son origine dans le domaine de la biologie. Elle est aussi présente dans des disciplines comme l'économie, l'organisation d'entreprises et la pédagogie. Elle s'applique aussi aux sciences humaines et sociales et relativise une problématique face à la complexité de son contexte à l'intérieur de ses interactions, contrairement à l'analyse de la problématique en question (principe du coquelicot) (Yatchinovsky, 2012, p. 74). La partie suivante a pour objectif de démontrer comment l'analyse systémique s'applique à ce travail de recherche au travers des quatre préceptes énoncés par Le Moigne (2003) cités précédemment.

²⁴ Lorsqu'il y a regroupement d'éléments, la logique de groupe constitué prime sur celle de chaque élément qui le compose.

²⁵ Appelé aussi causalité circulaire : l'effet B produit par A agit en retour sur la cause A qui l'a produite.

²⁶ Qui peut obtenir un résultat identique à partir de conditions initiales différentes et en empruntant des chemins différents.

La pertinence

Le premier précepte de l'analyse systémique prône la pertinence et mentionne « que tout objet que nous considérerons se définit par rapport aux intentions implicites ou explicites du modélisateur ». Par conséquent, l'objet de cette recherche n'est pas d'analyser le cas de la République de Moldavie de façon à faire abstraction des différentes variantes venant de l'externe. On ne vise pas l'exactitude du cas présent mais plutôt une analyse plurielle et progressive des intentions chez les acteurs politiques. On cherche à révéler les diverses perceptions de la problématique moldave chez les acteurs selon leurs constructions territoriales avec des référents médiatiques, soit par l'analyse de contenu scientifique, soit par la méthode bibliographique. Ces paysages territoriaux (Di Méo, 1998, p. 188), construits par des discours sont apposés parallèlement à des méthodes de nature empirique telles que la méthode d'observation sur le terrain et l'analyse d'entretiens.

La finalité

D'un côté, le second précepte de Descartes (Adam, 1937) décrit ainsi l'analyse : « chacune des difficultés que j'examinerai en autant de parcelles qu'il se pourrait et qu'il serait requis pour les mieux résoudre ». D'un autre, l'analyse systémique ne vise pas à disséquer l'élément, mais plutôt à le placer dans de nouveaux environnements et de surcroît à les rassembler dans une image finale. Le Moigne définit ce précepte comme suit : « Ne jamais regarder un problème, un objet, un sujet ou une situation sans le replacer dans un fond plus large. Le considérer dans son environnement avec toutes les interactions ». Dans le cadre de cette problématique, chacun des éléments analysés relativement aux relations internationales et au contexte géopolitique est considéré. Incidemment, ce précepte s'adapte bien à une approche contextuelle de la problématique moldave puisque ce travail tient compte de l'analyse des représentations et des perceptions politiques de l'espace moldave. Or, durant ce travail, la problématique est systématiquement analysée à l'intérieur d'un contexte élargi (multi-scalaire), relationnel (multidisciplinaires) et interconnecté.

La téléologie

Le troisième précepte formulé par Le Moigne est complémentaire à celui de Descartes. Il fait référence au domaine d'étude de la téléologie (Wilden, 1980), c'est-à-dire la science des fins de l'homme. Descartes définit ce principe de la manière suivante : «Interpréter l'objet non pas en lui-même, mais par son comportement sans chercher à expliquer *a priori* ce comportement par quelque loi impliquée dans une éventuelle structure.» «Comprendre en revanche ce comportement et les ressources qu'il mobilise par rapport aux projets que, librement, le modélisateur attribue à l'objet» (Yatchinovsky, 2012, p. 82). La nouvelle idée complémentaire à celle de Descartes introduite par ce précepte est de penser qu'un comportement est pertinent par rapport au résultat que souhaite atteindre celui qui l'adopte. Ce précepte, dans le cadre du présent travail, accorde une importance particulière aux résultats priorisés par les acteurs, aux comportements des acteurs face à leurs intentions et aux rapports de force à l'intérieur des différentes inégalités. Pour illustrer ce précepte, il existe un grand nombre de discours contradictoires en provenance de l'externe qui persistent au sujet de la République de Moldavie, en référence à son avenir politique. Par conséquent, de nombreux enjeux de développement économique, démocratique et de sécurité énergétique concernent cette région. Le principe téléologique permet de relativiser l'envergure de ces enjeux en concordance avec l'importance qui leurs sont accordés dans les discours. D'ailleurs, les comportements dans la rhétorique des autorités politiques moldaves sont aussi analysés de façon à repositionner les discours politiques en lien avec les tractations en continu. Comme dit le proverbe roumain : *Socoteala de acasă nu se potrivește cu cea din targ.* (*i.e.* : Les considérations du domicile ne sont pas indissociables de celles du marché)²⁷.

L'agrégativité

L'utilité de ce précepte dans le cadre de ce travail peut être attribuée à la pondération des échelles territoriales et des valeurs sélectionnées dans le cadre géopolitique cité ci-haut. Ces valeurs sélectionnées se traduisent par les volets historique, géographique, économique, politique, religieux et culturel de la République de Moldavie et de la région moldave en Roumanie. Par ailleurs, l'agrégativité s'applique également aux instruments méthodologiques

²⁷ Traduction libre.

et est notamment intégrée à l'usage de la méthode «boule de neige» dans la sélection et l'échantillonnage des entretiens ainsi qu'à la mixité de la nature des données (qualitatives et quantitatives), par opposition à l'usage d'une analyse exhaustive et singulière des données.

En résumé, les méthodes utilisées dans cette réflexion et subséquemment dans la recherche sont guidées par les quatre préceptes de l'approche de l'analyse systémique tels que décrits par (Yatchinovsky, 2012) et conçus par (Le Moigne, 2003). Ces préceptes évoquent respectivement (1) la pertinence (interaction), (2) la finalité (totalité), (3) la téléologie (rétroaction) et (4) l'agrégation (équifinalité). Notre travail de recherche se penche donc sur : (1) les acteurs et les relations qu'ils entretiennent, (2) l'ensemble des éléments de recherche et leurs mises en contexte, (3) les intérêts, les conflits et les comportements des acteurs dans leurs interactions et (4) les représentations des acteurs primaires et les perceptions des acteurs externes. Inversement, le travail cherche à éviter (1) l'universalisme de l'objet d'analyse, (2) une analyse singulière de la problématique, (3) et (4) la méticulosité au détriment de la représentativité.

2.2 Cadre spatio-temporel de la démarche

La méthodologie de cette recherche s'insère à l'intérieur de deux cadres spatio-temporels distincts. Ainsi, pour bien maîtriser et comprendre les spécificités de la culture moldave, il est important de se familiariser avec son histoire. La pertinence de ce survol historique est due aux discours politiques contemporains de nature ethnique, faisant référence à la théorie de la «continuité» daco-roumaine. Le premier de ces cadres constitue une recherche biographique de nature purement descriptive des vestiges culturels de la nation moldave. Celle-ci a pour objectif la compréhension globale des racines nationales de la République de Moldavie. Le cadre spatial de cette partie de la recherche s'étend sur l'espace de l'ancienne Grande-Moldavie. Le travail fait un survol des événements marquants de l'histoire de la Moldavie, de la Dacie antique (100 Av. J-C) jusqu'à la révolution du 7 avril 2009.

Le deuxième cadre spatio-temporel concerne celui de nos entrevues et de l'analyse du contenu médiatique. Les entrevues se sont effectuées sur une période de trois mois, du 24 mai 2011 jusqu'au 26 août 2011. De concert, l'analyse de contenu médiatique concerne des

articles sur une période de deux ans, du 23 mars 2012 jusqu'au 6 avril 2014. Le cadre spatial de nos entrevues s'est limité aux villes roumaines de Bucarest et Iassy ainsi qu'à la capitale moldave, Chisinau. Celui de l'analyse de contenu médiatique est également limité aux cadres nationaux de la Roumanie ainsi que de la République de Moldavie. Cependant, l'analyse de contenu implique également la participation de regards externes provenant de l'Union européenne et de la Russie et internes provenant de la Transnistrie et de la Gagaouzie. De façon synthétique, la démarche méthodologique couvre trois niveaux d'échelles spatio-temporelles distinctes.

Figure 2.1 Couverture spatio-temporelle échelonnée de la démarche méthodologique

		Échelle de temps		
		Court	Moyen	Long
Échelle territoriale	Petite (Moldavie)			L'approche biographique. 2000 ans. <i>Échelle régionale</i>
	Moyenne (Moldavie et Roumanie)	Entrevues semi-dirigées 3 mois <i>Échelle nationale</i>		.
	Grande (Eurasie)		Analyse de discours médiatique 2 ans <i>Échelle continentale.</i>	

2.3 Une approche plurielle en recherche

Tenant compte de la complexité et de la variété thématique de cette recherche, le chercheur a dû entreprendre une approche plurielle à l'égard des méthodes employées dans la résolution de la problématique. Une première approche «verticale» de nature biographique, prenant une approche bibliographique de l'histoire d'un territoire ciblé, est nécessaire pour la saisie complète de l'élément d'analyse; le territoire de la Moldavie. Une deuxième approche «horizontale» est employée de façon à l'échelonner sur deux niveaux territoriaux distincts : l'échelle nationale et l'échelle supranationale. La nature ontologique de la discipline géographique pousse le chercheur vers une approche d'ensemble, prenant compte de la multi-dimensionnalité de la problématique (Bédard, 2011, p. 20).

2.4 Retour sur les questions de recherche

Tel que mentionné à la page précédente, ce travail de recherche s'échelonne sur trois niveaux d'analyse distincts. Les questions secondaires respectives sont indiquées ci-après. Le prochain paragraphe vise à rendre opérationnelles les questions de recherche énoncées ci-haut via l'ajout des hypothèses et des variables qui y sont rattachées.

2.4.1 Première question secondaire

Est-ce que les deux communautés nationales (Roumanie et République de Moldavie) se basent sur des références communes? Si oui, quelle proportion de la population reflètent-elles (une majorité?).

Sous-hypothèse

D'un point de vue primordialiste (géographique, culturel, historique, social et ethnique) les deux communautés ont indéniablement suffisamment de références communes pour mettre de l'avant un projet de construction nationale. Inversement, d'un point de vue moderniste (politique, économique et stratégique) les références communes sont beaucoup moins discernables. Les relations de nature transactionnelles avec l'Europe connaissent une forte croissance depuis le 7 avril 2009. Malgré cela, la Russie maintient un statut central au sein de plusieurs facettes de la communauté moldave.

Objectifs (Analogie par rapport à la situation familiale)

Décrire et expliquer l'histoire politique et culturelle de la nation Moldo-roumaine. (Le couple a-t-il des points communs?)

Mettre en évidence les différentes périodes déterminantes qui existent auprès de la mémoire collective identitaire du moldave contemporain. (Revenir sur l'historique du couple)

Démontrer l'ampleur des relations bilatérales entretenues entre la République de Moldavie et ses partenaires internationaux. (Avec qui et de quelle nature les relations des partenaires du couple se sont-elles établies jusqu'à ce jour?)

Variables

Tout d'abord, le nombre d'années et la proportion (sur la totalité des années) de la période sous l'autorité d'un souverain commun (ensemble) versus la période sous l'autorité de souverains distincts (séparés) aideront à la construction d'une vue d'ensemble. De plus, l'identification des tournants historiques de la Moldavie et leurs raccordements aux interprétations nationales identitaires actuelles permettront l'estimation du nombre de groupes identitaires se référant à une période historique spécifique et l'identification de ces derniers. En dernier lieu, la fréquence et les sommes des échanges bilatéraux entretenus par la République de Moldavie entre mars 2012 et avril 2014 permettront d'évaluer la tendance que prendront ses relations à l'avenir.

2.4.2 Deuxième question secondaire

Comment le narratif des acteurs apparentés reflète-t-il, et par extension conçoit-il, le contexte (acteurs, culture, histoire, etc.) du mouvement unioniste entre la Roumanie et la République de Moldavie? Pour quelles raisons ?

Sous-hypothèse

Les acteurs de proximité sont ceux qui possèdent les conceptions les plus polarisées du mouvement, puisqu'ils conçoivent le mouvement réunificateur sous un angle identitaire. À l'opposé, les acteurs d'ordre politique nuancent davantage leurs propos et ont tendance à moins se compromettre personnellement.

Objectifs

Dégager les conceptions territoriales actuelles du contexte de réunification selon qu'on se place sous l'angle européen, moldave, transnistrien, gagaouze ou russe à partir des médias écrits. (Savoir ce qu'en pense l'entourage familial)

Dégager les conceptions territoriales des populations roumaine et moldave de la République de Moldavie à partir des entrevues. (Savoir ce que pense réellement le couple)

Variables

Dans un premier temps, la fréquence des (catégories de) propositions faisant référence à une dynamique territoriale dans l'échantillon médiatique sélectionné. Dans un deuxième temps, la fréquence des (catégories de) propositions faisant référence à une dynamique territoriale dans les entrevues semi-dirigées à titre de comparatif de nature empirique. Dans un troisième temps la fréquence et la catégorisation des propositions selon la nature du propos, qui expliqueront les proportions du raisonnement derrière les propositions.

2.4.3 Troisième question secondaire

Quels sont les scénarios géopolitiques évoqués suite à l'analyse? Le scénario d'une construction nationale entre la Roumanie et la République de Moldavie est-il vraisemblable? Pour quelles raisons?

Sous-hypothèse

Dans un monde complexe et varié, les décideurs à tous les niveaux ne voient plus la nécessité d'une translation territoriale aussi drastique que celle d'une union intégrante entre la Roumanie et la République de Moldavie. De plus, le vecteur de flexibilité qu'offre l'Union européenne a un effet dissuasif sur les mouvements nationalistes.

Objectifs

Développer les scénarios géopolitiques évoqués.

Développer les raisons se situant derrière ces conceptions territoriales. (Connaître les raisons derrière les impressions des parents et des enfants)

Expliquer les effets couplés par la présence de ces différents discours. (*Mesurer les effets agglomérés de la somme de ces impressions*)

Variables

Dans un premier temps, établir le nombre de scénarios géopolitiques possibles dans la région concernée par le contexte de réunification entre la République de Moldavie et la Roumanie. Dans un deuxième temps, évaluer la proportion de chacun des scénarios selon leurs poids propositionnels dans le discours global et selon leurs poids transactionnels respectifs.

2.5 L'analyse de contenu médiatique

2.5.1 Les paramètres de l'échantillon

Initialement, l'ampleur de l'échantillon semble pratiquement impossible à cerner en raison du nombre quasi illimité d'articles de journaux disponibles sur le web. De façon pratique, deux critères contribuent à son estimation. Tout d'abord, la quantité des ressources disponibles impose une taille maximale à l'échantillon. Par ailleurs, le nombre d'individus nécessaires pour que l'échantillon soit représentatif de la population détermine un seuil minimal (Bonville, 2006, p. 115). Le degré de représentativité de l'échantillon est conséquemment guidé par deux éléments principaux : le cadre spatio-temporel de l'étude et la significativité induite par le nombre d'articles. L'analyste évalue donc le nombre suffisant de journaux web à six sources, et d'articles par source à 30 articles pour l'atteinte d'une bonne représentativité spatio-temporelle de l'objet d'étude. Le point de saturation déterminé pour la bonne représentativité de la réalité discursive est donc établi à 30 articles. Il est convenu qu'un nombre plus élevé d'articles n'ajoute plus d'information pertinente. L'échantillon final de l'analyse de contenu de recherche se résume donc à une somme totale de 180 articles.

2.5.2 La sélection des sources²⁸

La sélection des sources du contenu analysé se base sur les trois paramètres principaux de l'analyse de contenu. Il est respectivement question de la période d'étude, de la variété des sources nécessaires et du volume représentatif de la réalité. Étant donné l'ampleur de notre

²⁸ Voir Appendice C pour la liste des articles sélectionnés selon leurs sources et leurs dates.

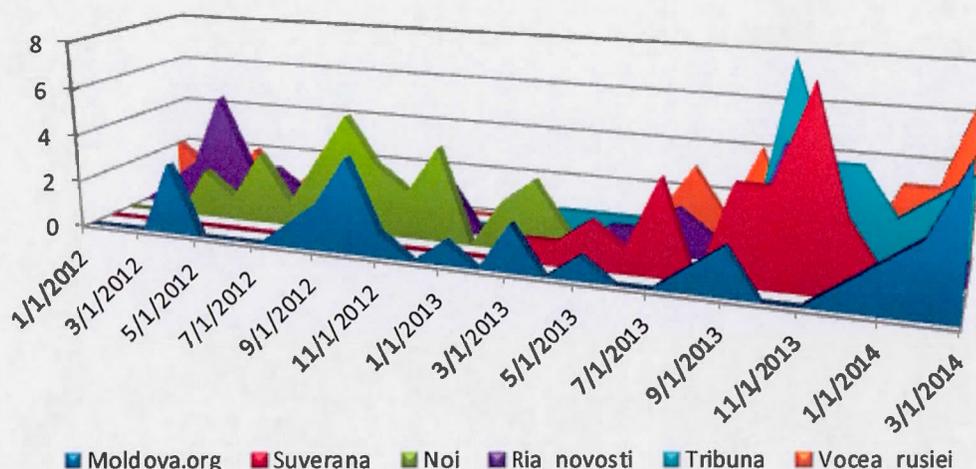
période d'étude (*i.e.* deux ans), la pluralité des acteurs concernés (*i.e.* six points de vue) ainsi que la répartition d'unités requises pour une représentativité adéquate (*i.e.* 30 articles sur deux ans), le choix du média web écrit donne l'avantage de satisfaire ces paramètres principaux.

Plus spécifiquement, la sélection des sources a été fondée sur la nécessité d'avoir des discours provenant autant de la Russie, que de l'Europe et de la République de Moldavie. Cette répartition territoriale des sources vise la variété des points de vue et l'impartialité de l'étude. La sélection des sources fut donc réduite à un nombre gérable de sources (6) réparties équitablement selon trois angles discursif distincts.

Ainsi, l'angle discursif russe est véhiculé par les journaux «Vocea Rusiei»²⁹ et Ria Novosti. Ces deux agences d'actualité siègent à Moscou et présentent un point de vue proche de celui de la Russie. Dans un deuxième temps, l'angle discursif européen est véhiculé médiatiquement par les journaux «Noi.md» et «Moldova.org». Ces deux portails médiatiques présentent deux profils différenciés. Le premier élit domicile dans la capitale moldave mais avec un point de vue moderne et axé vers les enjeux européens (Stoiciu V. , 2014). Le deuxième est basé à Washington D.C., est opéré par la «Moldova Foundation» et apporte un discours d'un point de vue externe très occidental. Dans un troisième temps, les portails de «Moldovasuverana.md» et «Tribuna.md» présentent un angle discursif local, propre au discours central de la République de Moldavie.

²⁹ Dans le même collectif que les chaînes régionales «Voix de la Russie» et «Voice of Russia».

Figure 2.2 Sources par fréquence et date



2.5.3 Constats sur l'échantillon

Les deux-tiers des articles couvrent la période s'étalant entre mars 2013 et mars 2014 (120/180). Ceci s'explique par l'affluence d'événements ponctuels d'importance durant cette période. Du côté du schisme politique, il y a l'élection du Premier-ministre actuel Iurie Leancă (23 avril), la confirmation des intentions d'adhésion européenne par le président Nicolae Timofti (14 juin) et les campagnes unionistes qui se font de plus en plus insistantes (20 juillet). De l'autre côté, la réaction ne se fait pas attendre, par un regain du mouvement sécessionniste en république de Gagaouzie (24 juillet), des relations beaucoup plus proches entre la Transnistrie et la Russie et les nombreuses menaces d'ordre socio-économique de cette dernière envers la République de Moldavie. Plus spécifiquement, de ces 120 articles, 77 couvrent la période allant d'octobre 2013 à mars 2014. Ceci s'explique par l'imminente signature de l'accord d'association entre la République de Moldavie et l'Union européenne, prévue pour le 27 novembre et par la multiplication des revendications populaires de chaque côté du spectre de l'opinion politique. Ainsi, la période faste entourant la signature de l'accord d'association avec l'union européenne suivie par la crise ukrainienne concentre 42% de notre échantillon. Au final, une tendance s'est mise en évidence durant la sélection des

articles vers un plus grand poids représentatif de la deuxième moitié du cadre temporel de la recherche. Cela étant dit, cette tournure est en directe corrélation avec les périodes les plus actives de l'actualité politique dans la région.

2.5.4 L'unité d'analyse

À la suite de l'étape de l'échantillonnage vient l'étape où l'on doit faire le choix de l'unité d'analyse, autrement dit de l'unité d'enregistrement. Selon la nature des catégories, le chercheur retient des segments plus ou moins définis : mot, phrase, paragraphe, scène, nouvelle, article, émission, etc. Dans ce cas, ni l'unité d'enregistrement d'ordre documentaire (soit la monographie, le périodique ou l'article), ni l'unité d'enregistrement syntaxique (le mot ou la phrase) ne permettent la flexibilité dans le propos. Alternativement, l'unité sémantique offre une certaine flexibilité d'enregistrement puisqu'elle ne se limite pas à une unité restrictive telle que la phrase ou le paragraphe. Au contraire, elle procède par un découpage thématique des messages. Les critères les plus couramment appliqués au découpage thématique des messages sont la représentativité³⁰ et l'exclusivité³¹.

Selon la nature des variables et la teneur sémantique des messages, un thème peut s'étendre sur plusieurs paragraphes; mais à l'inverse, une seule phrase pourrait contenir plusieurs thèmes. En l'occurrence, le terme de proposition (Bonville, 2006, p. 121) représente bien l'unité d'enregistrement qui est employée durant l'analyse de contenu de cette recherche.

2.6 Les entrevues semi-dirigées

2.6.1 Entretiens et discussions

Par ailleurs, dans le but d'analyser les conceptions locales du mouvement unioniste entre la Roumanie et la République de Moldavie, dix entretiens³² avec des acteurs, associés de près ou de loin au mouvement, ont été menés. Cette méthode de collecte de données a permis de

³⁰ Doit contenir un fondement sémantique commun (mots ou ensemble de mots) pour assurer la représentativité à l'une des variables.

³¹ Doit être délimitée de manière à ce que cette valeur s'y retrouve à l'exclusion de toute autre valeur de la même variable ou d'une autre variable.

³² Voir Appendice A pour la liste des entretiens et Annexe B pour le canevas d'entrevue.

comblent les lacunes de l'analyse de contenu médiatique. Les entrevues sur le terrain permettent aussi de donner à l'analyse une crédibilité accrue, par l'appui de nature empirique qu'elles accordent aux sources d'informations provenant de sources documentaires. Les groupes ciblés pour ces entretiens sont : des ONG, des professeurs universitaires, l'agence frontalière de la police nationale, des diplomates ainsi que des organismes communautaires.

2.7 Le système catégoriel : Les indicateurs

2.7.1 Section descriptive : Méthode bibliographique

Étant donné que la première partie de l'analyse fait appel à une approche descriptive de l'histoire de la République de Moldavie, les indicateurs établis pour cette partie de la recherche sont liés aux périodes historiques et au statut des relations. Par ailleurs, une deuxième catégorie d'indicateurs est rattachée aux relations bilatérales identifiées durant l'analyse de contenu médiatique. Ainsi, chacune des transactions de nature économique (investissements, prêts), politique (visites diplomatiques), sociale (migrations, citoyenneté) ou culturelle (célébrations, protection de la langue) identifiée durant la recherche est prise en compte par une analyse quantitative du poids relatif des relations dans l'espace moldo-roumain.

2.7.2 Section analytique : Analyse du discours médiatique et des entrevues

En principe, le système catégoriel compte autant de catégories que l'hypothèse (ou l'ensemble des hypothèses) contient de variables différentes (Bonville, 2006, p. 155). Combien celui-ci doit-il contenir d'éléments? Le nombre de catégories est indéterminé et dépend, en réalité, de la finesse des informations que l'analyste désire recueillir sur la variable en question. Il doit assurer un équilibre entre, d'une part, l'efficacité et la rapidité de la catégorisation et, d'autre part, la finesse des informations que l'analyste désire recueillir sur la variable en question (Bonville, 2006, p. 159).

Les quatre catégories utilisées dans l'analyse de discours médiatique sont les suivantes :

Sources du propos : Sont classées sous cette rubrique les entités territoriales ou institutionnelles d'où proviennent les propositions. Cette sphère inclut les acteurs provenant des territoires de la République de Moldavie, Roumanie, Russie, République

de Gagaouzie, République de Transnistrie, et des acteurs liés aux institutions de l'Union européenne tels que le Fond monétaire international et l'OTAN.

Destinataire du propos : Sont classées sous cette rubrique les entités territoriales impliquées directement dans la problématique en tant que destinataires du propos, c'est-à-dire la République de Moldavie, la Roumanie ou le mouvement unioniste.

Propos : Sont classées sous cette rubrique les interprétations ou les propositions sur le mouvement unioniste entre la Roumanie et la République de Moldavie. Cette sphère inclut les notions de dynamique spatiale des États telles que la consolidation, la translation et le morcellement territorial.

Raison du propos : Sont classées sous cette rubrique les raisons derrière les interprétations et les propositions sur le mouvement unioniste. Cette sphère inclut : le refus des valeurs libérales, la crainte de la perte de souveraineté (l'annexion), la crainte de provocations additionnelles envers la Russie et de représailles subséquentes, les préférences économiques, identitaires, institutionnelles, la haine, le conservatisme, les préférences stratégiques, etc.

Ces questions nous amènent à la constatation que les règles rédactionnelles doivent contenir, outre une définition précise des catégories, des indicateurs qui permettent de les reconnaître à l'intérieur des messages. Les indicateurs sont des repères décelables dans les messages que tous les analystes doivent être capables d'interpréter de la même manière, donc de reconnaître aisément ces mêmes catégories à l'intérieur du texte.

Dans le cadre de cette recherche, trois variables se retrouvent au centre de l'ensemble des hypothèses évoquées. Chacune des variables soulève des questions d'ordre pratique concernant les informations de nature pluri-sémantique qui induisent potentiellement le chercheur en erreur. Il est donc impératif de dresser la limite rédactionnelle de ces indicateurs qui permettent de les reconnaître à l'intérieur du texte. Pour chacun des indicateurs, les règles de catégorisation suivent les limites textuelles déterminées dans les tableaux qui suivent.

Tableau 2.1 Source du propos

Sources	Type d'acteurs
Russie	Politique : Président, Premier-Ministre, Ministres, députés, Parlement. Médiatique : Éditorial, journaliste anonyme. Professionnel : Professeur universitaire, analyste politique. Population : Citoyen, sondage auprès de la population. Commercial : Président de l'agence nationale de la sécurité alimentaire. Religieux : Patriarche de Moscou
Union européenne	Politique : Présidents, Premier-Ministre, Ministres, députés, Comités, OSCE.
Roumanie	Politique : Président, Premier-Ministre, Ministres, députés, Parlement. Médiatique : Journaliste anonyme. Professionnel : Professeur universitaire, analyste politique.
Rép. de Moldavie	Politique : Président, Premier-Ministre, Ministres, députés. Médiatique : Éditorial. Professionnel : Professeur universitaire, analyste politique. Population : Citoyen, sondage auprès de la population. Stratégique : Ministre de la Défense
Transnistrie	Politique : Président, Premier-Ministre, Ministres, députés, Parlement. Professionnel : Professeur universitaire, analyste politique. Population : Directrice d'école. Stratégique : Ministre de la Défense
L'assemblée populaire de la Gagaouzie	Politique : Président, Premier-Ministre, Ministres, députés, Parlement. Médiatique : Journaliste anonyme. Population : Sondage auprès de la population.

La catégorie de classification des propositions sur les dynamiques territoriales se subdivise en deux. Selon la visibilité du propos dans le texte, ces propos sont divisés en propos explicites et implicites. Un propos explicite indique quand le (groupe de) mot(s) se retrouve systématiquement dans la proposition. Un propos implicite fait référence à un événement qui encourage indirectement la dynamique territoriale.

Tableau 2.2 Propos (Explicite)

Propositions	Dynamique	Exemple de «mots-clés» représentatifs.
Consolidation territoriale.	Souveraineté	Langue moldave; Histoire moldave; Souveraineté; Intégrité territoriale; État indépendant; Territoire unique; Solidarité; Autonomie; Auto-gouvernance; Caractère étatique; Profil original; Central; Viable et Prolongé.
	Neutralité	Neutralité.
Translation territoriale.	Partenariat	Partenaire; Coopération; Soutien; Relation; Rapprochement; Contribution; Alliance; Assistance; Liens; Accords; Orientation.
	Intégration	Intégré; Intégration; Union douanière; Association; Convergence.
	Rattachisme	Identique; Corps commun; Unionisme; Union; Filon national commun; Réunification; Adhésion; Fratricide.
	Irrédentisme	Idées unionistes; Enracinement; Conscience massive; Rhétorique.
Morcellement territoriale	Annexion	Intégration (d'un pays); Occupation; Consolidation (d'une nation)
	Conflit	Tension; Divergence; Provocation.
	Scission	Séparé; Séparatisme; Aliéné.
	Fédéralisation	Fédération; Fédéralisation.
<i>Propos (Implicite)</i>		
Propositions	Dynamique	Exemple de «mots-clés» représentatifs.
Consolidation territoriale. (Entérinant)	Souveraineté	En référence à l'unité politique singulière qu'est la Moldavie. Son économie, ses institutions et sa politique externe. En référence à son autorité auprès de ses régions subalternes et à ses intérêts face à ses voisins.
	Neutralité	En référence à son statut constitutionnel.
Translation territoriale. (Rectifiant)	Partenariat	En référence aux différentes conséquences des accords avec des organismes multinationaux intégrant. Blocus économique, isolation stratégique, grogne populaire.
	Intégration	En référence à l'intégration à l'UE ou à l'EuAzEs.
	Rattachisme	En référence au mouvement d'identification des citoyens moldaves en tant que roumains en Moldavie durant le recensement de 2014.
	Irrédentisme	En référence à l'intervention et à l'ingérence dans la protection des droits des minorités et dans la politique externe.

Morcellement territorial. (Révisionniste)	Annexion	En référence à la possible annexion de la Transnistrie par la Russie.
	Conflit	En référence à la nécessité de la présence militaire russe en Transnistrie
	Scission	En référence à l'incompatibilité culturelle, économique et politique de la Moldavie avec la Transnistrie.
	Fédéralisation	En référence à la résolution de conflit entre la Transnistrie et la République de Moldavie.

Raisonnement du propos

Politique : Concerne un discours qui implique directement les acteurs politiques et diplomatiques. Ce discours concerne l'état des relations politiques de nature trans-scalaire, notamment la dynamique de rapport de force avec la Russie et les régions autonomes.

Culturelle : Concerne un discours identitaire. Celui-ci évoque l'appartenance des collectivités en relation à leur identité linguistique, historique et idéologique.

Économique : Concerne un discours fortement transactionnel. Ce dernier se résume à la sélection des meilleurs partenaires économiques ou par l'absorption de sanctions économiques.

Stratégique : Concerne un discours de nature militaire. Ce discours se traduit globalement par le rapport de force entre l'OTAN et la Russie.

Sociale : Concerne les enjeux de mobilités pour les retraités, les immigrants, les étudiants et les commerçants moldaves.

2.8 Traitement des données (Graphiques, Tableaux, Cartes)

La première portion des résultats, étant donné que son objectif premier est de démontrer une vision globale des origines de l'identité moldo-roumaine, visera à offrir un canevas visuel de l'évolution territoriale de la Moldavie via la production de cartes descriptives. Ces cartes sont accompagnées d'une description continue de l'évolution de la Moldavie dans l'espace et le temps. Dans cette petite partie du continent européen, les conflits furent nombreux ainsi que

les mouvements de populations. Le territoire ainsi que la composition démographique de l'espace moldave subissent de nombreuses modifications qui influencent actuellement l'état des relations entre les communautés au sein de l'espace moldo-roumain. Par conséquent, une analyse continue de l'histoire nationale de la Moldavie ainsi qu'une analyse multidisciplinaire de celle-ci sont nécessaires. Des portraits ethnographique, religieux et socio-économique feront aussi partie de ce premier volet analytique. Une séquence cartographique accompagnée d'un texte descriptif de l'histoire et de tableaux statistiques explicatifs des remaniements de nature démographique sont les dispositifs employés dans la présentation de ce premier volet de la recherche.

Dans la deuxième partie des résultats, pour faire suite à une première analyse verticale, la recherche se concentre sur l'état actuel de la dynamique discursive dans l'environnement moldo-roumain. Ce volet a pour objectif la mise en relation de l'identité moldave contemporaine à l'identité moldo-roumaine : construction supportée par le volet historique. La perception d'une identité moldave amalgamée dans le cadre élargi d'une identité moldo-roumaine universelle est-elle reflétée dans le discours autant médiatique que populaire de cet environnement? Dans un premier temps, les résultats de l'analyse du discours médiatique et populaire seront présentés avec l'aide de graphiques en pointes de tarte de façon à démontrer les proportions de chacune des classifications de discours mentionnées plus tôt. Dans un deuxième temps, les résultats sur les raisons qui sous-tendent la nature des discours seront présentés. Le troisième volet de l'analyse aura pour cible la synthèse comparative, c'est-à-dire de combiner la typologie et les raisons des discours de façon à y faire ressortir des scénarios géopolitiques projetés de l'espace moldo-roumain. Ces projections territoriales seront expliquées à l'aide de cartes thématiques intégrant la totalité des acteurs concernés.

Du point de vue de la logistique, les analyses du discours médiatique ainsi que celles des entrevues semi-dirigées se sont effectuées à l'aide du logiciel de recherche par méthode qualitative et mixtes QSR Nvivo 8. Par la suite, les données ont été transposées sur le logiciel de traitement de données statistiques MS Excel et utilisées dans la création de schémas. Le logiciel d'information géographique ArcGIS a été utilisé dans la création des cartes thématiques alors que le logiciel de dessin Adobe Illustrator a été employé dans la finition de ces mêmes cartes thématiques ainsi que dans celui des schémas.

CHAPITRE III

LES FONDEMENTS DE L'IDENTITÉ MOLDAVE

Il s'agit dans cette partie de valider si les individus appartenant aux sociétés politiques moldave et roumaine agissent à partir d'intérêts et de références communs, dans l'optique de consolider le canevas culturel que forment les deux principales régions territoriales³³ de l'espace moldo-roumain. L'histoire de la Moldavie se divise en six périodes : La période historique issue du mythe et de la culture (82av. J-C à 1241), la reconnaissance politique (1358 à 1711), la période sous dominance russe et de rupture nationale (1812-1918), la période de la Grande-Roumanie (1918 – 1944), la période de l'Union soviétique (1944 – 1991) et l'indépendance de la République de Moldavie (1991 à aujourd'hui). En délimitant un territoire d'étude résultant d'une évolution historique et politique, tout en intégrant des critères linguistiques, religieux et ethnoculturels, on cherche à mettre en évidence une trame commune qui relie les deux sociétés. De plus, on soulève les points concordants et discordants via une approche sectorielle entre les deux sociétés. La société moldave ainsi que son entourage s'insèrent dans une dynamique « d'entre-deux » géopolitique et par conséquent influent sur les possibilités d'une construction nationale.

3.1 Délimiter le territoire (dans l'espace et dans le temps)

L'espace moldo-roumain (se référer à la carte 3.1; territoire en mauve), territoire qui fait l'objet de notre mémoire, est situé en Europe de l'Est. D'une part, il est délimité par le fleuve Dniestr à l'est, l'Ukraine au nord et le Boudjak au sud. D'autre part, il inclut les huit comtés roumains (Botoșani, Suceava, Neamț, Iași, Bacău, Vaslui, Vrancea et Galați) situés au piémont des Carpates orientales à l'ouest. Pour des raisons d'homogénéité ethno-politique, nous distinguons les régions politiques autonomes moldaves de la Gagaouzie et de la

³³ La Moldavie (roumaine) comprenant la Bucovine méridionale (comté de Suceava) et la République de Moldavie.

Transnistrie. Dans une perspective de construction transrégionale entre les deux Moldavie, la Transnistrie se distingue nettement par une présence militaire russe continue³⁴, une autonomie marquée et une forte volonté de reconnaissance politique à l'international. La région autonome turque de la Gagaouzie correspond à une entité ethnique distincte à l'intérieur d'un cadre politique commun³⁵. Il est donc incontournable de distinguer ces deux régions «autonomistes» dans notre analyse sur la perspective d'une construction nationale moldo-roumaine. La Bucovine³⁶ septentrionale demeure également un sujet litigieux puisque-elle fait présentement partie de l'Ukraine. Nous légitimerons ces choix en cours d'analyse par l'utilisation de données tangibles et en référence aux des tendances sociopolitiques. Il est important de préciser et consolider la toile historique et territoriale commune qui relie les deux régions de l'espace moldo-roumain.

3.2 Un profil vertical : Quelques repères historiques

3.2.1 La construction par le mythe : Théorie de la continuité daco-roumaine

Les premiers vestiges d'une communauté vivant sur les territoires de la Moldavie contemporaine peuvent être retracés à l'époque de l'expansionnisme des populations grecques ioniennes sur les côtes de la mer Noire³⁷ à partir de l'an 600 av. J-C (Bărbulescu, 2007, p. 27). Au cours des décennies suivantes, ces tribus se sont subdivisées entre les Thraces, les Gètes (Ruzé, 1997, p. 25) et les Daces (Bărbulescu, 2007, p. 32)³⁸. L'Empire Daco-gètes a atteint sa plus grande étendue sous le règne du roi dace *Burebista* entre l'an 82

³⁴ La 14^{ème} armée russe fut appelée en renfort durant la guerre de 1991, suite à l'indépendance proclamée de la République de Moldavie pour la préservation de l'intégralité du territoire transnistrien contre le péril d'une réunification forcée avec la Roumanie.

³⁵ En résumé, l'assemblage autonome de la Gagaouzie se distingue par sa culture historique distincte turcophone, sa volonté de préserver son attachement à la Russie ainsi qu'à la langue russe et son refus catégorique de participer à un rapprochement avec la Roumanie.

³⁶ La Bucovine fut sous l'emprise de l'Empire austro-hongrois à partir de 1775.

³⁷ Les villes de Tomis (Constanta), Histria (Istria), Callatis (Mangalia), Tyras (Cetatea Albă).

³⁸ Les Thraces étaient situés au sud du Danube sur les côtes de la Mer Noire. Les Gètes vivaient entre le delta du Danube et les Carpates orientales et méridionales. Les Daces avaient établi comme centre culturel les monts Orastie autour de la cité de Sarmizegetusa au sein de la Transylvanie actuelle. L'Empire dace prit rapidement son expansion dans les régions du Banat, de la Munténie et de la Moldavie.

av. J-C et l'an 44 av. J-C. Durant cette période, l'Empire Daco-gètes atteint ses limites territoriales maximales (correspondant aux limites de la carte 3.1), allant des villes actuelles de Bratislava (Slovaquie) et Budapest (Hongrie) à l'ouest, de la source de la rivière du Boug occidental au nord (à proximité de la ville de Lviv), des Balkans au sud (Bulgarie actuelle) et de la rivière du Boug méridional à l'est (Ruzé, 1997, p. 26). Dans la région qui nous intéresse, les Daco-Gètes réussissent à imposer leur présence tout le long du littoral de la mer Noire entre les bouches du Boug méridional (*Olbia*) et les Balkans (Ruzé, 1997). Il s'ensuit l'instauration de cités le long de la berge occidentale du Prouth dans les régions de Vaslui (*Lunca Ciurei*), Iassy (*Cotnari*) et Botoșani (*Stincești*). Au premier siècle, l'étendue de l'empire s'est réduite par rapport au règne de *Burebista*. Néanmoins, les points d'ancrage daces de la Moldavie demeurent cruciaux contre les incursions barbares des populations « bastardes » vivant à l'est du Boug méridional (Bărbulescu, 2007, p. 29).

La Dacie Romaine. De l'an 106 à 271 et 275 à 602

L'empereur romain Trajan défait la Dacie de *Decebalus* en l'an 106 (Adaniloaie, 1965, p. 7). Il crée alors la province romaine de la Dacie (correspondant au Banat, à l'Olténie et à la Transylvanie). La Munténie et la Moldavie méridionale sont rattachées à la Mésie inférieure. Les autres territoires conquis au nord du Danube (Crișana, Maramureș, le nord et le centre de la Moldavie) ne sont pas englobés par l'Empire romain et demeurent sous contrôle dace (Adaniloaie, 1965, p. 45). « Les Daces, à l'imitation des Gaulois, furent romanisés, exception faite de tribus demeurées hors de Dacie et de Mésie tels, en Moldavie, les Carpes³⁹, alliés des Goths, qui furent repoussés par l'empereur Philippe l'Arabe en 247» (Ruzé, 1997, p. 27). Les Carpes étaient reconnus comme les daces libres au sein de la population romaine. La réalité socio-territoriale de l'espace moldave actuel est, en partie, issue de son exclusion jadis des limites politiques de l'Empire romain. En effet, deux « limes romains »⁴⁰ démontrent bien les séparations entre les daces romains et les daces libres. À son apogée, le « limes romain », construite au V^{ème} siècle, s'étire de la commune de Leova jusqu'à la commune de Tighina-

³⁹ Les Carpes font partie de l'ensemble Daco-Gètes (IIe-IIIe siècle). Ils vivaient sur le territoire de la Moldavie actuelle. Cette tribu a donné son nom à la chaîne montagneuse des Carpates.

⁴⁰ Le « limes romain » représente la ligne frontière de l'Empire romain à son apogée au IIe siècle après J.-C. Il se compose d'un terrassement précédé d'un fossé.

Bender en Bessarabie actuelle. Combinées au territoire de la Dobroudja, ces régions littorales correspondent à la Dacie romaine méridionale (Trajane), suite à la réorganisation territoriale «Aurélienne». Force est d'admettre que la majeure partie de l'espace moldave contemporain, n'a jamais été sous la gouverne directe de l'Empire romain, mais plutôt sous son influence. Ces populations Carpo-daces, localisées entre les rivières Siret et Dniestr, ont réussi à se construire une identité propre (celle de la culture *Lipitza*) (Bărbulescu, 2007, p. 72) tout en ayant maintenu des alliances ou du moins des ententes de non-agression avec l'Empire romain. En dernier lieu, les invasions barbares en terres romaines, durant la période entre la fin du III^{ème} siècle jusqu'au VIII^{ème} siècle ont provoqué beaucoup de pillages et de destructions, de déplacements de populations, une atmosphère d'incertitude et un ralentissement dans le développement de la civilisation Daco-romaine. Par opposition, le processus de cristallisation ethnolinguistique des Daco-romains n'a été affecté que dans une faible mesure, par les vagues migratoires. (Bărbulescu, 2007, p. 93)

Vaille que vaille, Constantinople fit face aux multiples migrants, Goths, Huns, Gépides, Avars et Slaves; mais en 602, le *limes* danubien fut emporté [...] et les Slaves s'installèrent dans la péninsule balkanique ce qui aboutit à la dislocation du *continuum* ethnolinguistique de la *Romania* danubienne (Ruzé, 1997, p. 27).

3.2.2 L'identité linguistique : la cristallisation du latinisme

Durant la deuxième moitié du premier millénaire, nous assistons à l'apparition des premières populations romaines utilisant des langues néolatines, groupe où se retrouvent les roumano-valaques. Il s'agit là de la genèse de la langue roumaine telle qu'elle est employée aujourd'hui :

Au cours des VIII^{ème}-IX^{ème} siècles, la roumanisation des Daco-Romains s'acheva tout comme leur cristallisation ethno-linguistique, politique et culturelle. Dans toute l'Europe orientale, entre l'empire byzantin et carolingien, les premières étapes des formations étatiques s'affirmèrent durant les IX^{ème}-XI^{ème} siècles. (Ruzé, 1997, p. 29)

Cette période de l'histoire moldave est caractérisée par les multiples incursions slaves (VI-VII^{ème} siècles) provenant des régions du nord et du nord-est sur la Volga. Cependant ces incursions migratoires slavophones n'ont influencé la romanisation des populations locales que dans une très petite mesure. À l'opposé, elles ont amené une plus grande solidarité au sein des populations roumano-valaques par la fortification de lieux stratégiques dans le nord de la Moldavie et de la Bessarabie actuelles durant les VIII et IX^{ème} siècles⁴¹ (Bărbulescu, 2007, p. 102). En ce qui concerne les délimitations territoriales, l'Empire byzantin n'occupait pas de territoires en Moldavie, mais sous le règne de Jean 1^{er} Timiskès et Basile II (969-1025), il rétabli sa frontière sur le Danube de façon à repousser les incursions des Bulgares, Petchenègues et Coumans. De plus, Byzance possédait au IX^{ème} siècle, des bases maritimes à Lykostomo (près de Chilia) et la ville de Bilgorod-Dniestrovskii qui était connue sous le nom byzantin de *Maurokastron* (Ruzé, 1997, p. 30).

3.2.3 La reconnaissance politique

Aidée par la volonté de l'Empire de Hongrie de mener une campagne offensive contre les Tatars, la Moldavie naît grâce à l'alliance des différentes tribus roumaines situées à l'est des Carpates dans ses visées émancipatrices. Le Royaume du Maramureş⁴² (Bărbulescu, 2007, p. 132) y joue un rôle majeur alors que le Royaume de Hongrie y joue plutôt un rôle de soutien (Ruzé, 1997, p. 37). Suite à l'exode Tatar des terres moldaves, Louis 1^{er} désire proclamer la Moldavie comme étant une terre d'appartenance hongroise. Cette volonté rencontre rapidement une forte résistance de la part des tribus locales et des dirigeants du Maramureş. S'ensuit une offensive hongroise contre des Moldaves résolus à défendre leur autonomie face à l'assimilation. Par conséquent, l'autonomie politique est concédée par le roi de Hongrie, Louis 1^{er} d'Anjou (Bărbulescu, 2007), au premier voïévode de la Moldavie : Bogdan 1^{er}. «Cette Moldavie primitive avait pris naissance dans le nord-ouest du territoire, dans le bassin de la rivière Moldova (à l'ouest de Suceava) car le sud-est était sous tutelle tatar» (Ruzé, 1997, p. 36).

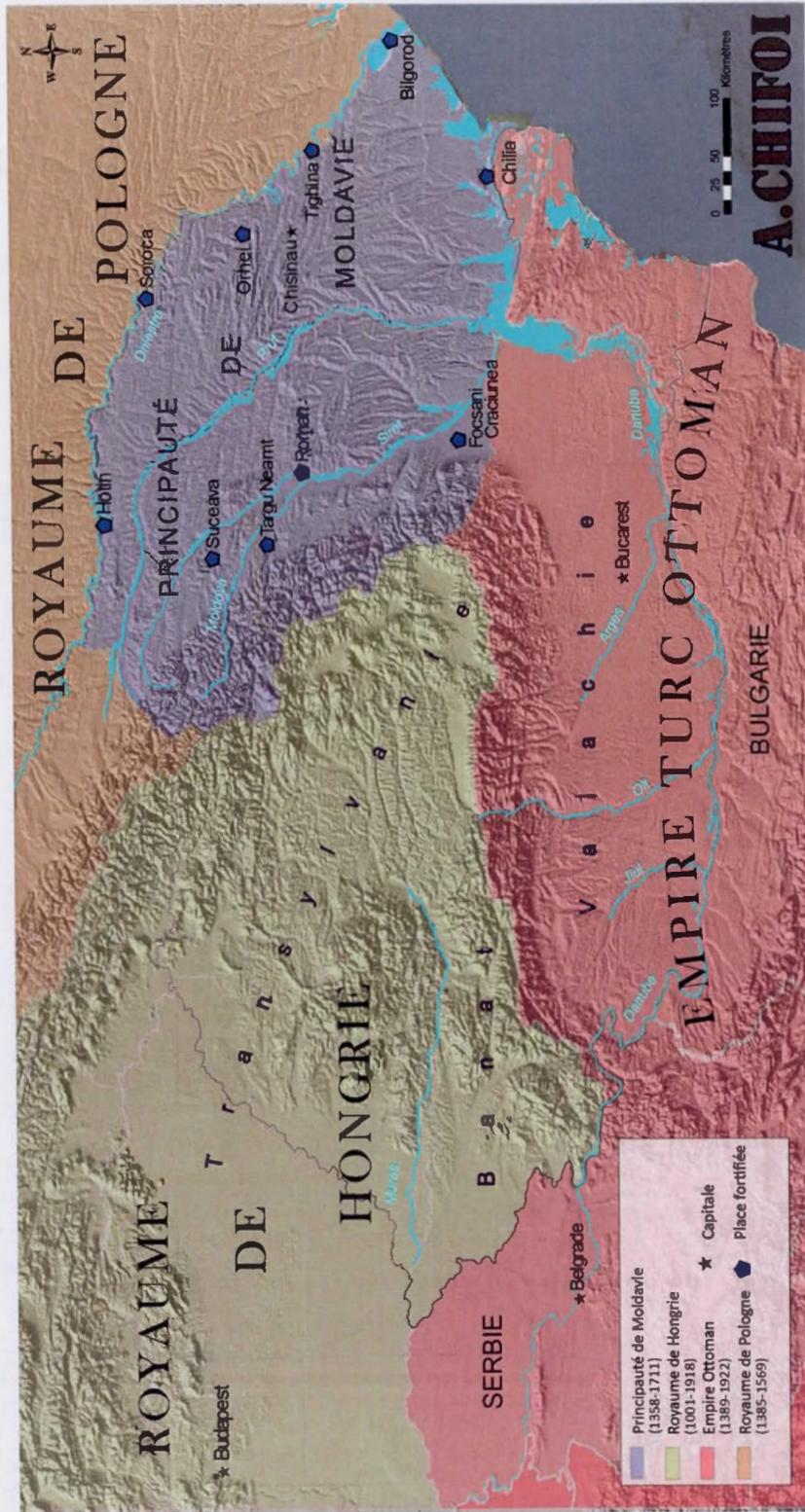
⁴¹ D'anciennes cités daco-romaines fortifiées ont été retrouvées au nord de la Bessarabie (Hertza), dans la Bucovine du Nord (Alcedar, Echimauti, Rudi, etc.) et le long du Dniestr central.

⁴² Ancien Royaume roumain médiéval situé dans le nord de la Roumanie actuelle, sous suzeraineté hongroise.

La Moldavie sous Roman 1^{er} (1391-1394) atteint son extension territoriale maximale, chasse les dernières installations tatares du territoire et intègre les tribus valaques du sud-est de la Moldavie. Une génération plus tard, sous la direction d'Alexandre le Bon (1400-1432), l'Empire Ottoman envahit les lieux fortifiés de la Valachie (Turnu, Giurgiu et Chilia) et essaie d'assujettir la cité-forte de Cetatea Albă sur les bords de la mer Noire (Beldiceanu, Bacqué-Grammont, & Cazacu, 1982, p. 53). «Désormais, deux constantes marquent l'histoire de la Moldavie : la menace turque permanente et l'absence de soutien polonais que le voïevode de Moldavie était pourtant en droit d'attendre de son suzerain» (Ruzé, 1997, p. 45). L'extension territoriale de la principauté de Moldavie au XV^{ème} siècle s'étend des Carpates Orientales à l'ouest, jusqu'au Dniestr à l'est, du bas-Danube (incluant Cetatea-Albă) au sud jusqu'à la place-forte d'Hoțin au nord sur les berges du Dniestr.

Enfin, la principauté de Moldavie connaît son apogée sous Étienne le Grand (1457-1504) (Adaniloaie, 1965, p. 17) en raison de sa revalorisation et de la remise en fonction des forteresses stratégiques donnant désormais à la Moldavie une délimitation territoriale renforcée. De ces dix forteresses, cinq sont stratégiquement placées le long du Dniestr. Respectivement, du sud vers le nord : il y a les forteresses de Cetatea Albă, Tighina, Orhei, Soroca et Hoțin. Celles-ci servaient à défendre contre les invasions des Tatars, alliés des Turc-Ottomans. Les cinq forteresses restantes sont localisées stratégiquement le long de la frontière occidentale moldave, délimitée par les Carpates orientales. Respectivement, du sud vers le nord : il y a Chilia, Crăciuna, Roman, Tîrgu Neamț et la capitale Suceava. Celles-ci servaient à défendre contre le péril expansionniste hongrois provenant de la Transylvanie et du Maramureș (sous-protectorat hongrois depuis 1307) ou des incursions ottomanes en provenance de la Munténie (sous suzeraineté turque depuis 1462) (Bărbulescu, 2007, p. 157). L'identité politique partagée auprès des régions de la Bessarabie actuelle et de la Moldavie roumaine durant ces deux siècles cimente l'identité nationale moldave jusqu'à ce jour. (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004, p. 14)

Figure 3.1 La Principauté de Moldavie à son apogée (1358 – 1711)



Période sous suzeraineté Turco-Ottomane de 1538 à 1711

Au cours du XVI^{ème} siècle, l'Empire ottoman réussit à s'imposer politiquement sur la péninsule anatolienne et le Proche Orient⁴³. L'offensive du sultanat ottoman se poursuit en Europe avec les conquêtes successives de Sofia (1444), Belgrade (1521) et Budapest (1526) dans les Balkans et se termine avec l'échec du siège de Vienne (1529). La Principauté de Valachie (à Argeș, 1529) et celle de Moldavie (à Tighina, 1538) (Ruzé, 1997, p. 52) cèdent à leur tour⁴⁴. Fait à noter, les villes moldaves de Tighina et Cetatea Albă adoptent respectivement les noms turcs de Bender⁴⁵ et Akkerman. Désormais, l'Empire de la Sublime Porte permet à la Moldavie d'être gouvernée de façon autonome par des suzerains autochtones. En retour, l'Empire ottoman soutire le territoire du Boudjak à la Moldavie et sollicite un soutien militaire aux armées ottomanes. Au cours du XVII^e siècle, l'emprise ottomane gagne en intransigeance et impose de plus grandes restrictions économiques à la Principauté de Moldavie (Bărbulescu, 2007, p. 174).

Tout d'abord, il existe un élément incontournable à considérer pour comprendre dans quel contexte géopolitique la Principauté de Moldavie s'insérait aux 13^e et 14^e siècles. Il s'agit de son emplacement géographique à cheval entre trois zones d'influence majeures. La Principauté se trouvait en effet partagée entre Habsbourgeois, Ottomans et Polonais. Ce contexte a entretenu l'ambiguïté politique et l'instabilité chez la noblesse moldave. La première moitié de la suzeraineté ottomane en Moldavie est marquée par la préservation de l'autonomie étatique et des institutions religieuses chrétiennes. La chrétienté est maintenue par la formule du «Byzance après Byzance», proposant à l'État moldave une direction d'origine gréco-orthodoxe, contrairement à une direction polono-luthérienne (Bărbulescu, 2007, p. 197). À partir de 1699, suite au traité de Karlowitz, l'Empire tsariste prend graduellement de l'importance dans les rapports de force impliquant la Principauté de

⁴³ Sélim Ier conquis l'Égypte (Antep) et défait les Abbassides (Alep) en 1517.

⁴⁴ La suzeraineté de la Moldavie envers la Sublime Porte consistait en une taxe et une reconnaissance de la suprématie de «la Porte». De plus, la perte des citadelles de Tighina, Cetatea Albă et Chilia. En retour l'Empire Ottoman reconnaissait l'autonomie des deux États nord-danubiens.

⁴⁵ Le nom de Bender (signification turque : port) est à ce jour encore employé dans la géographie moldave.

Moldavie (Bărbulescu, 2007, p. 223). La présence croissante de l'Empire tsariste dans les politiques moldaves culmine par une tentative d'émancipation de la Principauté de Moldavie face à la domination ottomane orchestrée par Démètre Cantemir, voïévode de 1710 à 1711, telle qu'illustrée par Alain Ruzé dans l'extrait suivant :

Une deuxième tentative de rapprochement entre la principauté de Moldavie et l'empire russe eut lieu en 1711. Le tsar Pierre le Grand vint en personne dans la capitale moldave Iassy, le 13 avril 1711, rencontrer le prince Démètre Cantemir et lui promit que le Boudjak, une fois reconquis par l'armée russe, redeviendrait propriété de son État; toutefois, des troupes russes devaient continuer de stationner dans diverses places-fortes moldaves. Mais, le 22 juillet 1711, à Stălinești, les Turcs tinrent en échec les soldats de Pierre le Grand; [...] et différents villages, au nord du Boudjak furent cédés aux Ottomans tout comme la citadelle de Hoțin, sur le Dniestr, en Moldavie septentrionale, transformé en une immense raïa turque à compter de 1715 (1997, p. 53).

3.2.4 La période de déchéance jusqu'à la rupture nationale

Cette défaite du prince (même avec le support militaire russe) face à la Sublime Porte à Stălinești en juillet de 1711, signifie le début d'une période marquée par le régime des phanariotes en Moldavie. Durant cette période, la noblesse locale ne possédait aucune influence sur l'orientation politique de son État (Cazacu & Trifon, 2010, p. 282). Elle est reconnue comme l'une des plus prospères pour les intellectuels et les humanistes grâce à la mise en place d'institutions culturelles et pédagogiques jumelées à une accalmie politique marquée (Cazacu & Trifon, 2010) sous l'œil attentif de son suzerain. L'émergence de l'Empire tsariste durant le XVIII^{ème} siècle permet à la noblesse moldave de contempler, à nouveau, la souveraineté et d'envisager une éventuelle émancipation du joug ottoman (Cazacu & Trifon, 2010, p. 284). En termes de délimitations territoriales, mentionnons que suite au traité de Kutchuk Kainardji du 21 juillet 1774, la Moldavie perd 10441 km² de son territoire au profit de l'Empire des Habsbourg, région qui sera désormais baptisée Bucovine (Ruzé, 1997, p. 56).

La période (1774-1806) entourant la septième guerre russo-turque (1787-1792) en est une de soulèvements populaires et de revendications nationales en Moldavie. Ceci est possible grâce à l'influence de la famille phanariote des Ipsilanti qui soutient non-seulement des idées anti-

ottomanes, mais également pro-russes. Force est de constater qu'à cette époque de l'histoire européenne les changements politiques abondent. L'Empire tsariste s'impose sous les régimes de la Grande Catherine II (1762-1796) et d'Alexandre 1^{er} (1801-1825) (Cazacu & Trifon, 2010). Le Royaume de France est renversé par la révolution puis marqué par la période Napoléonienne (1799) avant de se lancer dans d'importantes campagnes militaires jusqu'en 1814 (Cazacu & Trifon, 2010). L'Empire des Habsbourg se maintient sous François 1^{er} d'Autriche (1804-1835). L'Empire britannique sous William Pitt le jeune (1790-1806) se remet difficilement de la révolution américaine (1776) et l'Empire ottoman de Selim III (1789-1807) se maintient malgré de nombreuses révoltes au sein des Balkans.

En résumé, l'Europe est sujette aux révolutions populaires, aux réformes stratégiques des Empires et aux tensions géopolitiques. Dans toute cette agitation, une nouvelle entité politique prend naissance en Europe orientale : la Bessarabie. Lorsque la Serbie décide de se révolter contre l'emprise ottomane, elle sollicite l'aide de l'Empire tsariste dans son combat pour la souveraineté. Napoléon I^{er}, prévoyant une alliance entre la Grande Russie et l'Empire britannique, décide de s'allier à l'Empire ottoman et s'implique, par défaut, dans la lutte contre les révoltes balkaniques. En 1807, la France et l'Empire tsariste se mettent secrètement en accord sur un partage éventuel des terres sous protectorat ottoman. Dans un premier temps, par négligence ou par ignorance, Napoléon I^{er} réussit à préserver le territoire moldave en tant que zone neutre mais il omet de préciser que sa frontière doit demeurer sur le Dniestr durant les pourparlers du Traité de Tilsit du 7 juillet 1807. Dans un deuxième temps, les deux parties octroient le Boudjak (reconnu sous le nom de Bessarabie), d'appartenance ottomane depuis la campagne de Soliman I^{er} en 1538, à l'Empire tsariste.

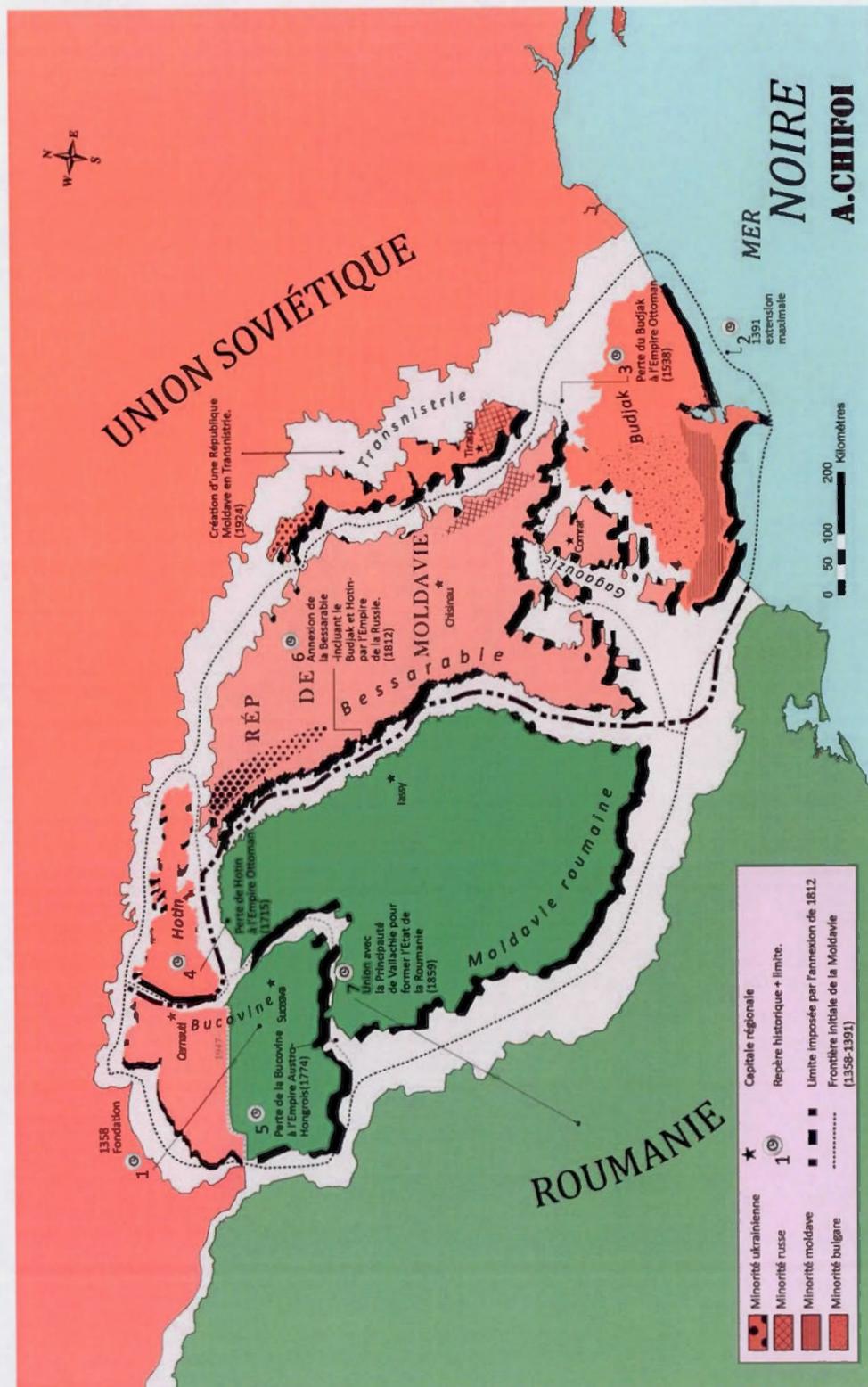
Ce partage omet néanmoins de distinguer l'espace proutho-dniestrien du nord (d'appartenance moldave) au Boudjak ottoman du sud dans les pourparlers. Ainsi, l'Empire tsariste donne une nouvelle étiquette à ce territoire qui s'étend entre le Prouth et le Dniestr par le toponyme familier de la Bessarabie mais le rattache de manière erronée à la Russie. Pour la première fois, depuis sa fondation en 1360, la délimitation orientale de la Principauté de Moldavie s'arrêtera dorénavant sur le Prouth plutôt que le Dniestr (Cazacu & Trifon,

2010, p. 286). Tout ceci est entériné par la signature du Traité de Paix de Bucarest le 28 mai 1812.

On notera que, pour la première fois, en géographie et histoire diplomatiques, il convient d'entendre par «Bessarabie», non plus seulement le Boudjak tatar gagné par Soliman le Magnifique en 1538, mais bien toute la région située entre le Pruth et le Dniestr, d'Hořin à la Mer Noire. (Ruzé, 1997, p. 58)

L'annexion de la Bessarabie (voire carte 3.2) par l'Empire tsariste est complétée durant le Traité de paix signé à Bucarest en 1812 (Ruzé, 1997). L'annexion de la Bessarabie par la Russie en 1812 aura des conséquences immédiates sur sa composition démographique (Cazacu & Trifon, 2010, p. 287). En Valachie, la deuxième décennie du XIX^{ème} siècle est marquée par une révolte anti-ottomane menée par le révolutionnaire Tudor Vladimirescu en 1821. Ces soulèvements se poursuivent jusqu'au 9^{ème} conflit armé russo-turc (1828-1829), remporté par l'Empire tsariste, ce qui en fait la seule et unique puissance protectrice de la Moldavie (Ruzé, 1997, p. 70). Après 275 années sous suzeraineté ottomane, la Moldavie réussit à se libérer du joug ottoman pour se diriger vers la création d'un « État moderne » sous le protectorat de l'Empire tsariste.

Figure 3.2 Annexion de la Bessarabie (1812)



La rupture de la nation moldave

Durant les vingt années qui suivent la fin de la 9^{ème} Guerre russo-turque, les Principautés roumaines sont le théâtre de plusieurs soulèvements populaires importants alimentés par le mécontentement vis-à-vis d'un suzerain de plus en plus contesté. Ces soulèvements sont notamment précipités par un contexte politique généralisé de mécontentement en Europe à cette époque (Révolutions française, allemande, autrichienne, hongroise, etc.) (Cazacu & Trifon, 2010, p. 293). L'année 1848 témoigne du réveil national roumain en Valachie et en Moldavie (en Transylvanie, au Banat et en Bucovine aussi) grâce aux pionniers culturels que sont, entre autres, Mihail Kogalniceanu, Vasile Alecsandri et Nicolae Bălcescu. Cependant, la révolte entamée par ces intellectuels est écrasée par une alliance russo-ottomane le 25 septembre 1848 (Cazacu & Trifon, 2010, p. 295) contre les soulèvements populaires des Principautés roumaines. Mais cet échec n'a pour effet que de retarder temporairement son projet d'indépendance et d'union des Principautés roumaines.

La Guerre de Crimée (1853-1856) redonne à nouveau aux Principautés roumaines l'opportunité de revendiquer leur indépendance face aux belligérants russe et turc sous le protectorat d'une communauté internationale constituée de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Autriche (Cazacu & Trifon, 2010, p. 296). Le Traité de Paris de 1856 clôt le conflit européen qui oppose les Alliés à l'Empire tsariste avec la mise en place de nouvelles frontières refusant l'accès des Balkans à la Russie. La Grande-Bretagne permet à la Principauté de Moldavie de récupérer les trois départements de Bolgrad, Ismail et Cahul du sud de la Bessarabie de la Russie afin de limiter à cette dernière l'accès au Danube⁴⁶. Ces départements sont peuplés par d'imposantes minorités de Gagaouzes-bulgares (33%) et d'Allemands (19%) (Ruzé, 1997, p. 76). La récupération de la Bessarabie méridionale par la Moldavie constituera à l'avenir un irritant majeur dans les relations russo-roumaines. D'une part, les Moldaves n'ont jamais accepté le fait d'avoir eu à céder la Bessarabie en 1812. D'autre part, la Russie considère, encore à ce jour, que la Roumanie fait preuve d'ingratitude par rapport au protectorat qu'elle lui a offert durant la période du soulèvement anti-ottoman

⁴⁶ À mentionner que, ni la Valachie, ni la Moldavie n'étaient invitées à participer au Congrès de Paris de 1856.

(Bărbulescu, 2007, p. 305). Dans les années qui suivent, en 1859 plus précisément, le peuple moldave élit Alexandru Ioan Cuza à la tête de la Principauté. Ce dernier représente l'option unioniste entre les Principautés de la Moldavie et de la Valachie⁴⁷ (Cazacu & Trifon, 1993, p. 79). La Roumanie apparaît dorénavant sur la carte politique en tant qu'État souverain qui occupera l'espace situé entre la mer Noire et les Carpates.

En 1875, la Russie s'engage à défendre les intérêts autonomistes de ses frères chrétiens-slavophones en Bosnie, en Herzégovine, en Serbie, en Macédoine et en Bulgarie dans leurs oppositions à l'occupation ottomane. Pour elle, il ne reste qu'à résoudre l'accord du passage des troupes sur les terres roumaines pour se rendre sur le Danube et affronter les troupes ottomanes durant la X^{ème} guerre russo-turque. Le 16 avril 1877, un accord entre la Roumanie et la Russie est signé à Bucarest et donne le droit de passage aux troupes russes sur les terres roumaines. En retour, la Russie promet le respect de l'intégrité territoriale de la Roumanie. (Cazacu & Trifon, 1993, p. 81)

Le 31 janvier 1878, un armistice est conclu entre la Russie et l'Empire Ottoman à San Stefano, mettant fin à la X^{ème} guerre russo-turque. Il confère à la Russie le sud de la Bessarabie (légitimement roumaine suite au Traité de Paris de 1856), mais confère à la Roumanie le Delta du Danube et la Dobroudja (jusque-là sous autorité bulgare) en tant qu'indemnité. La Russie défend son non-respect de la convention de Bucarest par le fait que les trois départements du sud de la Bessarabie avaient été cédés à la Moldavie (en 1856) et non à la Roumanie (État nouvellement formé depuis 1859).

Le roi Carol 1^{er} de Roumanie conteste la décision et accuse les autorités russes de ne pas respecter leurs engagements et du même coup, l'intégrité territoriale de la Roumanie (Cazacu & Trifon, 1993). Le Congrès de Berlin (1^{er} au 13 juin 1878), suite à la contestation de la Roumanie, lui confère finalement, la reconnaissance internationale de sa souveraineté, la Dobroudja (de Silistrie à Mangalia), le delta du Danube intégral et l'île aux Serpents. Par contre, elle se voit refuser le retour des trois départements du sud de la Bessarabie, annexés l'année précédente par la Russie (Ruzé, 1997, p. 90). Depuis son annexion en 1812 par

⁴⁷ La Valachie fait de même une semaine plus tard (soit le 24 janvier 1859)

l'Empire tsariste russe, la Bessarabie a fait l'objet d'une russification rigide de la part d'un Empire centralisateur et assimilateur⁴⁸. Au premier recensement russe depuis l'annexion de la Bessarabie en 1817, les Moldaves composaient une majorité (entre 70% et 83%) de la population alors qu'en 1862 les Moldaves ne représentaient plus qu'une proportion de 66,4% de la population bessarabe (Stoiciu A. , 1995, p. 92). L'église orthodoxe et le réseau d'éducation cèdent le pas face à la russification et à la centralisation.

Durant la révolution de 1905 en Russie, un mouvement pour la reconnaissance d'une Moldavie souveraine prend naissance, mais s'essouffle peu de temps après (Cazacu & Trifon, 1993, p. 93). Néanmoins, la langue maternelle et les traditions moldaves ont été préservées là où la population moldave demeure majoritaire, notamment dans les régions rurales. Le 10 juillet 1913, la Bulgarie (allié et protégé de la Russie) est la grande perdante des Guerres balkaniques et se voit forcée de céder les deux départements méridionaux de la Dobroudja (la Silistrie et Caliacra) à la Roumanie (Ruzé, 1997, p. 101).

Les Guerres balkaniques représentent un point tournant dans les relations internationales de la Roumanie. Son accord avec la Triple (Allemagne, Autriche-Hongrie et l'Italie) renouvelé au printemps 1913 provoque des difficultés suite à des négociations entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie concernant son entrée éventuelle dans l'alliance de la Triple. Ainsi, les dirigeants roumains se penchent dorénavant vers la possibilité d'une alliance avec la Triple-Entente constituée initialement de la France, du Royaume-Uni et de la Russie impériale⁴⁹ (Bărbulescu, 2007, p. 341). Ce changement de cap est annonciateur d'une ère nouvelle dans les relations russo-roumaines.

La Grande Guerre (1914-1918)

La dislocation continentale de 1914 et le début des hostilités entre le bloc de la Triple du centre (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie⁵⁰) et le bloc de la Triple-Entente (France, la

⁴⁸ Les régions de Cahul, Ismail et Bolgrad au sud de la Bessarabie font exception de 1856 à 1878.

⁴⁹ Sans toutefois signer une entente officielle par peur de provoquer l'ire de la Triple.

⁵⁰ L'Italie renonce à la Triple en 1915 et déclare la guerre à l'Allemagne au sein de la Triple-Entente.

Russie et la Grande-Bretagne) posent problème pour la Roumanie. Cette dernière se retrouve entre deux chaises puisque partagée entre d'un côté une alliance entre la monarchie roumaine (d'origine allemande) et l'Allemagne qui se maintient depuis 1881 et, d'un autre côté le désir de récupérer la Transylvanie, occupée jusque-là par un allié de la Triplice : la Hongrie. Dès les premières opérations de la guerre, le 28 juin 1914, la Roumanie s'empresse de déclarer sa neutralité, qui survient le 21 juillet. Cette prise de position vise à maximiser son rapport de force en vue des négociations imminentes concernant une participation militaire forcée. D'une part, l'offre de Berlin et Vienne à Bucarest consiste en la récupération de la Bucovine et à des modifications au Banat et à la Transylvanie en retour d'une alliance militaire. D'autre part, l'offre de Paris et Londres consiste en la récupération de la Transylvanie⁵¹ et du Banat en retour d'une neutralité bienveillante. De plus, Paris et Londres garantissent le respect de l'intégrité territoriale de la Roumanie face à une éventuelle confrontation avec l'allié russe.

Le 17 août 1916, la Roumanie confirme son alliance avec la Triple-Entente (Ruzé, 1997, p. 106). La riposte ne se fait pas attendre car le 29 octobre 1916, les troupes austro-allemandes (postées en Transylvanie) et bulgares envahissent la Munténie et prennent possession de sa capitale Bucarest. La Moldavie demeure l'ultime bastion de la résistance roumaine. Par ailleurs, la révolution bolchévique éclate au mois de mars de 1917 en Russie et annonce la fin du système tsariste et de la dynastie Romanov. Malgré l'affaiblissement du moral des troupes russes, les troupes roumano-russes réussissent à vaincre, de façon définitive, les troupes austro-allemandes le 19 août 1917 à Mărășești (Bărbulescu, 2007, p. 344).

Le parachèvement de la révolution bolchévique en octobre permet à la noblesse moldave soviétique de se créer une «chambre des élus» distincte et de proclamer la fondation de la République Démocratique Fédérale de la Moldavie le 21 novembre 1917. Le 3 mars 1918, les bolchéviques signent le Traité d'armistice de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. Ce Traité permet aux pays Baltes et à l'Ukraine de proclamer leurs indépendances respectives face à la Russie le 3 mars 1918 (Stoiciu A, 1995, p. 99) grâce à l'acquisition du droit à l'autodétermination des minorités. À l'intérieur de ce nouvel État ukrainien, la Bessarabie

⁵¹ Le Traité prévoyait plus précisément le droit d'autodétermination à la population roumaine de la Transylvanie et à une éventuelle union avec le Royaume de Roumanie.

désire s'extirper du chaos bolchévique et pétitionne alors pour l'union à la Roumanie. Cette requête est approuvée par les autorités roumaines qui repoussent les troupes russes au-delà du Dniestr entre le 25 janvier et le 8 mars 1918 (Pelivan, 1920, p. 16). Le démantèlement de l'Empire Austro-hongrois, donne le droit à l'autodétermination aux Slovènes, Croates, Serbes, Hongrois et Tchécoslovaques et voit les communautés de la Bucovine (28 novembre 1918) et de Transylvanie (1^{er} décembre 1918) voter leur union à la Roumanie. La Bessarabie, suite à sa déclaration d'indépendance du 6 avril 1918 face à l'Ukraine, emboîte le pas et vote pour l'union à la Roumanie le 10 décembre 1918 (Pelivan, 1920). Toutefois, la reconnaissance de ces unions à la Roumanie ne fut pas reconnue par les alliés avant le 28 octobre 1920, au Traité du Trianon (Versailles), lieu où les nouvelles délimitations territoriales européennes furent confirmées. Dès lors, la Roumanie atteignait son zénith territorial (se référer à la carte 3.3) incluant la totalité de la Moldavie (Deleu, 2005, p. 26) historique⁵² suite à de nombreuses négociations :

La Commission ad hoc commença à étudier le cas de la Bessarabie le 8 février 1919 et les experts entérinèrent, le 11 mars, le rattachement à la Roumanie du 9 avril 1918, prenant en considération les aspirations générales du peuple de Bessarabie, le caractère moldave de cette région ainsi que les arguments d'ordre géographique, ethnique, économique et historique (Ruzé, 1997, p. 123).

3.2.5 La Grande Roumanie et le retour de la Bessarabie

La période de l'entre-deux guerres en Moldavie en fut une de divergences géopolitiques et de méfiance envers l'Union soviétique et ses voisins révisionnistes (Hongrie et Bulgarie). De ce fait, l'Union soviétique n'a jamais reconnu la légitimité de l'appartenance de la Bessarabie à la Roumanie malgré que celle-ci ait démocratiquement voté pour son rattachement en avril 1918 et que ce dernier ait été reconnu par les grandes puissances occidentales le 28 octobre 1920. Les visées coloniales de la Russie sur la Bessarabie ne se sont jamais réellement démenties malgré la révolution bolchévique. Son refus de reconnaître le Traité de Paris de 1920 en est la preuve. Le soulèvement populaire manipulé dans la commune du «Tatar Bunar» par les soviétiques et la création d'une République «moldave» en Transnistrie le 12 octobre 1924 ne fit que confirmer les visées coloniales de l'Union soviétique dans cette

⁵² Excluant la Transnistrie : territoire qui n'existait toujours pas en 1920.

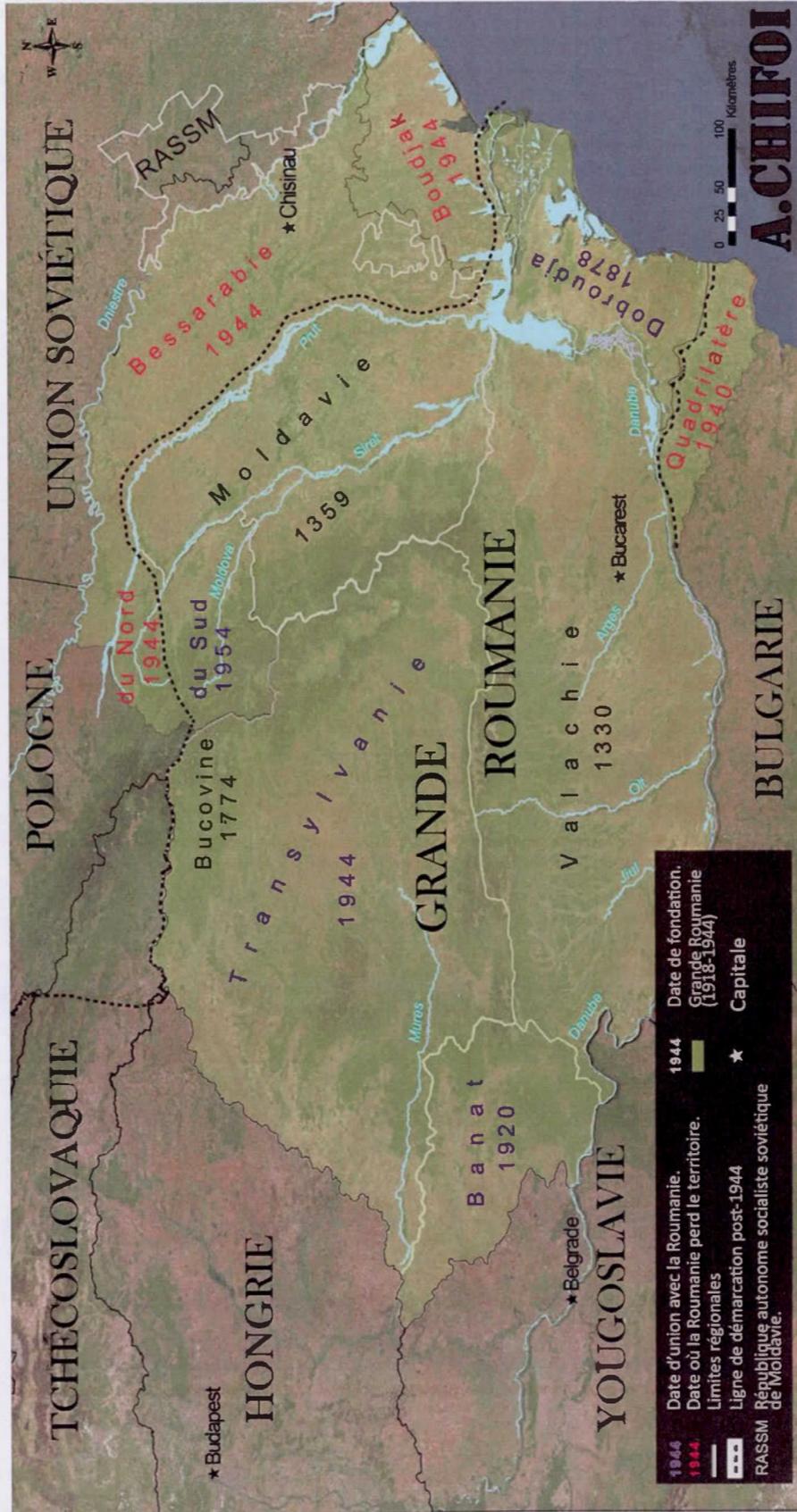
région (Deleu, 2005). Entre 1931 et 1936, les négociations roumano-russes, concernant une reconnaissance définitive des frontières communes (surtout celle du Dniestr), progressent jusqu'au parachèvement d'un accord provisoire entre les ministres des Affaires externes respectifs (Titulescu et Litvinov). Le 21 juillet 1936, les négociations sont momentanément perturbées par la démission inattendue du ministre Titulescu et finalement rompues par les deux partis. Le 3 mai 1939, c'est au tour du ministre Litvinov de baisser pavillon et de laisser sa place au ministre Molotov. Ce dernier est beaucoup plus ouvert aux négociations avec l'Allemagne nazie que son prédécesseur d'origine juive (Resis, 2000; Watson, 2000).

Le 23 août 1939, la Roumanie prend conscience de la précarité de son intégrité territoriale suite à la signature du pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. La politique externe de la Roumanie, qui compte sur les divergences idéologiques entre ces deux pays et sur le support de la France subit un échec cinglant et constate son impuissance devant l'agressivité soviétique. Le 26 juin 1940, suite à l'invasion de la France par l'Allemagne, l'Union soviétique réclame à la Roumanie l'annexion de la Bessarabie et de la Bucovine du nord. Les autorités roumaines acceptent de concéder la Bessarabie aux pressions des cosaques (Cazacu & Trifon, 1993, p. 104). L'Union soviétique prend possession de cette dernière entre le 28 juin et le 3 juillet 1940. Le 11 juillet 1940, la Roumanie évoque son intérêt d'adhérer à l'Alliance de l'Axe avec l'intention de défendre ses frontières face au péril soviétique. Suite aux concessions territoriales accordées à la Bulgarie⁵³ (7 septembre 1940) et de la Hongrie⁵⁴ (30 août 1940) durant le Traité de Vienne, la Roumanie adhère à l'Alliance de l'Axe pour mieux affronter les troupes soviétiques.

⁵³ Perte du «Quadrilatère» en Dobroudja.

⁵⁴ De Oradea au sud, jusqu'à Maramures au nord, intégrant la ville de Cluj-Napoca.

Figure 3.3 La Grande Roumanie (1918–1944)



A. CHIFOI

La Guerre et la Paix (1940-1947)

Le 6 septembre 1940, le roi Carol II démissionne et cède le trône à son fils de 18 ans, Mihai, à la demande du général Antonescu⁵⁵. Ce dernier clame la nécessité d'une alliance avec les membres de l'Axe et les troupes hitlériennes pour contrer l'avancée soviétique face à la Roumanie (Cazacu & Trifon, 1993, p. 114). Le 10 octobre 1940, une alliance entre l'Allemagne d'Hitler et la Roumanie d'Antonescu est conclue et des troupes allemandes coopéreront à l'avenir avec les troupes roumaines. Le 22 juin 1941, quelques heures après le début de l'offensive roumano-allemande contre l'Union soviétique, le général Ion Antonescu déclare la «Guerre sainte» contre cette dernière pour la libération de la Bessarabie et de la Bucovine du nord (Cazacu & Trifon, 1993, p. 114). Un mois plus tard (26 juillet 1941), la Roumanie regagne les frontières des territoires en question et atteint ses objectifs initiaux avec le rapatriement des terres annexées. Les troupes roumaines réussissent à repousser les troupes soviétiques jusqu'au Boug méridional :

Le 30 mars 1944, l'Armée Rouge entra à Cernautsi (Cernowitz en russe) (Bucovine) et seulement le 24 août 1944 à Chisinau (Bessarabie) – après la grande offensive soviétique du 20 août dans le Boudjak (Cetatea Albă, Tighina) et dans le nord de la Moldavie (Iassy) – le lendemain du changement de camp de la Roumanie qui, à l'exemple de l'Italie, allait désormais combattre le IIIe Reich et son dernier fidèle, la Hongrie (Ruzé, 1997, p. 145).

Le 19 février 1942, les troupes soviétiques entament une contre-offensive aux dépens des troupes roumano-allemandes à Stalingrad. Cette manœuvre des généraux cosaques réussit à renverser la vapeur en faveur de l'Armée Rouge. La Roumanie change alors son fusil d'épaule et considère désormais la possibilité de lutter contre l'Allemagne. Au mois d'avril 1944, la poussée militaire soviétique atteint le Prouth et exerce beaucoup de pression sur les autorités roumaines en vue d'un armistice avec l'Union soviétique. Parmi les conditions émises par cette dernière dans le parachèvement de l'armistice figure le retour de la frontière roumano-russe à son état du 22 juin 1941 sur le Prouth.

⁵⁵ Soutenu par la légion roumaine connue sous le nom de la Garde de Fer.

Le 23 août 1944, les autorités roumaines acceptent (sans enthousiasme) les conditions de l'armistice (Cazacu & Trifon, 2010, p. 334). Cependant, le général Antonescu refuse immédiatement le Traité proposé, ce qui mène à son arrestation le 23 août 1944. En cette même journée, le roi Mihai s'adresse à la nation pour confirmer le changement de cap politique de la Roumanie et déclare la guerre à l'Allemagne et aux forces de l'Axe. Cette déclaration confirme la rupture de la Bessarabie et son annexion à l'Union soviétique pour une seconde fois. Tout n'est pas totalement sombre pour la Roumanie puisque l'acharnement de la Hongrie annonce une récupération possible de la Transylvanie, hongroise depuis le 30 août 1940. Le 31 août 1944, l'Armée Rouge occupe la capitale roumaine (Bărbulescu, 2007, p. 391).

Le Traité de paix est signé dans la nuit du 13 au 14 septembre 1944 et comprend la grande majorité des conditions négociées au cours du printemps de la même année au Caire. Dès lors, les influences provenant de la sphère soviétique en Moldavie et en Bessarabie se feront sentir sans discontinuer, pesant sans ambiguïté sur l'orientation politique et le développement socio-culturel de la région. Le 4 février 1946, l'influence soviétique sur la totalité des terres moldaves est confirmée suite à la nomination d'un premier gouvernement communiste en Roumanie sous Petru Groza (Bărbulescu, 2007, p. 397). Le 22 novembre 1946, des élections réaffirment la présence du soviétisme et du communisme en terre roumaine.⁵⁶

3.2.6 L'Union soviétique

Durant cette période, la Roumanie subit le même type de rééducation soviétique que la Bessarabie, préalablement amorcée au début du XX^{ème} siècle. Cette rééducation débute par le renversement complet de la structure politique et se termine par une réforme des institutions scolaires. Les valeurs communistes seront dorénavant prônées dans la totalité de la Moldavie. Ultérieurement, la rééducation communiste se poursuit par une intervention auprès des intermédiaires politiques, syndicaux et pédagogiques. Tout d'abord, la pratique des *koulaks* affaiblit les groupes d'opposition par les manœuvres de déportation forcée vers les régions isolées de la Roumanie. S'ensuit alors la pratique d'homogénéisation des terres arables par le

⁵⁶ Suite à l'effondrement du Bloc communiste en décembre 1989, les archives ont démontré que ces élections furent, au contraire, perdues par ceux-ci mais manipulées par les dirigeants communistes subséquemment approuvées par le Kremlin.

réseau des kolkhozes, l'élimination des partis politiques d'opposition, le non-respect de la liberté de presse, les bibliothèques dépossédées de toute documentation contradictoire et la réinitialisation des paliers du réseau de l'enseignement (expatriation de l'élite des penseurs critiques hors du pays). Cependant, à l'inverse de la situation en Union soviétique, l'église orthodoxe est épargnée par les réformes, du fait de son statut dominant sur le plan religieux, et de son influence indéniable sur la population locale. Fait à noter, les auxiliaires de l'agence secrète principale en Roumanie (*la Securitate*) prennent leurs instructions des conseillers soviétiques originaires de la Bessarabie en raison de leurs habiletés d'interprètes et de leur connaissance du soviétisme (Bărbulescu, 2007, p. 408). Le 23 octobre 1956, la révolution hongroise contre l'occupation soviétique permet à la Roumanie communiste de démontrer sa loyauté envers son protecteur suprême en étouffant toutes les révoltes résiduelles en Roumanie et en supportant la répression soviétique à Budapest. Conséquemment, Khrouchtchev retire l'ensemble des troupes soviétiques de la Roumanie (environ 150 000 soldats) le 25 juin 1958 pour en déplacer une majorité en Hongrie par mesure de précaution suite aux révoltes de 1956 (Bărbulescu, 2007, p. 432).

Ironiquement, c'est grâce au soutien accordé par Gheorghe Gheorghiu-Dej, président en charge et marionnette du régime soviétique, au processus de coercition «soviétique» contre le soulèvement hongrois que la Roumanie réussit à se débarrasser des troupes d'occupation en 1958. Cependant, selon le politologue (Jowitt, 1971), la Roumanie ne prendra son envol définitif vers l'autonomie qu'en 1965 à l'insu de l'Union Soviétique. Le coup de grâce dans le processus d'éloignement de la Roumanie face à l'URSS est donné au mois de décembre 1964 lorsque le président Gheorghiu-Dej expulse le conseiller principal du KGB en poste à Bucarest. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la Bessarabie est «isolée» du reste de la Roumanie par les politiques de «systématisation du territoire» de la «roumanité» communiste ainsi que par le nettoyage ethnique découlant des politiques de russification stalinienne. Par ailleurs, les autorités roumaines communistes prennent officiellement une position antisoviétique le 23 avril 1964 avec la publication d'un texte inédit et provocateur de Karl Marx (Stoiciu A. , 1995, p. 146) faisant référence à la proximité identitaire et culturelle entre la Bessarabie et la Roumanie.

S'ensuit en Roumanie, la célèbre période du totalitarisme de Nicolae Ceaușescu (1965-1989). Nicolae Ceaușescu, jouant sur un sentiment nationaliste fort, prend un malin plaisir à mettre des bâtons dans les roues de son grand frère soviétique. Suite à son assassinat en décembre 1989, par l'intermédiaire de son frère, les mémoires où Ceaușescu prend position sur l'enjeu de la Bessarabie sont publiées. Il y affirme que la Bessarabie choisirait le chemin du «rattachisme» à la Roumanie si celle-ci se voyait octroyé le droit à l'«autodétermination». De plus, il critique l'illégitimité et l'hypocrisie des Pactes de l'Union-soviétique avec l'Allemagne fasciste (1939) et le capitalisme américain (1989) qui ont modifié le territoire moldave. Il réclame ainsi l'annulation des concessions territoriales découlant du Pacte Molotov-Ribbentrop et par conséquent le retour de la Bessarabie à la Roumanie. La réponse de l'URSS est de balayer du revers ses commentaires et d'évoquer l'irresponsabilité d'une proposition de réouverture des Traités de l'après-guerre (Cazacu & Trifon, 1993, p. 126).

3.2.7 L'autonomie et la création d'un État indépendant moldave

La Moldavie connaît un renouveau national à partir de 1988 dans la mouvance des soulèvements politiques anti-communistes d'Europe de l'est de la fin des années 80. Au mois de mai 1989 le parti politique «roumanophile», le Front populaire de la Moldavie, est motivé par sa mission de reconnaissance du peuple roumanophone majoritaire. Comme l'explique Gangloff, une manifestation pro-roumaine a eu lieu le 27 août 1989 à Chișinau demandant l'adoption de la langue roumaine comme langue officielle :

C'est sous la houlette de l'Union des écrivains moldaves, créée en 1987, du Mouvement démocratique moldave (1988), enfin et surtout du Front populaire qui pris le relais, que ce renouveau national s'est exprimé. Les débats se cristallisèrent sur la question linguistique (adoption du moldave comme langue officielle et de l'alphabet latin) et les Moldaves obtinrent gain de cause en septembre 1989. (1997, p. 2)

À la suite de la perestroïka la République de Moldavie déclare sa propre souveraineté le 23 juin 1990, posant ainsi les fondations de la création d'un État moldave distinguant désormais la réalité sociale et politique de la Moldavie de celle de l'Union soviétique. Cela

s'accompagne des déclarations sécessionnistes des républiques turcophone de la Gagaouzie (22 juillet 1990) et russophone de la Transnistrie (2 septembre 1990). Cette séquence de ruptures politiques débouche le 27 août 1991, sur la proclamation par la Transnistrie de son indépendance face à la Russie. De plus, l'antagonisme envers l'ancienne «belle-mère» s'affirme par le brandissement et l'application des couleurs du tricolore roumain (Cazacu & Trifon, 2010, p. 8) sur le drapeau du nouvel État moldave. Menacées par l'éventualité d'une union avec la Roumanie, les minorités ethniques de la Moldavie se sont dotées, pour certaines, d'un outil institutionnel politique : *Gagaouz Khalky* et *Soyuz trudyashchikhsya Moldavii* (Cazacu & Trifon, 2010, p. 31) et pour d'autres d'un renforcement militaire (la XIV^e armée russe). En effet, la république du Dniestr entame une campagne militaire contre une République de Moldavie pro-roumaine le 2 mars 1992, qui s'achève par une entente entre les dirigeants concernés : Boris Eltsine (Moscou) et Mircea Snegur (Chişinau), le 27 juillet 1992 (Cazacu & Trifon, 2010, p. 40).

Cet accord est considéré à ce jour comme une défaite par les autorités moldaves en raison de la perte territoriale, de la création d'une région politiquement autonome, de la création d'une zone de sécurité et des manquements de la Russie vis-à-vis de ses promesses faites lors de l'accord du cessez-le-feu (Cazacu & Trifon, 2010). Le 5 mars 1994, suite aux multiples contestations contre le rapprochement avec la Roumanie, le président Mircea Snegur (1991-1996) organise un référendum sur la question de la neutralité politique de la Moldavie dans le but de «liquider les spéculations quant à l'intention d'une fusion avec la Roumanie» (Cazacu & Trifon, 2010, p. 82). Ces propos du président moldave sont une indication de l'influence qu'exercent les autorités russes sur la région de la Bessarabie. Sous son successeur, Petru Lucinschi (1996-2001), les politiques de neutralité qui ciblent le maintien des relations bilatérales avec tous ses voisins demeurent le mot d'ordre.

Ce n'est qu'à partir de 2001 que les autorités moldaves prennent une tendance plus éclairée sur l'orientation que prendront désormais leurs politiques externes. Avec l'élection du PCRM et du président Vladimir Voronine (4 avril 2001 – 2 septembre 2009) à la tête du pays, les relations entre la République de Moldavie et la Roumanie sont au point mort. L'hostilité ressentie par le président Vladimir Voronine envers une Roumanie perçue comme «pro-

occidentale et néolibérale» et sa nostalgie de la période soviétique en sont les causes (Cazacu & Trifon, 2010).

La révolution « Twitter » à Chişinau le 7 avril 2009

Le 5 avril 2009 eurent lieu des élections parlementaires en République de Moldavie. Selon les pronostics et les sondages de type «exit-poll», l'élection accordait au PCRM non seulement une majorité parlementaire (50% + 1) pour un troisième mandat consécutif, mais également une majorité qui franchissait le nombre critique des 60 élus. Ce nombre d'élus permettait au PCRM d'élire un président sans nécessairement avoir à solliciter le soutien des partis secondaires (Dungaciu, 2010, p. 125) et ramenait la figure autoritaire de Vladimir Voronine à la tête du pays.

Ces spéculations, fort vraisemblables, provoquèrent un découragement au sein de la jeunesse moldave qui mena aux premières manifestations qui seront ensuite désignées sous le nom de première «Révolution Twitter». Le lendemain, entre 15 000 et 20 000 manifestants se déplacèrent sur la Place Nationale devant l'édifice du Parlement pour contester la véracité des résultats électoraux et exiger de nouvelles élections. Les manifestations dégénèrent le 7 avril par des gestes de vandalisme contre des établissements gouvernementaux. La réponse de l'administration communiste ne se fit pas attendre puisque la réplique fut violente, voire sanglante envers les manifestants. Les relations moldo-roumaines se firent encore plus tendues. Le PCRM accusait notamment la Roumanie de propagande politique durant les manifestations du 7 avril. Le 8 avril, les résultats des élections furent dévoilés confirmant les présomptions des dernières journées. Le décompte final s'affichait comme suit : Parti Communiste (49,48% du vote, 60 élus), Parti Libéral (13,13% du vote, 15 élus), Parti Libéral Démocrate (12,43% du vote, 15 élus) et l'Alliance « *Moldova Noastră* » (9,77% du vote, 11 élus) (Dungaciu, 2010).

Les événements du 7 avril 2009 à Chişinau ont eu des conséquences importantes sur la politique interne de la République de Moldavie. Pour le PCRM, le déroulement de l'élection

ne pouvait pas avoir eu un meilleur dénouement. Les évènements regrettables⁵⁷ du 7 avril 2009, ont alors encouragé certains membres importants du PCRM à quitter le parti ; notamment Marian Lupu⁵⁸. Ces départs inattendus déstabilisèrent la position du président Voronine. Malgré ces perturbations, le PCRM, demeurant ferme dans ses convictions politiques, organisa des élections anticipées le 29 juillet 2009 pour réaffirmer sa position dominante et dissiper la méfiance quant à sa légitimité. Il s'agissait d'atteindre les 60 élus nécessaires pour remporter la majorité parlementaire et calmer les ardeurs de l'opposition.

Les élections parlementaires anticipées, prévues depuis les élections controversées du 7 avril 2009, se déroulent le 29 juillet 2009. La nouvelle structure parlementaire se présente comme suit : Parti Communiste (44,69% du vote, 48 élus), Parti Libéral (14,68% du vote, 15 élus), Parti Libéral Démocrate (16,57% du vote, 18 élus), le Parti Démocrate du dissident M. Lupu (12,54% du vote, 13 élus) et l'Alliance « *Moldova Noastră* » (7,35% du vote, 7 élus). Suite à ces élections, les quatre autres partis politiques, collaborent et constituent désormais le Parti de l'Alliance pour l'Intégration Européenne (AIE) prenant le pouvoir au parlement avec 53 élus (Dungaciu, 2010, p. 193). On constate un phénomène de transition géopolitique vers l'Europe, à l'insu de Moscou, affecté au sous-ensemble étatique des pays de « l'entre-deux » (Foucher, 1991, p. 477) en République de Moldavie. Les résultats du 4 avril 2009 cumulés à ceux du 29 juillet 2009 posent les bases de la possibilité d'une reconstruction régionale entre la République de Moldavie et la région moldave de Roumanie. Les facteurs géographiques et politiques combinés aux contextes historique et culturel mentionnés ci-haut évoquent inéluctablement l'idée d'une réunification moldave impliquant la Bessarabie (Stoiciu A. , 1995, p. 182).

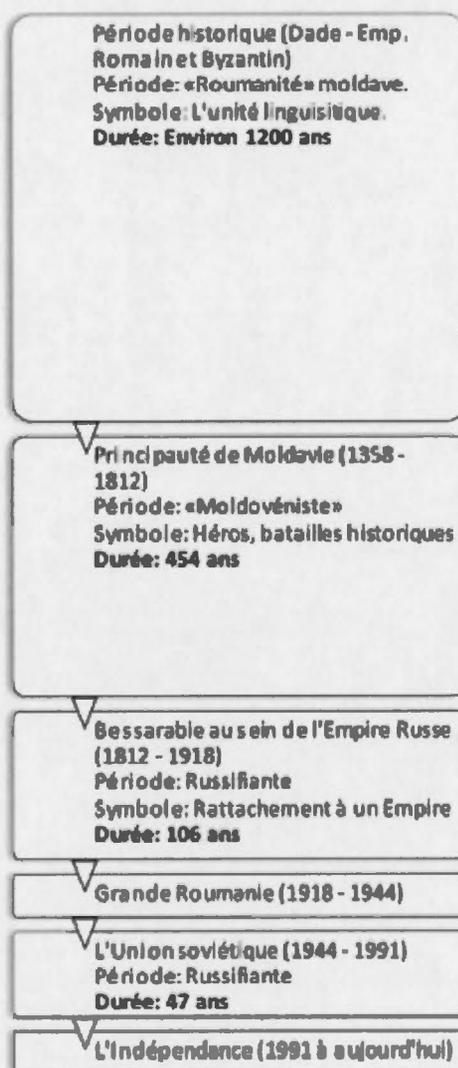
Le bilan historique de l'espace moldo-roumain se résume à six périodes historiques. Du côté de la « roumanité » moldave, deux périodes dominent. Tout d'abord, la période historique de la construction par le mythe et de la cristallisation linguistique qui représente 1200 ans

⁵⁷ 200 arrestations, violentes agressions policières non-justifiées sur une dizaine de jeunes manifestants et un décès suite aux agressions policières (Valeriu Boboc).

⁵⁸ Ministre des Finances de 2003 à 2005 et Chef parlementaire de 2005 à 2009 au sein du PCRM. Considéré comme le numéro deux du PCRM après V. Voronine.

d'histoire et la période de la Grande Roumanie qui ne s'est étendue que sur 26 ans. Du côté «moldovéniste», la période qui correspond à sa consolidation politique, a duré 454 ans et la période d'indépendance 23 ans. Finalement, du côté russifiant, la période de l'expansion russe a duré 106 ans et la période soviétique 47 ans. Il s'agit maintenant d'évaluer les impacts respectifs de ces périodes historiques dans la mémoire collective des acteurs consultés.

Figure 3.4 Proportion des périodes historiques de la Moldavie selon la durée



3.3 Un profil horizontal : Une approche transactionnaliste

3.3.1 Profil ethnolinguistique

Les autorités de la Principauté de Moldavie ont, pour la première fois réussi à recenser leurs citoyens selon un classement ethnolinguistique en 1591. Depuis, des recensements démographiques ont été menés en 1774, 1777 et 1803. Le recensement de 1774 révèle une population totale de 564 340 habitants sur une superficie de 73 566 km². Le recensement de 1803 révèle une population totale de 700 345 personnes sur une superficie diminuée de 60 049 km² en raison de l'annexion de la Bucovine septentrionale à l'Autriche en mai 1775 (Ruzé, 1997, p. 56). À défaut de présenter des données statistiques sur sa composition ethnique, ces recensements indiquent néanmoins la présence d'un nombre important d'ethnies. Outre la majorité moldave, les minorités se constituaient de Grecs, Arméniens, Ukrainiens, Hongrois, Romanichels et Juifs (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004, p. 14).

Suite à l'annexion de la Bessarabie par la Russie en 1812, cette dernière effectue un recensement en 1816, dénombant une population de 483 000 habitants. Le 28 janvier 1897, la Russie procède à son premier recensement intégral de l'Empire qui enregistre les données selon la classification ethnique et la région. En ce qui concerne la Bessarabie, sur une population totale de 1 935 412 personnes, 920 919 d'entre elles (47,6%) sont roumanophones (roumains/moldaves), 379 698 ukrainiennes, 228 168 juives, 155 774 russes, 103 225 bulgares, 60 206 allemandes et 55 790 gagaouzes. Le total de la population slavophone⁵⁹ atteint 696 958 habitants, soit 36% de la population totale (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004, p. 15).

À l'opposé de la Bessarabie, la Moldavie roumaine n'enregistre pas de changements majeurs de sa composition ethnique. En effet, les recensements de 1859, 1899, 1912, 1930, 1941, 1948, 1956, 1966, 1977 et 1992 ont, de façon constante, démontré des taux de la population roumanophone supérieurs à 90%. Seuls les départements d'Iassy, Vaslui et Galați ont enregistré un petit nombre de Russes, Grecs, Arméniens et Juifs dans les centres urbains. En

⁵⁹ En référence aux populations russes, ukrainiennes, bulgares, biélorusses et gagaouzes.

1930, durant la période de l'Entre-deux Guerres, la Roumanie procède à un recensement conjoint de la Bessarabie et de la Bucovine. Les classifications ethniques et leurs statistiques respectives se présentent comme suit :

Tableau 3.1 Groupes ethniques de la Bessarabie selon le recensement roumain de 1930 (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004).

Total	Roumains	Russes Ukrainiens	Juifs	Bulgares	Autres
3 409 669	1 787 364	899 667	275 419	163 828	170 543
100%	52,3%	26,3%	8,1%	4,8%	5,2%

Suite à la Deuxième Guerre mondiale, l'Union-soviétique conduit des recensements en 1959, 1970, 1979 et 1989. Le premier recensement mené par la République de Moldavie s'est terminé le 5 octobre 2004 sans la participation de la Transnistrie qui a conduit le sien le 11 novembre 2004. Les résultats de la structure ethnique de la population selon le recensement de 2004 en République de Moldavie sont les suivants :

Tableau 3.2 Groupes ethniques de la République de Moldavie selon le recensement de 1989. (Incluant la République du Dniestr.) (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004)

Total	Moldaves	Ukrainiens	Russes	Gagaouzes	Bulgares	Autres
4 335 360	2 797 226	600 366	562 069	153 458	88 419	56 415
100%	64,5%	13,8%	13%	3,5%	2,0%	1,3%

Par conséquent, le paysage ethnographique post-soviétique de la République de Moldavie présente de nouvelles réalités sociales. Tout d'abord, sur le terrain, la composition ethnique de la République de Moldavie comporte désormais une diversité qui ne peut pas être ignorée. Historiquement, la position (entre l'Asie et l'Europe) ainsi que le canevas géographique (plaines, delta) de la Moldavie (Boudjak) ont favorisé les intrusions, des nombreuses invasions barbares du VI^{ème} siècle, aux colonisations autrichiennes, turques et russes des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Son utilité en tant que zone de transit (pour les envahisseurs provenant des steppes), de lieu stratégique portuaire (pour les puissances maritimes), de refuge (pour les populations discriminées comme les Gagaouzes et bulgares) et d'opportunité

économique (pour les agriculteurs allemands du Brandebourg) contribue à la transformation graduelle du visage démographique de la Bessarabie. Outre les groupes ethniques indiqués dans le tableau 2, la Bessarabie dénombre plus d'une trentaine de minorités ethniques dont les plus importantes sont les biélorusses, polonaises, arméniennes, allemandes et tatars. La grande majorité de ces minorités ont immigré à partir de 1945, en raison des tactiques de russification qui renforcent les politiques de déportation et d'homogénéisation en Union-soviétique.

Tableau 3.3 Groupes ethniques de la République de Moldavie selon le recensement de 2004. (Excluant la République du Dniestr) (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004)

Total	Moldaves	Ukrainiens	Russes	Gagaouze	Bulgares	Autres
3 607 435	2 638 125	282 406	201 218	147 500	65 662	18 502
100%	73,0%	7,8%	5,6%	4,1%	1,8%	0,51%

Tableau 3.4 Groupes ethniques de la République de Transnistrie selon le recensement de 2004 (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004).

Total	Moldaves	Russes	Ukrainiens	Gagaouzes	Bulgares	Autres
555 347	177 382	168 678	160 069	4 096	13 858	6 924
100%	31,9%	30,4%	28,8%	2,5%	1,25%	3,1%

Un tout autre paysage ethnolinguistique émerge quand on compare les liens entre la langue maternelle et celle qui est couramment parlée. En 2004, 73% du peuple de la République de Moldavie (excluant la Transnistrie) se déclarent moldaves ou roumains, alors que 14,3% se disent d'appartenance russe ou ukrainienne (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004).

Cependant, selon le Bureau de la statistique de la République de Moldavie, les chiffres correspondant à la langue la plus couramment employée dessinent un portrait moins contrasté. Si l'on considère d'une part que la langue dite moldave, est une variante linguistique de la langue roumaine et que l'on accepte le principe de la proximité linguistique entre les langues ukrainienne et russe d'autre part, nous constatons la présence de deux ensembles ethnolinguistiques. En effet, selon le recensement moldave de 2004, 73% (2 638

125) de la population de la République de Moldavie se considèrent ethniquement moldo-roumains. Cependant, du point de vue de la langue parlée, le taux d'utilisation par le groupe du moldo-roumain chute à 70,5% (2 543 354). De plus, on constate que l'utilisation du russe / ukrainien en République de Moldavie est supérieure au nombre d'individus recensés. Parallèlement, 18,6% (671 104) de la population de la République de Moldavie déclarent utiliser le russe / ukrainien couramment alors que seulement 13,4% (483 624) se déclarent ethniquement d'appartenance russe/ukrainienne (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004). On peut donc conclure que plus d'une personne sur 20 emploie le russe comme langue de fonctionnement en République de Moldavie alors qu'elle s'affirme d'appartenance moldave. Quelques autres points restent à mentionner : (1) Le nationalisme moldave est fortement implanté considérant les taux élevés de la population qui se considèrent ethniquement moldaves (75,8%), contrairement aux Russes (5,9%), Ukrainiens (8,4%) et Roumains (2,2%). (2) La langue russe / ukrainienne continue à persister et demeure une présence non-négligeable en République de Moldavie. (3) La réalité urbaine est différente de celle en milieu rural. Selon le recensement moldave de 2004, les populations russes / ukrainiennes atteignaient un taux de 22,2% dans la capitale Chişinau et 42,9% dans la deuxième ville en importance de Bălţi (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004).

3.3.2 La place de l'église orthodoxe en Moldavie et son impact

Le paysage religieux est relativement homogène puisque l'église orthodoxe représente, pour 90% de la population moldave, leur communauté confessionnelle. La raison derrière cette emprise dérive du rôle du protecteur de l'orthodoxie que s'est donné l'Empire russe durant le XIX^{ème} siècle face aux périls du conversionisme austro-catholique et ottoman. C'est que durant cette période, l'Empire Russe donne refuge aux communautés chrétiennes de l'Empire ottoman ainsi qu'une terre de peuplement afin de réunir ces communautés au sein de l'Empire et d'assurer leur fidélité ce qui explique la présence des communautés de Bulgares et de Gagaouzes installés en République de Moldavie méridionale (Boudjak) (Heuberger, Jordan, Khal, & Lozovanu, 2004, p. 18).

Tableau 3.5 Proportions selon la religion en Moldavie roumaine. Recensement de 2011. (Incluant les 8 régions de la Principauté de Moldavie) (INSSE, 2002)

Total	Orthodoxe	Chrétien évangélique	Romano- catholique	Adventiste	Pentecôte	Baptiste
4 178 694	3 583 689	28 833	195 738	15 520	88 441	6 720
100%	85,76%	0,69%	4,68%	0,37%	2,12%	0,16%

Comme le suggère le tableau ci-haut, la réalité socio-culturelle en République de Moldavie reflète celle qui prédomine dans la majeure partie des nations de confession orthodoxe, c'est-à-dire, une réalité socio-culturelle conservatrice, enracinée dans les valeurs traditionnelles, endoctrinée par le patriarcat moscovite. Ces valeurs conservatrices propagent les messages contre le droit des minorités, notamment ceux de la communauté *LGBT*. Force est de constater que depuis le mois de mai 2012, le patriarcat de Moscou implore les sociétés orthodoxes de ne pas assermenter les droits d'égalité aux homosexuels en guise de prévention contre la perversion humaine, le comportement immoral et la «propagande gaie». Les messages de cette doctrine captent l'attention des croyants en Moldavie et provoquent des soulèvements sociaux contre les politiques «pro-lgbt» (Ria Novosti, 2013). Ce mouvement est simultanément alimenté d'une part, par une volonté politique d'exclusion et le vieillissement de la population d'autre part. Les politiques russes associent l'intégration européenne à un endoctrinement des valeurs libérales, hostiles aux valeurs traditionnelles de l'église orthodoxe. De plus, la proportion croissante du groupe d'âge des 50 ans et + est «accélérée»⁶⁰ (CNPD-RM, 2007) par l'exode massive des jeunes après l'indépendance en 1992. À l'appui, les données de recensement démontrent que la proportion de la classe démographique des 50 ans et + passe de 23% en 1992 (1/4.3) à 30% en 2013 (1/3.5) de la population totale (Moldova, 2013). C'est ce groupe démographique qui s'accroche à la mémoire de la période soviétique et qui maintient des liens de nostalgie avec l'idée du patriotisme russe en Moldavie. Par conséquent, cette frange de la population, très religieuse, nostalgique de l'Union-soviétique, attristée par l'exode de ses enfants et apeurée par les

⁶⁰ Cause de l'émigration économique, la population moldave a perdu 274 000 citoyens entre 1989 et 2007.

valeurs libérales européennes joue le rôle de gouvernail dans l'orientation politique actuelle que prendra la Moldavie à l'avenir.

Table 3.6 Proportion des 50 ans et plus en République de Moldavie (BNS-RM, 2014)

	1992	2004	2008	2013
Population	4 356 877	3 607 435	3 572 703	3 559 497
Pop. (50et +)	1 005 055	887 807	963 945	1 062 282
Taux (%)	23	25	27	30

3.3.3 Les effets du «soft-power» économique : soutien ou dette

Depuis 2009, année où le PCRM est chassé du pouvoir, l'assistance financière européenne afflue de façon graduelle et constante. Sur trois années (de mai 2009 à mai 2012) les investissements occidentaux en provenance de l'Union européenne, États-Unis, Banque Mondiale, fonds européens) ont totalisé un montant estimé de 1,9 milliards d'euros en Moldavie (ONU-RM, 2010). Par ailleurs, les relations bilatérales entre la Moldavie et ses partenaires européens et occidentaux se sont multipliés autant en nombre qu'en volume. En effet, de 2012 à 2014, la République de Moldavie a atteint des sommets sur le plan économique avec la plupart de ses partenaires européens (BANI, 2014) ainsi qu'avec les États-Unis, le Japon et la Turquie. Respectivement, dans l'ordre des cinq plus grands investisseurs, on retrouve les États-Unis (292 mln €), la Roumanie (104 mln €), le Japon (61,2 mln €), la Suède (44,2 mln €) et l'Allemagne (26,1 mln €).

À l'opposé du spectre géopolitique, la Russie demeure l'un des partenaires économiques les plus importants de la République de Moldavie. Les relations économiques impliquant la Russie dans la région s'établissent à deux niveaux territoriaux principaux. Le premier, à l'échelle nationale, avec Chisinau comme centre, met en scène les enjeux économiques de la précarité énergétique et de la fiabilité commerciale : notamment pour la question des produits vinicoles. En effet, Chisinau dépend entièrement du gaz russe pour combler ses besoins en énergie. Par ailleurs, la Russie se permet d'infliger des embargos économiques à la Moldavie sans avertissement ou justification. Par exemple, ce fut le cas le 10 septembre 2013, quand la

Russie bloqua les importations de vins moldaves indéfiniment. En 2012, les exportations de vins moldaves en Russie comptaient pour 40,6 mln \$ et 28% des exportations du vin moldave (OEC, 2012). Ainsi, la Russie demeure toujours le plus grand importateur de ces vins. Le deuxième niveau, s'établit à l'échelle sous-nationale, plus particulièrement au sein de la République sécessionniste du Dniestr et autour de son centre politique, Tiraspol. En effet, la Russie soutient économiquement cette entité territoriale depuis sa sécession en 1992. Elle assume volontiers les frais rattachés aux pensions de retraite et aux suppléments énergétiques en gaz naturel de la république sécessionniste.

Les effets pervers de la «générosité» russe sont apparus graduellement en République de Moldavie depuis l'arrivée au pouvoir d'une coalition pro-européenne en avril 2009. D'une part, la Russie intimide la Moldavie par la mise en place d'un embargo sur les produits agro-alimentaires (citons en exemple le blocus sur les exportations viticoles correspondant à 40 mln €/ an). Par ailleurs, le fardeau additionnel que constitue la dette de la République du Dniestr condamne *ante-portas* les relations avec la Russie. En effet, dans l'éventualité où la Moldavie désire récupérer la Transnistrie, la Russie empêche cette possibilité par l'imposition à la Moldavie de la dette dniestrienne qui s'élevait en 2012 à une somme astronomique, comprise entre 2,8 mld \$ (gaz) et 4,1 mld \$ (total) (Adiassov, 2012).

3.3.4 Les enjeux sociaux : Mobilité, citoyenneté et bourses étudiantes

Tout d'abord, la question de la mobilité des citoyens en République de Moldavie est un enjeu prioritaire pour les habitants de ce pays enclavé. À ce jour, le nombre de Moldaves qui travaillent légalement en Russie⁶¹ est estimé à 223 600 (Moldova, 2013). D'autre part, 323 049 Moldaves détiennent présentement la citoyenneté roumaine ayant usé du droit leur permettant de récupérer celle-ci⁶² (AGERPRES, 2013). La mobilité des citoyens moldaves leurs permet de se rendre là où il y a opportunité de travailler et de retourner une fraction des gains au foyer d'origine. Incidemment, selon les données de la Banque Mondiale, le volume des transferts personnels à destination de la République de Moldavie, s'estime à environ 2

⁶¹ Le chiffre culmine à 413 600 Moldaves quand on y inclut les quelques 190 000 travailleurs illégaux.

⁶² La fondation Soros en Moldavie estime entre 1991 et 2012 à environ 450 000 le nombre de demandes.

milliards de dollars annuellement⁶³ (BANQUE MONDIALE , 2014). M. Whitty y faisait allusion durant notre entretien du 3 août 2011 :

Politically, the knock-on effects of what migrations is doing to the country is, I mean you already have a country that's kind of struggling quite badly in terms of, there's not a great deal here. But at the same time so much of the money that comes into the country, remittances count for roughly, it's a ratio of about 30% of the actual gross domestic product, which is a huge amount (Whitty, 2011).

En fonction des contraintes de mobilité, les moldaves ont eu à s'adapter à deux obstacles additionnels. D'une part, il y a l'intensification des restrictions des autorités de la Russie (Moldova A, 2014) interdisant aux immigrants moldaves illégaux l'accès au marché du travail. D'autre part, la libéralisation des visas de voyage donnant accès temporairement⁶⁴ (jusqu'à 3 mois) à l'Union européenne (Moldova B, 2014) permet une meilleure mobilité, mais ne fournit pas l'accès au marché du travail. De façon connexe, les échanges de nature sociale entre la Roumanie et la République de Moldavie se manifestent également par l'augmentation des échanges étudiants. La Roumanie offrait annuellement jusqu'en 2011 3000 bourses étudiantes, alors que dès 2012, elle a augmenté ce nombre à 5000 bourses aux étudiants de la République de Moldavie. Il est estimé que la Roumanie débourse 13 mlns de dollars annuellement pour accommoder ces étudiants (BANI, 2014). En revanche, la Russie offre depuis le mois d'avril 2012, des diplômes russes aux diplômés d'études supérieures de la Transnistrie (BLACKSEANEWS, 2012).

Cette année, 2 850 bourses ont été attribuées. C'est peu ! Mais, tenant compte du chiffre annuel et du fait que les études se déroulent sur une période de 3 ou 4 années, nous estimons la somme des étudiants moldaves en Roumanie à un nombre de 10 000 étudiants (Caranfil, 2011).

⁶³ Le PIB national de la République de Moldavie est d'environ 8 milliards de dollars. Par conséquent, le volume des remittances correspond à une proportion de 25% à 30% du PIB national.

⁶⁴ Si le citoyen moldave est en état de démontrer qu'il possède les fonds suffisants (*i.e.* 500 € /Semaine).

3.3.5 La langue : Enjeu culturel ou politique

Quelle langue les citoyens moldaves parlent-ils? Une langue moldave existe-t-elle vraiment? Quelle sont les distinctions entre les langues roumaine et moldave? Au départ, il faut mentionner qu'en République de Moldavie, jusqu'au 5 décembre 2013, la langue nationale était le moldave (ou *limba de stat*⁶⁵). Le 5 décembre 2013, la Cour constitutionnelle moldave a déclaré la langue roumaine comme étant la langue officielle de la République de Moldavie. En effet, celle-ci tranche dans ce débat en faveur de la Déclaration d'indépendance qui établit le roumain en tant que langue officielle et que cette dernière aurait préséance sur la Constitution de la République de Moldavie qui affirme plutôt que le moldave est la langue officielle. Cette décision finale est le résultat de tractations politiques qui durent déjà depuis quelques années entre le parti au pouvoir d'allégeance pro-européenne et l'opposition communiste pro-russe.

En République de Gagaouzie, le mécontentement à ce sujet se fait de plus en plus sentir. Comme mentionné précédemment, cette communauté ressent un devoir de fidélité envers la Russie et par conséquent rejette tout ce qui est en faveur d'un rapprochement avec la Roumanie. La résistance est palpable, alors que les Gagaouzes utilisent leur autonomie culturelle pour interdire les manuels d'histoire (faisant mention de l'histoire roumaine) (NOI, 2012) et balayent ainsi la langue roumaine (en tant que langue officielle) (Gurez, 2013) du revers de la main. D'autre part, la République du Dniestr pousse la controverse linguistique un peu plus loin en République de Moldavie. En effet, tel que démontré plutôt elle abrite une importante communauté roumanophone. Elle comprend ainsi, huit institutions d'enseignement en roumain (avec la calligraphie latine) qui s'opposent aux politiques linguistiques de la Transnistrie, qui utilise la calligraphie cyrillique (PROMO-LEX, 2014). En effet, les autorités de la République du Dniestr ont déclaré les écoles d'enseignements usant de la calligraphie latine *persona non-grata* et exercent divers moyens de pression sur ses citoyens roumanophones. Selon un rapport de l'ONU (Hammarberg, 2013), le nombre d'étudiants concernés par l'enseignement usant de la calligraphie latine en Transnistrie est de 1244 élèves comparativement à 4688 élèves en graphie cyrillique. En résumé, ces institutions d'enseignement en graphie latine se retrouvent actuellement au sein d'une dispute de nature

⁶⁵ La langue reconnue par l'État.

purement politique entre les autorités de Chisinau et Tiraspol. De plus, le cas de ces écoles interpelle des autorités internationales dont l'Union européenne, les Nations Unies, la Roumanie et la Russie (Ria Novosti, 2012).

3.3.6 Le support diplomatique : baromètre de l'état des relations

Afin de continuer sur la lancée transactionnelle, un regard détaillé sur les comportements diplomatiques est un outil approprié pour mesurer l'état des relations entre les États. Cette partie de la mise en contexte s'établit selon trois angles : l'évolution des interactions diplomatiques, les relations diplomatiques selon l'origine et le nombre et la mise en valeur des visites de personnalités. Entre la période allant du mois de mars 2012 au mois de mars 2014, deux phénomènes se démarquent tout particulièrement dans la diplomatie externe de la Moldavie. Dans un premier temps, entre avril 2013 et avril 2014, les activités diplomatiques s'intensifient, comme le suggèrent les 35 visites diplomatiques en 2014 comparativement aux maigres 16 visites de l'année précédente (voir figures 3.5 et 3.6). Conséquemment, c'est au mois d'avril 2013 que les autorités de la République de Moldavie ont déclaré, de façon formelle, leur intérêt pour une association durable avec l'Union européenne.

Dans un deuxième temps, durant cette première année, les visites diplomatiques concernant la Russie constituaient près du tiers des relations que maintenait la République de Moldavie. En revanche, durant la deuxième année, la proportion des relations penche beaucoup plus vers les relations avec l'Union européenne. Entre le mois de mars 2013 et le mois de mars 2014, 80% (28/35) des relations diplomatiques avec la République de Moldavie concernent les pays membres de l'Union européenne. Par conséquent, la présence de la Russie s'affaiblit grandement dans le paysage diplomatique de la Moldavie puisque seuls trois événements s'y rattachant sont relevés dans les médias, dont un d'importance : le sommet de la CEI à Minsk le 28 octobre, 2013. Concernant la symbolique de ces visites, la République de Moldavie est l'hôte de visites de hauts dirigeants, parmi lesquelles on retrouve la chancelière allemande Angela Merkel (Aout 2012), le Premier-ministre russe Dmitry Medvedev (Septembre 2012), la représentante de l'UE Catherine Ashton (Octobre 2013) et le Secrétaire d'État américain John Kerry (Décembre 2013)

Figure 3.5 Évolution des interactions diplomatiques de la République de Moldavie (Année 2012-13).

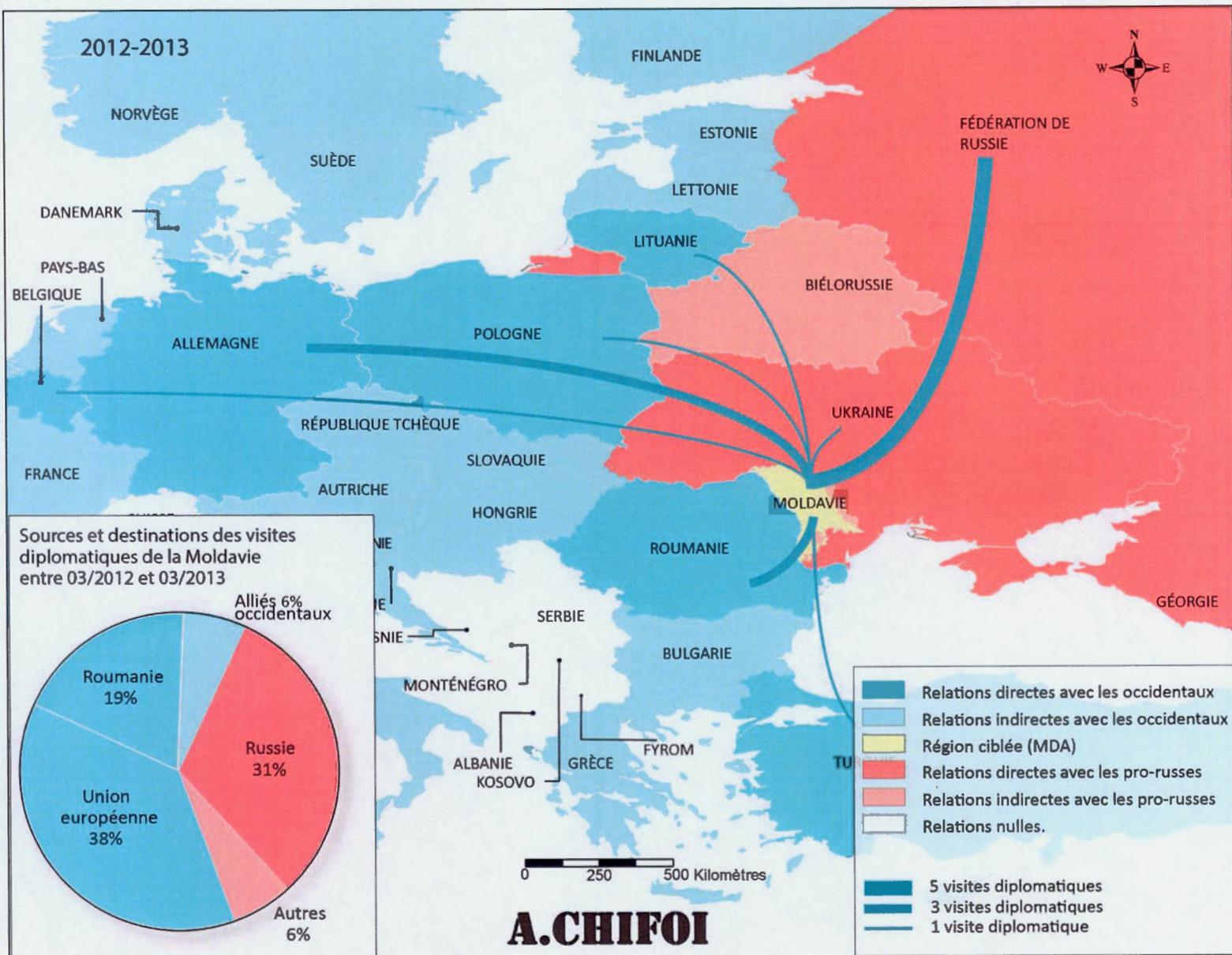
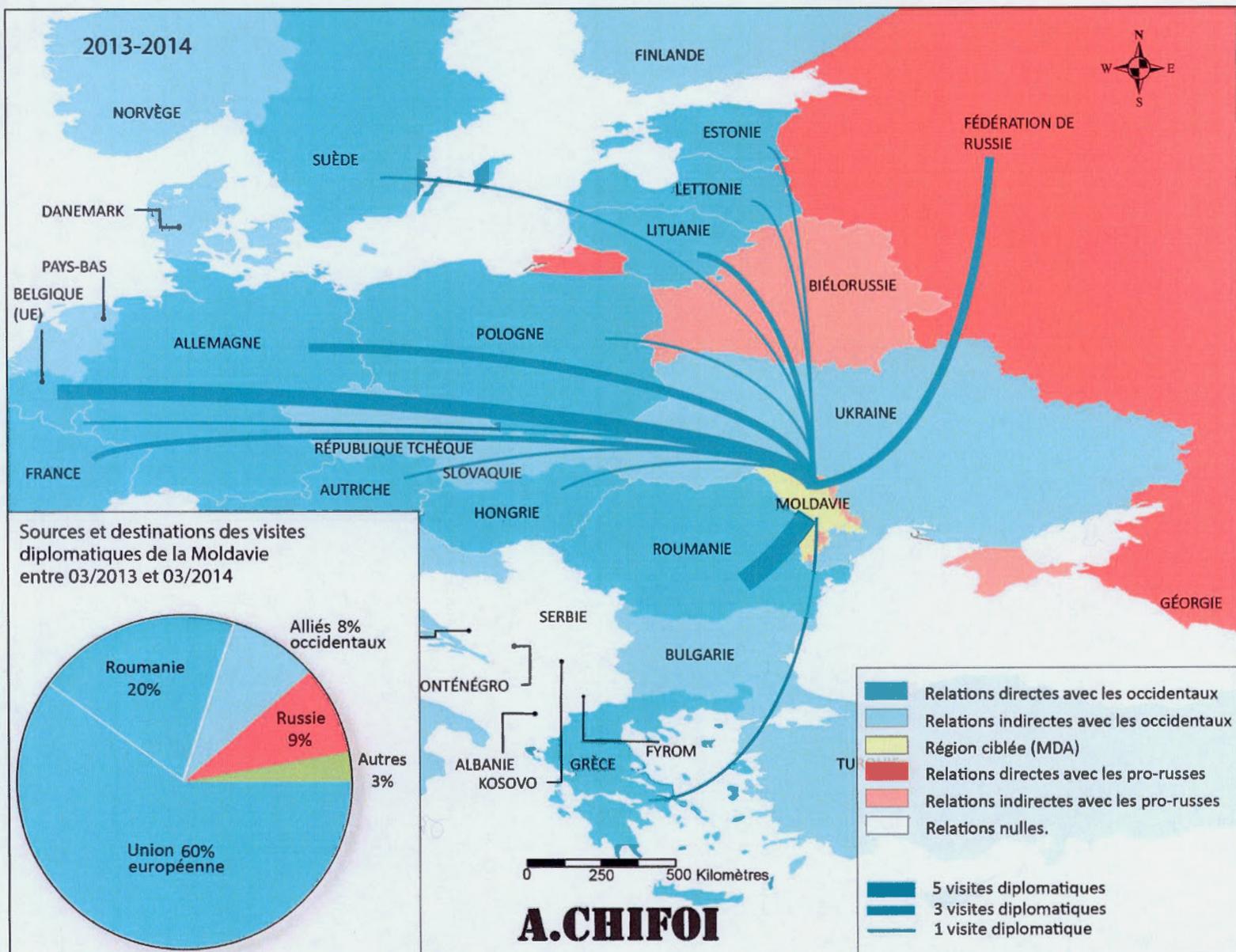


Figure 3.6 Évolution des interactions diplomatiques de la République de Moldavie (Année 2013-14).



3.3.7 Synthèse

Ce chapitre a eu pour objectif de refléter l'évolution historique du territoire politique et des populations à l'étude par le biais d'une description de l'histoire et de données sociodémographiques, linguistiques, confessionnelles, économiques et politiques actuelles. D'un point de vue historique et surtout linguistique, la «roumanité» de la Moldavie se démarque par la survie des populations néolatines durant toute la période des incursions slaves et barbares entre la fin du III^{ème} siècle jusqu'au XIII^{ème} siècle. Une résistance qui se traduit par l'existence d'un État souverain moldave pendant près de 500 ans. La «moldavité» prend naissance et se nourrit de ces succès qu'a connus la Principauté de Moldavie envers et contre tous, malgré les tentatives d'assimilation auxquels elle a dû faire face. Par la suite, le chapitre démontre le rôle protecteur qu'a joué l'Empire tsariste en Moldavie à partir du XVIII^{ème} siècle face à l'emprise ottomane. L'apparition de la Bessarabie au sein de l'Empire tsariste a eu pour conséquence la distinction d'une Moldavie désormais russifiée et sensibilisée de facto aux intérêts de la Russie. Globalement, ces trois empreintes de l'identité moldave persistent toujours au sein de la population en République de Moldavie. À ceci se rajoutent les influences de la période soviétiques et de la période d'indépendance, alors que l'influence européenne commence maintenant à se faire sentir en République de Moldavie.

Chacune de ces empreintes comportent son lot d'avantages et d'inconvénients pour la Nation moldave. De ce fait, la Moldavie constate l'émergence de groupes privilégiant les aspects positifs de chacune des périodes. Le présent chapitre révèle que d'un point de vue ethnique, une majorité se considère comme moldave alors que d'un point de vue linguistique cette même majorité considère le roumain comme sa langue primaire. D'un point de vue confessionnel, on note l'importance de l'église auprès d'une population moldave vieillissante et le rôle qu'elle joue dans l'adoption de certaines valeurs européennes. D'un point de vue économique et politique, malgré une tendance vers la modernisation européenne, l'on remarque que la dépendance des liens à la Russie demeure, à ce jour, vive et persistante. Le prochain chapitre, visera à mesurer les poids discursifs de chaque chemin proposé suite aux empreintes que l'on vient de décrire.

CHAPITRE IV

PAYSAGE NARRATIF DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

Depuis la révolution du 7 avril 2009, le mouvement unioniste en République de Moldavie connaît un regain de vie. Le débat sur l'avenir national et identitaire du pays se fonde sur des discours divergents. Le premier objectif du chapitre est de schématiser les narratifs de nature politique concernant la durabilité de la structure étatique en République de Moldavie. Le second objectif vise à identifier les fondements de ces narratifs de façon à déterminer leurs rôles dans ce débat. L'analyse de 180 articles de journaux moldaves a révélé trois types de narratifs géopolitiques distincts : (1) Entérinant, (2) Rectifiant et (3) Révisionniste. Chacun de ces narratifs s'appuyait sur deux critères principaux. Tout d'abord, chaque proposition constituante du narratif avait pour cible unique la nation moldo-roumaine. En second lieu, chaque narratif proposait une modification de nature géopolitique de la République de Moldavie causée par l'insatisfaction généralisée vis-à-vis de la situation actuelle. La présentation des résultats vise à comprendre le processus global de construction identitaire par l'analyse des narratifs de nature politique à l'égard du bien-fondé du projet de réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie.

4.1 L'échelon supranational

4.1.1 La conception européenne

Il ressort de l'analyse médiatique que le narratif européen se distingue par une forte proportion de discours rectifiant. Par discours rectifiant, on entend essentiellement des dynamiques territoriales de translation. Les dynamiques de translation territoriale se divisent selon deux raisonnements : politique ou culturel. Les dynamiques de translation politique se réfèrent à la dynamique de partenariat ou d'intégration. Dans ce cas, la notion de partenariat peut signifier une volonté de collaboration, d'assistance, de coopération, de participation ou de contribution politique de la part des institutions européennes sans compromettre la

neutralité stratégique. L'intégration s'établit à un niveau supérieur puisqu'elle suggère ouvertement l'intégration complète de la Moldavie dans le propos et la promet à une intégration à l'Union européenne ou à l'Union douanière eurasiatique. D'un autre côté, les dynamiques de translation culturelle se conçoivent soit par l'irrégentisme roumain et/ou russe, soit par le rattachisme moldave et/ou des régions séparatistes. Contrairement à la dynamique de translation politique, les dynamiques de translation culturelle peuvent remettre en cause le territoire de la République de Moldavie tel qu'il est constitué actuellement. En effet, les déclarations de ce type sont, pour la plupart, de nature ethnolinguistique et peuvent apporter leur part de provocations et de sujets sensibles.

70% du narratif médiatique européen sur la Moldavie est d'ordre rectificatif

[...] dont 35% vise une intégration politique. Du point de vue de la nomenclature européenne, le destin de la République de Moldavie passe inévitablement par une intégration progressive à l'intérieur de l'Union européenne en tant que membre à part entière et subséquentement en tant que collaborateur au sein des valeurs et missions occidentales : «démocratie», «anti-corruption», «droits de l'homme» et «missions de paix au Kosovo». L'Union européenne conçoit la République de Moldavie comme un nouveau partenaire à qui il reste à réformer et à harmoniser ses structures nationales afin de les rendre transparentes, crédibles, modernes et convenables selon les standards de l'Union européenne. Les autorités roumaines ne font que rendre cette volonté politique d'intégration plus visible, puisqu'elles se font le porte-étendard de la cause moldave en Europe.

[...] dont 39% vise une préoccupation culturelle. C'est à ce niveau que l'apport des autorités roumaines à l'intérieur des politiques européennes sur les enjeux territoriaux en République de Moldavie s'illustre le plus. Les dynamiques de translation culturelle se réfèrent aux dynamiques d'irrégentisme et de rattachisme. Ainsi, au sein du narratif européen, c'est l'irrégentisme roumain qui représente la tendance la plus forte dans les médias. L'ingérence se réfère majoritairement au thème de la défense des droits humains suite à la discrimination des institutions d'enseignements usant de la calligraphie latine

et de langue roumaine par les autorités de la Transnistrie. Ce mouvement de protestation laisse transparaître une dynamique d'ingérence politique initiée par des préoccupations de nature ethnolinguistique. Par ailleurs, l'irrédentisme roumain au sein du discours médiatique se traduit également par son appui à l'adoption du roumain en tant que langue officielle de la République de Moldavie et par conséquent à l'annulation de la protolangue moldave.

[...] dont 9% vise l'atteinte au marché européen. Les investissements économiques que peuvent représenter l'entérinement des relations entre la République de Moldavie et l'Union européenne ne sont pas un secret pour les citoyens moldaves. En effet, l'Europe demeure un synonyme de bonne qualité de vie, de bonnes conditions de travail et de bons salaires malgré la médiatisation de la crise économique. Inversement, les menaces et les sanctions de nature économique appliquées par la Russie à l'égard de la Moldavie se sont multipliées depuis le 7 avril 2009. Ainsi, la signature de l'accord d'association entre Chişinau et Bruxelles a apporté sa part d'ententes bilatérales de nature économique. La perception européenne de l'économie de la République de Moldavie la définit comme un petit État amical, coopératif et prêt à émerger parmi les États du partenariat oriental. D'un point de vue plus local, la Roumanie se réjouit de cette reprise de coopération avec la Moldavie et se propose comme le substitut naturel au vide laissé par la Russie, notamment comme fournisseur et garant de la sécurité énergétique moldave ainsi que comme l'allié ou grand-frère protecteur de même langue, ethnie et confession.

[...] dont 9% cible l'enjeu de la mobilité : Les enjeux de nature socio-économique se font rares dans le discours des politiciens européens, si ce n'est à propos de la question de la mobilité transfrontalière des Moldaves. L'Europe affectionne tout particulièrement l'accessibilité et l'ouverture des frontières comme outil de redressement des économies les plus faibles au sein du partenariat européen. Le projet du régime de libéralisation des visas européens aux Moldaves met l'enjeu socio-économique de la mobilité à l'avant-scène durant la période suivant la signature de l'accord d'association.

[...] dont 9% vise la sécurité : L'union européenne utilise de façon ciblée l'argument de la sécurité pour convaincre la communauté moldave de rejoindre ses rangs. D'une part, les autorités capitalisent sur les méthodes de négociations austères de la Russie envers les pays ex-soviétiques. Par ailleurs, avec la récente adhésion de membres voisins tels que la Roumanie, la Bulgarie et les pays Baltes, la présence de l'OTAN se fait de plus en plus marquante en République de Moldavie.

24% du narratif médiatique européen sur la Moldavie est d'ordre entérinant

Le narratif entérinant se traduit par des dynamiques de consolidation territoriale en République de Moldavie, qui passent par les notions de souveraineté et de neutralité. À l'intérieur du discours, la neutralité se traduit simplement par les mots « neutre » et « neutralité ». En ce qui concerne les propositions européennes concernant la souveraineté, elles se traduisent textuellement par les expressions « viabilité », « d'atteinte à la souveraineté » et « d'État indépendant ».

[...] dont une première partie cible l'apaisement politique : Ce narratif provient en forte majorité des autorités roumaines de façon à réitérer leurs intentions de respecter l'autonomie politique de la République de Moldavie. Ce discours vise l'apaisement vis-à-vis des craintes de réunification entre la Roumanie et la Moldavie, souvent évoquées par les autorités russes et reprises par les parties hostiles à cette option pour la Moldavie. De façon implicite, ce discours cible les autorités russes et les minorités ethniques de la Moldavie.

[...] dont une deuxième partie cible la paix sociale : Certaines autorités européennes vont encore plus loin dans leurs propos sur la légitimité de l'autonomie politique moldave par la modération des ingérences externes. En effet, ces propositions évoquent l'importance de l'État moldave par son unique capacité de maintenir une paix sociale entre les diverses communautés ethniques en Moldavie.

6% du narratif médiatique européen sur la Moldavie est d'ordre révisionniste

Le narratif révisionniste se traduit par des dynamiques qui sont à l'extrême opposé des dynamiques d'entérinement territorial. Les propositions révisionnistes proviennent en général d'acteurs externes au pouvoir central et mettent de l'avant des idées réformatrices par des mouvements d'autonomie, de scission ou même d'annexion. Dans le cas précis du narratif européen à l'égard de la Moldavie, seules les autorités roumaines soulèvent des propos de cette nature. Elles évoquent la plupart du temps les risques d'annexion de la Transnistrie par la Russie.

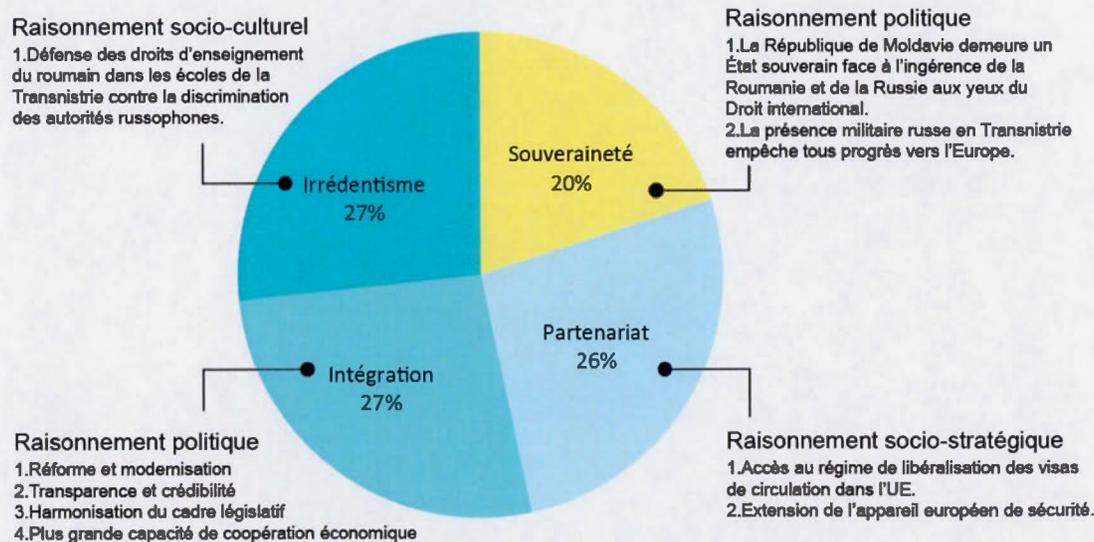
[...] au sein duquel la totalité concerne l'échiquier politique mondial: Les autorités politiques roumaines et moldaves sont bien placées pour comprendre que l'avenir de l'espace moldo-roumain ne dépend que très peu des autorités locales. En réalité, c'est la signature du pacte germano-soviétique (Molotov-Ribbentrop), perçu encore à ce jour comme inadmissible par le peuple moldave, qui alimente le doute populaire vis-à-vis de la durabilité étatique moldave. Par conséquent, une portion de la strate politique européenne soupçonne que l'avenir de la Moldavie dépend plutôt de tractations à un niveau politique supérieur. Ainsi, suite aux divers échecs stratégiques de la Russie (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Libye, Syrie et Ukraine), certaines autorités roumaines présument que les Russes auront de plus en plus de difficultés à lâcher prise sur leurs acquis en République de Moldavie.

En ce qui concerne l'enjeu territorial de l'espace moldo-roumain, une grande portion du discours médiatique européen est occupée par les propos des autorités roumaines (55%). Ceci étant dit, une dynamique de rétroactivité est pertinente dans le cas où le discours roumain est fortement influencé par ses obligations européennes pendant que le discours européen doit tenir compte des facteurs historiques et ethnolinguistique qui lient la Moldavie à la Roumanie. Par conséquent, ces derniers expriment un discours proportionnellement similaire prônant l'intégration européenne pour les raisons suivantes: (1) La priorité de l'harmonisation de la Moldavie aux standards d'un État adapté à l'Europe et la reconnaissance absolue de l'indépendance de la République de

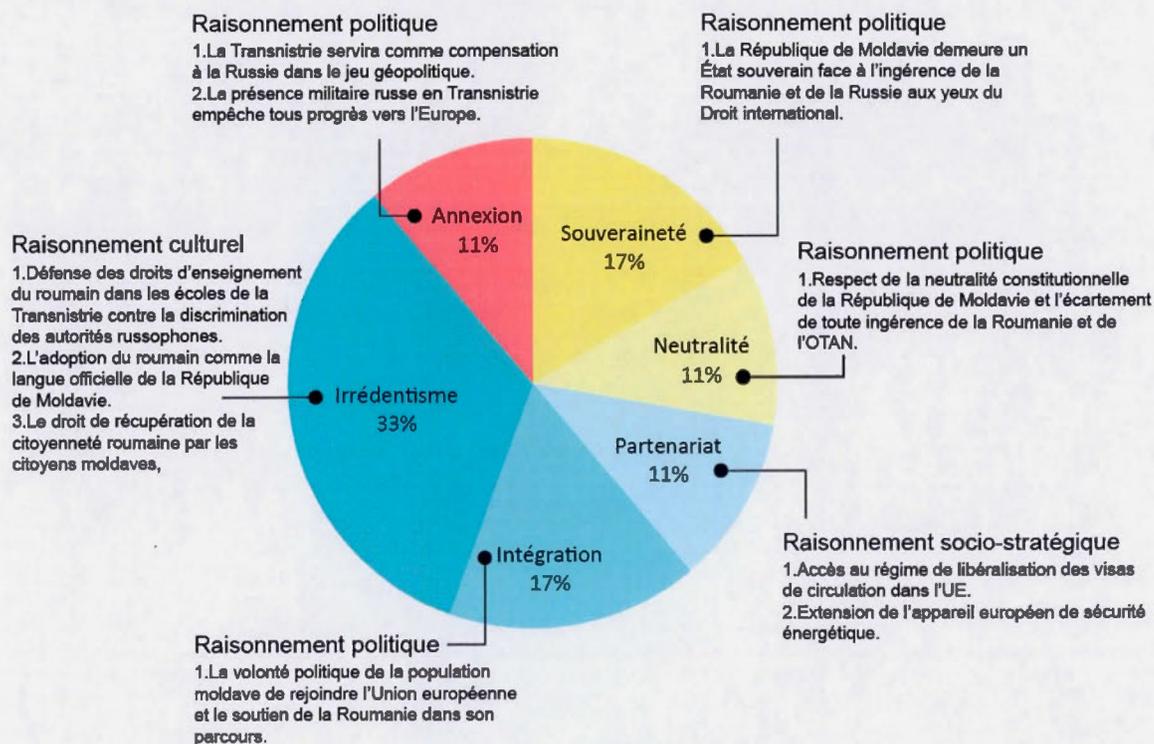
Moldavie par ses voisins; (2) En référence à la défense des droits d'enseignement en graphie latine dans les écoles roumaines de la Transnistrie. Les distinctions entre les discours européen et roumain concernent : (1) l'adoption de la langue roumaine comme langue officielle en Moldavie et (2) le respect de la neutralité constitutionnelle de cette dernière. De plus, le narratif roumain comprend quelques extraits du narratif révisionniste, par ailleurs absent du discours européen. Ainsi, la conception européenne de la République de Moldavie s'interprète comme celle d'un État souverain dont l'intégralité du territoire doit impérativement être respectée. La conception roumaine de la République de Moldavie est un peu plus nuancée, puisqu'elle y intègre des suggestions d'annexion territoriale et d'ingérence culturelle.

Figure 4.1 Nature des propositions de l'Union européenne et de la Roumanie

Argumentaires motivant les propositions de l'Union européenne.



Argumentaires motivant les propositions de la Roumanie.



4.1.2 La conception russe

Le narratif russe exprime un discours volatile qui s'adapte rapidement aux contextes auxquels il est confronté. Conséquemment, il s'agit d'un narratif polarisé, à la sémantique plurielle et évolutive. À première vue, il est comparable à celui des autorités européennes, dans le sens où le narratif rectificatif est dominant ainsi que le raisonnement politique de leurs conceptions. En effet, le narratif rectificatif est présent dans 63% des unités alors que le raisonnement politique se dégage au sein de 42%⁶⁶ de ceux-ci. Cependant, il existe une opposition nette entre les intérêts soulevés par les narratifs européen et russe. En effet, l'Europe démontre une volonté de progression notée pour la Moldavie alors que la Russie justifie son ingérence par la nécessité de privilégier l'exclusion de l'Europe du fait d'une supposée incompatibilité générale entre les valeurs européennes et les intérêts «russes» de la Moldavie.

63% du narratif médiatique russe sur la Moldavie est d'ordre rectificatif

[...] dont 33% vise le rééquilibrage politique. La conception russe de l'espace moldo-roumain semble être, par essence, celle d'un État unique mais asymétriquement départagé entre deux grandes communautés ethnolinguistiques. D'une part, en se référant à la communauté roumaine, la Russie se donne le devoir de contrebalancer la séduction économique européenne en offrant un *membership* discrétionnaire lui permettant de bénéficier des bienfaits économiques de l'union douanière eurasiatique. Dans le même temps, elle emploie des tactiques de peur (*scare tactics*) en sonnant l'alarme vis-à-vis de la conversion au libéralisme européen. D'autre part, en se référant à la communauté russophone, elle se donne un rôle de protecteur culturel contre l'ingérence ethnique de la Roumanie (mouvement de réunification; assimilation par l'instrumentalisation de la citoyenneté; écoles usant la calligraphie latine; discrimination contre la minorité russe) et politique de l'Europe (résolution du conflit en Transnistrie). D'un côté, le narratif rectificatif de la Russie dénonce le stade avancé de l'intégration européenne de la Moldavie et de l'autre côté, il vante les mérites d'une intégration accélérée à l'intérieur d'une union douanière eurasiatique.

⁶⁶ Le narratif euro-roumain démontre les proportions de 70% (rectificatif) et 52% (politique).

[...] incluant 23% qui se dit pour la survie de la Moldavie. Le raisonnement d'ordre culturel des autorités russes pour une intensification de son ingérence en Moldavie se résume simplement par une crainte que la culture distincte moldave soit complètement absorbée dans le *melting-pot* ethnolinguistique roumain. Considérant la Moldavie en tant que nation distincte, les autorités russes perçoivent toute action de la Roumanie en Moldavie comme une étape vers l'assimilation progressive. D'ailleurs, tous les gestes politiques moldaves en faveur d'un rapprochement vers l'Europe sont perçus comme un vecteur de consolidation des intérêts roumano-unionistes des autorités politiques à la tête de la Moldavie.

[...] parmi lesquels 17% vise le retour aux bonnes vieilles habitudes. Le maintien de la paix sociale en Moldavie semble être un enjeu majeur pour les autorités russes. D'ailleurs, ces dernières n'hésitent pas à faire de l'ingérence sur tous les sujets propices à la controverse en Moldavie. Un exemple central au cœur du débat social entre la Russie et l'Occident est celui des droits des minorités sexuelles (*Anti-gay law*). En effet, les autorités pro-russes alimentent ce débat dans le but de diviser la population sur des questions doctrinales. Traitant avec une population fortement croyante et pratiquante, l'amalgame entre l'enjeu politique et l'enjeu idéologique rend le compromis social beaucoup plus difficile à atteindre. Ainsi, la Russie s'affirme non seulement comme le protecteur de la langue, de l'histoire et de l'identité mais elle prône aussi le maintien des valeurs religieuses et traditionnelles en République de Moldavie.

[...] dont 17% fait référence aux leviers d'influence. Sous l'angle économique, la Russie est si consciente de son pouvoir qu'elle influence et manipule à son gré ses partenaires de plus petite envergure. La nature unilatérale de ces relations se traduit par un narratif coloré de la part des autorités russes qui révèle au grand jour ses sentiments envers les autorités moldaves. Dans un premier temps, la Russie s'impose à l'aide des leviers d'influence externe, tels que par le chantage via les exportations de gaz, les importations de vins et les produits agricoles. Mais les menaces socioéconomiques proviennent aussi des pressions faites auprès des travailleurs illégaux par l'allusion à des déportations

massives imminentes et par l'interdiction d'entrée en Russie. Dans un deuxième temps, elle s'impose à l'aide d'un important levier d'influence interne : la Transnistrie. En effet, alors que les autorités moldaves subissent des sanctions économiques, la Transnistrie bénéficie de la clémence de la Russie. Ceci provoque dans les populations des sentiments d'envie, de frustration, d'humiliation et alimente de part et d'autre des divergences déjà prononcées. Bref, les autorités russes usent de l'argument économique pour justifier un certain type d'ingérence. Les arguments utilisés découlent soit, du fait que la Russie est un partenaire important et que des provocations externes ne feraient que nuire à l'état des relations, soit par le sous-entendu que sans la présence de la Russie, l'économie de la République de Moldavie ne serait tout simplement pas viable. On peut donc en conclure que le narratif russe évoque l'inévitabilité et la nécessité de son ingérence dans les affaires économiques moldaves.

[...] dont 10% vise le maintien de la paix (et de la surveillance). Deux variables jouent un rôle majeur dans le discours stratégique de la Russie : (1) le maintien de la paix en Transnistrie et (2) la présence de l'OTAN autour de la République de Moldavie. En effet, depuis 1991, la XIV^e armée russe assure la paix dans la zone de sécurité partagée entre la République de Moldavie et la Transnistrie. À ce jour, la Russie maintient cet argument pour justifier la présence de ses troupes sur le territoire d'un État souverain autre que la Russie. Par ailleurs, depuis l'arrivée de la coalition pro-européenne au pouvoir, les rapprochements entre l'OTAN et la République de Moldavie se font de plus en plus visibles. La Russie n'est pas étrangère à ces rapprochements et utilise, à son tour, cette nouvelle dynamique stratégique dans la région pour consolider sa présence militaire en Transnistrie. Il n'est plus question, ici, de maintien de la paix mais bien de tenir à distance son ennemi traditionnel : l'OTAN.

20% du narratif médiatique russe sur la Moldavie est d'ordre entérinant

[...] dont 70% impose une condition. Le narratif russe est très clair quand vient le temps de débattre de la souveraineté de la République de Moldavie. La Russie conçoit cette dernière comme un État souverain et indépendant à condition que la Transnistrie reçoive

le statut de «région spéciale» (forme d'autonomie) à l'intérieur de la composante moldave. De plus, la Russie ne conçoit pas les autorités moldaves comme une menace imminente envers la Transnistrie (contrairement à la Géorgie en 2008).

[...] incluant 20% qui valorise le moldovénisme. La Russie distingue la communauté moldave de la communauté roumaine du fait que leurs histoires respectives présentent des différences, notamment en référence à leur présence (ou absence) au sein de l'Union Soviétique. Le moldovénisme est un mouvement présent en Moldavie qui met de l'avant l'identité moldave en la singularisant par son histoire soviétique ainsi que sa période médiévale, par sa proto-langue et par le pluralisme de sa société face à celle de la Roumanie. Ainsi, la Russie défend farouchement la souveraineté moldave face à ce qu'elle considère comme le péril expansionniste roumain. La Russie semble donc voir la Roumanie comme une menace envers la spécificité culturelle moldave.

[...] dont 10% évoque la persuation de la corruption. Du point de vue européen, la République de Moldavie et la Transnistrie sont reconnues comme des terreaux fertiles pour la corruption, le trafic humain et le trafic de marchandises illicites. Certaines autorités russes considèrent que les élites moldaves ne pourront se permettre de renoncer à cette abondante source de revenus en s'associant de façon définitive à l'Union européenne. Par conséquent, la République de Moldavie peut continuer à maintenir sa souveraineté corrompue.

17% du narratif médiatique russe sur la Moldavie est d'ordre révisionniste

[...] dont 63% dénonce l'inaptitude de Chisinau. Les autorités russes, depuis la révolution du 7 avril 2009, considèrent que la République de Moldavie n'est pas un partenaire fiable et capable de gouverner adéquatement l'ensemble des communautés vivant sous son autorité. Par conséquent, Moscou ne perçoit pas Chisinau comme gage de stabilité, de contrôle et de bonne gestion, mais plutôt comme un facteur de désorganisation, de confusion et d'amateurisme. Ces sentiments de dévalorisation de la Moldavie se sont accentués avec la signature de l'accord d'association avec l'Union

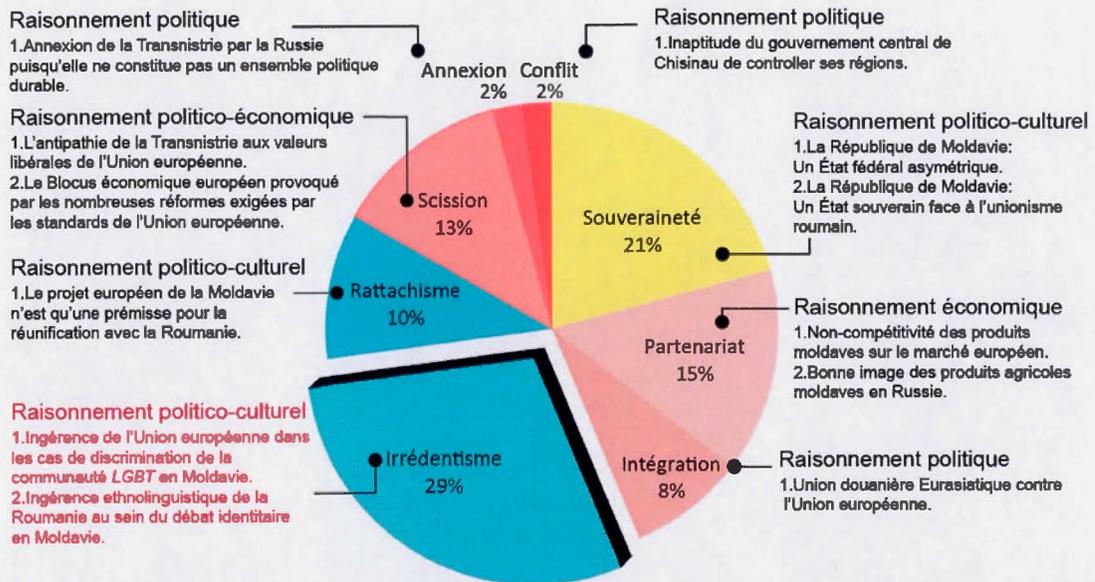
Européenne. Depuis, les autorités russes n'hésitent pas à lancer des flèches concernant les nombreux déboires qui affligent les autorités de la République de Moldavie. Étant donné que la Russie se considérait jusque-là comme une gardienne tendre et attentionnée, cette dernière a dorénavant l'objectif de retirer tous les privilèges dont la Moldavie a pu bénéficier jusque-là. Ainsi, les autorités russes ne manquent pas d'opportunités pour démontrer l'inaptitude du pouvoir central de la Moldavie, soit en soulignant son inefficacité dans le conflit en Transnistrie, toujours non-résolu, soit en sur-médiatisant les plaintes des minorités régionales ou encore les manifestations courantes des pro-russes. En résumé, les autorités russes aggravent la situation dans ce pays pour faire ressortir les nombreuses failles dans la politique moldave.

[...] dont 25% se traduit par l'expression «Bois inutile porte fruit précieux». La conception russe de la Transnistrie décrit une population moldave hostile à l'Europe et favorable à la Russie. De plus, historiquement, la Transnistrie était initialement connue sous le nom de République autonome socialiste soviétique moldave et elle représente donc la Moldavie réelle pour la Russie. Les autorités russes considèrent le peuple de la Transnistrie comme un peuple qui fait partie de son ensemble ethnique. De plus, cette portion du narratif russe considère fortement improbable la réunion de la Transnistrie à l'ensemble étatique de la République de Moldavie pour des considérations culturelles ainsi que politiques. Ce narratif de la Russie est le premier qui met de l'avant une possibilité réelle et justifiée d'annexion de la Transnistrie.

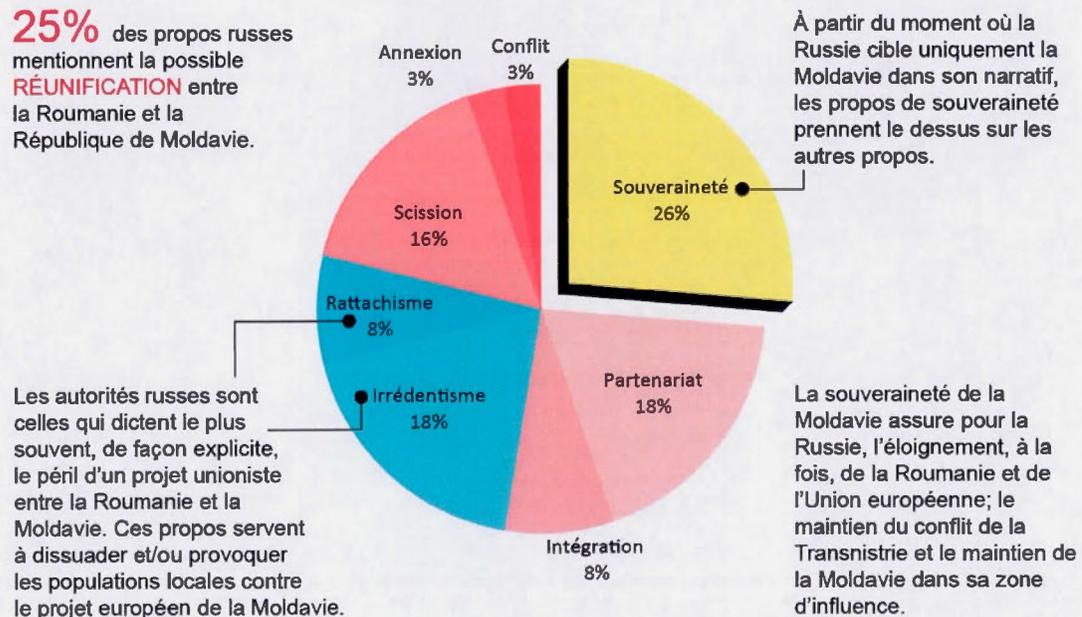
[...] dont 12% dénonce le Blocus économique. L'ultime argument de la Russie pour un «éclatement» de la République de Moldavie se traduit par le péril économique que représente l'association avec l'union européenne pour les intérêts de la Transnistrie. En effet, les autorités russes reprochent aux autorités moldaves de manipuler les négociations avec l'Europe à l'encontre des intérêts économiques de la Transnistrie. Selon elles, la Transnistrie profiterait au contraire grandement d'une intégration à l'union douanière eurasiatique et d'un rattachement graduel dans la composante russe.

Figure 4.2 Nature des propositions de la Russie.

Argumentaires motivant les propositions de la Russie.



Argumentaires motivant les propositions de la Russie à la Moldavie.



4.2 L'échelon national

4.2.1 Auto-conception de la politique locale

Le narratif de l'autorité centrale de la République de Moldavie est, logiquement, central à la détermination du parcours géopolitique que ce petit État suivra dans l'avenir. Ce narratif se révèle, au départ, équitablement réparti en fonction des trois dynamiques territoriales. La pluralité des acteurs impliqués dans le débat se reflète dans le narratif. Dans un premier temps, le narratif moldave est divisé entre le narratif rectificatif qui affiche une volonté d'intégration de la République de Moldavie à l'intérieur d'une organisation globalisante. Dans un deuxième temps, le narratif entérinant affiche la volonté des autorités locales de démontrer une centralité qui transcende les groupes ethniques. Dans un troisième temps, le narratif révisionniste affiche la crainte vis-à-vis des mouvements sécessionnistes en Moldavie.

62% du narratif médiatique moldave sur l'avenir de son état politique est d'ordre rectificatif

[...] dont 46% dérive d'une volonté politique pro-européenne. Nonobstant les manifestations populaires pour et contre l'Union européenne et l'Union douanière eurasiatique, il existe chez les autorités moldaves un consensus politique en faveur de meilleures relations avec l'Union européenne. Il existe à cela trois niveaux de raisons politiques. Tout d'abord, à l'interne, le narratif dénote une volonté locale, de par les nombreuses réformes entamées, d'atteindre les standards européens. De plus, les autorités moldaves soulèvent la maturité des réseaux existant entre la République de Moldavie et la Roumanie, notamment en termes d'énergie, de mobilité et de diplomatie. Finalement, le soutien «unilatéral» et progressif de l'Union européenne envers la potentialité d'adhésion de la République de Moldavie semble représenter les arguments forts à la collaboration politique.

[...] incluant 22% dérive d'un sentiment de fraternité. Le qualificatif de la fraternité évoqué par les autorités moldaves en faisant référence aux autorités roumaines illustre la familiarité des relations entre ses deux partenaires. En effet, la présence de la Roumanie

au sein de la communauté européenne joue un rôle clé autant dans la communication entre l'Europe et la Moldavie qu'en ce qui concerne le niveau de confiance des dirigeants moldaves, nécessaire pour mettre de l'avant les réformes demandées.

[...] où 19% se réfère à «celui qui nous aime». Le narratif économique de la Moldavie met presque entièrement l'emphase sur les bienfaits et le soutien économique des fonds européens ainsi que sur les nombreuses subventions offertes par cette dernière. Ici, le poids politique des arguments économiques est tangible, surtout compte tenu de la précarité économique de l'Union européenne, mais aussi de la Moldavie.

[...] dont 11% fait référence à un point de discorde. L'ingérence stratégique de l'OTAN en République de Moldavie éveille chez une partie de la classe politique moldave, des craintes quant à l'effet de ricochet que peut produire une telle association. Une part importante de l'identité moderne de la République de Moldavie se fonde sur sa neutralité stratégique.

32% du narratif médiatique moldave sur l'avenir de son état politique est d'ordre entérinant

[...] dont 63% soulève une centralité incontournable. Les autorités centrales de la République de Moldavie se considèrent comme des figures politiques incontournables. Ces affirmations réfèrent généralement à la redistribution des pouvoirs en République de Moldavie et concernent les régions sécessionnistes de la Gagaouzie et de la Transnistrie. Elles confirment la position de la République en tant que seule et unique entité territoriale conforme au droit international face à l'ingérence et au non-respect de son intégrité territoriale. Par conséquent, les autorités moldaves prônent la préservation d'une souveraineté territoriale face à une Russie qui se fait de plus en plus insistante.

[...] incluant un 26% qui désire préserver le «patrimoine» moldave. Les autorités moldaves sont également conscientes des remous que peut causer un narratif de nature réformatrice. Par l'expression du désir de maintien d'une souveraineté politique, les

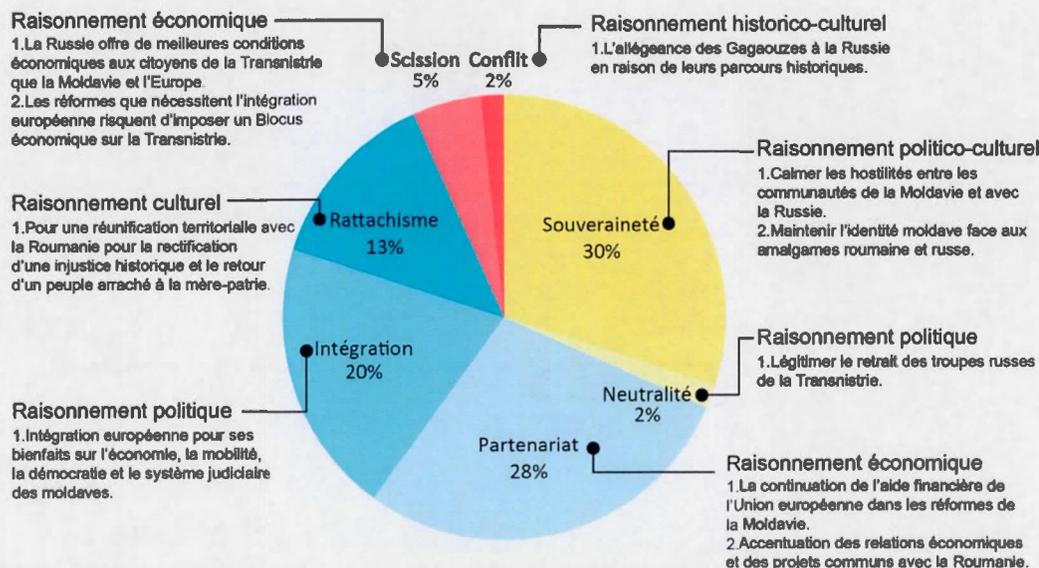
autorités moldaves cherchent à éviter l'escalade des provocations sur la Russie et sur les régions sécessionnistes.

6% du narratif médiatique moldave sur l'avenir de son état politique est d'ordre révisionniste

[...] dénonçant en totalité la polarisation ethno-politique. Une partie de la rhétorique politique moldave souligne l'irréversibilité des différences culturelles et la tendance à la rupture occasionnée par les choix politiques de la dernière décennie. D'une part, il y a l'ingérence continue de la Russie en Transnistrie par sa présence militaire et d'autre part, la Gagaouzie qui affirme sa fidélité indéfectible envers la Russie en raison du rôle historique de protecteur qu'elle a joué à son égard. Ainsi la polarisation des idées étant extrêmement importante, l'inévitable éclatement de la République de Moldavie est déjà une fin annoncée selon certains intervenants politiques locaux.

Figure 4.3 Nature des propositions de la République de Moldavie

Argumentaires motivant les propositions de la Moldavie.



4.2.2 Conception des régions séparatistes : Transnistrie et Gagaouzie

Le narratif des régions, en Moldavie, est principalement composé d'arguments disposés à faire plaisir aux autorités russes. Par conséquent, il est beaucoup plus propice à l'utilisation des propositions révisionnistes faisant allusion à un morcellement de la République de Moldavie. Tel qu'analysé précédemment, le narratif russe fait la promotion de l'ingérence (dans 47% des cas) dans les affaires de la Moldavie ou, à un certain type de morcellement territorial (dans 22% des cas). Il est donc fort probable que le narratif des régions séparatistes reflète le narratif russe.

45% du narratif médiatique des régions séparatistes sur la Moldavie est d'ordre révisionniste

[...] dont 46% dérive d'une volonté d'indépendance. Les autorités de la Transnistrie ne cachent pas leur volonté de devenir une région complètement distincte et autonome de la République de Moldavie. Elles défendent avec acharnement ce point de vue autonomiste en pérennisant la mémoire du conflit armé de 1991 et par une constante remise en cause des conflits résiduels. Donc, au niveau politique, les régions se basent sur une série d'arguments diffamatoires à l'égard de la Moldavie pour légitimer leur volonté d'indépendance.

[...] incluant un 31% qui relève du slavophilisme. Les autorités de la Transnistrie arborent fièrement leur appartenance à la communauté slave et à leurs racines historiques partagées avec la Russie. Si l'on se fie à leur propre narratif, on constate que les autorités de la Transnistrie font une piètre évaluation de leur peuple, les estimant comme déracinés et «piteux» depuis l'éclatement de l'Union-soviétique. La Russie est désignée dans ce discours en tant que : «Terre-patrie», «terre de tous les Slaves», «protecteur», «puissant» et «colossal».

[...] dont 23% dévoile des intérêts bien définis. Du point de vue économique, la séparation se justifie par trois arguments qui ressortent du discours médiatique :

- Dans un premier temps, la Transnistrie se considère économiquement viable et autosuffisante.
- Dans un deuxième temps, la Transnistrie ne voit pas l'intérêt économique d'une intégration avec l'Union européenne.
- Enfin, elle voit la Fédération de Russie comme un marché idéal pour ses produits.

Cela étant dit, depuis la sécession de la Transnistrie, la Russie assume tous les besoins en énergie et les pensions de retraites de sa population. De plus, malgré sa volonté de rapprochement commercial, la Fédération de Russie n'absorbe que 13% des exportations totales provenant de la Transnistrie. Hormis l'existence de ces réalités socio-économiques, les autorités de la Transnistrie ne voient que du positif dans une réunion avec la Fédération de Russie et inversement de manière fort négative la poursuite des relations avec une Moldavie qui penche vers l'Europe.

43% du narratif médiatique des régions séparatistes sur la Moldavie est d'ordre rectifiant

[...] incluant un 42% qui introduit la culture dans l'économie. Le narratif économique de la Transnistrie fait référence à l'état de ses relations avec ses partenaires immédiats. Dans le cas isolé de la Transnistrie, ses partenaires immédiats sont la République de Moldavie, l'Union européenne et la Russie. Les propositions associées à la coopération ou aux relations économiques avec la Moldavie se déclinent comme suit : «prématuré», «spéculatif», «rumeur», «conflit», «d'aucun intérêt» et «nécessitant une amélioration». En ce qui concerne les relations économiques avec l'Europe, les propositions associées s'expriment selon les termes suivants : «actions», «inquiétantes», «négative» et «isolement». Ce choix de mots démontre assez bien l'état d'esprit de la Transnistrie à l'égard d'une coopération économique avec les partenaires moldaves et européens. À l'opposé, la compréhension des relations économiques avec la Russie est beaucoup plus favorable et se traduit par l'utilisation des qualificatifs suivants : «pourvoyeur», «support», «stabilisateur», «aide sérieuse» et «assureur». Depuis la mise en place d'un gouvernement qui s'oppose à la Russie en République de Moldavie, les intentions de la

Transnistrie se sont fermement orientées sur un rapprochement avec la Fédération de Russie et sur un éloignement définitif de la Moldavie.

[...] dont 29% se traduit par des liens politiques tissés serrés. Encore une fois, les autorités de la Transnistrie clament la nécessité d'intensifier les relations avec la Russie. Ses aspirations pour l'adhésion à l'union douanière eurasiatique et à une éventuelle unification territoriale avec la Russie sont clairement affirmées et assumées.

[...] incluant un 29% appliqué à mettre en garde face à tous les périls. Sous un angle culturel, la Transnistrie justifie son adhésion à l'Union eurasiatique par le péril que constitue l'ingérence de la Roumanie dans les affaires de la Moldavie. En effet, les autorités de la Transnistrie sont persuadées qu'elles seront protégées des nationalistes roumains pourvu qu'elles adhèrent à l'Union eurasiatique. Par ailleurs, cette même solution est proposée face à une adhésion éventuelle de la Moldavie au sein de l'OTAN.

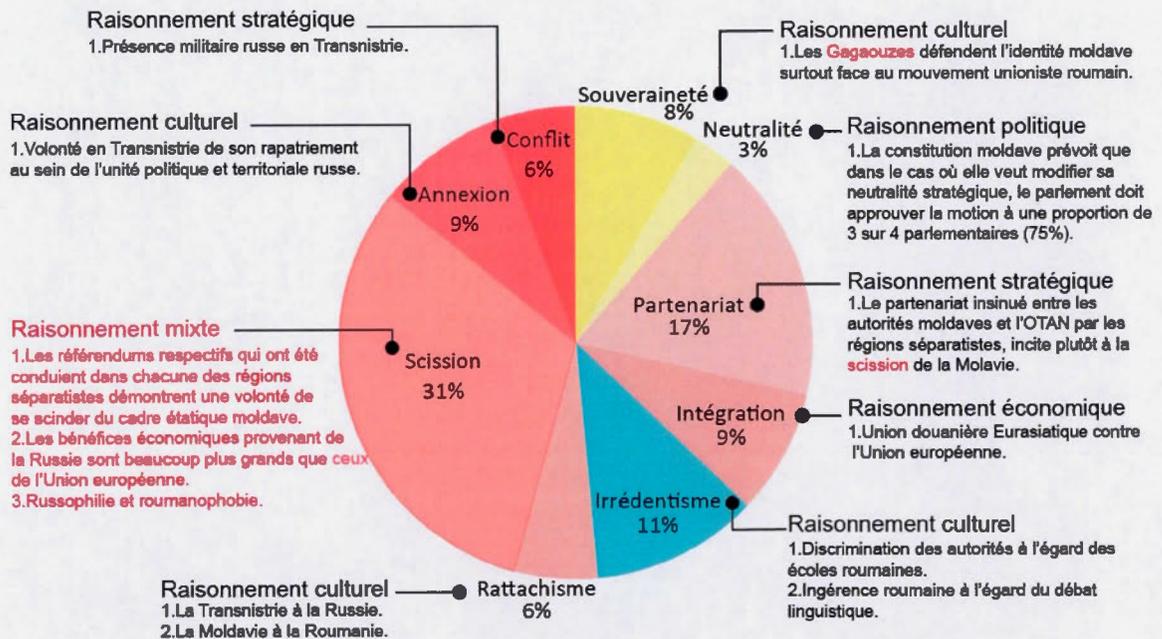
12% du narratif médiatique des régions séparatistes sur la Moldavie est d'ordre entérinant

[...] se justifiant en totalité par la défense de la «statalité⁶⁷». Une dynamique politique intéressante se met en place dans le cadre du narratif entérinant des régions minoritaires en République de Moldavie. Cette dynamique politique est tout spécialement présente dans la communauté Gagaouze. En effet, on remarque que le discours des régions change selon la communauté politique ciblée par le message. Alors que la Transnistrie instrumentalise son «autonomie» contre le péril du nationalisme roumain, la Gagaouzie va plutôt instrumentaliser l'identité moldave et la «statalité» de la République de Moldavie contre ces mêmes périls externes. Ce narratif protecteur du statut national de la Moldavie s'exprime dans l'affirmation formelle de l'existence, non seulement d'une histoire moldave mais également d'une langue moldave. Ce narratif nationaliste ressort lorsqu'il est déclaré que la langue roumaine sera d'office la langue de la République de Moldavie. Ainsi, la distinction entre le discours de la Transnistrie et de la Gagaouzie, se fonde sur la persistance de l'attachement identitaire des Gagaouzes à la Moldavie.

⁶⁷ La «statalité» (du terme roumain *statalitate*) est perçue comme l'accomplissement d'un désir séculaire d'autodétermination (Iglesias Danero, 2009).

Figure 4.4 Nature des propositions des régions séparatistes

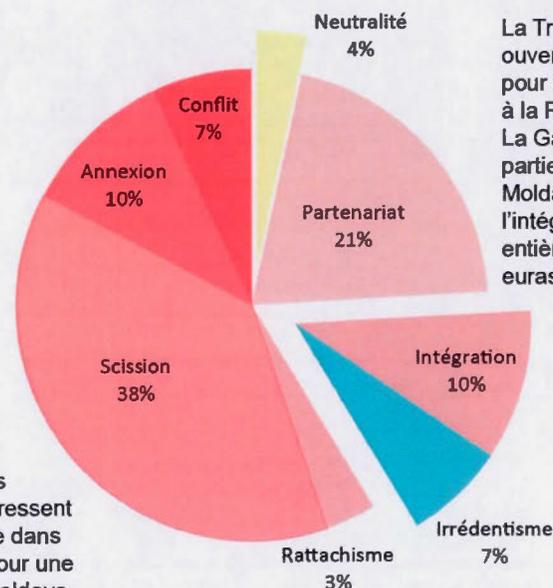
Argumentaires motivant les propositions des régions séparatistes.



Argumentaires motivant les propositions des régions séparatistes à la Moldavie.

79% des propos proposent la **SÉCESSION** des régions de la Transnistrie et de la Gagaouzie.

À partir du moment où les régions séparatistes s'adressent uniquement à la Moldavie dans son narratif, les propos pour une **souveraineté** nationale moldave se dissipent.



La Transnistrie désire ouvertement l'indépendance pour ensuite pouvoir s'annexer à la Russie.
La Gagaouzie, faisant toujours partie de l'appareil étatique Moldave, penche plutôt vers l'intégration de la Moldavie entière dans l'Union douanière eurasiatique.

4.3 L'échelon infranational

4.3.1 Conception du citoyen roumain (bilan de cinq entrevues)

Dans la suite de la séquence d'analyse de la construction multi-niveaux de la République de Moldavie, la population représente le troisième et dernier maillon dans la description des conceptions nationales moldaves. La perception de la population moldo-roumaine se focalise sur la volonté des communautés culturelles de «vivre-ensemble». Malgré le fait que ce segment représente le niveau le plus faible en termes de pouvoir décisionnel, son rapport de force est légitimé par son poids démographique.

73% du narratif des citoyens roumains sur la Moldavie est d'ordre rectifiant

[...] dont 41% se réfère la langue, à l'histoire, à la proximité et au sentiment national. Dans ce narratif de nature réconciliatrice porté par les opinions de la population roumaine envers la République de Moldavie, l'aspect culturel a préséance sur les autres raisonnements et prône la nécessité d'une conciliation nationale. C'est le partage d'une langue commune qui alimente, en grande partie, le sentiment fraternel des Roumains envers les Moldaves. Parallèlement, l'histoire commune (Principauté de Moldavie, Étienne Le Grand), la proximité géographique (incorporant les familles réparties sur deux États) et le sentiment national partagé (par l'entremise de fêtes, couleurs et hymnes nationaux) qui sont les principaux arguments évoqués pour légitimer un rapprochement entre les deux nations.

[...] incluant un 24% qui remet en question le réseau établi. Le narratif économique roumain qui prône un rapprochement avec la Moldavie et qui évoque le réseau commercial déjà existant entre ces deux nations est employé dans 24% de notre échantillon. D'un côté, une partie de la population roumaine se rend en République de Moldavie pour faire son magasinage et profite des prix préférentiels. D'un autre côté, ce sont les commerçants moldaves qui se rendent en Roumanie pour vendre leurs marchandises.

C'est plus avantageux! En ce qui concerne ce trafic commercial, je vous disais que du total de ces personnes qui ont traversé par les points de passage de Sculeni (routier) et Ungheni,(ferroviaire) 39% sont des citoyens roumains, 59% sont des citoyens de la République de Moldavie et les autres proviennent d'autres pays (*Alexei, 2011*).

[...] dont 17% est pour un équilibre social. Autant le déséquilibre économique provoque un réajustement des populations dans leurs mouvements, autant ces mêmes habitudes renforcent le sentiment communautaire qui se bâtit autour de ces dynamiques transfrontalières. Aidé par le droit de revendiquer la citoyenneté roumaine consenti par la communauté moldave et par l'intérêt accru de la politique roumaine auprès des étudiants de la République de Moldavie, le narratif du citoyen roumain démontre une appréciation de ces relations transnationales. Dans cette optique, il est fortement nationalisant, puisqu'il admet ne pas considérer le citoyen moldave comme distinct.

[...] dont 10% dénonce un partenariat politique déficient ou futile. D'un angle politique, le citoyen roumain n'accorde pas une grande importance aux moyens de régulation politique à l'égard des citoyens de la République de Moldavie. Il ne semble pas considérer la déficience des accords bilatéraux entre les deux pays comme un obstacle à l'intégration des Moldaves. Le droit à la récupération de la citoyenneté roumaine par les citoyens moldaves joue un rôle de grande importance dans la relation moldo-roumaine du point de vue politique.

20% du narratif des citoyens roumains sur la Moldavie est d'ordre entérinant

Le narratif du citoyen roumain pour la consolidation de l'État moldave prend deux directions divergentes selon le destinataire du propos. En effet, lorsqu'il cible la communauté moldave, le propos du citoyen roumain vante les mérites et les spécificités de la culture moldave. Inversement, en s'adressant à la communauté roumaine, le propos du citoyen roumain prendra plutôt une orientation économique.

[...] vantant pour moitié la solidarité moldave. Le narratif roumain faisant l'apologie d'une culture moldave solidaire, unie et viable vante les mérites du patriotisme moldave. Selon le citoyen roumain, le citoyen moldave est beaucoup plus attaché à ses valeurs patriotiques que le roumain moyen. «Ce dernier démontre sincèrement son amour pour sa patrie puisqu'il est toujours conscient de la douleur que peut occasionner la perte de celle-ci» (Andriescu, 2011). La présence constante de menaces contre l'existence de la «roumanité» en Moldavie (*i.e.* la Russie, le Parti Communiste, les Gagaouzes, etc.) a accentué le sentiment d'appartenance nationale des Moldaves. Ainsi, ces derniers possèdent une meilleure conscience identitaire pour défendre les valeurs roumaines que les Roumains eux-mêmes.

[...] quant à l'autre moitié, elle dénonce une Roumanie fragile. Ce même narratif change de registre quand le propos est dirigé vers les autorités roumaines. En effet, la précarité et la fragilité économique de la Roumanie apparaissent nettement dans le narratif. Le citoyen roumain reconnaît que la Roumanie n'a aucunement le statut d'un État pourvoyeur puisqu'il est visiblement dans la position d'un État demandeur d'aide économique. De plus, contrairement à l'ambiguïté des intentions de réunification qui a perduré durant les années suivant l'indépendance de la République de Moldavie, le citoyen roumain est aujourd'hui tout à fait favorable à la «statalité» et à la viabilité de la République de Moldavie.

7% du narratif des citoyens roumains sur la Moldavie est d'ordre révisionniste

[...] et en totalité anti-européen. Ce narratif fortement minoritaire s'insère dans une vision d'autodérision vis-à-vis de la politique roumaine. En aucun cas, le citoyen roumain n'évoque la possibilité ou la volonté d'un éclatement de la République de Moldavie au profit d'une réunification avec la Roumanie. Le citoyen roumain ne tient pas ses propres institutions étatiques en haute estime et suggère le morcellement de la Roumanie bien avant une possibilité de réunion avec la République de Moldavie.

4.3.2 Conception du citoyen moldave (bilan de cinq entrevues)

Contrairement au citoyen roumain, le citoyen moldave possède une perspective différente sur la possibilité d'une construction nationale moldo-roumaine. Sa conception comporte des éléments qui ne sont pas présents dans celle du citoyen roumain telle que démontrée précédemment. En effet, il a tendance à évoquer certains problèmes à l'échelle locale qui ne sont que très peu évoqués ou qui échappent à la conception du citoyen roumain.

64% du narratif des citoyens moldaves sur la Moldavie est d'ordre rectifiant

[...] dont 39% évoque la dualité ethnolinguistique. Au sein du narratif culturel du citoyen moldave, il existe, tout comme pour celui du citoyen roumain, une reconnaissance de la proximité et du rattachement à la culture et à la langue roumaine. Cependant, il évoque la dualité de son identité linguistique en valorisant sa maîtrise de la langue russe. Outre l'argumentaire habituel de l'amélioration des relations avec la Roumanie par l'entremise d'un socle culturel commun, certains acteurs moldaves évoquent aussi leur maîtrise du russe pour légitimer leur raison d'être à l'intérieur d'un cadre culturel slavophone et européen. Par ailleurs, le narratif du citoyen moldave évoque la possibilité d'une meilleure coopération avec son voisin russe, notamment parce qu'il s'agit d'un partenaire économique majeur et que la Russie représente le lieu de résidence et de travail pour près de 400 000 Moldaves (Calus, 2013).

[...] incluant un 32% anticipant une crise démographique. Contrairement aux bienfaits socio-économiques évoqués par les citoyens roumains à propos d'une coopération progressiste (transferts personnels, citoyenneté, vie étudiante) le citoyen moldave se préoccupe aussi des impacts nocifs du partenariat sur la société moldave. Parmi ces préoccupations, on retrouve la crise démographique pressentie. En effet, on estime que 700 à 800 000 citoyens moldaves séjournent à l'extérieur du pays. Cette crainte de l'exode des «cerveaux», des jeunes, des hommes et des parents demeure au centre des préoccupations de nature sociale des citoyens moldaves et influence les politiques de partenariat. Cependant, au même titre que les citoyens roumains, les Moldaves

reconnaissent en majeure partie les avantages d'une coopération sociale avec leurs partenaires immédiats.

[...] dont 18% invoque l'exclusion politique. Autant l'Union européenne peut être synonyme d'épanouissement économique pour la Roumanie, autant elle peut signifier isolement, exclusion et barrière dans la mémoire collective des Moldaves. Ceci étant dit, au sein du narratif moldave, en référence à la politique européenne à l'égard de la Roumanie suivant son adhésion à l'UE en 2007, se retrouvent des séquelles résiduelles d'un sentiment d'exclusion de la part des Moldaves. Des sentiments de trahison sont palpables dans le narratif moldave quand il est question d'une collaboration accrue et graduelle d'abord avec la Roumanie, et ensuite avec l'Union européenne. Cela dit, la perception du citoyen moldave à l'égard des relations politiques moldo-roumaines est évocateur d'émotions positives malgré le fait d'avoir été entachée par quelques épreuves.

[...] dont 11% soulève le manque d'attrait économique. Ayant déjà établi que les attraits économiques pour la population moldave se retrouvent plutôt en Europe et en Russie qu'en Roumanie, il demeure que l'argument économique dans le débat sur le partenariat moldo-roumain se fait beaucoup plus discret. Le narratif économique du citoyen moldave se résume à la reconnaissance que la Roumanie offre de meilleures conditions économiques (salaire, bourses, emplois) alors qu'une formation en Roumanie bonifie le profil professionnel d'un étudiant à son retour.

36% du narratif des citoyens moldaves sur la Moldavie est d'ordre entérinant

[...] dont 73% conserve une certaine méfiance vis-à-vis de l'étranger. La souveraineté de la République de Moldavie est considérée par ses propres citoyens comme un acquis qui doit être défendu, et comme un atout longuement négligé qui prend graduellement de la valeur. La méfiance des citoyens moldaves quant à une certaine forme de prédation venant de l'extérieur est légitimée par l'intérêt des acteurs européens pour la Moldavie qui ne semble se manifester qu'à des moments spécifiques (période d'élections, visite

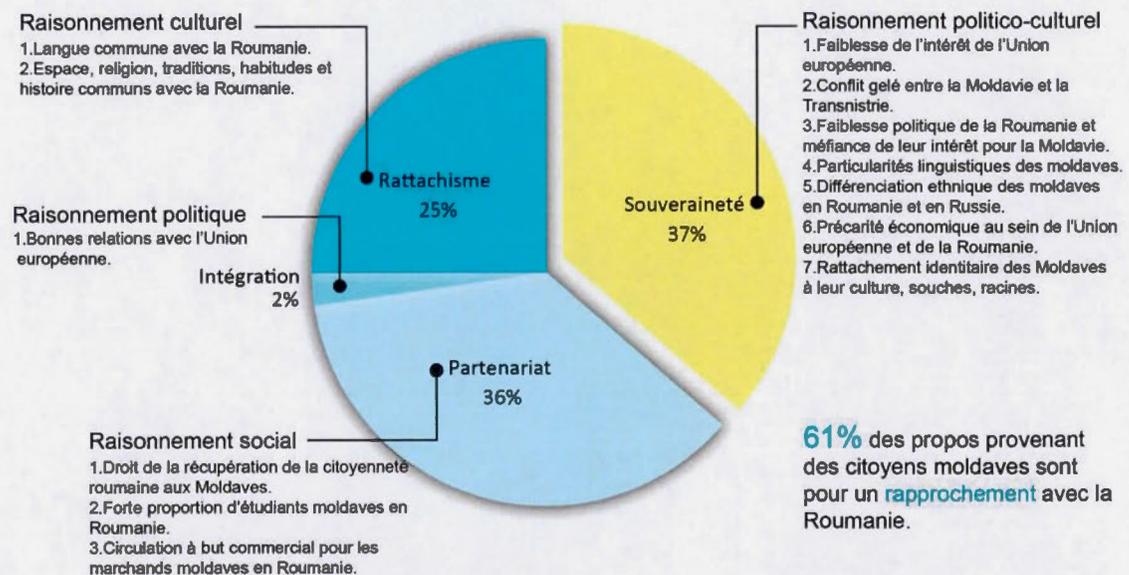
diplomatique, évènements culturels, conflit avec la Russie). Il faut rappeler que les relations moldo-roumaines ont traversé une période d'embargo diplomatique (entre 2001 et 2009) alors que le PCRM était au pouvoir et que la Roumanie se préoccupait plutôt de son avenir européen que de ses compatriotes moldaves. Cette perception d'une Roumanie opportuniste se double de celle d'une Roumanie inefficace ou incapable d'assumer la charge économique que représente la République de Moldavie. Ainsi, la question suivante peut être soulevée : La Roumanie utilise-t-elle le cas de la Moldavie pour ses propres stratégies politiques ou encore n'aurait-elle tout simplement pas les moyens de ses ambitions?

D'un côté plus pessimiste, le cas du conflit en Transnistrie semble concrétiser les impressions défaitistes chez le citoyen moldave. Ce narratif est évocateur d'une certaine réalité qui compromet l'avenir européen de la République de Moldavie. Cette réalité se traduit par l'incompatibilité entre, d'une part la volonté de la Moldavie d'intégrer l'Europe, qui l'aide à sécuriser ses frontières, et d'autre part, le refus de la Transnistrie d'intégrer les standards européens alors que la Moldavie refuse de reconnaître sa frontière avec la Transnistrie. Autrement dit, aussi longtemps que la Moldavie ne règlera pas le cas de la Transnistrie, elle ne pourra pas intégrer l'Union Européenne.

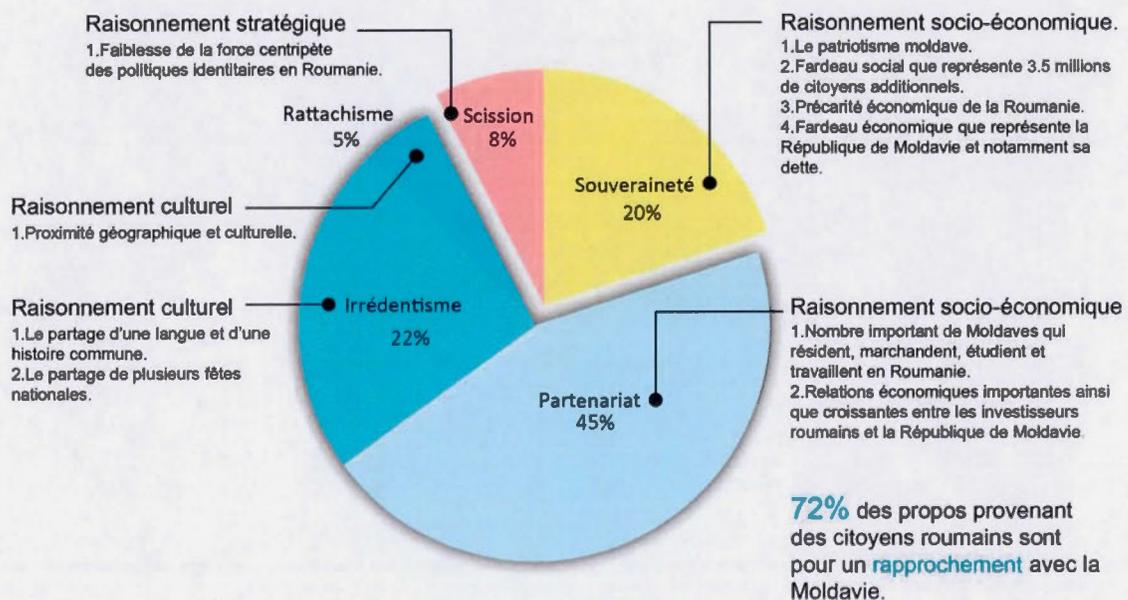
[...] incluant 27% qui oscille entre la différenciation et la polyvalence culturelles. L'exclusion du Moldave se définit par des dynamiques opposées. D'une part, il y a le mépris de la différenciation ethnique et d'autre part il y a la valorisation de la polyvalence linguistique. D'une part, le citoyen moldave n'apprécie pas l'ambivalence identitaire faite par l'acculturation roumaine en Russie ou l'acculturation russe en Roumanie. Ce dernier en vient donc à la conclusion qu'il n'appartient à aucune autre communauté. D'autre part, la conception identitaire du citoyen moldave en est une de polyvalence linguistique, sociale.

Figure 4.5 Nature des propositions des citoyens moldaves et roumains

Argumentaires motivant les propositions des citoyens moldaves.



Argumentaires motivant les propositions des citoyens roumains.



4.4 Quels sens donner à ces discours?

Le présent chapitre a su imager le discours des différents acteurs concernant le dénouement de l'impasse générale actuelle devant laquelle se trouve la République de Moldavie. Tout d'abord, le narratif de l'Union européenne se divise en deux types distincts de narratifs selon la source du propos. Dans un premier temps, les autorités de l'Union européenne à Bruxelles se font les porte-paroles de la diplomatie internationale (droit de l'Homme, démocratie, droit à l'enseignement, transparence, justice, etc.) en République de Moldavie, tout en essayant d'inciter les autorités internes à adopter les valeurs libérales, le tout sans pour autant se compromettre. Dans un deuxième temps, les autorités roumaines se compromettent davantage dans leurs propos sur la situation en République de Moldavie. Sous l'angle culturel, la Roumanie est prise en flagrant délit d'ingérence, particulièrement en ce qui concerne l'enjeu du droit à l'enseignement dans la langue roumaine. Elle dénonce systématiquement l'utilisation de la protolangue moldave dans les documents officiels de la République de Moldavie (la Constitution et la Proclamation d'indépendance) ainsi que toute forme de discrimination ciblant les populations roumanophones. Au final, la Roumanie, au même titre que l'Union européenne, désire l'intégration de la République de Moldavie au sein de l'UE, mais pas nécessairement en suivant le même type de raisonnement. Par ailleurs, nulle part dans notre analyse médiatique, les autorités roumaines n'ont mentionné de manière directe la possibilité d'une réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie.

À l'inverse, les propos des autorités russes sont très variés et ne font pas état d'un scénario particulier pour la République de Moldavie. Cependant, une analyse approfondie révèle que la totalité du narratif russe réfute l'intégration européenne de la République de la Moldavie. Les autorités s'y prennent de deux façons pour faire comprendre leur message. De façon générale, les autorités russes luttent contre l'attrait économique de l'UE en ciblant les conséquences des valeurs culturelles libérales européennes (droits aux homosexuelles, nombre de divorce, «néonazisme», valeurs familiales moins importantes, etc.) et le péril linguistique que représente l'ingérence de la Roumanie pour les groupes russophones de la Moldavie. Localement, les autorités russes mettent l'accent sur le mouvement populaire en faveur de la réunification avec la Roumanie mené par différentes organisations non-

gouvernementales «unionistes». Bref, la tergiversation des Russes à l'égard du dénouement en Moldavie entretient certains doutes quant à leurs intentions sur la région. Cela dit, il est évident que la Russie aimerait garder la Moldavie au sein de sa zone d'influence et donc d'éviter à tout prix son intégration dans l'Union européenne, quitte à maintenir l'instabilité dans la région en soutenant les mouvements séparatistes moldaves. Actuellement, l'enjeu pour la Russie et l'Union européenne en Moldavie se traduit par un bras de fer qui se terminera éventuellement par un compromis. D'un côté, l'Union européenne ne bénéficie nullement de l'instabilité économique et politique à ses frontières, tandis que la Russie risque beaucoup en s'isolant et en faisant preuve de défiance face aux valeurs prônées par la communauté internationale telles que le respect de la souveraineté des États. La question qui se pose maintenant est de savoir aux yeux de qui la Moldavie possède la plus grande valeur?

En République de Moldavie, les autorités centrales ajustent leur narratif en fonction de l'interlocuteur. De façon générale, les autorités en place perçoivent l'intégration européenne de la Moldavie comme une bouée de sauvetage inespérée tant au niveau politique, qu'économique, que culturel, ou encore stratégique. Leur raisonnement est que l'UE permettrait le maintien ainsi que la protection de son intégralité territoriale tout en lui accordant les avantages socio-économiques d'un État membre de l'UE (Fonds européens, libre circulation, libre échange, etc). Conséquemment, l'Union européenne a su dissuader le pan-nationalisme roumain. À l'opposée, les régions séparatistes de la Transnistrie ainsi que la Gagaouzie fidèles à leur désignation, proposent neuf fois sur dix une séparation vis-à-vis de la République de Moldavie soit pour rejoindre la Russie, soit pour former un État indépendant.

Dans un tout autre registre, ce chapitre a su démontrer que l'avis des populations interpellées dans le débat sur le dénouement potentiel en Moldavie présentent des narratifs similaires sans pour autant trouver un terrain d'entente. D'une part, le citoyen roumain va prioriser l'option du rapprochement unilatéral avec la République de Moldavie selon un raisonnement économique et culturel que ce soit au sein de l'Union européenne ou bien au sein d'un État réunifié. D'autre part, le citoyen moldave malgré une volonté de rapprochement avec la Roumanie tout aussi marquée, tout autant à préserver une indépendance durement acquise.

En résumé, l'Europe, incluant la Roumanie, la République de Moldavie et les citoyens interpellés semblent vouloir pencher vers le scénario de l'intégration européenne. Pour la Russie, le scénario idéal semble être celui du maintien de la souveraineté et de la neutralité tandis que les régions séparatistes semblent plutôt pencher en faveur de l'option de la séparation définitive. Cependant, la Russie bénéficie déjà de relations économiques privilégiées avec l'Union européenne et les régions séparatistes de la Transnistrie et de la Gagaouzie exportent une grande proportion de leurs marchandises en Europe. Le prochain chapitre aura pour objectif l'élaboration des projections géopolitiques qui ont émergé tout au long de l'analyse selon l'évaluation du poids des propositions ainsi que l'évaluation des conséquences potentielles sur l'avenir des relations en République de Moldavie.

CHAPITRE V

QUEL SCÉNARIO POUR LA NATION MOLDO-ROUMAINE?

Les Moldaves, à un moment ou un autre de leur histoire, ont fait partie soit de l'unité «européenne» ou de l'unité «eurasiatique», dans les cadres de la Dacie, de la Dacie romaine, de la Principauté de Moldavie, de l'Empire Russe, du Royaume de la Roumanie ou encore de l'Union soviétique. Ethniquement parlant, la Moldavie est constituée d'un amalgame de communautés, parmi lesquelles on recense les identités roumaines, moldaves, ukrainiennes, russes, gagaouzes et bulgares. Les perceptions des Moldaves sont partagées entre deux réalités opposées en ce qui a trait à leurs relations et à leurs échanges. D'un côté, ils font face à la familiarité et à la stabilité d'une Russie qui joue les cartes de l'économie, du multiculturalisme réconciliateur et des valeurs traditionnelles. D'un autre côté, ils voient miroiter l'espoir de la modernité, de la liberté et de la transparence qu'incarne une Europe qui joue les cartes de la justice, de la démocratie et de la mobilité. Plusieurs intérêts géopolitiques s'opposent donc pour une Moldavie en progression. En pratique, les intérêts des acteurs de l'Union européenne (incluant la Roumanie), de la Russie, des régions séparatistes (Transnistrie et Gagaouzie), des citoyens roumains ainsi que moldaves ont été sondés sur l'avenir de la place de la Moldavie. Subséquemment, sept scénarios de construction territoriale peuvent être évoqués en Moldavie selon les narratifs précédemment analysés : (1) l'Union européenne, (2) l'État unitaire, (3) l'État fédéral, (4) l'Union douanière eurasiatique, (5) la réunion avec la Roumanie, (6) l'éclatement national et (7) de la Russie. Ceux-ci seront discutés plus en profondeur dans ce chapitre.

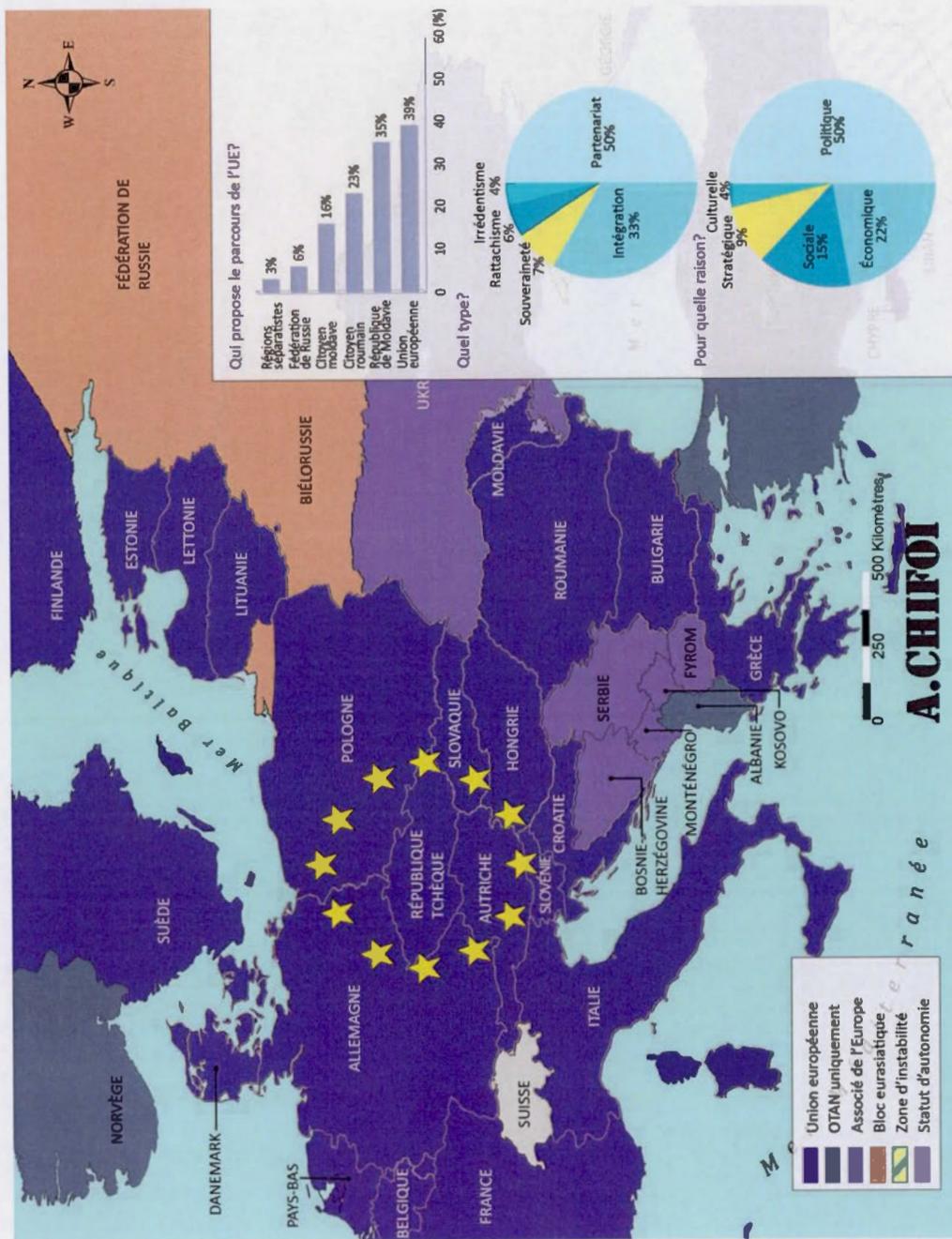
5.1 Scénario 1 : l'option de l'Union européenne

Le référent historique. Révolution «Twitter» (2009-2014)

Les arguments favorables à l'adhésion de la République de Moldavie à l'Union Européenne sont liés au dénouement de deux impasses politiques. Tout d'abord, le lien le plus visible entre la République de Moldavie et l'Europe est la participation active de la Roumanie comme intermédiaire politique et à titre de représentant culturel de la Moldavie depuis son intégration en 2007. Le 7 avril 2009, l'accession au pouvoir de la coalition pro-européenne à la tête du gouvernement moldave a renforcé le «spectre» d'une intégration européenne de la République de Moldavie. De plus, la proximité géographique de la Roumanie est aussi un facteur favorisant la participation de la Moldavie au partenariat oriental de l'Union européenne en 2009.

Pour des raisons linguistiques, la République de Moldavie s'est rapprochée du cadre de l'Union européenne en adoptant la langue roumaine comme langue nationale. Malgré son isolement «récent» face à l'Union européenne, le sentiment d'appartenance de la Moldavie à l'Europe est toujours demeuré pertinent en raison, notamment de l'accès au territoire qui est facilité par le fait que la citoyenneté roumaine est accessible aux Moldaves depuis 1991. Par conséquent, l'identité européenne de la Moldavie demeure chancelante tout en étant synonyme d'espoir, mais aussi d'incertitude. L'envers de la médaille du parcours européen de la République de Moldavie se traduit par l'opposition des communautés pro-russes qui menace la stabilité de l'État. En effet, le narratif des régions sécessionnistes démontre une forte volonté de ne pas intégrer l'Union européenne, perçue comme l'issue idéale face à l'éventualité d'une annexion par la Roumanie.

Figure 5.1 Scénario européen.



L'intérêt quantifié

Depuis l'élection d'un gouvernement pro-européen en Moldavie, les relations bilatérales avec l'Union européenne se sont graduellement intensifiées de façon à rivaliser avec l'emprise diplomatique et économique de la Russie. Aujourd'hui, les relations de natures économique et diplomatique favorisent nettement l'Union européenne. Selon la perspective moldave, les relations diplomatiques entretenues avec l'Union européenne accaparent 80% du total des relations diplomatiques relevées dans l'analyse de contenus médiatiques durant la période allant de mars 2013 à mars 2014.

Économiquement parlant, la République de Moldavie se tourne vers ses partenaires européens depuis qu'elle a réaffirmé sa volonté de signer l'accord d'association avec celle-ci au mois de septembre de 2013. L'analyse démontre que la somme des investissements et des prêts en provenance du partenaire russe et des partenaires occidentaux est équivalente. Selon les informations recueillies suite à l'analyse médiatique, les investissements russes atteignent un total de 3,4 mds \$ alors que les investissements «occidentaux» atteignent un total 3,7 mds \$. La fréquence des titres de nature économique relevés dans l'analyse médiatique donne à penser que les alliés occidentaux mobilisent près de 70% des titres, alors que la Russie n'apparaît que dans 23% des titres. Par conséquent, l'Union européenne peut prétendre avoir remporté le combat de la visibilité médiatique en Moldavie, mais la Russie continue à s'imposer en tant que principal partenaire économique de la République de Moldavie.

Les plus grands défenseurs du scénario européen sont respectivement : les autorités de l'Union européenne (39%), de la République de Moldavie (35%) ainsi que la strate populaire de la Roumanie (23%). Dès lors, les autorités de l'Union Européenne se démarquent par une approche très diplomatique. En effet, partagées entre la volonté d'assurer la sécurité de leurs membres ex-soviétiques, de consolider leurs investissements en Russie, de conserver de bonnes relations avec leur partenariat oriental et de ne pas froisser les autorités russes, les autorités européennes demeurent prudentes dans le narratif politique employé lorsqu'il est question de la République de Moldavie. À son tour, l'intérêt de la République de Moldavie pour le parcours européen est déterminé par l'orientation du parti politique à sa tête. Ainsi, les autorités en place soulignent l'apport constructif des investissements, des réformes et du

soutien en provenance des partenaires européens. L'accélération des réformes couplée à l'évolution des échanges se traduit par une volonté accrue pour une intégration européenne. Les citoyens roumains, à leur tour, prônent plutôt l'alternative européenne à défaut d'une réunification qui pourrait représenter un fardeau économique de taille. Par contre, l'issue de l'intégration européenne de la République de Moldavie consiste, par son adhésion aux valeurs européennes, au renoncement des valeurs traditionnelles pour une portion de la population locale⁶⁸. Tout compte fait, ce parcours permettrait à la République de Moldavie de potentiellement faire partie intégrante de l'Union européenne en tant que membre à part entière.

En somme, l'intégration à l'Union européenne représente un parcours très viable pour la République de Moldavie, considérant que les arguments en sa faveur sont, à différents niveaux, partagés par la totalité des acteurs. La plus forte opposition à l'intégration européenne de la République de Moldavie demeure la Transnistrie qui représente simultanément une zone d'instabilité pour l'Europe et un territoire qui envisage plutôt une intégration au sein de l'Union douanière eurasiatique.

Pour l'intégration européenne	Contre l'intégration européenne
Véhicule d'espoir. Effet dissuasif chez certains mouvements nationalistes.	Faible lien identitaire.
Modernisation, Démocratie, Transparence, Baisse de la corruption, Mobilité, Meilleures conditions.	Politiques d'austérité. Durée de la procédure d'intégration.
Implique tous les acteurs.	Intensification des vellétés sécessionnistes.

⁶⁸ En Moldavie, l'Europe est synonyme autant de démocratie, de transparence et de liberté politique que de croissance, de stabilité et d'un libre marché économique mais aussi de tolérance, de non-discrimination et du respect des droits de l'homme au niveau social; sans oublier un espace sécuritaire sur le plan stratégique.

5.2 Scénario 2 : l'option de l'État unitaire moldave

Le référent historique. La Principauté de Moldavie (1359-1711)

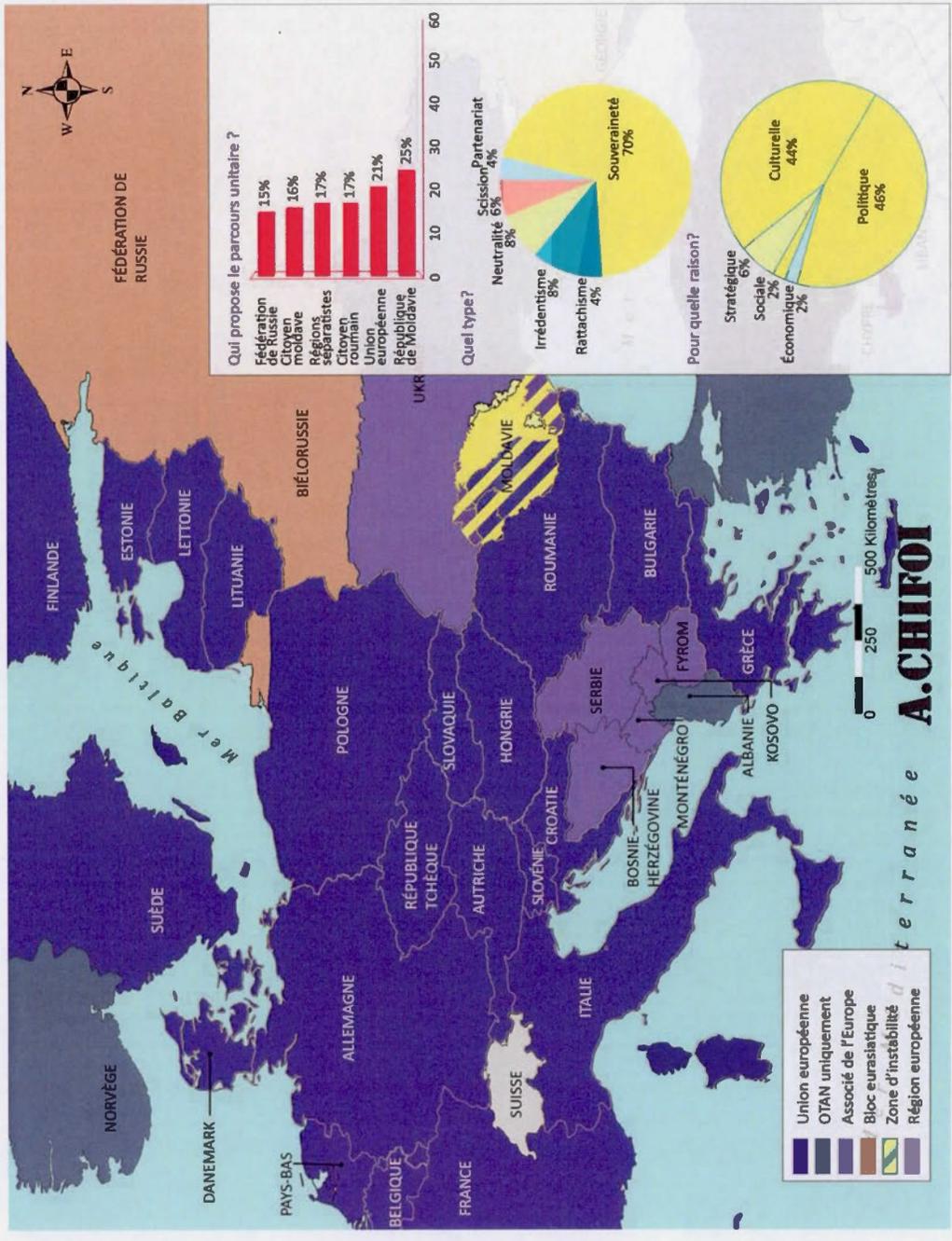
Ce parcours est issu de la glorieuse période médiévale de la Principauté de Moldavie qui persiste à ce jour dans la mémoire collective des Moldaves en tant que vecteur de fierté nationale. Dans ce contexte, la symbolique derrière le toponyme «Moldova» transcendée par les héros moldaves, leurs batailles historiques, le drapeau et la langue, prend tout son sens. Historiquement parlant, cette période possède la plus grande force de mobilisation identitaire pour la communauté moldave (350 ans d'histoire). De plus, elle réunit sous le même étendard identitaire tous les Moldaves, soient-ils libéraux, démocrates, socialistes, communistes, russophones ou roumanophones. De ce fait, elle réunit universellement les Moldaves autour de valeurs communes comme la tradition, l'interculturalisme et la neutralité stratégique.

Le seul point de discordance potentiel est soulevé par la participation de la Transnistrie à ce projet identitaire. En effet, durant la période historique de référence, la Transnistrie ne faisait pas partie de la Moldavie mais plutôt de l'Empire de Russie. Ainsi, les citoyens «slaves» de Transnistrie ne se retrouvent pas dans les repères historiques moldaves puisqu'ils s'identifient plutôt dans les figures historiques de l'Empire de Russie (Alexander Suvorov) et les icônes soviétiques (Vladimir Lénine et l'Armée Rouge).

De surcroît, l'opposition farouche de la Fédération de Russie (et de ses 1200 soldats en Transnistrie) à un type d'accommodement territorial qui verrait la Transnistrie perdre son statut d'autonomie rend la perspective d'une Moldavie unitaire, peu probable. À vrai dire, depuis l'échec de la proposition Kozak⁶⁹ en 2003, la Russie refuse catégoriquement de faire quelque compromis que ce soit par rapport au modèle d'une fédération asymétrique en République de Moldavie qui prévoit l'octroi d'un droit de veto politique à la Transnistrie sur tous les projets de loi.

⁶⁹ Cette initiative russe prévoyait de transformer la Moldavie en une «fédération asymétrique» dans laquelle la Transnistrie aurait obtenu un statut distinct et un droit de veto sur les projets de loi proposés par Chisinau.

Figure 5.2 Scénario d'un État unitaire



Le désintérêt quantifié

Les autorités de la Transnistrie écartent continuellement la possibilité d'une réconciliation avec la République de Moldavie. Sur une période de deux ans, entre le 8 mai 2012 et le 13 mars 2014, voici quelques titres qui traduisent assez bien l'état des relations entre ces deux partenaires.

08 mai 2012 – La réintégration territoriale de la Moldavie, le moment venu, est impossible.
Nina Stanschi, MAE de la RMN. (NOI, 2012)

07 juillet 2012 – Le problème de la fédéralisation de la Moldavie n'a pas été discuté.
Evghenii Sevciuk, PM de la RMN. (Gîscă, 2012)

16 octobre 2012 – Tiraspol ne va pas lier son avenir à celui de la Moldavie. *Evghenii Sevciuk, PM de la RMN. (NOI, 2012)*

14 mai 2013 – Le peuple de la Transnistrie ne désire pas la réintégration au sein de la République de Moldavie. *Evghenii Sevciuk, PM de la RMN. (Moldova, 2013)*

18 mars 2014 – La Transnistrie demande le rattachement à la Russie. *Mihai Burla, Président du Parlement de RMN. (Modiga, 2014)*

Par conséquent, sur une douzaine de déclarations de la Transnistrie réparties entre 2012-2014, aucune n'a démontré une volonté de réconciliation avec la Moldavie.

Le narratif.

Le narratif centralisant vante les vertus de l'identité moldave selon son histoire, sa culture, son peuple et sa résilience politique à l'intérieur d'une dynamique d'entre-deux géopolitique. Les plus grands défenseurs de cette proposition, toutes proportions gardées, sont les autorités de la République de Moldavie (25%) et de l'Union européenne (21%). En second lieu, ce narratif est constitué d'un raisonnement culturel, ainsi que d'un raisonnement politique. Le raisonnement culturel fait référence à la préservation de la singularité culturelle du bilinguisme moldave face à une menace d'assimilation comme le rattachement à la Roumanie. Le raisonnement politique fait référence à la préservation de la «statalité» moldave, autrement dit son autonomie politique face à l'ingérence systématique de la Russie

dans les affaires de la Transnistrie et par extension ceux de la Moldavie. Par ailleurs, ce narratif traduit également la volonté de Chisinau d'affirmer son autorité sur son territoire.

Pour un État civil	Contre un État civil
Affirme l'autorité de Chisinau sur ses régions et stabilise l'État.	La persistance du conflit transnistrien met en péril la candidature européenne de la Moldavie.
Affiche l'autorité de Chisinau auprès de ses partenaires internationaux	Risque de l'intensification des relations bilatérales avec la Roumanie.
Calme les ardeurs nationalistes et permet une plus grande concentration sur les priorités économiques du pays.	Gouvernement central instable. Risque du retour à une autorité répressive.

5.3 Scénario 3 : l'option de l'État fédéral

Le référent historique : L'indépendance post-soviétique (1991-2009)

Ce parcours reflète la situation politique ayant prévalu entre 1991 et 2009 en République de Moldavie. Il prend sa source dans l'identité civique qui s'est établie suite au cessez-le-feu qui mit un terme aux conflits en République de Moldavie. Dans une escalade de déclarations d'indépendance et de mouvements de sécession, la République de Moldavie actuelle se présente comme une mosaïque de communautés antagonistes. Ce parcours représente une forme de statu quo et du même coup une forme de stabilité politique entretenue par une tension continue à l'intérieur d'un espace restreint. Cette option est populaire auprès des acteurs qui ont le plus à perdre, à l'inverse de ceux qui auraient le plus à gagner.

Une impasse majeure

La notion de fédéralisme prend plusieurs formes dans l'esprit de la population de la République de Moldavie : symétrique, asymétrique, centralisé, décentralisé, proportionnel, etc. Parmi les acteurs qui défendent ce fédéralisme, il y a la Fédération de Russie (16%) et la République de Moldavie (10%). Cependant, ces deux pays défendent deux visions complètement différentes de cette notion. D'une part, la Fédération de Russie propose une version asymétrique et décentralisée du fédéralisme de façon à offrir une autonomie flexible à la Transnistrie.

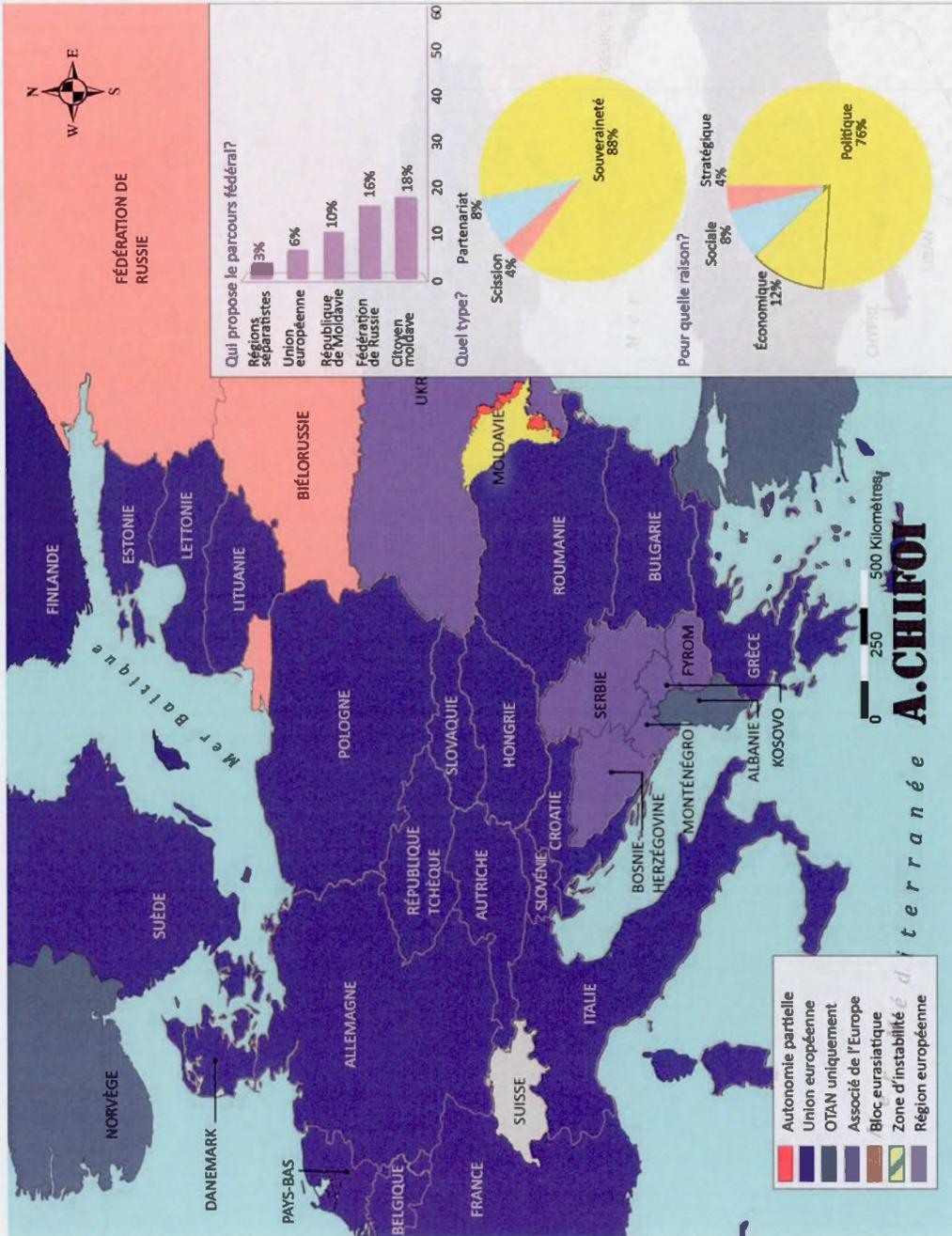
D'autre part, la République de Moldavie regarde plutôt vers un fédéralisme symétrique et centralisé de façon à mettre toutes les régions sur le même pied. Toutefois, dans le cas où une fédéralisation de la République de Moldavie impliquerait la reconnaissance d'une entité politique à Tiraspol, cela causerait, de toute évidence, des remous à Chisinau. Une reconnaissance de la Transnistrie affaiblirait donc l'autorité centrale de Chisinau. Ainsi, la fédéralisation de la République de Moldavie présente des obstacles majeurs autant pour les autorités locales que pour les autorités externes.

Un narratif timide.

Une proportion de 16% des propositions de la Fédération de Russie prône l'option de la fédéralisation de la République de Moldavie dans l'optique de résoudre le conflit qui perdure en Transnistrie. En ce qui concerne la Russie, cette solution lui permettrait de reconnaître la Transnistrie sans pour autant désavouer la République de Moldavie, au point de garder une influence sur l'intégralité du territoire. Parallèlement, cette option assurerait la sécurité de la communauté russe en Moldavie. De même, elle permet de garder l'Union européenne à l'écart, par la présence militaire russe ainsi que de ses infrastructures stratégiques en Transnistrie. En revanche, seulement 10% des propositions de la République de Moldavie soutiennent ce parcours. Toujours dans l'optique de résoudre le conflit de la Transnistrie, la Moldavie se montre prête à faire des concessions à la Transnistrie dans l'espoir d'en venir à une entente durable. Cela dit, la République de Moldavie ne désire aucunement reconnaître la Transnistrie politiquement, en lui accordant une autonomie externe (armée, affaires externes, espace aérien, sécurité, frontière, etc.). En fin de compte, le parcours d'un État fédéral moldave mène à une impasse d'ordre idéologique qui ne semble pas vouloir se dénouer.

Pour un État fédéral	Contre un État fédéral
Respect du droit international et préservation de l'intégralité territoriale.	Perte de l'autorité de Chisinau et reconnaissance (partielle) de la Transnistrie.
Préservation de l'autonomie politique et de l'indépendance face à ses voisins.	Continuité de l'ingérence de la Russie dans les affaires de la Moldavie par la présence des troupes.
Tend à la satisfaction des régions en Moldavie et évite le conflit.	Eloignement ou entrave à la possibilité de l'intégration européenne.

Figure 5.3 Scénario d'un État fédéral



5.4 Scénario 4 : l'option de l'Union douanière eurasiatique

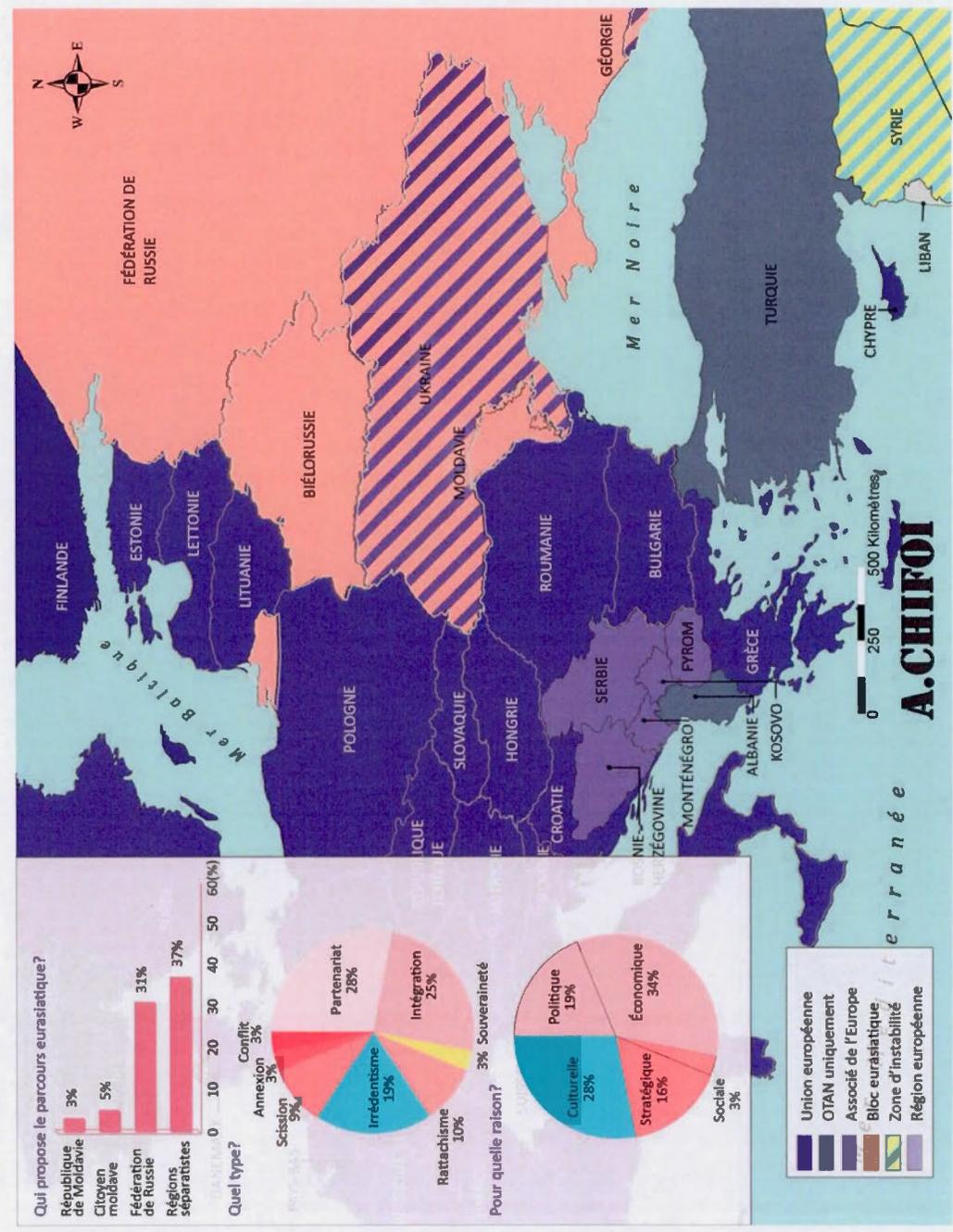
Le référent historique : L'Union Soviétique (1944-1991)

Le parcours de l'Union douanière eurasiatique représente pour certains l'équivalent d'un retour à l'Union soviétique et pour d'autres une version améliorée de la Communauté des États Indépendants. Pour les défenseurs de l'adhésion de la République de Moldavie à cette Union douanière, les arguments de nature économique et culturelle sont majoritaires. L'attrait économique s'impose avant tout par la transmission d'une image forte de la Russie (pays émergent au sein du BRICS, avec un taux de chômage honorable), par opposition à l'image d'une Union européenne handicapée par la crise économique (récession et politiques d'austérité). De fait, l'attrait économique ne se mesure pas selon la seule logique comparative entre les avantages chiffrés offerts par l'Union européenne ou par l'Union douanière eurasiatique. Ainsi, la familiarité culturelle joue un rôle important dans la tendance collaborative vis-à-vis de l'Union douanière, puisque les affinités économiques entre la Russie actuelle et la défunte Union soviétique, sont mentionnées par des citoyens moldaves. L'option de l'Union eurasiatique, pour la République de Moldavie, représente une sécurité, non seulement économique, mais également stratégique (contre l'OTAN), politique (contre les conflits internes) et culturelle (contre la russophobie) en échange de la souveraineté économique nationale. Elle représente donc un retour définitif au sein de la zone d'influence russe.

Perception contre réalité.

La perception de l'Union douanière eurasiatique et la réalité des avantages qu'elle a le potentiel d'offrir à la République de Moldavie se retrouvent sur deux pôles opposés. Dans un premier temps, il est tout à fait légitime de penser que la Moldavie aurait avantage à consolider ses relations économiques avec ses partenaires eurasiatiques puisqu'ils correspondent à près du tiers des exportations (32,7%) en 2012. Pourtant, la République de Moldavie est membre officiel de la CEI depuis 1994, ce qui lui a déjà permis de conclure des accords de libre-échange avec la totalité des partenaires de l'Union douanière (Cenușă, 2014).

Figure 5.4 Scénario eurasiatique



Présence dans le narratif

Les défenseurs principaux de l'option de l'Union douanière eurasiatique sont, d'une part la Fédération de Russie (31%) et d'autre part, ses plus grands courtisans, les régions séparatistes de la Transnistrie et de la Gagaouzie (37%). Aucun autre acteur n'y accorde une attention marquée dans son narratif. La Transnistrie en fait son cheval de bataille, ce qui lui permet de se distinguer face à la politique moldave et de se donner une claire orientation politique. En effet, 43% des propositions politiques provenant des autorités de la Transnistrie font directement référence à une inévitable intégration à l'Union douanière. Elle évoque deux raisons pour justifier cette association : le péril stratégique croissant que représente l'OTAN et l'isolement économique de la Transnistrie face à l'intégration européenne de la Moldavie. Pour sa part, la Gagaouzie évoque la légitimité politique d'un référendum qui a été conduit au mois de février de 2014 et qui démontrait hors de tout doute (près de 98% étaient POUR un rapprochement avec l'Union douanière) la volonté d'une adhésion à l'Union douanière eurasiatique de la population locale.

Pour l'Union douanière	Contre l'Union douanière
Préservation du principal partenaire économique (Russie).	Met fin au partenariat avec l'Europe et au projet d'intégration à l'Union européenne.
Préservation des bonnes relations politiques avec la Russie.	Occasionne une discrimination favorable envers les régions séparatistes.
Met un frein au projet controversé de réunification avec la Roumanie.	Peut mener à une ingérence accrue de nature politique de la part de la Russie dans les affaires de la Moldavie.

5.5 Scénario 5 : l'option de la réunion avec la Roumanie

Le référent historique. La Grande Roumanie (1918-1944)

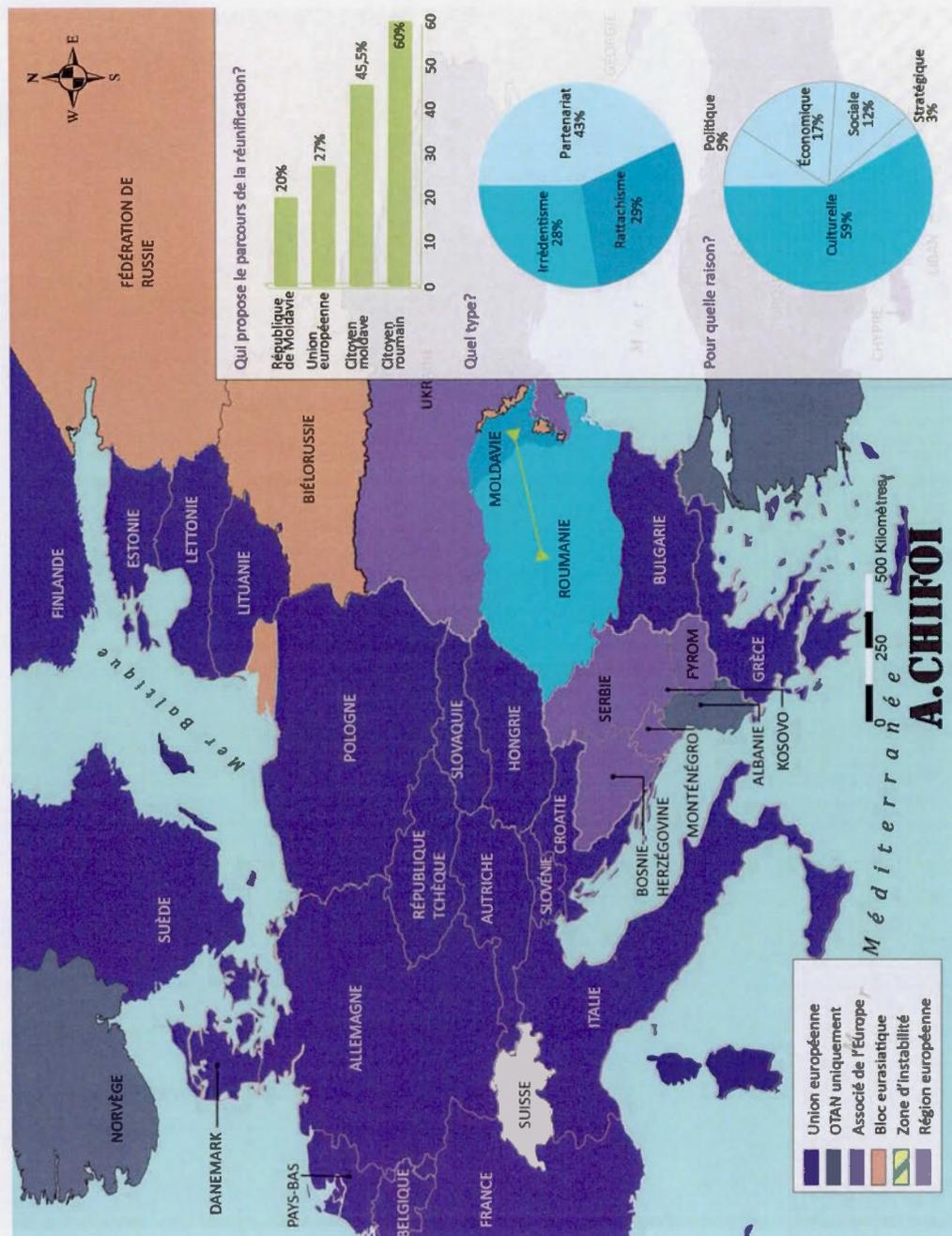
Comme mentionné précédemment, on peut faire remonter les liens culturels entre la Roumanie et la République de Moldavie jusqu'à l'Antiquité, lorsque les tribus Daco-Gètes occupaient tout le bassin des Carpates. De surcroît, la cristallisation des langues romanes dans la région, datant d'avant les grandes invasions slaves du VI^e siècle. Selon eux, la logique serait la suivante : Nous formons un seul peuple puisque nous parlons la même langue depuis plus de deux millénaires. L'adoption de la langue roumaine comme langue officielle de la République de Moldavie au mois de décembre 2013 en a encore fait la démonstration. À ce volet culturel et linguistique de l'association identitaire entre roumain et moldave peut s'ajouter un volet politique lié à un sentiment d'injustice historique issu de la période de la Deuxième Guerre Mondiale et du pacte germano-soviétique.

Ainsi, la période de la «Grande Roumanie», qui s'est étendue entre 1918 et 1944 joue encore un rôle de premier plan dans la mémoire collective des citoyens de la République de Moldavie. En effet, leur retour au sein de l'URSS, à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, est toujours perçu comme une grande injustice par la majorité roumanophone (surtout par les intellectuels) de la population locale. Historiquement, l'étiquette roumaine des Moldaves demeure toujours légitime pour la majorité roumanophone, puisqu'ils considèrent avoir injustement été dépouillés de cette partie de leur identité. La profondeur historique des racines de cette identité couplée à sa récente ressuscitation suite à l'indépendance de 1991, a redonné une pertinence contemporaine au mouvement unioniste en République de Moldavie.

L'intérêt quantifié

Depuis 2009, la Roumanie a repris une part importante des relations bilatérales jadis entretenues avec la République de Moldavie. Suite à une période pauvre en relations entre les deux pays, due principalement à l'orientation pro-russe prise par le PCRM entre 2001 et 2009, la Roumanie reprend graduellement son allant. Selon les statistiques de 2012, elle a accordé plus de 50% de son budget d'aide externe dédiée à la modernisation et à l'aide sociale à la République de Moldavie.

Figure 5.5 Scénario de la réunification



De plus, entre 2012 et 2014, la Roumanie se positionne comme le quatrième partenaire commercial en importance après la Russie, l'Union européenne et la Turquie, avec des investissements totalisant 200 mln \$. En fonction du nombre d'accords bilatéraux discutés, la Roumanie se positionne au troisième rang avec huit accords derrière l'Union européenne (10) et la Russie (9). Dans une perspective purement diplomatique, la Roumanie a plus que doublé son nombre de rencontres avec la République de Moldavie, passant de trois visites en 2012, à sept en 2013. Par ailleurs, la plupart des projets bilatéraux entre les deux pays sont inscrits à l'intérieur du processus d'intégration européenne.

La réalité discursive

Les plus grands partisans de la proposition unioniste entre la République de Moldavie et la Roumanie sont les citoyens des deux pays. L'analyse du discours de nos entrevues démontre que 60% des citoyens roumains sont en faveur d'une telle proposition, alors que 45,5% des citoyens moldaves le sont aussi. La moitié des propositions citoyennes en faveur d'un projet de réunification entre la République de Moldavie et la Roumanie suit un raisonnement culturel. Ce dernier culturel se base généralement sur la base linguistique et historique commune qui les unit. D'un côté, les citoyens roumains ne font aucune distinction ethnique entre les deux communautés et considèrent la communauté moldave comme une société possédant des références communes et ayant un apport économique significatif. D'un autre côté, les citoyens moldaves reconnaissent l'existence de l'ensemble culturel qu'ils partagent avec la communauté roumaine et ils saluent et accueillent favorablement l'ouverture politique dont fait preuve la Roumanie. Les raisonnements politiques, sociaux et économiques fondent sur les échanges transfrontaliers entre les deux sociétés sans soulever la nécessité de la réunification territoriale de façon explicite.

Parallèlement, la Russie fustige indirectement l'Unionisme roumain dans son narratif en accusant unilatéralement la Roumanie d'ingérence auprès de la République de Moldavie. Selon notre analyse, dans près du quart des propositions effectuées par la classe politique russe, l'agenda d'un projet réunificateur de la Roumanie envers la République de Moldavie est systématiquement évoqué. Au final, les plus grands défenseurs d'un projet de réunification sont les populations moldaves et roumaines. Elles défendent cette proposition pour des raisons de justice historique et d'harmonie ethnoculturelle. La classe politique de la

Roumanie est sans contredit le plus grand porteur du message réunificateur, le tiers de ses propositions y faisant référence. Cependant, les risques associés à la perception d'une provocation externe par la Russie et interne dans les régions séparatistes de Moldavie, incitent les autorités moldaves (20%) et européennes (20%) à la prudence quant à une déclaration favorable à la thématique de la réunification.

Pour la réunification	Contre la réunification
Réhabiliter une société ethnoculturelle après 80 ans d'injustice.	Fardeau économique pour la Roumanie.
Populaire auprès des deux communautés roumanophones.	Provocations et soulèvement de mouvements nationalistes et séparatistes au sein de la RM.
Sécurité énergétique, entrée dans l'OTAN et intégration européenne.	Dégradation des relations avec la Russie.

5.6 Scénario 6 : l'option de l'éclatement

Une approche progressive : La Balkanisation de la Moldavie

Le pronostic concernant un éventuel éclatement de la République de Moldavie prend ses racines historiques dans la courte existence de la République Socialiste Soviétique de la Moldavie entre 1941 et 1944, cette dernière étant aujourd'hui nommée Transnistrie. En ce qui concerne la République de Gagaouzie, le référent géo-historique est plus difficilement perceptible. En effet, la Gagaouzie n'a acquis son autonomie qu'en 1991, dans la foulée des révoltes post-soviétiques. En revanche, l'autonomie Gagaouze retire la majeure partie de sa légitimité territoriale dans son assemblage (*Adunarea* en roumain) ethnolinguistique. De plus, de façon non-officielle, la Gagaouzie aurait une dette historique envers une Russie qu'elle considère à ce jour comme le principal responsable de la survie de sa communauté. En définitive, le scénario de la balkanisation découle surtout de l'attachement indéfectible des régions séparatistes à la Russie.

L'unanimité, sur papier

Dans le cas où la République de Moldavie s'orienterait vers un avenir européen, les régions séparatistes auraient une pléthore d'arguments qui les rallieraient à la Russie. Tout d'abord, d'un point de vue linguistique, ces régions peuvent aisément se rallier à la Russie par

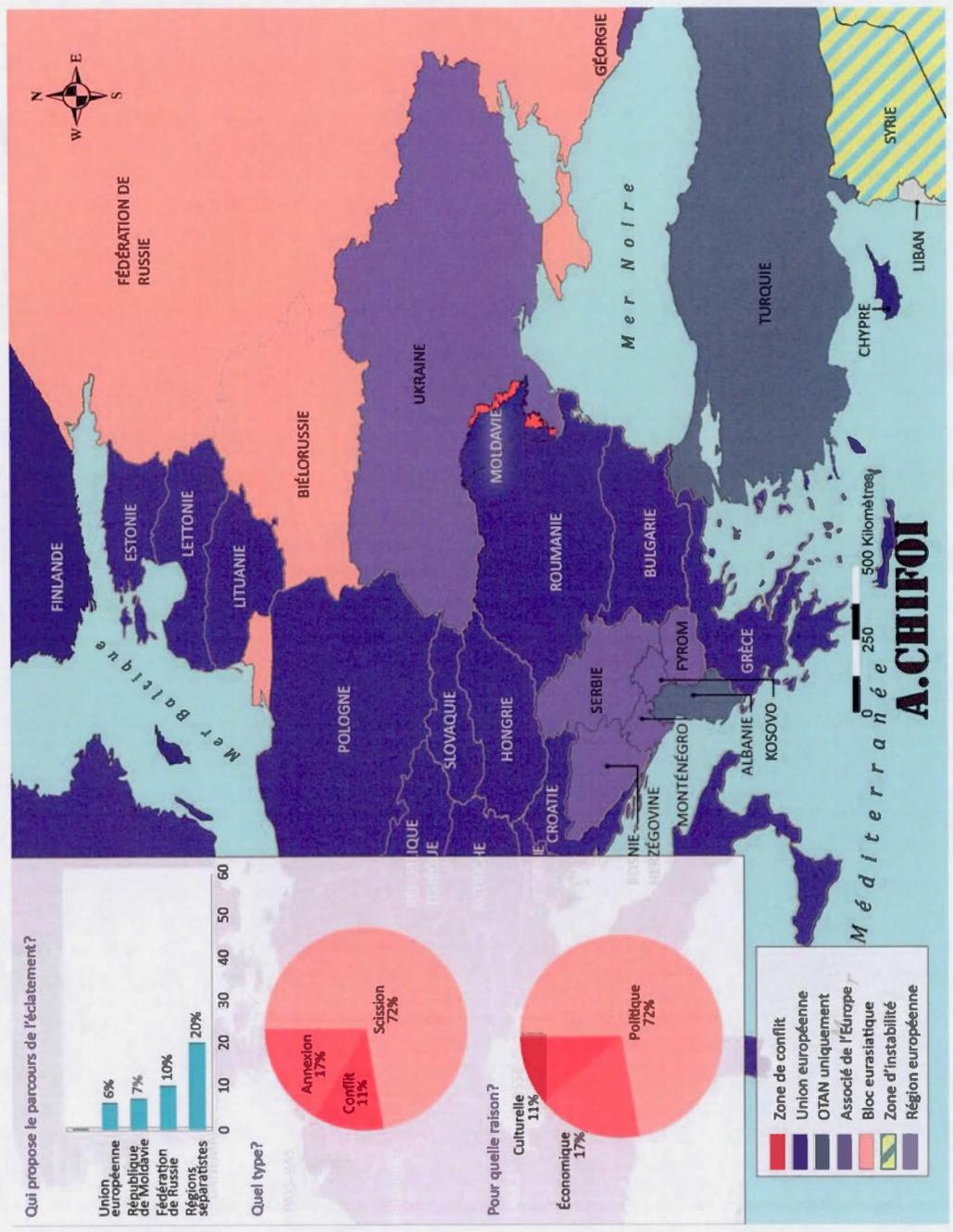
l'omniprésence de l'utilisation du Russe au sein de leur société. D'un point de vue social et surtout politique, l'argumentaire présenté évoque deux référendums tenus dont les résultats ont clairement exprimé la faveur des citoyens pour une association avec la Russie. D'une part, la Transnistrie défend son référendum de 2006 qui a obtenu un taux de 96.61%, quant à la volonté de préserver son indépendance (auto-proclamée) dans l'optique de s'intégrer dans la Fédération de Russie. D'autre part, la Gagaouzie a également conduit son propre référendum en 2014, exprimant une volonté d'indépendance presque unanime (à un taux de 97.2%) dans le cas d'une intégration européenne de la République de Moldavie. Ce référendum s'ajoute au droit constitutionnel d'auto-détermination que détient la Gagaouzie dans le cas d'une réunification avec la Roumanie.

Un discours définitif.

Les régions séparatistes sont les seuls acteurs qui y consacrent une portion considérable de leur narratif (20%) alors que la Russie y consacre seulement 10% de son narratif. À ce titre, la Fédération de Russie préfère l'option d'un rattachement à la Russie (incluant l'intégralité de la République de Moldavie), alors que les régions séparatistes priorisent la scission territoriale. D'un côté, la Transnistrie se considère déjà comme une entité politique indépendante et juge que sa séparation de la Moldavie n'est qu'une question de temps. D'un autre côté, la Russie prend une position antagoniste face à l'Europe qui désire intégrer la République de Moldavie. C'est pourquoi la Russie essaie par tous les moyens de démontrer l'incompatibilité politique de l'Union européenne et de la Moldavie, et surtout l'hostilité économique qui pourrait générer une intégration européenne en Transnistrie. Dans un autre ordre d'idées, les autorités de la République de Moldavie et de la Roumanie confirment le scénario de l'éclatement, probablement dans un avenir rapproché, de la Moldavie en raison de la présence militaire de la Russie en Transnistrie perçue comme un facteur permanent.

Pour l'Éclatement	Contre l'Éclatement
Permet une liberté de choix au niveau de l'orientation politique.	Perte territoriale.
Met fin au conflit en Transnistrie et prévient contre une escalade des tensions.	Perte démographique et politique.
Le compromis permet à tous les Moldaves de choisir le camp qui leur convient.	Perte économique.

Figure 5.6 Scénario de l'éclatement



5.7 Scénario 7 : l'option de la Russie

Le référent historique : L'Empire de Russie (1812-1918)

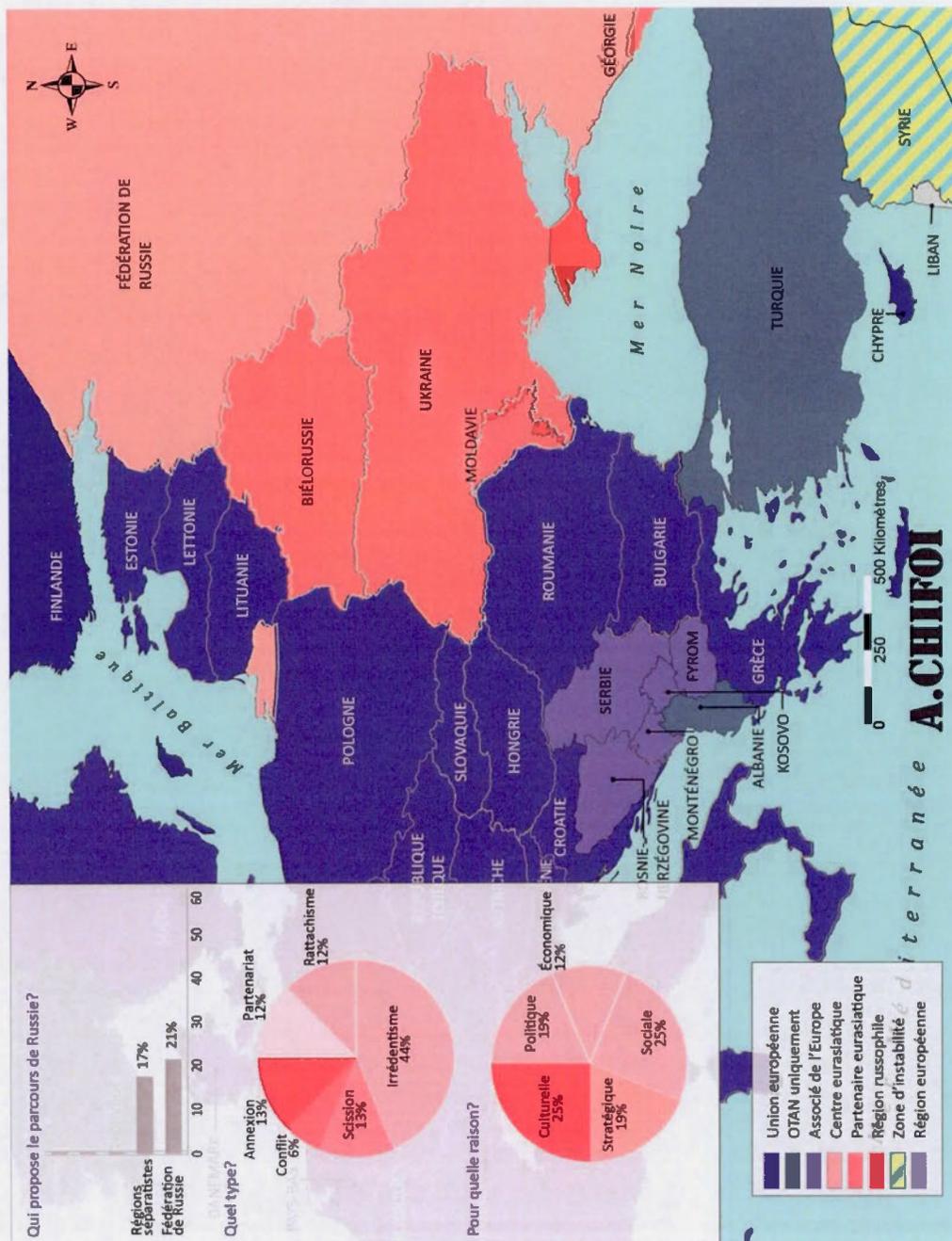
Le parcours de la Russie en République de Moldavie s'associe à l'idée d'un retour à une Russie unifiée en tant que puissance militaire, politique et économique, mais également à un éventuel retour sous la protection d'une entité chrétienne, slave et tout spécialement d'affiliation russe. En effet, la Russie pour une grande portion de la communauté moldave, garde une influence culturelle très marquée. La mémoire collective des Moldaves demeure à ce jour fortement imprégnée par une variété de contenus culturels (film, musique, télévision, artiste, littérature, histoire, exploits, héros, etc.) provenant de la Russie.

Cette période de l'Empire russe est marquée par une forte expansion territoriale. De là provient la persistance de l'image d'une Russie protectrice autant dans l'esprit des locaux que dans celui des communautés périphériques. Les nombreuses batailles contre la France Napoléonienne, l'Empire Ottoman et l'Empire Austro-hongrois ont forgé une puissante association entre protecteur et protégé entre les communautés «rattachées» et la Russie. Le rôle du protecteur incarné par la Russie est encore plus fort en République de Moldavie auprès des communautés séparatistes, puisque ce rôle transcende la situation actuelle de ces régions.

Militer pour ses idéaux

Cette ingérence de la Russie vis-à-vis de l'intégralité de la République de Moldavie prend deux formes de raisonnements justificateurs : social et stratégique. D'un point de vue social, la Russie instrumentalise la protection des valeurs conservatrices contre les valeurs libérales promulguées par l'Union européenne. D'un point de vue stratégique, la Russie évoque la progression continue de l'OTAN en Europe orientale et prédit à la Moldavie la perte complète prochaine de leur autonomie militaire et du contrôle de ses frontières externes.

Figure 5.7 Scénario de la Russie



Un discours asymétrique

Le scénario d'une annexion complète de la République de Moldavie à la Russie semble improbable en raison du manque d'appui qui lui est accordé par les membres autres que ceux de la région séparatiste de la Transnistrie. Au sein des identifiés respectifs, la Russie n'y accorde (que 21%) et le sous-groupe des régions séparatistes (17%) dont la Transnistrie, y accorde (21%) de son narratif. Enfin, l'éventualité de ce scénario mobilise une argumentation majoritairement de nature culturelle, ce qui risque de ne capter l'engouement que d'une minorité nationaliste russophile de la population locale.

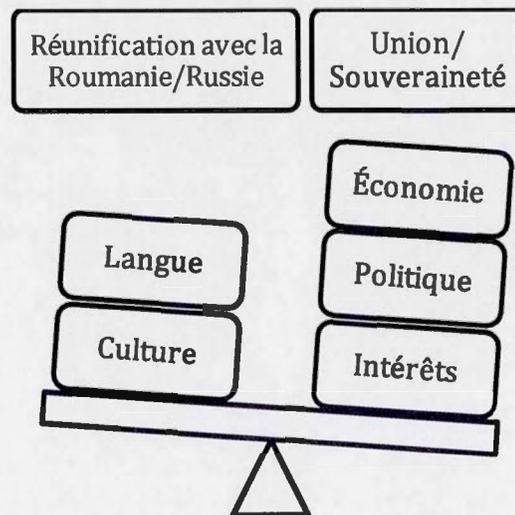
Pour la Russie	Contre la Russie
Préservation et concordance des valeurs traditionnelles.	Perte d'autonomie politique.
Appartenance à une institution stratégique continentale et à une puissance militaire d'ordre mondial.	Processus de russification accentué et discrimination contre les minorités ethniques.
Permet l'accès à l'emploi et au système russe ainsi qu'à une mobilité accrue.	Exclusion définitive du partenariat européen et des rapprochements à la Roumanie.

Ce dernier chapitre avait pour objet d'élaborer sept scénarios possibles d'évolution future de la République de Moldavie en fonction des diverses propositions qui ont été relevées dans les différents discours extraits des médias et des entrevues. Cet exercice a permis d'associer trois paliers identitaires faisant le lien entre le passé, le présent et le futur d'un État pluriel. Il s'est appuyé sur les périodes historiques successives qu'a connu la République de Moldavie ainsi que sur les discours découlant de ce passé collectif tel qu'ils ressortent dans les médias et dans les entrevues pour finalement aboutir à des scénarios qui reflètent soit une nostalgie face à une période du passé de la Moldavie, soit une volonté de changement et d'avenir meilleur. Ce chapitre a su faire émerger les enjeux auxquels sont confrontés les acteurs impliqués que ce soit 1) le maintien de la souveraineté et de l'intégralité territoriale, 2) l'équilibre régional, impliquant l'accès au libre marché européen et à la circulation libre, 3) le maintien des bonnes relations avec la Russie, 4) un État de droit, 5) un État paisible et 6) le maintien des traditions et du droit à l'éducation. Chaque scénario comble au moins une partie de chacun de ces différents enjeux alors que certains autres ne sont évoqués que par un petit nombre d'acteurs.

CONCLUSION.

La Moldavie, en tant qu'espace convoité et diversement perçu par une variété de communautés locales, régionales et internationales, fait l'objet d'une multitude d'interprétation territoriale et d'interprétation identitaire également. Ce même décalage des représentations identitaires au sein de la République de Moldavie évoque plusieurs situations conflictuelles de nature ethnoculturelle ainsi que de nature politique. Ce travail de recherche avait pour but de «mesurer» l'importance accordée, d'une part au sentiment d'appartenance de nature ethnoculturelle et, d'autre part envers l'allégeance politique et la cohérence économique. Initialement, c'est la révolution d'avril 2009 en République de Moldavie suivie d'un narratif «unioniste» de plus en plus insistant de la part de la classe politique, qui a motivé cette analyse approfondie sur les différentes projections d'avenir pour la région moldo-roumaine.

Figure 6.1 Les valeurs priorisées et les scénarios concordants.



Perçu comme propice aux changements, ce contexte politique instable se double d'une atmosphère de tension politique s'exerçant à une échelle territoriale supérieure, d'un côté par

les volontés de sécurisation de la frontière externe européenne, de l'autre côté par les tactiques d'intimidation de la Russie s'appuyant sur la menace de coupure d'approvisionnement énergétique. Ainsi, le changement de la trame politique sur lequel se fonde la société moldave nous a amené à nous questionner sur la possibilité d'une construction nationale au sein de la région moldo-roumaine entre la République de Moldavie et de la Roumanie.

Dans un premier temps, afin de bien maîtriser les particularités identitaires de la région d'étude, nous avons posé les fondations d'une compréhension approfondie de la République de Moldavie en partant d'une analyse détaillée de ses principales périodes historiques. L'objectif était d'établir les références communes et les repères historiques entre la République de Moldavie et la Roumanie afin d'évaluer la pertinence historique du mouvement unioniste au sein du paysage historique. Dès lors, d'un point de vue historique, sept périodes identitaires ont été identifiées, chacune définie par des événements ponctuels spécifiques : (1) La période de la Dacie cimentée par le processus de latinisation, (2) La Principauté de Moldavie, (3) L'annexion par l'Empire Russe, (4) La Grande-Roumanie (5) L'Union-soviétique (6) L'Indépendance de la République et, (7) La Post-révolution. Incidemment, chacune de ces périodes représente un repère identitaire (soit attractif, soit répulsif) au sein des communautés actuelles de la République de Moldavie.

Chacune de ces périodes constitue une séquence, alternant ententes et conflits, qui réapparaît régulièrement dans le discours socio-politique et se situe à la racine des arguments contemporains qui animent le débat politique local. En résumé, ce travail de recherche en est venu à la conclusion que les deux communautés nationales se basent partiellement sur des références historiques communes, surtout en ce qui concerne la période antique en raison de la langue commune; la période de la Principauté de la Moldavie, étant donné l'ensemble territorial et politique partagé et; plus récemment la période de la Grande-Roumanie, résultat d'une volonté politique par le biais de l'unification des communautés roumanophones. Par contre, ces communautés nationales se distinguent nettement lorsqu'on fait référence à d'autres périodes historiques comme : la période de l'Empire Russe, évocatrice d'une langue et d'une fierté nationale chez certains Moldaves; l'Union soviétique, période qui marque

toujours les valeurs idéologiques et l'anti-occidentalisme dans la région et; l'Indépendance, période où la Moldavie a ressenti un abandon de la part de la Roumanie plutôt préoccupée par son parcours vers l'intégration européenne. Enfin, les références communes entre les communautés nationales de la Roumanie et de la République de Moldavie, remontent au plus tôt, à la période d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Les 70 années qui séparent cette époque de celle d'aujourd'hui jouent en la défaveur d'un tel scénario dans l'avenir. Cependant, le sentiment historique d'injustice face à la Russie fait en sorte que la résilience du mouvement unioniste demeure pertinente dans la mémoire d'une collectivité toujours réprimée par cette même figure d'autorité oppressive. Par ailleurs, selon une approche transactionnaliste, le travail établit quelques tendances révélatrices des préférences relationnelles des autorités de la République de Moldavie durant les deux dernières années. Dans une perspective tant économique que politique, une tendance vers un rapprochement de l'Europe et un désistement vis-à-vis de la Russie sont indéniables depuis la confirmation de l'orientation pro-européenne des autorités moldaves.

Dans un deuxième temps, conformément à la méthode de l'analyse de contenu, avec la perspective de trouver un reflet des identités territoriales moldaves à l'intérieur du narratif dans les médias, la recherche avait l'intention de mesurer la proportion de chacune des identités territoriales dans les discours nationaux. Cette analyse de contenu médiatique a donc permis de dévoiler les principaux acteurs territoriaux impliqués dans le débat concernant l'avenir politique de la République de Moldavie, en plus du mouvement unioniste. Parmi eux se sont démarqués cinq acteurs territoriaux majeurs : (1) l'Union européenne, (2) la Russie, (3) la Roumanie (au sein de l'UE), (4) les régions séparatistes (Transnistrie et Gagaouzie) et la (5) République de Moldavie. La construction et l'analyse de narratifs nationaux ont le potentiel de refléter les conceptions territoriales de chacune de ces nations sur l'espace moldo-roumain. De plus, selon une approche de multi-gouvernance, les acteurs sont positionnés selon leur échelle de pouvoir dans la perspective d'établir une chaîne décisionnelle entre échelles territoriales, sans quoi le projet d'une construction nationale pourrait être voué à un ralentissement ou un arrêt complet. Par ailleurs, à l'aide d'entrevues effectuées sur le terrain, notre travail a été en mesure d'établir les conceptions populaires au sein des deux communautés nationales de la Roumanie et de la République de Moldavie.

Au final, l'analyse de contenu a permis d'élaborer trois catégories de dynamique territoriale, soit celles de la consolidation, de la translation et du morcellement territorial, respectivement exprimées par des narratifs entérinant, rectifiant et révisionniste. De plus, chacune de ces catégories est représentative d'une portion du discours national. Ces proportions désignent la visibilité de chacune des propositions face à un scénario territorial favorable au sein de l'espace moldo-roumain. Ainsi, la recherche a pu dévoiler que des acteurs tels que l'Union européenne et la Russie favorisent une intégration graduelle dans la zone d'influence économique, mais font toutefois varier leur narratif de façon à ne pas provoquer unilatéralement un acteur ou l'autre. Dans un même ordre d'idées, les acteurs nationaux comme ceux de la Russie, de la Roumanie, de la Transnistrie et de la Gagaouzie exposent des propositions de nature sécessionniste.

Par ailleurs, l'analyse du discours issue des entrevues semi-dirigées permet de mieux cerner les priorités en ce qui concerne les enjeux autour de la réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie. En effet, le discours populaire (dérivé des entrevues) semble être favorable au raisonnement appuyant la réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie avec des taux respectifs de 60 % et 45% des narratifs. Par conséquent, les résultats permettent la construction des conceptions territoriales, ainsi que la mesure du poids discursif pour chacun des intervenants nationaux. Outre la dynamique territoriale, le chapitre IV réussit également à déterminer les proportions selon le raisonnement derrière les propositions de dynamiques territoriales. La nature des raisonnements a été catégorisée selon les cinq domaines suivants : politique, économique, social, culturel et stratégique. Chacun des raisonnements permet de cibler la raison pour laquelle la proposition est émise au départ et conséquemment de se questionner sur la validité du raisonnement principal de la proposition. Ce premier volet de l'analyse permet de constater qu'il existe trois raisonnements principaux. Le premier est d'ordre politique, fondé sur un narratif faisant référence aux volontés propres de l'acteur politique ou aux intérêts des acteurs politiques face à leurs homologues. Le rapport de force politique joue un rôle primordial dans la nature du narratif à raisonnement majoritairement politique. Le deuxième est d'ordre culturel, fondé sur un narratif de rapprochement ethnique entre deux nations, légitimé par une langue, une histoire ou un

espace commun. Finalement, le troisième raisonnement concerne spécifiquement le narratif issu de la Fédération de Russie, qui soulève dans son discours les enjeux les plus préoccupants chez la population (enjeux économiques et sociaux) visée. Notamment, la Russie soulève de façon ciblée le statut précaire de l'économie européenne en prenant à partie la Moldavie (et ses orientations pro-européennes), alors qu'elle suggère, avec une certaine maladresse, les atomes crochus culturels qu'elle a avec ses anciennes républiques soviétiques.

Dans un troisième temps, l'observation des discours nationaux selon différentes variables, soit, selon le raisonnement, soit selon la dynamique proposée, soit selon la source nationale de la proposition, a permis le développement de sept scénarios géopolitiques possible dans l'optique d'une projection d'avenir de l'espace moldo-roumain. Ces scénarios géopolitiques se présentent comme suit : (1) l'option de l'Union européenne, (2) l'option du «Moldovénisme» ou de l'État unitaire, (3) l'option de l'État fédéral, (4) l'option de l'union douanière eurasiatique, (5) l'option de la réunification avec la Roumanie, (6) l'option conflictuelle et (7) l'option de la Russie.

Par conséquent, l'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne est perçue d'une part (pour l'Europe, 50%), comme une opportunité d'extension du partenariat politique de l'Europe et d'autre part (pour la Moldavie, 35%) comme porte d'accès à de meilleures conditions économiques et sociales à travers une intégration dans l'Union européenne. De plus, l'option de l'Union européenne est la plus citée dans le contenu médiatique avec plus de 30% des propositions, comparativement à la deuxième option en importance, soit celle de l'État unitaire, qui ne recueille que 20% des propositions.

Inversement, l'option de l'union douanière eurasiatique représente d'une part, (pour la Russie, 47%) une opportunité de rétablir sa zone culturelle d'influence et d'écarter définitivement l'influence politique roumano-européenne et d'autre part, (pour la Moldavie, 50%) une garantie de stabilité économique ainsi que d'une sécurité stratégique contre les politiques d'austérité européenne et l'ingérence militaire américaine soutenue par les forces de l'OTAN.

La construction nationale entre la Roumanie et la République de Moldavie, vraisemblable ou non?

POUR : Les arguments en faveur d'une réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie se sont faits, depuis les deux dernières années, beaucoup plus insistants. De part et d'autre du Prout, les mouvements de nature socio-politique (Actiunea 2012, Tinerii Moldovei⁶⁹) se sont multipliés et ont accru la visibilité ainsi que la pertinence du débat sur la question unioniste. Hormis l'importance croissante des mouvements sociaux, d'autres arguments se rajoutent à la progression du projet de la réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie. Tout d'abord, le travail a su mettre en lumière les intérêts géographiques, historiques et culturels communs qui constituent les fondations à la base d'une volonté de réunification. Ainsi peut-on dire que l'amalgame d'un espace national aujourd'hui divisé entre deux États, d'une nostalgie culturelle laissée par le morcellement de la Grande Roumanie et d'une empreinte linguistique transmise par les cultures initiales constituent le fondement de la volonté d'une construction nationale en Moldavie.

Parallèlement, le travail a su mettre en lumière l'état des relations politiques et économiques entre les deux États. Celles-ci se sont développées de façon exponentielle depuis que la ferveur politique de l'Europe face à une collaboration avec la République de Moldavie a été renforcée. En dehors des partis socialistes-communistes de Moldavie, il n'existe aucune opposition politique favorable au ralentissement du renforcement des relations politiques entre la Roumanie et la République de Moldavie. En référence au projet unioniste, les discours les plus indulgents proviennent de la portion plus éclairée sur les enjeux nationaux de la strate populaire. La visibilité discursive des propositions accommodantes pour une réunification atteint respectivement 60% et 45,5% chez les interlocuteurs de la strate populaire en Roumanie et en République de Moldavie. Cela étant dit, la somme de ces facteurs facilitateurs se confronte à l'ambiguïté et la timidité d'un acteur clé : l'Union européenne. Peut-être que la présence d'une Roumanie éloquente et convaincue au sein de

⁶⁹ Les mouvements Actiunea 2012 (trad. lib. Action 2012) et Tinerii Moldovei (trad. lib. Jeunesse moldave) représentent des mouvements de nature socio-politique qui s'en prennent à la classe politique et au problème de corruption en République de Moldavie. À l'aide d'actions concertées à l'échelle nationale et d'interventions pour une mobilisation sociale contre les langues pro-russe ils soutiennent pro-activement la mouvance pour la réunification des deux États de la nation roumaine.

l'Union européenne saurait, à moyen terme, convaincre ce dernier qui constitue la pièce manquante pour sceller le processus de réunification des deux États roumains. (Matei, 2014)⁷⁰

CONTRE : Par opposition, les arguments en défaveur d'une réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie sont tous aussi nombreux et pertinents. Dans un premier temps, force est de constater que l'histoire de la République de Moldavie diffère de celle de la Roumanie sur plusieurs points. Tout d'abord, la réalité ethnolinguistique⁷¹ que représente le bilinguisme universel en République de Moldavie, dépasserait de loin la réalité de la mixité hongroise (1,2 mln/2011) en Roumanie. Par ailleurs, le rattachement à la Russie et aux legs de la période soviétique représente encore aujourd'hui une force d'influence notable en République de Moldavie. En résumé, d'une perspective culturelle, depuis les 70 dernières années la Russie constitue une part importante de la vie des Moldaves, et mobilisera certainement une période de transition et d'adaptation de part et d'autre. Cependant, la cohabitation socio-culturelle ne représente pas la principale embûche à la réunification puisque celle-ci est entamée depuis que la Roumanie (1991) offre aux citoyens moldaves le droit de récupération de la citoyenneté roumaine.

Bien entendu, le projet de réunification rencontre, à plusieurs niveaux, une opposition farouche. Celles qui viennent immédiatement à l'esprit sont celles des régions séparatistes de l'Assemblée autonome de la Gagaouzie et de la Transnistrie. L'autonomie de la Gagaouzie pourra user de son droit constitutionnel pour se prononcer sur son indépendance advenant une réunification avec la Roumanie (Parmentier, 2014). Dans la même lignée, la Transnistrie mettra assurément fin à toutes discussions avec la République de Moldavie et du même coup à tout espoir de réconciliation. Par conséquent, la République de Moldavie se retrouverait dépouillée de près de 6000 km², c'est-à-dire 17% de son territoire et 728 000 habitants, soit 17% de la population totale. Dans le même temps, la minorité ukrainienne du nord de la

⁷⁰ Mentionnons que la présidence du Conseil de l'Union européenne sera présidée par la Roumanie à partir du mois de juillet 2019. Une déclaration dans cette direction fut énoncée par le Premier-Ministre de la Roumanie.

⁷¹ Une forte majorité de la population fonctionne, parle et se comprend en russe.

Moldavie pourrait évoquer, à son tour, une consultation sur l'indépendance ou le rattachement avec l'une des régions séparatistes.

De plus, l'ingérence et l'opposition de la Russie dans cette région constituent un défi de taille pour les autorités de la République de Moldavie. L'entière dépendance énergétique de la République de Moldavie au gaz russe (Parmentier, 2005) et l'importance du commerce russe (1^{er} importateur en importance - 25%) pour le marché de la République de Moldavie rendent la perception russe d'autant plus pertinente. Certes, la Roumanie serait partiellement en mesure de supporter énergétiquement la République de Moldavie, mais elle ne doit pas omettre ses obligations de stabilité et d'équilibre envers l'Union européenne. De concert, la timidité de l'Union européenne démontre qu'elle préfère la précaution face à des provocations contre la Russie au règlement de la question unioniste supportée par la majorité populaire. Ainsi, la géopolitique actuelle de la région n'est pas favorable au rattachement de la République de Moldavie à la Roumanie.

Alternativement, l'arrivée du scénario de l'intégration européenne en République de Moldavie vient dissuader certaines voix nationalistes en Roumanie ainsi qu'en République de Moldavie. En effet de nombreux acteurs au sein des deux sociétés ont nuancé leur propos sur le mouvement unioniste depuis que l'Union européenne est plus présente. De plus, cette option permettrait à la République de Moldavie de garder son autonomie politique ainsi que de continuer les négociations avec ses régions séparatistes simultanément. L'Union européenne, étant déjà un partenaire économique de la Russie et de la Transnistrie, constitue le médiateur idéal dans la réorientation européenne de la République de Moldavie. Pour conclure, la viabilité du scénario de réunification entre la Roumanie et la République de Moldavie a été soutenue par le manque d'alternative crédible à l'option de la Russie. Pour la plus grande période, l'Union européenne n'était qu'un mirage pour les autorités et le peuple de la République de Moldavie. La présence de la Transnistrie, la crise économique, la présence de militaires russes couplée à la corruption, au manque de transparence et à l'instabilité du gouvernement local motivait ce sentiment opposé à la projection européenne de la Moldavie. Cependant, depuis la nomination du Président Timofti (symbole d'un gouvernement stable), les relations entre la République de Moldavie et l'Union européenne se

sont grandement améliorées et ont laissé place à une nouvelle vague d'espoir. Depuis, plusieurs projets bilatéraux se sont activés, la République de Moldavie a signé l'Accord d'Association en date du 28 - 29 novembre 2013, le régime des visas pour accéder à l'Europe s'est libéralisé pour les citoyens de la République de Moldavie le 27 février 2014 et l'Union européenne y appose sa signature le 27 juin 2014. Ces trois événements majeurs constituent des pas considérables en direction de l'adhésion à l'Union européenne. Tout compte fait, ce nouvel horizon européen, crédible depuis peu de temps, aura sans doute, un effet dissuasif sur le nationalisme roumain et sur les partisans de l'unionisme, ce qui diminuera la proportion du narratif d'ordre culturel.

Les dernières élections en République de Moldavie ne se sont pas déroulées comme prévu. Pourtant le 26 octobre, les élections législatives en Ukraine qui l'ont orientée vers l'Europe pour les cinq prochaines années laissaient voir le contraire. Par ailleurs, le 16 novembre, la surprise causée par les présidentielles en Roumanie, qui a vu le candidat pro-européen Klaus Iohannis remporter haut la main les élections, annonçait également un virage possible en Moldavie. Toutefois, le 30 novembre, les résultats des élections législatives en Moldavie ont été contraires à la tendance, d'une part en raison d'un taux de participation plus faible qu'en 2010 qui est passé de 61,72% à 55,8% en 2014, d'autre part en raison de la croissance en popularité des partis de gauche (PSD, PCRM et PCR) qui ont récolté 46.36% du vote comparativement en 2010 où ils avaient glané 39.93% des voix. Certes les élections de 2010 avaient une signification particulière considérant le fait qu'elles aient eu lieu dans un contexte de crise politique, suite à la révolution du mois d'avril 2009. Cependant, il est évident que l'influence de la Russie demeure toujours et que la méfiance envers la Roumanie et l'Europe aussi. Ceci dit, l'avenir de la Moldavie n'est pas si contrasté puisque la coalition pro-européenne sera maintenue et lui permettra de garder le pouvoir avec une majorité parlementaire (55 sièges sur 101). Ainsi, les réformes entamées depuis 2009 pourront garder le cap jusqu'aux prochaines élections en 2019. D'ici-là, il sera intéressant d'observer l'évolution des mentalités, l'ouverture européenne à la Moldavie ainsi que l'influence qu'aura sa composition démographique. Comme dit le proverbe moldave : La tête baissée n'est pas coupée, mais ne voit pas non plus le soleil.

APPENDICE A

ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES CONDUITES DURANT LA RECHERCHE.

Fiche d'entrevue.

Organisation non-gouvernementale (ONG).	
Organisation internationale pour les migrations (OIM).	
Simona Boanca, Assistant de projet, Bucarest, Roumanie	24/05/2011
Michael Whitty, Assistant de projet, Chisinau, République de Moldavie	03/08/2011
Refuge caritatif «Caritas-Iasi».	
Marius Adam, Directeur du programme et pasteur, Iassy, Roumanie	11/07/2011
Fondation pour l'éducation et l'attitude sociale.	
Costi Andriescu, Directeur des relations publiques, Iassy, Roumanie	25/06/2011
Fonctionnaires	
Consulat de la République de Moldavie à Bucarest.	
Gheorghe Cucos, Consul de la République de Moldavie, Bucarest, Roumanie	24/05/2011
Inspectorat de la police frontalière.	
Ştefan Alexei, Inspecteur chef, Iassy, Roumanie	11/07/2011
Géographes universitaires	
Université de Bucarest.	
Ion Ianoş, Professeur, Département de géographie : Dynamiques territoriales, Bucarest, Roumanie	24/05/2011
Université des études économiques à Chisinau.	
Valeriu Sainsus, Professeur, Géographie économique et sociale, Chisinau, République de Moldavie	26/08/2011
Autres	
Association estudiantine bessarabe d'Iassy	
Dan Caranfil, Président de l'association, Iassy, Roumanie	17/07/2011
Homme d'affaire moldave en Roumanie	
Vasile Chepta, Homme d'affaire, Iassy, Roumanie	15/08/2011

APPENDICE B

CANEVAS D'ENTRETIEN.

PROTOCOLE :

1-Accueillir chaleureusement le répondant et faire les présentations officielles.

2-Expliquer au répondant :

- Le but de l'entretien.

Vous êtes invité à prendre part à ce projet ayant pour but d'étudier les orientations politiques via les représentations et les opinions que se font les citoyens de la Roumanie et de la République de Moldavie sur les orientations politiques pro-européennes de la République de Moldavie. C'est un projet que je mène dans le cadre de mon travail de maîtrise en géographie au sein de l'Université du Québec à Montréal.

- Le déroulement de l'entretien en disant que :

L'entretien dure environ 30 à 45 minutes,

Je poserai des questions,

J'enregistre pour que l'entretien soit transcrit,

Je respecte les règles de déontologie :

- *Anonymat et codes d'identifications;*
- *Confidentialité;*
- *Droit de ne pas répondre ou de cesser l'entretien en tout temps et sans préjudice.*

3-Demander au répondant l'autorisation que des extraits de ce qu'il dira puissent servir d'exemples pour présenter les résultats sans indication sur son identité personnelle.

4-Demander au répondant s'il a des questions et y répondre.

5-Dans le journal de bord :

- Inscrire le numéro de code du répondant et la date;

6-Vérifier le bon fonctionnement de l'enregistrement audio.

7-Demander au répondant s'il est prêt pour la suite; si oui, commencer à enregistrer.

CANEVAS :

Contexte professionnel

- Quelle est votre titre professionnel et comment en êtes-vous arrivé à ce titre ?
- Depuis combien de temps est-ce que les relations internationales entre la Roumanie et la République de Moldavie vous interpellent ? Et pour quelles raisons vous interpellent cette problématique ?
- Quelle est l'étendue de votre organisation et/ou de votre réseau professionnel ?

Objectifs et enjeux

- Comment expliquer l'amplitude ou la proportion que prennent les immigrants moldaves dans le taux intégral des migrations en Roumanie ?
- Considérez-vous que la mobilité humaine ou la migration des peuples demeure une priorité pour la politique roumaine ? Expliquer ?
- Considérez-vous que les disparités d'ordre économiques et institutionnelles entre la République de Moldavie et le reste de l'Union européenne soient des catalyseurs dans les relations de rapprochement avec la Roumanie ? Expliquer ?
- La population roumaine s'intéresse-t-elle activement à la situation en République de Moldavie ou pas via les différents outils médiatiques ? Expliquer ?

Les acteurs concernés

- Selon vous, la politique externe roumaine s'est-elle ré-ouverte ou s'est-elle renfermée vis-à-vis la République de Moldavie depuis les dernières élections parlementaire en République de Moldavie ?
- Considérez-vous que les relations politiques actuelles entre la Roumanie et le reste de l'Union européenne soient bonnes ou mauvaises ? Et pourquoi ?
- Présentement, comment peuvent-être décrites les relations politiques entre la Roumanie et la République de Moldavie ? Expliquer ?

Les conclusions

- À quelles raisons ou bien, à quelles aboutissements peut-on conclure d'une intégration des moldaves en Roumanie : est-ce une intégration réussie ? Cause-t-elle une croissance dans la pauvreté ? du taux de chômage ? Es-ce une vague transitoire, durable ou temporaire ?

APPENDICE C

ARTICLES DE PRESSE

MOLDOVA.ORG

No	Titre et traduction	Date
1	Le retrait des militaires russes de Transnistrie – pour ou contre. (<i>Retragerea militarilor ruși din Transnistria – pro sau contra</i>)	2012.04.11
2	«Représentant spécial pour la Transnistrie» ou ingérence dans les affaires de la République de Moldavie. (<i>«Reprezentant special pentru Transnistria» sau amestec în treburile interne ale Republicii Moldova</i>)	2012.04.12
3	Viceministre des Affaires externes russes : La Transnistrie doit devenir une région de la Moldavie avec un statut spécial. (<i>Viceministrul rus de Externe Transnistria trebuie să devină un raion al Republicii Moldova cu statut special</i>)	2012.04.29
4	Député polonais du Conseil européen : La Transnistrie est comme un trou noir. (<i>Deputat polonez Pentru Consiliul Europei, Transnistria e ca o gaură neagră</i>)	2012.08.19
5	Le droit à l'enseignement du roumain des enfants de la Transnistrie sur l'agenda de l'UE. (<i>Dreptul copiilor din Transnistria de a învăța în limba română pe agenda UE</i>)	2012.09.11
6	Filat a reconnu l'«État» de la Transnistrie devant les journalistes. (<i>Filat a recunoscut în prezența jurnaliștilor "statul" Transnistria</i>)	2012.09.26
7	L'APCE reproche à la Russie de ne pas avoir retiré ses troupes de Transnistrie. (<i>APCE îi reproșează Rusiei că nu și-a retras trupele militare din Transnistria</i>)	2012.10.03
8	Député ukrainien : La Transnistrie fait partie de la République de Moldavie et ne peut donc pas faire de déclarations diplomatiques (<i>Deputat ucrainean Transnistria este parte a Republicii Moldova, iar Tiraspolul nu poate face declarații diplomatice</i>)	2012.10.07
9	Député allemand: La Transnistrie ne constitue pas un obstacle dans les négociations entre Chisinau – UE. (<i>Deputat german Transnistria nu e o problemă în cooperarea Chișinău-UE</i>)	2012.10.25
10	La riposte diplomatique de Stanski: La Transnistrie n'est pas une région de la République de Moldavie. (<i>Ștanski ripostează «diplomatic» Transnistria nu e o regiune a Republicii Moldova</i>)	2012.11.15

11	Stanski reconnaît être perturbée par les écoles d'enseignement en roumain de la Transnistrie et leurs façons d'enseigner. (<i>Ștanski recunoaște că e deranjată de ce și cum se predă în școlile cu predare în limba română din Transnistria</i>)	2012.10.25
12	Aujourd'hui arrive à terme l'offre de la Russie à l'OCDE concernant le dossier des écoles d'enseignement en roumain de la Transnistrie. (<i>Astăzi expiră termenul oferit Rusiei de către CEDO în dosarul școlilor cu predare în limba română din Transnistria</i>)	2013.01.19
13	Sevciuk : Que symbolise la Fédération de Russie pour la Transnistrie. C'est notre patrie! (<i>Șevciuk Ce înseamnă Federația Rusă pentru Transnistria E patria noastră!</i>)	2013.03.26
14	Lavrov : L'ouverture d'un Consulat russe en Transnistrie ne constitue la reconnaissance de son indépendance. (<i>Lavrov Deschiderea unui consulat rus în Transnistria nu înseamnă recunoașterea independenței</i>)	2013.03.30
15	Sevciuk: La population de la Transnistrie ne désire pas une réintégration au sein de la République de Moldavie. (<i>Șevciuk Oamenii din Transnistria nu doresc reintegrarea în Republica Moldova</i>)	2013.05.14
16	Sevciuk en Ossétie du sud : La Transnistrie sera reconnue à l'internationale dans plus d'un an et demi. (<i>Șevciuk în Osetia de Sud Transnistria va fi recunoscută internațional peste un an și jumătate</i>)	2013.08.26
17	Basescu: Le Kremlin pourrait recevoir la Transnistrie en compensation. (<i>Băsescu Kremlinul ar putea primi drept recompensă Transnistria</i>)	2013.09.02
18	Oniscenko dément l'Embargo sur les vins, il ne se réfère pas à la Transnistrie. (<i>Onișcenko dezmente Embargoul la vinuri nu se referă și la Transnistria</i>)	2013.09.13
19	Corman au sujet du contrôle législatif de la Russie sur la Transnistrie : Nous attendons une réaction claire de la part de la Russie. (<i>Corman despre preluarea legislației rusești în Transnistria Așteptăm o reacție clară din partea Rusiei</i>)	2013.12.26
20	L'UE condamne les actions de la Transnistrie dans le cas des écoles d'enseignement en roumain. (<i>UE condamnă acțiunile transnistrene în problema școlilor cu predare în limba română din Transnistria</i>)	2014.01.19
21	La situation des écoles d'enseignement en roumain de la Transnistrie, discutée à Strasbourg. (<i>Situația școlilor cu predare în grafia latină din Transnistria, discutată la Strasbourg</i>)	2014.01.29
22	Basescu demande à l'OSCE de prendre position sur les événements d'aujourd'hui en Transnistrie. (<i>Băsescu cere OSCE să ia poziție față de evenimentele de astăzi din Transnistria</i>)	2014.02.05
23	Le parlement européen condamne les violations des droits humains en Transnistrie. (<i>European Parliament condemns human rights violations in</i>	2014.02.06

	<i>Transnistria)</i>	
24	Moscou au sujet de l'école «Lucian Blaga» : Nous n'avons aucune influence sur la Transnistrie. (<i>Moscova despre liceul "Lucian Blaga" Nu avem nicio influență în Transnistria</i>)	2014.02.13
25	La Russie fixe les conditions à la Moldavie sur le statut politique de la Transnistrie. (<i>Russia lays down conditions to Moldova over Transnistria political status</i>)	2014.03.13
26	Après le rattachement de la Crimée à la Russie, c'est au tour de la Transnistrie. (<i>După Crimeea, în componența Rusiei se cere și Transnistria</i>)	2014.03.18
27	Le président Timofti ne croit pas que la Moldavie peut demander le retrait des troupes russes de la Transnistrie aujourd'hui. (<i>Președintele Timofti nu crede că Moldova poate cere astăzi retragerea trupelor ruse din Transnistria</i>)	2014.03.18
28	La Transnistrie dans l'agenda de Moscou. Le Kremlin discutera de la situation dans les jours qui suivent. (<i>Transnistria, pe agenda Moscovei. Kremlinul va discuta poimâine situația regiunii</i>)	2014.03.18
29	Dungaciu, après la reconnaissance de la Crimée : Chisinau doit réfléchir à son avenir européen sans la Transnistrie. (<i>Dungaciu După recunoașterea Crimeii, Chișinău trebuie să își gândească viitorul european fără Transnistria</i>)	2014.03.19
30	L'OTAN : La Russie dispose de suffisamment de force aux frontières de l'Ukraine pour occuper la Transnistrie. (<i>NATO Rusia dispune de suficientă forță la granițele Ucrainei pentru a "ocupa Transnistria"</i>)	2014.03.23

MOLDOVASUVERANA.MD

No	Titre et traduction	Date
1	Que croient les Russes de la situation en Moldavie. (<i>Ce cred rușii despre situația din Moldova</i>)	2013.03.20
2	Poutine, le politicien le plus populaire en République de Moldavie. (<i>Putin, cel mai popular politician în R. Moldova</i>)	2013.04.29
3	La Rép. Moldavie et la Roumanie vont pousser pour une collaboration dans le domaine de la diaspora. (<i>R. Moldova si România vor impulsiona colaborarea în domeniul diasporei.</i>)	2013.05.17
4	La Rép. Moldavie a signé deux accords de coopérations dans le domaine énergétique avec la Roumanie. (<i>R. Moldova a semnat cu România două acorduri de cooperare în domeniul energetic.</i>)	2013.05.24

5	La Moldavie a enregistré la croissance cumulative de son PIB la plus élevée. (<i>Moldova a înregistrat cea mai mare crestere cumulativa a PIB</i>)	2013.06.25
6	La position de la Fédération de Russie demeure inchangée. (<i>Pozitia federatiei ruse ramine neschimbata.</i>)	2013.07.05
7	L'OTAN accordera une assistance en sécurité cybernétique à la Rép. Moldavie. (<i>NATO va acorda R.Moldova asistenta în securitatea cibernetica.</i>)	2013.07.09
8	Traian Basescu	2013.07.17
9	La Fédération de Russie veut savoir quelles seront les options de la Moldavie après le Sommet de Vilnius. (<i>Federatia Rusa vrea sa stie care vor fi optiunile moldovei dupa summitul de la Vilnius</i>)	2013.07.24
10	Intimidation, Dmitri Rogozine insulte les Moldaves. (<i>Intimidare. Dmitri Rogozin îi insulta pe moldoveni</i>)	2013.09.05
11	La modification du statut de la Gagaouzie. (<i>Modificarea Statului Gagauziei</i>)	2013.09.10
12	Les vins moldaves. (<i>Vinul moldovenesc</i>)	2013.09.20
13	La Moldavie accepte un compromis raisonnable au sujet du statut de la Transnistrie. (<i>Moldova accepta un compromis rezonabil privind statutul regiunii Transnitriene</i>).	2013.09.30
14	Faux dilemme : La Russie ou l'Europe (<i>Falsa dilema Rusia ori Europa</i>).	2013.10.01
15	La Roumanie promet de soutenir pleinement l'intégration européenne et les projets d'investissements de la Rép. de Moldavie. (<i>România promite sprijin deplin pentru integrarea europeana si proiectele investitionale ale Republicii Moldova</i>)	2013.10.03
16	Pourquoi le Traité entre la Roumanie et la République de Moldavie reste-t-il bloqué? (<i>De ce sta blocat tratatul dintre România si Moldova</i>)	2013.10.10
17	Le sommet du CEI à Minsk. (<i>Summitul CSI de la Minsk</i>)	2013.10.28
18	Des dizaines de milliers de personnes ont soutenu l'intégration européenne à Chisinau. (<i>Zeci de mii de oameni au susținut integrarea europeană la Chișinău</i>)	2013.11.04
19	La Moldavie et la Roumanie ont signé une déclaration de soutien à Chisinau pour le cheminement de l'intégration dans l'UE. (<i>Moldova si România au semnat o declaratie de sustinere a Chisinaului pe calea integrari în UE</i>)	2013.11.06
20	Les Moldaves veulent être bien informés au sujet des effets de l'adhésion à l'Union européenne. (<i>Moldovenii vor sa fie mai bine informati despre efectele aderari la Uniunea europeana</i>)	2013.11.06

21	La Roumanie va soutenir la Moldavie dans tous ces projets de modernisation. (<i>România va sprijini Moldova în toate proiectele de modernizare</i>)	2013.11.19
22	La Rép. Moldavie doit apprendre des leçons de la situation en Ukraine. (<i>R. Moldova ar trebui sa invete citeva lectii dupa evolutiile din Ucraina</i>)	2013.11.22
23	La Moldavie est le principal bénéficiaire de l'assistance pour le développement offert par la Roumanie (<i>Moldova este principalul beneficiar al asistentei pentru dezvoltare oferite de Romania</i>)	2013.11.26
24	Message du Président (<i>Mesajul presedintelui</i>)	2013.11.28
25	Nicolae Timofti a accueilli le Président roumain. (<i>Nicolae Timofti l-a intimpinat pe presedintele Romaniei</i>)	2013.11.29
26	La Roumanie soutient tous les efforts de la Rép. Moldavie sur le chemin de l'intégration européenne. (<i>România sustine toate eforturile R. Moldova pe calea integrari europene</i>)	2013.12.04
27	Solidarité et coopération. (<i>Solidaritate si cooperare</i>)	2013.12.18
28	La visite de Leanca à Bucarest. (<i>Vizita lui Leanca la Bucuresti</i>)	2013.12.23
29	L'Ambassade des E-U fait appel à l'assurance d'une concurrence médiatique loyale chez les médias de masse. (<i>Ambasada SUA face apel la asigurarea unui mediu concurential loial pentru mass-media</i>)	2014.01.15
30	Hannes Swoboda : Rép. Moldova se confronte avec deux risques. Traian Basescu et la Russie. (<i>Hannes Swoboda R. Moldova se confrunta cu doua riscuri Traian Basescu si Rusia</i>)	2014.02.18

NOI.MD

No	Titre et traduction	Date
1	Tiraspol accuse Chisinau de rendre la situation plus tendue dans la zone de sécurité. (<i>Tiraspolul acuză Chișinăul de tensionarea situației în Zona de Securitate</i>)	2012.04.12
2	Dmitri Rogozine a raconté à Tiraspol au sujet des livres d'histoire roumains. (<i>Dmitri Rogozin a povestit la Tiraspol despre manualele de istorie a românilor</i>)	2012.04.17
3	L'OTAN ne peut pas évacuer les troupes russes de la Transnistrie, sans la Russie. (<i>NATO nu poate evacua trupele ruse din Transnistria fără Rusia</i>)	2012.05.29
4	Les aspirations eurasiatiques de la Transnistrie représentent le fondement de l'idéologie nationale. (<i>Aspirațiile eurasiatice ale Transnistriei reprezintă fundamentul pentru ideea națională</i>)	2012.06.07

5	La Roumanie n'accepte pas l'existence de la langue moldave. (<i>România nu acceptă existența limbii moldovenești</i>)	2012.06.07
6	Chisinau et Tiraspol continue de collaborer avec succès. (<i>Chișinăul și Tiraspolul continuă colaborarea de succes</i>)	2012.06.21
7	Ponta promet que la Roumanie va continuer d'accorder la citoyenneté au Moldaves. (<i>Ponta promite că România va continua să acorde cetățenie moldovenilor</i>)	2012.07.17
8	Basescu ne veut pas l'union entre la Moldavie et la Roumanie. (<i>Băsescu nu vrea unirea Moldovei cu România</i>)	2012.08.16
9	Merkel au sujet de la résolution de conflit en Transnistrie. Ce qu'elle dit. (<i>Merkel despre reglementarea conflictului transnistrean. Află ce spune cancelarul</i>)	2012.08.22
10	La réponse à la déclaration de Timofiti est venue de Tiraspol. (<i>Din Tiraspol a venit răspuns la declarația lui Timofiti</i>)	2012.08.28
11	Basescu : Pour l'UE, la Rép. Moldavie est une histoire de succès. (<i>Băsescu Pentru UE, Republica Moldova este o poveste de succes</i>)	2012.09.04
12	Medvedev ne soutient pas l'idée de la scission de la République de Moldavie. (<i>Medvedev nu susține ideea scindării Republicii Moldova</i>)	2012.09.11
13	Les communistes protestent au centre de Chisinau demandant l'organisation d'un référendum. (<i>Comuniștii protestează în centrul Chișinăului, cerînd organizarea referendumului</i>)	2012.09.13
14	La Marche pour l'union déstabilise et divise la société, considèrent les citoyens de Chisinau. (<i>Marșul Unirii destabilizează și dezbină societatea, consideră chișinăuienii</i>)	2012.09.18
15	Nicolae Timofiti demande à l'ONU le retrait des troupes russes de la Transnistrie. (<i>Nicolae Timofiti cere la ONU retragerea trupelor rusești din Transnistria</i>)	2012.09.27
16	La presse russe : Les autorités de la Moldavie préparent à Bulboaca une base de l'OTAN. (<i>Presa rusă Autoritățile Moldovei pregătesc la Bulboaca o bază pentru NATO</i>)	2012.10.16
17	Tiraspol n'a pas l'intention de rattacher son avenir à celle de la Moldavie. (<i>Tiraspolul nu are de gând să-și lege viitorul de Moldova</i>)	2012.10.16
18	Filat et Lupu ont souhaité du succès aux Gagaouzes en russe. (<i>Filat și Lupu le-au urat găgăuzilor succes în limba rusă</i>)	2012.10.30
19	Ștanschi : Le danger d'un conflit en Transnistrie existe toujours. (<i>Ștanschi Pericolul conflictului în Transnistria există</i>)	2012.11.06
20	Rogozine au sujet des déclarations des politiciens roumains : «C'est une attaque par des clowns». (<i>Rogozin despre declarațiile politicienilor români "Este un atac al clovnilor"</i>)	2012.11.28

21	La Moldavie n'est pas un partenaire fiable, considèrent les russes. (<i>Moldova nu este un partener de încredere, consideră rușii</i>)	2012.12.05
22	La Transnistrie est inquiète des négociations entre la Moldavie et l'UE au sujet de la création d'une zone de commerce libre. (<i>Transnistria este îngrijorată de negocierile dintre Moldova și UE pentru crearea zonei de comerț liber</i>)	2012.12.06
23	Filat : L'avenir de la Transnistrie ne peut être qu'avec la République de Moldavie. (<i>Filat Transnistria are viitor doar în componența Republicii Moldova</i>)	2012.12.06
24	Sevciuk, la Transnistrie est reconnaissante vis-à-vis les militaires russes. (<i>Șevciuk Transnistrenii le sunt recunoscători militarilor ruși</i>)	2012.12.28
25	L'UE aidera la Moldavie à développer ses petites et moyennes entreprises. (<i>UE va ajuta Moldova să-și dezvolte mediul de afaceri mic și mijlociu</i>)	2013.02.09
26	Les Moldaves et les Transnistriens ont présenté trois sujets de controverse dans le cadre des négociations. (<i>Moldovenii și transnistrenii au prezentat trei subiecte de controversă în cadrul negocierilor</i>)	2013.02.09
27	Le nœud gordien transnistrien. (<i>Nodul Gordian transnistrean</i>)	2013.03.11
28	Nina Stanschi : La place de la Transnistrie dans le processus d'intégration eurasiatique est prédéterminée. (<i>Nina Ștanschi Locul Transnistriei în procesul de integrare euro-asiatică este predeterminat</i>)	2013.03.19
29	Moscou n'espère pas une solution rapide du problème de la Transnistrie. (<i>Moscova nu speră la o soluționare grabnică a problemei transnistrene</i>)	2013.03.25
30	Le MAE russe : Il est peu probable que les idées unionistes contribuent à la résolution de la crise politique en Moldavie. (<i>MAE rus Este puțin probabil ca ideile unioniste să contribuie la depășirea crizei politice din Moldova</i>)	2013.04.06

RIANOVOSTI.RU

No	Titre et traduction	Date
1	New Moldovan President to be Sworn In	2012.03.23
2	Moldova Transdnestr Agree to Restore Rail Traffic	2012.03.30
3	Rogozin to Discuss Transdnestr Consulate with Moldovan PM	2012.04.16
4	Russia to Rearm Peacekeepers in Transdnestr	2012.04.17
5	Russian Peacekeepers to Remain in Transdnestr	2012.04.17

6	Over 220 000 Moldovans Granted Romanian Passports in 20 Years	2012.04.24
7	Transdnestr Receives 30 Mln in Russian Aid	2012.04.27
8	March Against Union with Russia Gathers 1 500 people in Chisinau	2012.05.14
9	Moldova May Benefit From NATO Missile Defense	2012.05.23
10	Russian Orthodox Church Urges Moldova to Amend Law on Gays	2012.06.07
11	Chisinau Mayor Wants Saakashvili For Moldova President	2012.06.19
12	Transdnestr Leader Denies Federation Talks with Moldova	2012.07.26
13	Medvedev Invites Moldova to Apply for Customs Union	2012.09.11
14	Moscow Slams Rights Court Over Alphabet Ruling	2012.10.19
15	Romanians Vote in Vital Parliamentary Election	2012.12.09
16	Moldova Protects Gays with Fines	2012.12.27
17	Russia to Ensure Peace in Transdnestr Until Conflict Settlement	2013.05.18
18	Citizens of Former Soviet Republics Remain Glum About Job Prospects	2013.06.21
19	Moldovan Doctors Use DIY Tools to Operate on Kids	2013.07.24
20	Russia to Keep Transdnestr Arsenals Until Conflict Settlement	2013.07.24
21	Moldova Orders Police Dogs to Change Command Language	2013.08.16
22	Russia Bans Moldovan Wine Imports	2013.09.11
23	As Russia Neighbors Cozy Up to Europe, Moscow-EU Rift Grows	2013.10.04
24	Moldovan Communists Demand Government Resignation at Mass Rallies	2013.10.06
25	Christians Demand Moldova Parliament Keep Anti-Gay Law	2013.10.11
26	Russia Rotates Peacekeepers in Transdnestr	2013.10.15
27	Moldova to Fight for Return of its Wines to Russia	2013.10.27
28	Russia Blames EU For Pressure on Former Soviet States	2013.11.19
29	Georgia Moldova Ink EU Agreements as Ukraine Backs Off	2013.11.29
30	Russia Accuses the West of Escalating Tensions Around Transdnestr	2014.03.29

TRIBUNA.MD

No	Titre et traduction	Date
1	Les partisans et les opposants de l'union entre la République de Moldavie et la Roumanie organisent aujourd'hui des manifestations dans la capitale. (<i>Adepții și oponenții unirii Republicii Moldova cu România organizează astăzi acțiuni în capitală</i>)	2013.03.27
2	200 millions de dollars US transférés en Transnistrie. (<i>200 milioane de dolari SUA transferați în Transnistria</i>)	2013.04.08
3	Les unionistes préconisent une nouvelle marche dans le centre de la capitale. (<i>Unioniștii preconizează un nou marș prin centrul capitalei</i>)	2013.05.31
4	L'Union européenne alloue 90 millions d'euro à la Rép. Moldavie. (<i>Uniunea Europeană alocă R Moldova 90 de milioane de euro</i>)	2013.06.14
5	Les communistes ont protesté dans plusieurs endroits au pays. (<i>Comuniștii au ieșit la proteste în mai multe localități ale țării</i>)	2013.09.30
6	Les ambassadeurs de l'UE ont exprimé pleinement leurs soutiens à la République de Moldavie dans leurs aspirations européennes. (<i>Ambasadorii UE au exprimat susținere deplină Republicii Moldova în aspirațiile sale europene</i>)	2013.10.02
7	Stefan Fule : Le temps est venu pour les citoyens des deux côtés du Dniestr de ressentir les bénéfices de la coopération avec l'UE. (<i>Stefan Fule A venit timpul ca cetățenii de pe ambele maluri ale Nistrului să resimtă beneficiile cooperării cu UE</i>)	2013.10.03
8	La Gagaouzie n'utilisera plus le terme de la langue roumaine. (<i>Găgăuzia nu va mai folosi termenul de limbă română</i>)	2013.10.04
9	Le Ministre des affaires étrangères de la Lituanie considère que la Moldavie a des chances réelles d'obtenir la libéralisation du régime des visas par l'UE. (<i>Ministrul de Externe al Lituaniei consideră că Republica Moldova are șanse reale să obțină regim liberalizat de vize cu UE</i>)	2013.10.04
10	Les élections législatives suivantes vont avoir lieu en date du 30 novembre 2014. (<i>Următoarele alegeri parlamentare vor avea loc pe data de 30 noiembrie 2014</i>)	2013.10.21
11	Détails à propos du contrôle migratoire du Dniestr. (<i>Detalii privind controlul migrațional la Nistru</i>)	2013.10.22
12	Iurie Leanca a lancé une série de propositions à la Transnistrie. (<i>Iurie Leancă a lansat un set de propuneri părții transnistrene</i>)	2013.10.30
13	Leanca a proposé, Sevciuc n'a toujours pas répondu. (<i>Leancă a propus, Șevciuc nu a răspuns</i>)	2013.10.30

14	Au-dessus de 117 milles personnes ont participé au rassemblement du 3 novembre. (<i>Peste 117 mii de persoane au participat la mitingul din 3 noiembrie</i>)	2013.11.04
15	Iurie Leanca : La Moldavie opte pour la circulation libre des citoyens au sein du CEI. (<i>Iurie Leancă Moldova optează pentru libera circulație a oamenilor în cadrul CSI</i>)	2013.11.20
16	BOP 2013 : Les Moldaves considèrent que le gouvernement actuel est d'une moins bonne qualité que celui sous les communistes. (<i>BOP 2013 Moldovenii consideră că actuala guvernare e de o calitate mai proastă decât cea comunistă</i>)	2013.11.21
17	Les autorités centrales sollicitent l'annulation de l'organisation d'un référendum en Gagaouzie. (<i>Autoritățile centrale solicită anularea deciziei de organizare a referendumului în Găgăuzia</i>)	2013.11.28
18	En Roumanie, il existe un consensus politique complet vis-à-vis l'intégration européenne de la Rép. Moldavie. (<i>În România există un consens politic total privind integrarea europeană a R. Moldova</i>)	2013.12.04
19	Les langues roumaines et moldaves sont identiques. (<i>Limba română și limba moldovenească sînt identice</i>)	2013.12.05
20	La Roumanie offre un cadeau de 20 millions d'euro à la Rép. Moldavie. (<i>România face un cadou de 20 milioane euro R Moldova</i>)	2013.12.23
21	Les Gagaouzes et les bulgares de la Moldavie pourraient s'unir au sein d'une future République du Bugeac. (<i>Găgăuzii și bulgarii din Moldova s-ar putea uni și crea o nouă republică – Republica Bugeac</i>)	2013.12.26
22	Le commissaire Stefan Fule revient à Chisinau. (<i>Comisarul Stefan Fule vine din nou la Chișinău</i>)	2014.01.13
23	La transnistrie sur l'agenda du parlement européen au mois de février. (<i>Transnistria pe agenda lunii februarie a Parlamentului European</i>)	2014.01.30
24	Les adeptes du moldovenisme se sont adressés aux citoyens. (<i>Adeptii moldovenismului au lansat o adresare către cetățeni</i>)	2014.02.19
25	Chisinau va réviser les taxes pour les marchandises de la Transnistrie. (<i>Chișinăul va revizui taxele pentru mărfurile transnistrene</i>)	2014.02.19
26	Liliana Palihovici : Cette semaine est très importante pour la Moldavie. (<i>Liliana Palihovici Săptămîna aceasta este foarte importantă pentru Moldova</i>)	2014.02.25
27	Moscou conseil Chisinau d'annuler la loi concernant la Transnistrie. (<i>Moscova recomandă Chișinăului să anuleze Legea cu privire la Transnistria</i>)	2014.03.11
28	Nicolae Timofti se réunira avec Traian Basescu à Iassy. (<i>Nicolae Timofti se va întâlni cu Traian Băsescu la Iași</i>)	2014.03.18

29	Deux organisations vont encourager les citoyens de la RM de se déclarer roumain. (<i>Două organizații vor încuraja cetățenii RM să se declare români</i>)	2014.03.21
30	Les E-U et la RM vont augmenter leurs collaborations dans le domaine énergétique. (<i>SUA și RM își sporesc colaborarea în domeniul energetic</i>)	2014.03.24

VOCEARUSIEI.RU

No	Titre et traduction	Date
1	La Russie va continuer à soutenir la Transnistrie. (<i>Rusia va sprijini în continuare Transnistria</i>)	2012.01.03
2	L'Enquête détaillée de l'incident des peacekeepers russes du poste frontalier de la Transnistrie. (<i>Anchetă detaliată incidentului de la postul pacificatorilor ruși din Transnistria</i>)	2012.01.04
3	La lutte des drapeaux en Moldavie. (<i>Luptă a drapelor în Moldova</i>)	2012.04.11
4	Radar en Transnistrie en réponse au bouclier anti-missile européen. (<i>Radar în Transnistria în replică la scutul antirachetă european</i>)	2012.04.17
5	20 ans depuis la paix sur le Dniestr. (<i>20 de ani de la pacea nistreană</i>)	2012.06.27
6	Moscou veut ouvrir un consulat général en Transnistrie. (<i>Moscova vrea să deschidă un consulat general în Transnistria</i>)	2012.09.21
7	La crise en Transnistrie. Blocage des orgueils blessés. (<i>Criza din Transnistria. Blocajul orgoliilor rănite</i>)	2013.06.25
8	La Grande Roumanie et la Moldavie dans le cadre de l'Union douanière eurasiatique. (<i>România Mare și Moldova în cadrul EvrAzES</i>)	2013.07.04
9	Lavrov en Transnistrie : Les troupes pour le maintien de la paix ne peuvent pas être remplacées par des politiciens. (<i>Lavrov În Transnistria, trupele de menținere a păcii nu pot fi înlocuite cu polițiști</i>)	2013.07.24
10	La résolution de la situation en Transnistrie nécessite des efforts supplémentaires. (<i>Reglementarea situației în Transnistria necesită eforturi suplimentare</i>)	2013.07.24
11	Le conflit en Ossétie du Sud. Leçon pour l'avenir. (<i>Conflictul din Osetia de Sud. Lecții pentru viitor</i>)	2013.08.21
12	Chisinau fait de la politique sur le dos de la visite du Patriarche Moscovite et de l'intégralité des russes en Moldavie et Transnistrie. (<i>Chișinăul politizează vizita Patriarhului Moscovei și al Întregii Rusii în Moldova și Transnistria</i>)	2013.09.07

13	Le Patriarche Kirill : «J'ai prié pour la paix et la prospérité de la Moldavie. (<i>Patriarhul Kirill „M-am rugat pentru pacea și prosperitatea Moldovei”</i>)	2013.09.09
14	Le Patriarche Kirill: Les problèmes en Transnistrie sont résorbable. (<i>Patriarhul Kirill Problemele din Transnistria sunt rezolvabile</i>)	2013.09.10
15	La Transnistrie veut un drapeau semblable à celui de la Russie. (<i>Transnistria vrea un drapel asemănător cu cel al Rusiei</i>)	2013.10.16
16	Les régions désirent se divorcer de Chisinau. (<i>Regiunile doresc să divorțeze de Chișinău</i>)	2013.11.06
17	Le KGB de Tiraspol : La République de Moldavie se rapproche de l'OTAN. (<i>KGB-ul de la Tiraspol Republica Moldova se apropie de NATO</i>)	2014.01.17
18	La Transnistrie demande l'aide de la Russie pour se prémunir contre le blocus économique. (<i>Transnistria cere ajutor Rusiei pentru a preveni o blocadă economică</i>)	2014.01.31
19	La Transnistrie demande à la Russie de la sauver du blocus économique. (<i>Transnistria îi cere Rusiei să o salveze de la o blocadă economică</i>)	2014.01.31
20	La Transnistrie et la Moldavie : Un divorce qui dure depuis 20 ans. (<i>Transnistria și Moldova Divorț de 20 de ani</i>)	2014.02.13
21	La République de Moldavie pourrait perdre des territoires sur son chemin vers l'UE. (<i>Republica Moldova ar putea pierde teritorii în drumul spre UE</i>)	2014.02.20
22	L'Ukraine : Géopolitiquement solitaire. (<i>Ucraina Pasiență geopolitică</i>)	2014.02.28
23	Les Moldaves fuient vers la Transnistrie. (<i>Moldovenii fug în Transnistria</i>)	2014.03.05
24	Après la Crimée, et la Transnistrie demande le rattachement dans la composante de la Fédération de Russie. (<i>După Crimeea și Transnistria dorește să intre în componența Federației Ruse</i>)	2014.03.18
25	Le temps n'est toujours venu pour la Transnistrie de suivre l'exemple de la Crimée. (<i>Încă nu a venit timpul ca Transnistria să urmeze exemplul Crimeii</i>)	2014.03.20
26	La République de Moldavie dans l'UE, sans l'accord de l'Allemagne. (<i>Republica Moldova în UE fără acceptul Germaniei</i>)	2014.03.20
27	L'OTAN préoccupée du risque d'une intervention russe en Transnistrie. (<i>NATO, preocupată de riscul unei intervenții ruse în Transnistria</i>)	2014.03.23
28	Un drone ukrainien, descendu en Transnistrie. (<i>O dronă ucraineană, doborâtă în Transnistria</i>)	2014.03.25
29	Poutine a parlé de la nécessité du retrait du blocus sur la Transnistrie. (<i>Putin a vorbit despre necesitatea ridicării blocadei asupra Transnistriei</i>)	2014.03.30
30	Russia Accuses the West of Escalating Tensions Around Transdnestr	2014.03.29

APPENDICE D

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE.

UQAM Faculté des sciences humaines
Université du Québec à Montréal

Certificat d'approbation éthique

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines a examiné le projet de recherche suivant et l'a jugé conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (juin 2012) de l'UQAM :

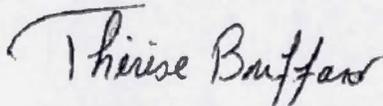
*Vers la construction d'un territoire transrégional? Le cas de l'espace
moldave contemporain
Projet de recherche de M. Albert Chifoi, étudiant à la maîtrise en
géographie
dirigé par Yann Roche, professeur du département de géographie et
co-dirigé par Stéphane Bernard, professeur du département de
géographie*

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Certificat émis le 29 janvier 2014. No de certificat : FSH-2014-03



Thérèse Bouffard
Présidente du comité
Professeure au Département de psychologie

RÉFÉRENCES.

- Adam, Charles. 1937. *Descartes*. Paris: F. Alcan, 372 p.
- Adaniloaie, Nichita. 1965. *The formation of the Rumanian national state*. [L'évolution de l'État-nation roumaine]. Bucharest: Meridiane Pub House, 103 p.
- Adiassov, Innokenti (2012). «La Transnistrie, vingt ans sans guerre.» In *Ria Novosti.ru*. [En ligne]. (<http://fr.ria.ru/discussion/20120720/195425280.html>). Page consultée le 29 avril 2014.
- AGERPRES (2013). «Over 323, 000 application files for Romanian citizenship, solved in 1991-2012 (Soros Foundation) » In *Agerpres.ro*, [En ligne]. (<http://www.agerpres.ro/english/2013/04/03/over-323-000-application-files-for-romanian-citizenship-solved-in-1991-2012-soros-foundation--19-45-19>). Page consultée le 1 mai 2014.
- Anderson, Benedict R.O'G. 1991. *Imagined communities reflections on the origin and spread of nationalism*. Londres: Verso, 224 p.
- Bani (2014). «Cine sunt susținătorii Moldovei și câți bani ne-a dat fiecare stat». [Qui sont les souteneurs de la Moldavie et combien donnent-ils]. In *Bani.md*. [En ligne]. (<http://www.bani.md/cine-sunt-sustinatorii-moldovei-si-cati-bani-ne-a-dat-fiecare-stat-infografic/>). Page consultée le 2 juillet 2014.
- BANQUE MONDIALE (2014). Transferts personnels et rémunération des employés (\$ US courants). In *Banque Mondiale.org*, [En ligne]. (<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.CD.DT>). Page consultée le 1 mai 2014.
- Bărbulescu, Mihai et al. 2007. *Istoria României*. [Histoire de la Roumanie]. Bucarest : Éditions Corint, 511 p.
- Barth, Fredrik. 1969. *Ethnic groups and Boundaries*. Boston: Little, Brown & CO, 153 p.
- Bédard, Mario. 2011. *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie*. Montréal: Coop UQAM éditeur, 347 p.
- Beldiceanu, Nicoară, Jean-Louis Bacqué-Grammont et Matei Cazacu. 1982. «Recherches sur les Ottomans et la Moldavie ponto-danubienne entre 1484 et 1520». Vol. 45, no. 1, *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, p. 48 - 66.
- BLACKSEANEWS (2012). «Studentii transnistreni vor primi diplomă de studii superioare de model rusesc». In *Noi.md*. [En ligne]. (http://www.noi.md/md/news_id/11451). Page consultée le 22 avril 2014.
- Blum, Alain et Filippova Elena. 2006. «Territorialisation de l'ethnicité, ethnicisation du territoire. Le cas du système politique soviétique et russe». T. 35, no 4, *L'Espace géographique*, p. 317 - 327.

- Bon, Agnès. 2004. «"Moldavie 2003". A reculons vers le fédéralisme.» Vol. 1, no 1041, Le courrier des pays de l'Est, p. 78-92.
- Bonville, de Jean. 2006. *L'Analyse de contenu des Médias: De la Problématique au Traitement statistique*. Bruxelles: De Boeck, 451 p.
- Bradley, Harriett. 1996. *Fractured Identities: Changing patterns of inequality*. Cambridge: Polity Press, 241 p.
- Braudel, Fernand. 1986. *L'identité de la France*. 3 t. Paris: Flammarion.
- Brown, David. 1999. « Are there Good and Bad Nationalisms? » Vol. 5, no 2, Nations and Nationalism, p. 281 - 302.
- Brubaker, Rogers. 1996. *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*. [Le Nationalisme Recadré: Nationalité et la Question Nationale dans la Nouvelle Europe] Cambridge: Cambridge University Press, 202 p.
- Calhoun, Craig. 1993. «Nationalism and Ethnicity». In *Annual Review of Sociology* 19: p. 211 – 239
- Calus, Kamil. (2013). «Russia announces new sanctions against Moldova». In *OSW.pl*, [En ligne]. (<http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2013-10-02/russia-announces-new-sanctions-against-moldova>). Page consultée le 16 juillet 2014.
- Castells, Manuel. 1999. *L'ère de l'information*. Vol. 1 de *Rise of the network society. Power of identity. End of millenium*. Paris: Fayard.
- Cazacu, Matei, et Nicolas Trifon. 1993. *Moldavie ex-soviétique: histoire et enjeux actuels, suivi de : Notes sur les Aroumains en Grèce, Macédoine et Albanie*. Coll. «Les cahiers d'Iztok» no 2/3. Mauleon : France Acratie, 271 p.
- Cazacu, Matei, et Nicolas Trifon. 2010. *Un État en quête de nation: La République de Moldavie*. Paris : Éditions Non Lieu, 448 p.
- Cenușă, Denis (2014). «TABEL: Uniunea Europeană versus Uniunea Vamală». [TABLEAU: L'Union européenne versus l'Union douanière.] In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/tabel-uniunea-europeana-versus-uniunea-vamala/>). Page consultée le 23 septembre 2014.
- Chauprade, Aymeric. 2007. *Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire*. Paris: Ellipses, 1050 p.
- Chifoi, Albert. (2011). [Entrevue avec M. Michael Whitty, assistant de projet chez Organisation Internationale pour les Migrations à Chisinau], Chisinau, le 3 août 2011.
- Chifoi, Albert. (2011). [Entrevue avec M. Dan Caranfil, président de l'association des étudiants bessarabes à Iassy], Iassy, le 17 juillet 2011.
- Chifoi, Albert. (2011). [Entrevue avec M. Stefan Alexei, chef de la police frontalière du département d'Iassy], Iassy, le 11 juillet 2011.
- Chifoi, Albert (2011). [Entrevue avec M. Costi Andriescu, directeur des relations publiques de la fondation pour l'éducation et l'attitude sociale.], Iassy, 25 juin 2011.
- Chirica, Codrin Valentin. 2003. «La République de Moldavie entre la Russie et l'Europe», Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 161 p.

- Claval, Paul. 1994. *Géopolitique et géostratégie la pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*. Paris: Nathan, 189 p.
- Claval, Paul. 2010. *Les espaces de la politique*. Coll. U-Géographie. Paris: Armand Colin, 415 p.
- Contogeorgis, Georges. 2011. *De l'Europe politique: Identité et citoyenneté dans le système européen*. Paris: l'Harmattan, 79 p.
- Deleu, Xavier. 2005. *Transnistrie: La poudrière de l'Europe*. Coll. Hugo doc. Paris: Éditions Hugo et compagnie, 223 p.
- Di Méo, Guy. 1998. *Géographie sociale et territoires. Pour mieux cerner les enjeux territoriaux contemporains: de la ville et du pays rural au monde, des États-nations aux identités ethniques et régionales*. Paris: Nathan, 320 p.
- Dungaciu, Dan. 2010. *Basarabia e România? dileme identitare și (geo)politice în Republica Moldova*. [La Bessarabie est-elle la Roumanie? dilemme identitaire et les (géo) politiques de la République de Moldavie]. Chișinău – Bucarest : Éditions Cartier, 464 p.
- Foucher, Michel. 1991. *Fronts et frontières un tour du monde géopolitique*. Paris: Armand Fayard, 527 p.
- Gangloff, Sylvie. (1997). «L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie». In *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 23] (<http://cemoti.revues.org/121>). Page consultée le 20 juin 2013.
- Gilbert, Anne. 1986. «L'analyse de contenu des discours sur l'espace : une méthode». *Le Géographe canadien* vol. 30, no 1, p. 13 - 25.
- Gîscă, Tatiana. (2012). «Șevciuk: In Germania nu s-a discutat problema federalizării Moldovei». [Le problème de la fédéralisation de la Moldavie n'a pas été discuté en Allemagne.] In *Noi.md*, [En ligne]. (http://www.noi.md/md/news_id/13181). Page consultée le 22 avril 2014.
- Gellner, Ernest. 1989. *Nations et Nationalisme*. Paris: Payot, 208 p.
- Gurez, Kristina (2013). «Găgăuzia nu va mai folosi termenul de "limbă română"». [La Gagaouzie ne fera plus appel à la notion de la langue roumaine]. In *Tribuna.md*, [En ligne]. (<http://tribuna.md/2013/10/04/gagauzia-nu-va-mai-folosi-termenul-de-%E2%80%9Elimba-romana%E2%80%9D/>). Page consultée le 26 avril 2014.
- Hall, Stuart. 1996. *Questions of cultural identity*. London: Sage, 198 p.
- Hammarberg, Thomas (2013). «Report on Human Rights in the Transnistrian Region of the Republic of Moldova». [Rapport sur les Droits de l'homme dans la région transnistrienne de la République de Moldavie.] [En ligne]. (www.un.md/publicdocget/41/). Page consultée le 15 juillet 2014.
- Heuberger, Valeria, Peter Jordan, Thede Khal et Dorin Lozovanu. 2004. *Ethnic consciousness in the republic of Moldova in 2004*. [La conscientisation ethnique dans la république de Moldavie en 2004.] Vienne : Austrian academy of sciences, 46 p.

- Hobsbawm, Eric. J. 2001. *Nations et Nationalisme depuis 1780*. Coll. Bibliothèque des histoires. Paris: Gallimard, 247 p.
- Iglesias Danero, Julien. 2013. «Constructing National history in Political Discourse: Coherence and Contradiction (Moldova, 2001 - 2009) ». Vol. 41, no 5, *Nationalities Papers: The Journal of Nationalism and Ethnicity*, p. 780 - 800.
- Iglesias Danero, Julien. 2009. *Moldavie: Légalité et Réalité: Comparaison de la situation des minorités russe, gagaouze et sexuelle au sein de l'État nationalisant moldave: Actes de la 81ème Conférence annuelle du Canadian Political Science Association (Ottawa, mai 2009)*. Ottawa (Ont.): 13 p. (<http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2009/Danero.pdf>)
- Jowitt, Kenneth. 1971. *Revolutionary Breakthroughs and National Development: The Case of Romania, 1944 - 1965*. [Percées révolutionnaires et le Développement national: Le Cas de la Roumanie, 1944 - 1965] Berkeley: University of California Press, 317 p.
- Kleinschmager, Richard. 1987. *Géopolitique de l'Alsace*. Strasbourg: Bf Editions, 248 p.
- Kohn, Hans. 1967. *The Idea of Nationalism. A study in its origins and background*. [L'idée du Nationalisme. Étude de ses origines et environnement] New York: Collier Books, 735 p.
- Kymlicka, Will. 1995. *Multicultural citizenship a liberal theory of minority rights*. Oxford: Clarendon Press, 280 p.
- Lacoste, Yves. 2003. *De la géopolitique aux paysages: Dictionnaire de la géographie*. Paris: Armand Colin, 413 p.
- Le Moigne, Jean-Louis. 2003. *Le Constructivisme*. 3 t. Paris: L'Harmattan.
- Matei, Cătălina. (2014). «Ponta: Este posibilă în cinci ani unirea României cu Republica Moldova în interiorul UE». [Ponta P.M: L'Union entre la Roumanie et la République de Moldavie au sein de l'UE sera possible dans cinq ans]. In *Agerpres.ro*, [En ligne]. (<http://www.agerpres.ro/politica/2014/09/19/ponta-este-possibila-in-cinci-ani-unirea-romaniei-cu-republica-moldova-in-interiorul-ue-13-59-23>). Page consultée le 23 octobre 2014.
- Maulin, Éric. 2003. *La théorie de l'État de Carré de Malberg*. Coll. Léviathan. Paris: Presses universitaires de France, 344 p.
- Meyer-Bisch, Patrice. éd. 2007. *Les droits culturels projets de déclaration*. Coll. Interdisciplinaires. Fribourg: Suisse éditions universitaires Vol.25, 49 p.
- Moldova (2013). «Population of Moldova gets older». [La population de la Moldavie vieillit.] In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/population-of-moldova-gets-older-239482-eng/>). Page consultée le 26 avril 2014.
- Moldova (2013). «Rusia ar putea expulza circa 200 mii de moldoveni.» [La Russie pourrait expulser jusqu'à 200 000 moldaves.] In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/rusia-ar-putea-expulza-circa-200-mii-de-moldoveni-239236-rom/>). Page consultée le 26 avril 2014.

- Moldova (2013). «Șevciuk: Oamenii din Transnistria nu doresc reintegrarea în Republica Moldova». [Le peuple de la Transnistrie ne désire pas la réintégration au sein de la République de Moldavie]. In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/sevciuk-oamenii-din-transnistria-nu-doresc-reintegrarea-in-republica-moldova-236815-rom/>). Page consultée le 12 avril 2014.
- Moldova (2014A). «It is official! 288, 000 Moldovans likely to be banned from entering Russian Federation.» [Officiel! 288, 000 moldaves susceptibles d'interdiction d'entrée dans la Fédération de Russie.] In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/official-288-000-moldovans-likely-banned-entering-russian-federation/>). Page consultée le 28 mars 2014.
- Moldova (2014B). «EU Council lifted visas for Moldovans; visa-free travels as of May.» [Le Conseil de l'UE lève les visas pour les moldaves; circulation sans visas dès le mois de mai.] In *Moldova.org*, [En ligne]. (<http://www.moldova.org/eu-council-lifted-visas-moldovans-visa-free-travels-may/>). Page consultée le 28 mars 2014.
- Modiga, Iulia (2014). «Ultima oră: Transnistria cere alipirea la Rusia». [La Transnistrie demande le rattachement à la Russie.] In *Infoprut.ro*, [En ligne]. (<http://www.infoprut.ro/2014/ultima-ora-transnistria-cere-alipirea-la-rusia.html>). Page consultée le 28 mars 2014.
- Mucchielli, Alex. 2002. *L'identité*. Coll. «Que sais-je», Paris: Presse Universitaire de France, 127 p.
- Noi (2012). «Găgăuzii refuză să studieze istoria românilor». [Les Gagaouzes refusent d'étudier l'histoire de la Roumanie.] In *Noi.md*, [En ligne]. (http://www.noimd.md/news_id/11543). Page consultée le 22 avril 2014.
- Noi (2012). «Reintegrarea teritorială a Moldovei în timpul apropiat este imposibilă». [La réintégration territoriale de la Moldavie, le moment venu, est impossible.] In *Noi.md*, [En ligne]. (http://www.noimd.md/news_id/11824). Page consultée le 22 avril 2014.
- Noi (2012). «Tiraspolul nu are de gând să-și lege viitorul de Moldova». [Tiraspol ne va pas lier son avenir à celle de la Moldavie.] In *Noi.md*, [En ligne]. (http://www.noimd.md/news_id/15568). Page consultée le 22 avril 2014.
- Nye, Joseph. 2008. «Public Diplomacy and Soft Power.» In *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 616: p. 94-109
- Boston. (OEC). The Observatory for Economic Complexity (SD). *Products that Moldova exports to Russia* (2012). [En ligne], Boston, MIT. (http://atlas.media.mit.edu/explore/tree_map/hs/export/mda/rus/show/2012/). Page consultée le 2 juillet 2014.
- Paquin, Stéphane et Dany Deschênes. sous la direction de. 2009. *Introduction aux relations internationales : théories, pratiques et enjeux*. Montréal : Chenelière éducation, 406 p.
- Parmentier, Florent. 2004. «État, politique et cultures en Moldavie». Vol. 2, no 54, *Revue internationale et stratégique*, p. 152 - 160.

- Parmentier, Florent. (2005). «L'Ukraine et la Roumanie au chevet de la dépendance énergétique moldave? Décembre 2005». In *Moldavie.fr*, [En ligne]. (http://www.moldavie.fr/spip.php?page=imprimer_articulo&id_article=120). Page consultée le 24 octobre 2014.
- Parmentier, Florent. (2014). «La Gagaouzie et les Gagaouzes: portrait d'une minorité turcophone». In *Moldavie.fr*, [En ligne]. (<http://www.moldavie.fr/spip.php?article165>). Page consultée le 23 octobre 2014.
- Pelivan, Ion G. 1920. *Le droit des roumains sur la Bessarabie. Au point de vue historique, ethnique et de l'auto-détermination*. Paris : Imprimerie des Arts et des Sports, 23 p.
- Publika (2013). «Tiraspolul și Chișinăul trebuie să se despartă în mod civilizată, susține Șevciuk». [Tiraspol et Chisinau doivent se séparer selon un ordre civilisé, soutien Chevtchouk] In *Publika.md*, [En ligne]. (http://www.publika.md/tiraspolul-si-chisinaul-trebuie-sa-se-desparta-in-mod-civilizat--sustine-sevciuk_1657461.html). Page consultée le 28 mars 2014.
- Renan, Ernest. 1991. *Qu'est-ce qu'une nation?* Paris: P. Bordas, 126 p.
- République de Moldavie, Comisia Națională pentru Populație și Dezvoltare. (2007). *Informația cu privire la problemele demografice în Republica Moldova*. [Informations sur les problèmes démographiques en République de Moldavie.] Rapport présenté en cadrul ședinței mixte a Comisiei naționale pentru populație și dezvoltare și Comisiei pentru protecția socială, sănătate și familie a Parlamentului Republicii Moldova, 19 decembrie 2007. [Rapport présenté lors de la réunion du Comité national mixte sur la population et le développement ainsi que le Comité sur la protection sociale, de la santé et de la famille du Parlement moldave, le 19 Décembre 2007.] [En ligne]. (http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:ICNQQvFAO3oJ:www.demografie.md/files/8550_situatia_demografica_in_republica_moldova.doc+&cd=9&hl=fr&ct=clnk&gl=ca). Page consultée le 06 octobre 2014.
- République de Moldavie, Biroul Național de Statistică al Republicii Moldova. (2014). *Numarul mediu al populației stabile după An, Vîrstă, Medii și Sex*. [Nombre moyen de la population stable selon l'Année, l'Âge, la Moyenne et le Sex.] [En ligne]. (<http://statbank.statistica.md/pxweb/Dialog/varval.asp?ma=POP0112&ti=Numarul+mediu+al+populatiei+stabile+pe+virste%2C+medii+si+sexe%2C+1980%2D2013&path=../Database/RO/02%20POP/POP01/&lang=1>). Page consultée le 12 août 2014.
- République de Moldavie, Ministère des Affaires Étrangères de la République de Moldavie, Mission permanente de la République de Moldavie aux Nations Unies. (2010). *Rethink Moldova: Priorities for Medium Term Development*. [Repensée de la Moldavie: Priorités pour le Développement à moyen terme.] [En ligne]. (<http://www.onu.mfa.md/documents-en/rm-mid-term-strategic-priorities-en/>) Consultée le 6 octobre 2014.
- République de Moldavie, Promo-LEX Association, Ambassade de Suède à Chisinau. (2014). *Raport: Drepturile omului în Moldova*. [Rapport: Droits de l'homme en Moldavie.]

- [En ligne]. (http://www.promolex.md/upload/publications/ro/doc_1403006808.pdf). Page consultée le 04 mai 2014.
- Resis, Albert. 2000. «The Fall of Litvinov: Harbinger of the German-Soviet Non-Aggression Pact» [La chute de Litvinov: Présage du Pacte de non-agression germano-soviétique] Vol. 52, no 1, *Europe-Asia Studies*, p. 33 – 56
- Ria Novosti (2012). «Moscow Slams Rights Court over "Alphabet" ruling». [Moscou conteste la décision de la Cour des Droits de l'homme sur le cas de l'enseignement en graphie latine en Transnistrie.] In *Ria Novosti.ru*, [En ligne]. (<http://en.ria.ru/world/20121019/176757868.html>). Page consultée le 29 avril 2014.
- Ria Novosti (2013). «Christians Demand Moldova's Parliament Keep Anti-Gay Law». [La communauté chrétienne demande au Parlement Moldave de préserver la Loi Anti-Gai.] In *Ria Novosti.ru*, [En ligne]. (<http://en.ria.ru/world/20131011/184070406/Christians-Demand-Moldovas-Parliament-Keep-Anti-Gay-Law.html>). Page consultée le 29 avril 2014.
- Rosière, Stéphane. 2003. *Géographie politique et géopolitique : une grammaire de l'espace politique*. Paris: Ellipses, 320 p.
- Roumanie, Institutul național de statistică. (2002). *Recensământul de populație și al locuințelor*. [Recensement de la population et des logements.] Populația stabilă după religie: județe, municipie, orașe și comune. [Population stable selon la religion par département, municipalité, village et commune.] Tab. 13. [En ligne]. (<http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2012/08/TS7.pdf>). Page consultée le 12 août 2014.
- Ruzé, Alain. 1997. *La Moldova entre la Roumanie et la Russie. De Pierre le Grand à Boris Eltsine*. Paris : L'Harmattan, 219 p.
- Schnapper, Dominique. 1999. «Beyond the opposition: Civic Nation versus Ethnic Nation.» Vol. 26, no 1, *Canadian Journal of Philosophy*, p. 219 – 234
- Smith, Anthony D. 1987. *The ethnic origins of nations*. Oxford: Blackwell, 316 p.
- Spencer, Philip, et Howard Wollman. 1998. «Good and Bad Nationalisms: A Critique of Nationalism». Vol. 3, no 3, *Journal of Political Ideologies*, p. 255 – 274
- Spencer, Steve. 2006. *Race and Ethnicity: Culture, Identity and Representation*. Londres: Routledge, 273 p.
- Stoiciu, Andrei. 1995. *Fiction et réalité identitaire. Le cas de la Bessarabie*. Montréal : Humanitas, 229 p.
- Stoiciu, Victoria. (2014). «Prends ta valise, oublie les visas» ou pourquoi tous les Moldaves ne dansent pas de joie le 28 avril. Trad. du roumain par Julien Danero Iglesias. In *Regard sur l'Est* [En ligne] (http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1506). Page consultée le 15 mai 2014.
- Tilly, Charles. 1990. *Coercion, capital, and European states AD 990-1990*. Cambridge: Mass. B. Blackwell, 269 p.

- Turcanasu, George et Alexandru Rusu. 2008. «Le système des villes en Bulgarie et en Roumanie. Quelles perspectives pour un polycentrisme?» T. 37, no 4, L'espace géographique, p. 338 - 348.
- Van Meurs, Wim. 2004. «La Moldavie ante-portas : les agendas européens de gestion des conflits et l'initiative "Europe élargie".» Vol. 2, no 54, Revue internationale et stratégique, p. 141 -151.
- Watson, Derek. 2000. «Molotov's Apprenticeship in Foreign Policy: The Triple Alliance Negotiations in 1939.» [L'apprentissage de Molotov en Politique étrangère: Les Négociations de la Triple Alliance en 1939] Vol. 52, no 4, Europe-Asia Studies, p. 695 - 722
- Way, Lucan. 2003. «Weak States and Pluralism: The Case of Moldova.» In *East European Politics & Societies 17*: p. 454 - 482
- Wendt, Alexander. 1994. «Collective Identity Formation and the International State.» [Conception de l'identité collective et l'État international.] Vol. 88, no 2, American Political Science Review, p. 384 - 396. In Chirica, Codrin Valentin. 2003. «La République de Moldavie entre la Russie et l'Europe», Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 161 p.
- Wilden, Anthony. 1980. «Système et structure. Essais sur la communication et l'échange». Trad. de l'anglais par Georges Khal. Montréal: Boréal Express, 685 p.
- Yack, Bernard. 1996. «The Myth of the Civic Nation.» Vol. 10, no 2, Critical Review, p. 193 - 211.
- Yatchinovsky, Arlette. 2012. *L'approche systémique. Pour gérer l'incertitude et la complexité*. Issy-les-Moulineaux: ESF éditeur, 167 p.